LA

POLITIQUE EXTÉRIEURE

APRÈS LE PLÉBISCITE

I

Henri IV admettait les guerres de diversion. « Mes desseins, disait-il à Sully, sont de faire voir une guerre étrangère pour occuper en icelle tant de corps et d'esprits ocieux et turbulens qui sont dans mon royaume. » Malgré cette autorité, j'ai toujours pensé que la guerre n'était pas un bon moyen de mater les turbulences intérieures. Contre elles la force seule est efficace, et on affaiblit celle dont on peut disposer quand on en transporte une portion dehors : la guerre la mieux préparée est parfois traversée par la fortune, on peut être vaincu ; alors les sectaires de la haine, auxquels toute abnégation patriotique est inconnue, se ruent sur vous et vous poignardent dans le dos. Néanmoins, avant le plébiscite, lorsque l'Empire semblait « usé, fini, pourri, honni, exécré, agonisant, » on pouvait lui supposer l'arrière-pensée de chercher dans une aventure glorieuse le moyen de sortir d'une situation intérieure perdue. Après le plébiscite, lorsque cet Empereur honni, exécré, agonisant, venait d'obtenir un nombre de suffrages égal à celui de son intronisation, et que la persistance de sa force populaire était indéniable, personne ne pouvait plus honnêtement prêter à un souverain fatigué, vieux avant l'âge, la folle pensée de remettre en jeu la sécurité qui venait de lui être assurée et de la risquer dans les hasards d'une

guerre inutile. Quoique le plébiscite n'eût pas tranché directement la question de paix ou de guerre, il avait donc été indirectement un fait pacificateur par l'apaisement qu'il avait apporté dans la situation intérieure du pays. Il avait encore accru, si c'était possible, notre volonté pacifique. Nous avions été touchés de la confiance et de la fidélité du peuple des campagnes, et comme la paix est le principal de ses intérêts, le plus constant de ses désirs, plus que jamais nous nous croyions tenus à la sauvegarder avec sollicitude. On va retrouver ces dispositions dans la conduite des affaires militaires, aussi bien que dans celles des affaires diplomatiques et de l'action parlementaire. Je n'invoque qu'un seul témoignage, à cause de son importance décisive, celui de Blondeau, directeur des services administratifs au ministère de la Guerre, sans la participation duquel aucun préparatif militaire n'était possible (1). Le président de la Commission des marchés instituée, après la paix de Francfort, insinuait que la pensée de la guerre remontait au plébiscite : « Il est bien étonnant, répondit Blondeau, que le gouvernement ait eu trois mois à l'avance le projet de cette guerre, car le ministre de la Guerre, qui me témoignait une grande confiance, ne m'en a jamais laissé entrevoir la préoccupation ; tout au contraire. Ainsi, au mois de mai 1870, alors que nous discutions le budget, je lui remis la note que j'ai eu l'honneur de vous lire et où je lui demandais un crédit de trois millions. Il me fit une scène extrêmement vive, se plaignant que, pour le service administratif, je voulais absorber une trop forte partie du budget, disant que, depuis le plébiscite, nous étions absolument à la paix et qu'il n'y avait aucune prévision de guerre. Il me semblerait bien étrange qu'on ait préparé une campagne au moment où on me tenait ces discours (2). »

Prétendre que le plébiscite a été une des causes de la guerre n'a pas le sens commun, si l'on regarde du côté de la France. C'est au contraire très vrai si l'on regarde du côté de Bismarck. La victoire de Napoléon III lui fut une surprise désagréable. Il avait supposé que le régime libéral conduirait l'Empire à sa ruine et il constatait que ce régime l'avait au contraire fortifié : « Le résultat de cet appel de l'Empereur, disait sa *Correspondance provinciale*, a montré quelles profondes racines a le gou-

(1) Il a été depuis, au Conseil d'État, un fonctionnaire de la République.
(2) Commission des marchés.

vernement dans la confiance du peuple français. La portée de ce résultat est d'autant plus considérable, que cette fois une pleine liberté a présidé au vote populaire et que ce vote a même été précédé d'une vive agitation (18 mai). »

Les garanties que ce succès donnait à la consolidation de la paix n'échappaient à personne en Allemagne : « Le gouvernement impérial, écrivait la *Correspondance de Berlin* (11 mai 1870), peut être assuré que bien d'autres millions de « oui, » dans l'Europe entière, font écho à ceux du suffrage universel français. De ce côté-ci du Rhin, particulièrement, la politique loyale et généreuse de Napoléon III, fidèle à ses principes, respectant les droits des autres peuples, animée d'un zèle sincère pour le maintien de la paix, s'était acquis déjà des sympathies d'autant plus vives et d'autant plus méritées que les partisans des anciennes dynasties en France continuaient à soutenir les anciennes traditions de conquête et de suprématie, et que les ultra-libéraux eux-mêmes, cherchant à égarer le patriotisme français, en sont encore à représenter Sadowa comme une défaite pour la France. » Ces perspectives rassurantes accéléraient le mouvement importun en faveur du désarmement. Dans les États du Sud, on se montrait de plus en plus hostile à l'accroissement des forces militaires ; la Commission des finances de la Chambre bavaroise était à la veille de réduire la durée de présence sous le drapeau à huit mois pour l'infanterie, de supprimer deux régimens de cuirassiers et deux de cavalerie, de faire cesser la division de l'armée en régimens et de supprimer ainsi tous les emplois de colonels et lieutenans-colonels. (Ce fut en effet décidé le 11 juin.)

De toutes les manières et partout les affaires de l'Unité marchaient décidément mal. Une tentative des Badois, pour en obtenir l'affirmation par le Parlement douanier, avait été repoussée par la Bavière et le Wurtemberg. L'abstention des Bavarois, le peu d'empressement des Saxons et des Hessois et d'une partie des Prussiens eux-mêmes avaient réduit l'assemblée à un tiers de ses membres (27 avril). On se demandait à Berlin si on n'allait pas être contraint de renoncer à la conquête de l'Allemagne et de retomber à n'être plus que la Prusse. « *La situation intérieure*, a avoué Ottokar Lorenz, *ne pouvait se dénouer que par une attaque de la France.* » Et il était certain que la France ne prendrait pas l'initiative de cette attaque. Il fallait donc l'y pro-

voquer. Bismarck résolut de ne plus attendre et de brusquer le dénouement. Son confident Busch a révélé cette volonté de son héros : « En 1867, Bismarck avait évité la guerre parce qu'il n'avait pas jugé la Prusse assez forte... En 1870, cette difficulté était levée, l'Allemagne était suffisamment armée... Les Arcadiens désiraient la guerre, les ultramontains, l'Impératrice en tête, y poussaient avec ardeur. A vue d'œil, la France fortifiait son armée et préparait des alliances. Si jusque-là on avait pu placer son espérance dans un *retard, ce retard devenait maintenant un danger, et de là résultait pour l'homme d'État le devoir de remplacer une politique qui retardait une action décisive par la politique qui précipitait ce qui était absolument inévitable.* Dans l'intérêt de l'Allemagne et non moins dans l'intérêt de l'Europe, *il fallait trouver un moyen de saisir (fassen), de surprendre les Français qui n'étaient pas complètement prêts à la lutte, de manière à les faire sortir de leur réserve* (1). »

II

Bismarck n'avait pas quitté sa retraite de Varzin pour rendre hommage au Tsar lorsque celui-ci se rendit dans les États du Sud. Il en sortit pour assister aux dernières séances du Reichstag de la Confédération du Nord (22 mai). Le lendemain de son arrivée, il prononça un discours sur la peine de mort. Dans une forme un peu confuse, il donna l'argument décisif du maintien de cette peine (2) : c'est que si on l'abolit, il faut créer des tortures pires que la mort elle-même ; l'*ergastolo*, par lequel les Italiens l'ont remplacé, est la création la plus infernale de supplice qu'ait inventée la cruauté humaine. Mieux vaut s'en tenir à la règle : qui a tué sera tué. Tout à coup, au milieu des considérations humanitaires ou juridiques, il s'écria d'une voix tonnante : « C'est la source où nous puisons le droit d'être rigoureux et d'écraser sous un talon de fer tout ce qui ferait obstacle au rétablissement de la nation allemande dans sa splendeur et sa puissance. » *(Explosion de bravos.)* On se demanda à qui s'adressait cette menace, on ne douta point que ce ne fût à la France. Peu après, dans la discussion du chemin de fer du

(1) Busch, t. II, chap. I, p. 53 : *Unser Kanzler.*
(2) Séance du 23 mai 1870. Voir aussi ses discours des 1er, 10 et 25 mars.

Saint-Gothard, il prononça des paroles également significatives dont l'intention ne pouvait pas être douteuse.

Une convention avait été conclue à Berne entre l'Italie et la Suisse, en vue de l'exécution d'un chemin de fer à travers le Saint-Gothard. L'État de Bade y avait adhéré par la promesse d'une subvention de trois millions; Bismarck demanda au parlement du Nord d'accorder une subvention de dix millions. Des intérêts purement commerciaux n'eussent pas motivé suffisamment cette intervention sans exemple d'une nation étrangère dans la construction d'un chemin de fer établi par deux nations voisines. Aussi est-ce par un intérêt politique, c'est-à-dire par une idée hostile à la France, qu'on motiva la demande de crédit : « Il s'agit, dit Sybel, non d'un chemin de fer ordinaire, mais d'une entreprise d'une signification internationale et de la plus haute portée... Il s'agit de fournir une nouvelle preuve du changement de puissance que l'Allemagne du Nord doit aux événemens de 1866... Tendons au peuple italien, pour lequel nous sommes animés de tant de sympathies historiques, notre main de fer sur les montagnes de la Suisse libre et neutre. »

Le ministre d'État, Delbrück, reconnut que le chemin de fer avait surtout une importance politique, et le lendemain, 25 mai, au milieu de réticences mystérieuses plus provocantes que ne l'eussent été de franches déclarations, Bismarck le redit mieux encore : « Des nécessités politiques exigent la création d'une route directe reliant l'Allemagne à l'Italie. Il a fallu de graves circonstances, des circonstances mûrement pesées pour amener le gouvernement à la résolution inaccoutumée, je pourrais même dire sans précédens, de proposer à la Confédération et à des gouvernemens voisins une demande de fonds considérables en faveur d'une ligne de chemin de fer située non seulement en dehors de la Confédération du Nord, mais en dehors même de l'Allemagne. Les considérations qui ont décidé le gouvernement à cette démarche inusitée sont, je le crois, tellement évidentes, elles ont été si bien examinées, elles sont en partie de nature tellement délicate, que je vous prie de me dispenser de vous les exposer encore publiquement. *(Très bien! très bien!)* On ne peut penser à mettre en comparaison les avantages que le Saint-Gothard, présente sur le Splügen ou le Splügen sur le Saint-Gothard quand on songe aux intérêts que l'Allemagne du Nord a dans l'affaire du Saint-Gothard... Pour vous, le principal

est d'avoir une communication presque directe avec l'Italie qui est notre amie, et qui, je l'espère, l'est pour longtemps. » Le crédit de dix millions fut voté à une grande majorité.

Mais tous ces discours n'étaient que de petites provocations en quelque sorte préparatoires. C'est à la grosse provocation de fait qu'il consacra sa vigoureuse activité.

III

Versen, qui avait pris goût à l'aventure espagnole, ne s'était pas consolé du dédain avec lequel le roi de Prusse avait reçu son rapport et rompu les pourparlers avec Prim. Il avait essayé de reprendre l'affaire en sous-œuvre auprès du Kronprinz, sous les ordres duquel il avait servi, et avait si bien travaillé, qu'il l'avait gagné à sa cause. Il ne doutait pas que Bismarck, fort de ce nouvel assentiment, ne reprît son complot espagnol. Dès qu'il le sut de retour à Berlin, il courut au palais du Reichstag et lui donna connaissance de son rapport et du refus du Roi d'en tenir compte. Bismarck, très mécontent de ce point d'arrêt, dit que l'affaire devait être immédiatement reprise « et qu'elle constituait pour l'Allemagne un objectif dont la réalisation était inconditionnellement désirable et digne d'être recherchée (1). » Avant tout, il fallait remettre Prim en confiance et lui donner le mot d'ordre. A cet effet, Lothar Bücher fut de nouveau dépêché vers lui, porteur d'une lettre autographe de Bismarck (2). Ce n'était pas la première échangée entre eux, et Bismarck n'avait pas attendu jusque-là pour répondre à celles qui lui avaient été apportées en février par Salazar; mais après son départ pour Varzin, une longue interruption avait eu lieu, et Prim avait pu croire la conversation terminée. Bismarck s'excusait de cette interruption : « Prim aurait tort de considérer la candidature Hohenzollern comme abandonnée; il ne tenait qu'à lui de la reprendre. L'essentiel était de ne jamais faire intervenir le ministre des Affaires étrangères, ni le chancelier de l'Empire, ni lui-même Bismarck. S'il avait des communications à adresser, il n'avait qu'à les faire parvenir par Salazar ou par le docteur. »

(1) Ottokar Lorenz, p. 247. — Charles de Roumanie, 21 mai/2 juin.

(2) L'existence de cette lettre est affirmée par un récit de Lothar Bücher à Busch : parlant des souvenirs de Bismarck, Bücher dit à Busch : « Il a nié sa lettre à Prim jusqu'à ce que je lui aie rappelé que moi-même je l'avais remise dans les mains du maréchal. »

Pour que le complot arrivât à son entière conclusion, il ne manquait plus que le consentement des princes. Bismarck activa de ce côté la besogne : le prince Antoine étant déjà favorable, le Kronprinz se mit à endoctriner son ami Léopold, qui, sous ces insistances jointes à celles de sa femme, commença par éprouver des scrupules de son refus, *d'abord à cause de ses devoirs vis-à-vis de la maison de Hohenzollern*, ensuite à cause de son pays et de son prestige, et qui finalement en vint à un demi-assentiment (28 mai).

Cependant les Espagnols s'impatientaient. Salazar pressait chaque jour Lothar Bücher d'obtenir une solution définitive. « Qu'à cela ne tienne, dit Lothar, partons ensemble et allons chercher le consentement qu'on ne nous envoie pas. » Et ils partent tous deux, voyageant séparément tant qu'ils sont en France, de crainte qu'on ne les reconnût, et ne se réunissant que sur le territoire allemand. Ils se rendent auprès des princes, joignent leurs instances à celles à demi victorieuses dont Léopold est assailli et ont la satisfaction d'entraîner son acceptation complète. Léopold se résout « *à laisser de côté les considérations personnelles, à ne plus se laisser guider que par des nécessités d'ordre supérieur parce qu'il espère rendre un grand service à son pays* (1). »

Quel grand service à rendre à son pays, quelles nécessités d'ordre supérieur le décidaient ainsi à laisser de côté ses considérations personnelles? c'est-à-dire à se conduire en malhonnête homme vis-à-vis de l'empereur Napoléon? Que les historiens allemands et leurs copistes français répondent à ce point d'interrogation; qu'ils nous disent en termes précis quel grand service un Hohenzollern pouvait rendre en ce moment à son pays en Espagne, si ce n'est celui d'obliger la France à cette attaque exigée par l'état intérieur de l'Allemagne? C'est le leitmotiv de ce récit; je le reprendrai sans me lasser.

Le consentement du prince obtenu, les deux envoyés se séparent, Lothar Bücher va à Berlin avec la réponse de Prim, et Salazar retourne à Madrid porter le consentement des princes.

(1) Ce sont les expressions du *Journal* de Charles de Roumanie. Celui-ci note au 4 juin l'acceptation dont il donne les motifs : c'est le jour où il en a eu connaissance à Bucharest. L'acceptation elle-même est antérieure de quelques jours.

IV

Tandis que l'entente souterraine s'organise entre Sigmaringen, Madrid et Berlin, le roi de Prusse quitte sa capitale inopinément le 1er juin, et, accompagné de Bismarck, se rend à Ems, auprès du Tsar, en route vers le Wurtemberg. Ce départ causa une vive surprise, car Guillaume venait de voir son neveu à Berlin. La présence du chancelier surtout suscitait les commentaires. On expliquait dans les cercles officiels qu'il ne s'agissait que d'un acte de courtoisie; le Roi rendait la visite reçue, et Bismarck faisait celle qu'il n'avait point rendue. Les suppositions n'en furent pas moins nombreuses. Après l'explosion de la candidature Hohenzollern, les historiens s'accordèrent à croire que les augustes personnages s'étaient rencontrés en vue de l'éventualité prochaine et que, là, Guillaume avait obtenu du souverain russe son assentiment au complot et la promesse d'une neutralité amie en cas de guerre avec la France. Des personnages bien informés m'ont assuré qu'on ne s'occupa point du tout à Ems de la candidature Hohenzollern, dont on voulait réserver la surprise au Tsar, comme à tous les autres, et qu'aucun engagement officiel ne fut contracté. Le Tsar, d'ailleurs, était dans un état de santé qui ne lui permettait d'application à quoi que ce fût. Des crises nerveuses dont il souffrait depuis l'hiver devenaient de plus en plus fréquentes; il avait des accès de désespoir sans cause appréciable; des tics nerveux agitaient ses traits; ses serviteurs l'entendaient gémir; il demeurait des journées entières dans une solitude absolue, péniblement affecté quand quelqu'un cherchait à pénétrer auprès de lui. Dans ses promenades, on le voyait s'arrêter brusquement, prendre sa tête dans ses mains, ou appuyer son visage contre un arbre et demeurer ainsi sans répondre aux questions qui lui étaient adressées.

Cependant, si on ne traita pas d'affaires, on causa, on s'entretint de l'Orient, on dit du mal de Beust, on se plaignit de Napoléon III qui secondait les remuemens anti-russes du chancelier autrichien. L'objet des réflexions des trois interlocuteurs fut surtout l'état de l'Allemagne. A cet égard, nous n'en sommes pas réduits aux conjectures. En quittant Ems, le Tsar vint avec son fils passer quelques jours d'intimité dans sa famille de Stuttgart, et Schouvaloff, son grand chambellan et maréchal de cour,

raconta à notre ministre Saint-Vallier les conversations de son maître avec Bismarck. Il lui aurait dit avec une fermeté qui le déconcertait : « De mon vivant, il ne sera pas porté atteinte à l'indépendance des États de l'Allemagne du Sud. Nous sommes vos meilleurs amis; nous voulons le demeurer; mais prenez garde à ne pas encourager par votre attitude ou par vos journaux l'exaltation protestante et germanique qui se montre parmi les provinces Baltiques. » Enfin, sur un ton dont la froideur même était significative : « Terminez donc équitablement cette affaire du Sleswig septentrional; il y a là un ferment dangereux pour l'avenir. La France, à un moment donné, peut y trouver un prétexte utile en même temps qu'un allié précieux, *et je vous le déclare, si des embarras vous viennent de ce côté-là, ne vous en prenez qu'à vous et ne comptez pas sur moi pour vous aider à en sortir.* » Bismarck aurait répondu par des assurances réitérées de réserve et de modération en ce qui touche la question allemande; il aurait affirmé son désir de voir la paix se maintenir, son respect pour les droits et pour l'indépendance des États situés au Sud du Mein ; il aurait nié avec énergie la participation du Cabinet de Berlin aux encouragemens que rencontrent en Allemagne les aspirations religieuses et politiques des populations Baltiques. Sur la question du Sleswig il aurait cherché à abriter sa responsabilité en invoquant les vues et la volonté personnelle du Roi. Du reste, Bismarck n'aurait pas charmé le Tsar; celui-ci l'aurait trouvé enjoué, mais lourd, embarrassé, plein de lieux communs et de banalités, répétant les mêmes anecdotes, les mêmes plaisanteries, riant aux éclats des jeux de mots les plus rebattus, comme s'il les entendait pour la première fois. Au contraire, les relations de l'Empereur et du Roi avaient été particulièrement confiantes et intimes, et les sympathies anciennes s'étaient resserrées et, en quelque sorte, réchauffées.

Varnbuhler, qui n'avait eu qu'une courte audience de l'empereur Alexandre, fut invité par ce souverain à l'accompagner jusqu'à la frontière wurtembergeoise et rapporta cette conversation aussi à Saint-Vallier... « Je puis vous affirmer, lui avait dit le Tsar, qu'aussi longtemps que vivra mon cher et bien-aimé oncle le roi Guillaume et que je vivrai moi-même, vous ne courrez aucun péril sérieux; je connais les intentions et les vues de mon oncle; je suis sûr de ses sentimens comme des miens, et je sais que les ambitieux et les ardens annexionnistes prus-

siens peuvent se remuer et s'agiter, qu'ils peuvent vous menacer et vous inquiéter, mais qu'il ne les laissera jamais passer de la parole à l'action. Ce serait bien différent s'il venait à disparaître; après lui, je me demande avec inquiétude ce qui adviendra. Le prince royal mêle à des opinions démocratiques déplorables une ambition démesurée; il subit l'influence des nationaux-libéraux, ce parti dont les visées sont si inquiétantes pour la paix de l'Europe; il est surtout entièrement dominé par sa femme qui rêve la couronne impériale d'Allemagne avec l'application sur le continent des idées libérales britanniques dans le culte desquelles elle a été élevée. Cette princesse a assez d'esprit pour avoir beaucoup d'intrigue et d'ambition; elle n'a pas assez de bon sens pour savoir distinguer entre les mœurs allemandes et anglaises, et elle ne voit pas que l'application de la Constitution anglaise à l'Allemagne est plus que dangereuse, impraticable, et qu'il suffira d'en faire l'essai pour ouvrir une ère de discorde et d'anarchie. La France est agitée, l'Espagne est en décomposition, l'Italie est un pays révolutionnaire, l'Autriche n'est plus qu'un cadavre dont les membres vont peut-être se disjoindre violemment; seules la Russie et la Prusse représentent aujourd'hui en Europe l'esprit d'ordre, d'autorité, de discipline indispensable au salut de la société; c'est là une des causes de notre entente, de notre sympathie : nous sommes unis par le même intérêt de conservation. Mais si le prince royal doit un jour sortir de ces erremens et introduire dans ses États le fléau moderne de la démocratie qui s'intitule *libéralisme*, je ne pourrai plus voir dans la Prusse qu'un voisin d'autant plus incommode qu'il y a entre nous plus d'un intérêt divergent et qu'elle a, en outre, l'arrogance des parvenus de fraîche date. Dieu veuille que ces dangers soient encore éloignés et que les jours précieux de mon oncle soient longtemps conservés. S'il mourait, il n'y aurait pas à compter sur M. de Bismarck que je crois épuisé au physique et au moral et encore plus usé dans l'opinion publique; il disparaîtrait avec le roi Guillaume, et leur système gouvernemental s'écroulerait avec eux. » Il s'animait beaucoup chaque fois qu'il faisait allusion aux idées libérales et démocratiques, objet constant de son animadversion; il exhorta Varnbuhler à adopter des mesures rigoureuses contre ceux qu'il appelait les ennemis du repos public : « Je serai toujours l'ami et le défenseur d'une monarchie où l'ordre sera assuré et la tranquillité complète; je

ne me ferai jamais le protecteur d'un pays troublé, d'un foyer de propagande révolutionnaire; une agression injuste de la Prusse contre le Wurtemberg calme et paisible rencontrerait mon opposition; une intervention de la Prusse pour rétablir l'ordre dans ce même Wurtemberg livré aux passions démagogiques n'exciterait, au contraire, chez moi, qu'un sentiment d'approbation. »

V

Le 4 juin, Bismarck était rentré à Berlin où l'avait rejoint Lothar Bücher. Il repart avec celui-ci le 8 juin pour Varzin, où il appelle ensuite Keudell. D'ordinaire il allait s'y reposer et écartait de lui les conseillers qui pouvaient le ramener aux soucis du jour. Cette fois il travaillera plus que jamais; il combine, écrit, envoie, reçoit des télégrammes chiffrés. Keudell et Bücher déchiffrent pendant plus de la moitié du jour et, quand ils ne peuvent plus suffire au travail, Bismarck les aide lui-même, ainsi que la comtesse Marie, sa fille. C'est là qu'est définitivement arrêté le plan qui va être mis à exécution.

L'action sera engagée par Prim; il enverra Salazar offrir officiellement la couronne au prince; il retiendra les Cortès en session jusqu'au retour de l'envoyé, leur communiquera l'acceptation de Léopold, enlèvera le vote qui le proclamera roi, et Léopold viendra aussitôt prendre possession de son trône. Le plus profond secret aura continué à être gardé; la France ne connaîtra la candidature que lorsque les Cortès la proclameront, et ainsi Napoléon III n'aura pas le temps de se jeter au travers de l'entreprise et de la contrecarrer. La France réveillée en sursaut s'indignera; son gouvernement (Bismarck n'en peut plus douter depuis les interrogations de Benedetti) demandera au Roi d'interdire à son parent et sujet de se rendre en Espagne. Mais l'ambassadeur de France ne trouvera à Berlin ni le Roi qui sera à Ems, ni Bismarck tapi à Varzin; il en sera réduit à Thile, le muet du sérail. Celui-ci fera l'étonné : il ignore ce dont on lui parle; la candidature de Léopold est tout à fait étrangère à son gouvernement; le choix d'un roi est l'affaire des Espagnols seuls; la Prusse est trop soucieuse de son indépendance pour porter atteinte à celle des autres. Bismarck supposait bien que nous ne nous laisserions pas bafouer de la sorte et que nous

insisterions; alors il sortirait de sa taupinière, crierait à la provocation, ameuterait l'Allemagne et appellerait à la rescousse l'Espagne, dont notre prohibition aurait rendu l'intérêt identique à l'intérêt prussien. Si nous commettions la balourdise, dont il aimait à nous croire capables, de prendre à partie l'Espagne, Prim gonflerait emphatiquement la voix, évoquerait la souveraineté du peuple espagnol, répondrait aux remontrances en hâtant la solution contre laquelle nous protestions, et Bismarck accourrait au secours du prince allemand représentant l'indépendance espagnole. Ainsi, quoi que nous fissions, il nous jetait dans des embarras inextricables, et il comptait qu'affolés, ne sachant à qui parler, acculés à des humiliations sans précédent, nous ne trouverions d'autre moyen de sortir de cette impasse qu'en déclarant la guerre dont il avait besoin et que nous aurions à soutenir à la fois sur les Pyrénées et sur le Rhin.

Ce plan diplomatique est aussi admirablement combiné que le plan stratégique de Moltke. Tout y est prévu. Aucune ingérence extérieure n'était à craindre. Gladstone ne tenait pas à une action européenne, et ne l'eût exercée qu'au profit de la Prusse; si Clarendon s'abandonnait à ses sympathies françaises, il les contiendrait. Beust, actif seulement par la plume, avait à ses pieds deux boulets, la Hongrie et la Russie, qui l'empêcheraient de remuer. La question romaine soulevée en Italie par un ministère dévoué à la Prusse aurait raison des velléités reconnaissantes de Victor-Emmanuel. L'insuccès ne pourrait se produire que si le Roi, les Hohenzollern ou Prim se laissaient ébranler et ne remplissaient pas vigoureusement leur rôle dans l'œuvre commune. Et cela ne paraissait à redouter d'aucun d'entre eux.

On avait hésité sur le meilleur moment à choisir pour l'action. Serait-ce en juin ou en octobre? Juin avait été préféré d'abord parce que c'était le moment où la dispersion générale des souverains et des diplomates rendrait plus difficiles les explications, à Berlin notamment où le vide serait le plus complet, ensuite parce que le secret, condition essentielle du succès, devenait de moins en moins assuré à mesure qu'un plus grand nombre de gens y était initié.

Bismarck communiqua ce plan à Prim et, de nouveau, dépêches et lettres s'échangèrent, sinon directement, du moins à l'aide d'intermédiaires. L'historien espagnol Pirala a publié

une de ces lettres dont il n'indique pas le destinataire, systématiquement entortillée et mystérieuse, qui, sans doute, ne dévoile pas la trame dans tous ses détails, mais en laisse échapper la pensée principale : « Il est possible que nous voyions une agitation passagère en France, et sans doute il faut éviter tout ce qui peut y conduire ou l'aggraver. S'il en était ainsi, faudrait-il mettre mon nom dans le rapport de ces négociations? Je crois que non et qu'au contraire ma personne devrait rester complètement à l'écart de tout. Réellement, je ne suis pas compromis, *engagé* officiellement. Il s'agit d'une part d'un acte de volonté de la nation espagnole, d'autre part du prince qui est majeur, maître de ses actions personnelles. S'il a eu ou non des raisons pour obtenir le consentement de son père et du chef de la famille, ceci est une question d'un ordre privé et non pas une affaire d'État. Prévenir le Roi de semblables projets, c'est le devoir du ministre de la maison royale. Mais je ne l'ai pas aidé de mes conseils, en ma qualité de président des ministres, seulement en celle de chargé des Affaires étrangères, comme homme de confiance, au même titre que les autres serviteurs de l'État, qui sont dans le secret. Je crois que le gouvernement espagnol fera mieux de ne pas publier la lettre du général Prim du 17 février et la réponse à celle-ci. Nous aurions ainsi une position inexpugnable devant le public européen. Si on fait du bruit en France, nous demanderons simplement : Que voulez-vous? Voulez-vous dicter les décisions de la nation espagnole et d'un simple particulier allemand? Ce sera alors l'occasion d'utiliser ce que vous, docteur, me proposez. Néanmoins, on criera à l'intrigue, on sera furieux contre moi, sans préciser le point d'attaque. Il ne s'agit, quant à ma réponse, que d'une question de politesse vis-à-vis du général. J'ai répondu à sa lettre. J'espère qu'il ne doutera pas de mes plus respectueux sentimens pour sa personne, ni de mon adhésion au projet dont la réalisation ne dépend plus *que de lui* et des Cortès. Je n'ai pas amené l'affaire au point où elle en est sans de considérables difficultés, que M. Gama, avec sa connaissance du terrain, pourra facilement se figurer et expliquer au général. »

Évidemment beaucoup d'autres lettres, depuis détruites, ont été échangées entre Madrid et Varzin. Il est heureux qu'une au moins ait échappé à l'hécatombe et nous permette de démêler

un peu la vérité au milieu de l'immense fourberie organisée pour la cacher.

VI

Prim s'était mis aussitôt à l'œuvre sans attendre le retour de Salazar. Justement la candidature de Montpensier, qui aurait pu le gêner et l'empêcher de disposer de la majorité des Cortès, venait enfin de s'effondrer définitivement. Ce prince eût véritablement mérité de réussir par sa ténacité : aucun échec ne le rebutait, il recommençait toujours. Même après le duel qui semblait avoir anéanti ses dernières chances, il risqua une nouvelle tentative. « Quoi que fasse le duc de Montpensier, disait Serrano, il n'arrivera jamais à se faire élire. J'ai fait tout ce qui m'a été possible pour cette solution qui m'a toujours paru la plus convenable, mais les circonstances ont été les plus fortes. Je ne comprends pas qu'il veuille à toute force s'exposer au vote des Cortès, quand il peut être sûr d'avance qu'il lui sera contraire. » Il ne laissa pas ignorer son sentiment à Montpensier. Le duc répondit qu'il voulait en finir : « On savait tout ce qu'il avait fait pour la Révolution ; il se croyait désigné pour en assurer le succès, mais il était fatigué de se voir journellement mis en discussion en Espagne et en Europe, et si les Espagnols ne voulaient réellement pas de lui, ils n'avaient qu'à le dire clairement, il irait vivre dans la retraite. — Bien! fit le Régent, si ce qu'il veut c'est un prétexte pour rentrer convenablement dans la vie privée, il peut avoir raison. Dans ce cas, il devrait tout simplement arrêter toutes les subventions et dire à ses amis : Arrangez-vous sans moi comme vous pourrez; plus tard, si on a besoin de moi, on me trouvera. »

Montpensier fit présenter par des amis, en majorité dans la Commission de Constitution, un projet par lequel il serait procédé à l'élection du monarque comme pour une loi ordinaire. Il suffirait de la majorité des députés présens, pourvu qu'ils représentassent la moitié de la Chambre. Les députés étant au nombre de 354, 177 pourraient procéder à l'élection, 89 voix donneraient le trône. Or les Montpensiéristes, comptant sur plus de cent voix, se voyaient, par cet amendement, assurés du succès. Mais Prim fit présenter par un de ses amis, Rogio Arias, un amendement au projet de la Commission, d'après lequel il fau-

drait que le candidat réunît un nombre de voix supérieur à la moitié des députés élus : soit 178, chiffre que Montpensier était certain de ne pouvoir atteindre. Prim vota pour le projet de la Commission, mais poussa ses amis à voter contre. Le fléau de la balance oscilla longtemps. Le scrutin prit un caractère dramatique lorsque vint le tour de la Gauche. Le leader démocrate, Martos, vota *non*, puis Castelar, Orense, Figueras; les *non* pleuvaient. Lorsque le président Ruiz Zorilla eut aussi voté *non*, il y eut une tempête d'applaudissemens, de félicitations, d'embrassades. Le projet était repoussé et l'amendement Arias voté (7 juin); la défaite de Montpensier était si décisive que ses adversaires renoncèrent à une démonstration antimontpensiériste annoncée. Rios Rosas déclara, au nom de l'Union libérale, que celle-ci accepterait maintenant tout candidat de la majorité. Montpensier cependant eut un dernier soubresaut. Il vint à Madrid : « Il m'est impossible, dit-il à Serrano, à Izquierdo et à d'autres généraux unionistes, de renoncer, pour des raisons générales et personnelles : le pays serait en proie à l'anarchie. » Puis il avait tant annoncé son succès aux Cabinets européens que, ne voulant pas s'exposer à un ridicule irrémédiable, il devrait plutôt se mettre à la tête d'un *pronunciamiento* et tout risquer. Izquierdo acquiesça, mais Serrano résista : on irait au-devant d'une défaite ; un *pronunciamiento* ne pouvait réussir que si on laissait chanter l'hymne de Riego (1), ce que le duc ne pouvait faire. Il finit par entendre raison et gagna tristement l'étranger.

A ce moment, Salazar arriva de Sigmaringen porteur de l'assentiment tant désiré. Prim accepta le plan de Bismarck, l'époque fixée, et se mit d'accord avec lui sur les moindres détails. Il y avait comme une entente générale pour le laisser se mouvoir en silence parmi ses intrigues. « Les Cortès, disaient les républicains, n'étaient plus qu'une assemblée d'ombres. » Tout à coup Prim, annonce qu'il va s'expliquer, Les députés accourent ; ils attendent des révélations sensationnelles. Canovas au début de la discussion arbore le nom du prince des Asturies que personne n'osait prononcer : si la question monarchique pouvait être résolue par les sympathies et le jugement d'un seul homme, il ne craindrait pas de dire : « Ici, dans mon cœur, ici,

(1) La *Marseillaise* espagnole.

dans mon esprit, ici, dans ma conscience, une sympathie unique domine, et cette sympathie est pour le prince Alphonse. » Rios et Rivero répondent par de violentes attaques contre les Bourbons.

Prim intervient à son tour et repousse avec véhémence le reproche de vouloir prolonger l'intérim pour préparer la restauration d'Alphonse : « Ce projet serait pire que celui qu'on m'attribue de continuer le provisoire pour assurer ma prépondérance personnelle. Loin d'être le Monk de la Restauration, je crois être le Monk de la Liberté. Quoique j'aie bien des fois réfuté déjà cette calomnie, je le répète : La restauration du prince Alphonse, jamais, jamais, jamais. Si la cessation de l'intérim est souhaitable, son prolongement n'offrait aucun péril. » Appuyé sur une armée « dans laquelle s'était incarné le sentiment libéral du pays ; sûr de la marine, en conformité de sentiment avec la nation entière, » il répondait des destinées de la Révolution : « Vous pouvez partir tranquilles ; avec ou sans roi, la liberté ne courra aucun danger ; vous laissez dans cette auguste enceinte le drapeau de la liberté, vous le retrouverez, je vous le promets sur mon honneur et sur ma vie. Le couronnement de notre édifice est nécessaire ; mais on ne peut pas tout ce qu'on veut. Faire un roi est plus difficile que ce qu'il paraît. » Et comme le républicain Castelar disait ironiquement : « Très bien ! » il reprit : « Il y a cependant quelque chose de plus difficile encore, c'est de faire la république dans un pays où il n'y a pas de républicains. » Il raconta les négociations avec le roi Ferdinand, le duc d'Aoste et le duc de Gênes. Leur échec constaté, il mentionna un quatrième candidat... « Messieurs les députés s'attendent sans doute à ce que je dise le nom de ce quatrième candidat : ils me permettront de ne pas le prononcer, car ce serait une indiscrétion ; cela pourrait amener des complications ; en outre, j'ai engagé ma parole d'honneur, et messieurs les députés respecteront sans doute ma réserve. *(Oui ! oui !)* Ce candidat que je ne dois pas nommer possède certainement les conditions dont l'Espagne a besoin : il est de race royale *(e stirpe regia)*, catholique et majeur... Lorsque les négociations poursuivaient leur cours et me donnaient espoir de les voir aboutir, arriva un envoyé, homme illustre, et avec quelle opportunité n'arriva-t-il pas ! Ce fut pour assister à la scission qui eut lieu ici la nuit de la Saint-Joseph. *(Rumeurs.)* A la suite des efforts

que je dus faire le lendemain pour neutraliser la mauvaise impression qu'elle avait faite sur cet homme distingué, je réussis encore à ce que les négociations se poursuivissent. Alors arriva un autre envoyé, et certes, c'est bien là ce qu'on peut appeler une fatalité! Ce fut au moment des événemens de Gracia, de Sans et de Barcelone. *(Rumeurs plus fortes.)* Il se trouva à Madrid au moment de ces faits déplorables et partit profondément impressionné. Je voulus lui expliquer ce que c'était; mais, en voyant s'assombrir son front, je compris que je ne l'avais pas convaincu. Le résultat fut que, quinze jours après son départ, je reçus une réponse qui n'était pas consolante; elle était conçue dans des termes très bienveillans, pleins de respect pour la nation espagnole, mais déclarait que le prince ne pouvait accepter en ce moment *(por el momento)* la couronne d'Espagne. »

Tout ce récit était un arrangement de comédie. Il n'y avait pas eu deux envoyés prussiens venus successivement, mais deux venus ensemble, Versen et Lothar Bucher. Ni l'un ni l'autre n'avait assisté à la scène de la Saint-Joseph (le 19 mars), puisqu'ils n'arrivèrent qu'au commencement d'avril. Ils n'étaient pas partis en portant à Berlin un rapport négatif; au contraire, leur rapport était, comme disait le roi de Prusse, couleur de rose. Il était vrai seulement que les négociations avaient été rompues malgré le rapport, non à cause de lui, par suite de l'absence de Bismarck et des répugnances du Roi.

Prim continua : « Le gouvernement a résolu d'en référer aux Cortès et de les faire arbitres de la question. Le ministère n'a pas été heureux; il n'a pas de candidat à vous présenter pour la couronne; il n'en a pas du moins quant à présent; mais l'aura-t-il demain? C'est ce que je ne saurais dire. Seulement, je puis vous déclarer que le gouvernement est animé des mêmes sentimens que les députés monarchistes et qu'assurément toute chance de trouver un monarque n'est pas perdue. Sans pouvoir fixer d'époque, sans vouloir préciser un jour, nous continuerons de traiter la question avec prudence et sagesse jusqu'à ce qu'on puisse vous présenter un candidat capable de réunir en sa faveur l'opinion générale. » C'était encore mensonger, car, à l'heure où il parlait, il savait par Salazar que Léopold acceptait et il traitait avec Bismarck les détails de l'élection. Il poursuivit : « Donc nous n'avons pas de candidat à vous présenter,

mais comme il serait possible que la majorité des Cortès en eût un, dans votre haute sagesse vous apprécierez et vous prendrez la détermination que vous croirez convenable et conforme à l'esprit patriotique et aux sentimens des dignes membres des Cortès. »

Prim, en déférant la négociation aux Cortès, en les rendant arbitres de la question, mettait en demeure les partisans des diverses candidatures de les produire et de les soumettre au vote : s'ils se taisaient, il acquérait le droit de leur dire que, par leur silence, ils en avaient reconnu l'impossibilité. Enfin, en voilant son espérance, il excitait l'impatience publique, la préparait à sa solution, lui en donnait d'autant plus le désir qu'il en précisait moins l'heure. Cette manœuvre réussit à souhait dans le Parlement. Nul, en effet, ne proposa de candidat ou ne souleva d'objections contre le candidat montré et caché mystérieusement. Le chef éloquent de l'Union libérale, Rios Rosas, comprenant les réticences du général, seconda ses intentions secrètes : « Puisqu'une négociation était pendante, ni lui ni ses amis ne la troubleraient, pas plus qu'ils n'avaient troublé les précédentes. L'Union libérale n'a pas de candidat, elle n'a qu'un désir : qu'on lui donne un roi quelconque le plus tôt possible. »

A ne considérer que l'action préparatoire à exercer sur le Parlement, afin que, n'étant pas tout à fait instruit, il ne fût pas tout à fait surpris, ce discours était peut-être habile. Mais il constituait un manquement incompréhensible au secret convenu, car tous pouvaient mettre le nom sur la désignation anonyme. En effet, à ce passage du discours, Mercier s'était penché vers l'oreille de John Lemoinne, rédacteur des *Débats*, de passage à Madrid, et avait dit : « Il s'agit de Léopold de Hohenzollern. » Prim, en donnant au fait le caractère rétrospectif d'une candidature abandonnée, avait cru, sans doute, sa révélation aux Cortès sans inconvénient vis-à-vis de nous. C'est dans ce sens que Mercier, en écrivant le lendemain à Gramont, commente la séance : « Prim causera avec l'Empereur dans le voyage qu'il doit faire à Vichy, dans le courant de juillet, et si ce n'est déjà fait, il pourra mettre Sa Majesté au courant de ce qui s'est passé avec le prince de Hohenzollern dont il n'a pas voulu prononcer le nom dans les Cortès. »

VII

L'Empereur voulut être renseigné sur-le-champ. Ayant lu, dans le *Journal des Débats*, le compte rendu du discours de Prim par John Lemoinne, avec l'indication du prince de Hohenzollern, l'affaire lui apparut sous son vrai jour. Il écrivit aussitôt à Gramont, le 17 juin : « Mon cher duc, Je vous prie d'écrire à Mercier à Madrid pour savoir s'il est vrai qu'il y ait une intrigue bien ourdie pour faire accéder à la couronne d'Espagne un prince prussien. Il faudrait, si cela était vrai, faire savoir à Berlin et à Madrid combien cette combinaison nous déplairait. » En conséquence de cet ordre, Gramont écrivit à Mercier : « A plusieurs reprises, dans le courant de l'année dernière, le département vous a entretenu de certains symptômes, pouvant faire supposer qu'il avait été plus ou moins sérieusement question d'un prince prussien pour la couronne d'Espagne. — Cette combinaison n'a point, toutefois, pris de consistance, et il ne paraît pas, qu'à aucun moment, la pensée des hommes d'État espagnols s'y soit arrêtée réellement, comme à un projet susceptible d'être mis à exécution. Il nous revient, aujourd'hui, que l'idée aurait été reprise en dernier lieu, et qu'il se serait formé, à Madrid, une intrigue assez fortement ourdie, dans le but de faire arriver au trône un prince prussien. — On compterait sans doute sur la fatigue qui se serait emparée des esprits, à la suite des dernières discussions, pour poser cette candidature, et précipiter les résolutions du pays, à l'aide de la confusion qu'elle ne manquerait pas de produire. — Je n'ai pas besoin de vous dire comment une semblable combinaison serait envisagée en France ; les graves objections qu'elle soulève pour nous se présentent d'elles-mêmes à l'esprit. J'attache donc beaucoup d'intérêt à savoir de vous jusqu'à quel point les informations qui me sont parvenues seraient fondées, et si le projet de mettre en avant un prince de Hohenzollern, ou tout autre membre de la famille royale de Prusse, existe effectivement (11 juin). »

Mercier prend des informations et les communique à son ministre par une dépêche officielle : « La personne qui m'a informé m'a dit que le maréchal Prim, tout en accueillant les ouvertures, n'avait jamais fondé aucun espoir sur leur réussite :

il voulait seulement éviter que son parti puisse lui reprocher de ne pas avoir épuisé toutes les chances de trouver un monarque qui fût majeur, catholique et non Bourbon. Depuis, les allures du gouvernement prussien en Espagne m'ont semblé un peu louches. La légation prussienne a reçu l'ordre de n'envoyer que des dépêches chiffrées. Et puis, comment expliquer la présence à Madrid du major Bernhardi, qui est venu s'y établir après la révolution avec le titre de conseiller d'ambassade? Ce personnage, qui est, dit-on, un écrivain militaire de mérite, a été fortement mêlé en 1866 aux négociations militaires entre la Prusse et l'Italie. Il passe pour un homme de confiance de M. de Bismarck, et quoique M. de Canitz laisse entendre qu'on a simplement voulu lui donner une position pour récompenser d'anciens services, j'ai toujours été porté à croire qu'il devait être chargé de quelque mission secrète, comme de recueillir, en dehors de la légation, toutes les informations propres à éclairer sa Cour sur les ressources qu'elle pourrait tirer de l'Espagne pour nous nuire dans le cas d'une guerre contre nous. Ses sentimens anti-français, non moins que ses talens, pouvaient en effet le désigner pour un travail de cette nature. Mais s'il a été directement mêlé à une intrigue, comme il se trouve voyager en Portugal au moment où le baron de Canitz demande un congé, ce serait une preuve que cette intrigue est au moins en suspens. Peut-être cependant est-il allé en Portugal étudier la situation et voir s'il n'y aurait pas pour un Hohenzollern moyen de se faire le champion de l'idée de l'Union Ibérique. Alors son voyage ne serait réellement pas étranger à un projet de candidature prussienne. Telles sont les considérations qui me font douter qu'il puisse se tramer en ce moment à Madrid une intrigue pouvant aboutir à quelque résultat prochain, surtout cette intrigue se rapportant à une combinaison que l'opinion publique n'a jamais pu prendre un instant au sérieux et dont je n'ai toujours entendu parler, par les hommes de quelque importance, que comme d'une folie qui, sans profit appréciable, pourrait engager l'Espagne dans toute sorte de compromis dangereux et compliquer ainsi sa situation de la manière la plus grave. D'un autre côté cependant, je vois aussi que, si étrange qu'il puisse paraître que la Prusse veuille risquer une pareille aventure, nous devons d'autant plus nous défier de ses intentions, qu'il pourrait bien arriver qu'elles fussent très encouragées par les circonstances. Pour sortir de

l'embarras dans lequel se trouve placé le maréchal Prim, quand il sera bien convaincu qu'il n'a rien à espérer de l'Italie, il ne me semble pas impossible qu'il puisse se décider, en désespoir de cause, à revenir au prince de Hohenzollern, dont il n'avait probablement une première fois accepté la candidature que du bout des lèvres. Cependant, ce qui me rassure un peu, c'est qu'il ne saurait méconnaître, en même temps que ses difficultés, les risques de cette combinaison. Il a prouvé, en effet, qu'il appréciait à leur valeur les bons rapports entre l'Espagne et la France, et il doit bien voir que, le cas échéant, l'opposition de notre part serait d'autant plus à craindre que, s'adressant plutôt à la Prusse, non seulement elle ne disposerait pas, en le blessant, le sentiment national de l'Espagne à se tourner contre nous, mais que nous flatterions même en quelque sorte ses préventions contre toute candidature étrangère (23 juin). »

Mercier entretint Prim lui-même, qui ne put contenir un vif mouvement de contrariété, car il craignit d'avoir été pénétré. Il nia l'intrigue, affirma qu'il ne pensait plus au Hohenzollern et, pour endormir tout à fait la vigilance de l'Empereur, il lui fit annoncer de nouveau des confidences complètes. En se rendant à Vichy en juillet, il verrait Napoléon III et lui démontrerait la nécessité absolue de sortir de sa réserve ; lui seul pourrait le tirer d'affaire. Seulement il voulait être sûr de voir l'Empereur seul, sans Olozaga. L'Empereur fit répondre qu'il serait enchanté de s'entretenir avec Prim et qu'aussitôt ce dernier arrivé à Paris, il l'inviterait à déjeuner sans Olozaga.

Mercier fut persuadé que, même si la candidature n'était pas irrévocablement abandonnée, il n'y aurait rien de nouveau avant l'entrevue avec l'Empereur. Rassuré, il rassura Gramont. Dans ses lettres confidentielles il confirme et complète les renseignemens de ses dépêches officielles. Le 24 juin, il écrivait : « Je profite d'une occasion sûre pour vous faire parvenir ma réponse à votre dépêche relative au projet prussien. J'ai des raisons très fortes pour croire que ce projet a existé, et craindre qu'il ne puisse renaître après avoir été abandonné, mais que, pour le moment, il me paraît suspendu. Cependant, il y a anguille sous roche, c'est clair, et nous ne saurions trop nous mettre sur nos gardes. Comme je vous le dis dans ma dépêche, notre opposition aura, du reste, d'autant plus de poids dans les calculs qu'elle *sera directement à l'adresse de la Prusse et qu'elle n'aura*

par conséquent rien de blessant pour la fierté espagnole. Toutes les fois qu'il a été question de ce projet devant moi, j'ai fait comme tout le monde, j'ai eu l'air de ne pas le prendre au sérieux, laissant entendre qu'il serait impossible que le sentiment national en France le laissât passer (1). — Quant à Prim qui, lorsqu'il s'agit, non de faire, mais d'empêcher, est réellement très puissant, je m'arrange pour qu'il connaisse mon sentiment. »

Le lendemain, 25 juin, Mercier revient sur les mêmes considérations : « Prim m'a encore parlé de son voyage à Vichy et de son espoir d'entretenir l'Empereur en particulier, lorsqu'il passerait par Paris dans un mois. « J'ai grand besoin, m'a-t-il dit, d'avoir une bonne conversation avec Sa Majesté, et j'espère aussi que, cette fois, l'Impératrice voudra bien me recevoir; si elle m'en donnait l'occasion, je lui dirais toute la vérité sur le prince Alphonse à qui je sais qu'elle s'intéresse. » Tout cela évidemment m'était dit pour être répété et avec l'intention que l'Empereur fût averti, afin que Sa Majesté lui facilitât les moyens d'écarter Olozaga sans le blesser. Je me figure aussi, comme je vous le disais hier, que, pour qu'il tienne tant à cette entrevue, il faut qu'il soit bien persuadé que l'Empereur ne pourra en conserver aucune impression désagréable. Je n'ai d'ailleurs rien appris de nouveau sur la candidature Hohenzollern. Si on s'en occupe réellement, c'est très en secret, et personne ne s'en doute. »

Gramont, tout à fait rassuré, heureux d'éviter un heurt avec la Prusse, n'adressa pas à Berlin l'interrogation que l'Empereur lui avait demandée et qu'il jugeait inutile, puisque tout devait prochainement se régler à Paris avec Prim. Et l'Empereur lui-même s'abandonna de nouveau à la confiance que lui inspiraient ces excellens Hohenzollern, amis si chers et protégés de sa fidèle Hortense.

Prim était pressé d'en finir. Il fallait que son prince fût intronisé avant l'époque indiquée pour sa visite à Paris, qu'il était décidé à ne point faire et qu'il annonçait fallacieusement afin d'endormir les vigilances éveillées par l'indiscrétion transparente de son discours aux Cortès. Aussi ne perdit-il pas un moment. Terminant la longue série de ses tromperies par une

(1) Cela est confirmé dans les *Mémoires* du prince de Hohenzollern : « L'ambassadeur de France à Madrid, Mercier, ne voit pas la candidature Hohenzollern d'un œil favorable. » (3/15 février 1870.)

friponnerie plus effrontée, le jour même où il sollicitait la conversation confidentielle avec l'Empereur, il dépêchait Salazar à Sigmaringen pour aller prendre le consentement de Léopold et le rapporter aux Cortès qu'il devait jusque-là tenir réunis sous sa main.

Le 19 juin, Salazar était arrivé à Sigmaringen avec un secrétaire. Comme il ne parlait pas allemand, Versen vint leur servir d'interprète. Léopold eût voulu remettre son élection à l'automne. Salazar lui expliqua l'urgence d'accélérer la solution : les Cortès étaient réunies et attendaient sa réponse ; il n'y avait pas un instant à perdre. Il ne restait plus aux princes, convaincus par Salazar, qu'à accomplir la dernière démarche indispensable aux termes du statut de famille dont ils ne se sont jamais départis, et Léopold demanda au Roi, alors à Ems, son assentiment. Il insiste sur le sacrifice qu'il fait à la gloire de sa famille et au bien de son pays. Le prince Antoine écrit lui-même et prie le Roi d'approuver la résolution de son fils. Ces lettres sont portées à Ems par Salazar et Versen. Salazar a prétendu que le Roi, « qui n'avait pas jusque-là entendu parler de cette candidature, se montra fort surpris. » Sans les révélations justicières de Charles de Roumanie, cet impudent mensonge serait devenu une vérité historique. Versen raconte, et ceci est vrai, qu'au moment suprême de couper le câble et de lancer l'affaire en pleine tempête, « le Roi eut de grands combats intérieurs. » Sa conscience inquiète, livrée à elle-même loin de Bismarck, apercevait les calamités que d'un mot il pouvait retenir ou déchaîner. Il n'eut pas le courage de son honnêteté et il accorda l'approbation fatale.

Salazar avait annoncé à Prim l'acceptation du prince, sous la réserve de l'assentiment du Roi. Cet assentiment obtenu, il télégraphie au président des Cortès que lui-même arrivera à Madrid le 26 juin ; « que l'*élection aura lieu aussitôt* et qu'une délégation de quinze membres des Cortès se rendra à Sigmaringen pour offrir solennellement la couronne au prince héritier. »

Maintenant tout est prêt. Chacun des complices est à son poste. Salazar traverse la France avec le brandon qui va la mettre en feu. Dès qu'il sera arrivé à Madrid, l'explosion aura lieu. Personne ailleurs ne soupçonne le drame à la veille de se dérouler.

VIII

Notre conduite continue d'offrir un contraste saisissant avec celle du chancelier prussien. Nous nous montrons aussi préoccupés du soin de ne pas éveiller les susceptibilités allemandes que lui est ardent à provoquer les nôtres.

La Tour, député, m'ayant manifesté son intention de nous interpeller sur l'affaire des Danois du Sleswig, j'obtins qu'il y renonçât. Après les discours prussiens sur le Saint-Gothard, nous ne nous demandâmes pas pendant quelques jours, comme l'a prétendu Busch, si nous ferions de cette affaire un prétexte de guerre : nous n'en délibérâmes même pas, nous décidâmes que nous ne nous en occuperions pas. Ce fut sans nous avoir même avertis qu'un ingénieur distingué, Mony, annonça tout à coup qu'il interpellerait le gouvernement « sur l'entente qui vient de s'établir entre l'Italie, la Suisse, le grand-duché de Bade et la Confédération du Nord pour la construction du Saint-Gothard. » *(Très bien! fit-on sur plusieurs bancs.)* — « C'est une grosse question, » s'écria quelqu'un. Et le mouvement fut tellement marqué que, quoique le règlement défendît d'ajouter aucun commentaire au dépôt d'une interpellation, Mony crut devoir prendre la parole pour le calmer : « Je sais parfaitement, dit-il, ce qu'il y a de délicat dans la question que mon interpellation soulève; la Chambre peut compter que j'y apporterai toute la réserve et toute la prudence nécessaires (9 juin). »

Cette interpellation me contraria fort. Je le manifestai avec quelque vivacité à son auteur sur le seuil de la salle des séances. Mony, blessé, me riposta avec non moins de vivacité; un cercle se forma autour de nous, et devant un groupe nombreux de députés, j'expliquai les motifs de mon émotion : « Mon cher collègue, vous vous méprenez; je n'ai pas voulu vous offenser; mais je m'étonne de votre interpellation qui est on ne peut plus inopportune. — Il n'est jamais inopportun, me dit-il, d'appeler la lumière sur une question mal connue, et qui, surtout pour cette raison, éveille si fortement les susceptibilités publiques. Vous venez de voir l'impression de la Chambre. — Je vous affirme, réponds-je vivement, que la question ne vient pas en son temps; elle blessera l'Allemagne et bien inutilement

et bien mal à propos. Mais vous ignorez donc à quel point la situation est tendue avec la Prusse, et qu'à la première incartade de M. de Bismarck, la guerre serait inévitable! Nous faisons tout pour éviter cette extrémité, et de ce côté nous sommes en progrès. Tous les hommes éclairés de l'Allemagne sont convaincus que la politique du gouvernement français, c'est la paix. Le parti de la paix grandit tous les jours en Allemagne, même en Prusse. Est-ce le moment de soulever des questions irritantes, et d'armer le gouvernement prussien? — Je ne pense pas l'armer, répliqua Mony en appelant la discussion et la lumière sur l'entreprise du Saint-Gothard. Depuis dix ans, à côté d'un ingénieur éminent qui a fait une étude approfondie du percement des Alpes, j'ai pu me former une opinion sérieuse sur ce sujet et sur les solutions françaises, italiennes et allemandes qu'il comporte. Il faut savoir comment ces solutions peuvent s'accommoder avec la neutralité suisse; cela peut se discuter sans irritation. Cependant, monsieur le ministre, l'émotion où je vous vois ne peut me laisser indifférent. Si le gouvernement me demande de retirer mon interpellation, je la retirerai. »

Quelqu'un dit alors: « Si l'interpellation est retirée, je la reprendrai. » Maurice Richard se pencha à mon oreille et m'avertit que le retrait de l'interpellation, après l'émotion produite, serait d'un effet plus fâcheux que son développement. Je demandai à Mony de réfléchir. Nous décidâmes d'accepter l'interpellation, et je priai Mony d'être modéré. Il me le promit; il tint parole en homme loyal. Son discours est l'exposé calme et sérieux d'une question d'affaires; la partie politique relative à la neutralité suisse n'est pas moins mesurée que la partie économique (1). Le gouvernement également se montra réservé, et Gramont, par son langage prudent, prouva qu'il n'avait pas été mis au ministère pour gâter les affaires en se précipitant sur le premier prétexte de guerre: « Pour nous, dit-il, la question n'est pas d'une nature tellement délicate qu'elle ne puisse se traiter publiquement, et, grâce à Dieu, je n'ai pas besoin d'avoir recours à des réticences mystérieuses: la neutralité de la Suisse est assurée, et son gouvernement a pris toutes les précautions nécessaires pour que la ligne du chemin de fer puisse être détruite si cette

(1) Ces détails sont confirmés par les notes intimes de M. Mony qu'il a eu l'obligeance de me communiquer.

mesure était indispensable. » Il n'invoqua pas un argument qui pût éveiller la susceptibilité la plus ombrageuse, et il ne prononça qu'une parole un peu accentuée: « D'ailleurs si, par impossible, la neutralité de la Suisse était menacée, ne sommes-nous pas là pour la défendre? » Et précisément parce que cette parole était accentuée, elle fut accueillie par un mouvement d'approbation vif et prolongé.

Au point de vue stratégique, Le Bœuf fut encore plus circonspect: « Une ligne de chemin de fer n'est dangereuse que lorsqu'elle arrive perpendiculairement sur la frontière; quand elle est parallèle, elle n'est pas tout à fait sans importance, mais elle perd une grande partie de sa valeur militaire. Certainement, la ligne du Saint-Gothard, quand elle sera ouverte, changera un peu les conditions militaires entre la France et les pays voisins, l'équilibre en sera légèrement modifié, mais cela ne le changera pas d'une manière inquiétante. » Plichon, enfin, démontra que nos intérêts économiques ne seraient pas plus compromis que nos intérêts politiques et stratégiques, et que la ligne du Saint-Gothard, devant être la ligne la plus courte de Brindisi à Dunkerque, Calais et Paris, serait aussi utile aux populations du Nord que celle du Mont-Cenis l'était aux populations du Midi. Les intérêts de Marseille seraient en souffrance, mais on pouvait les sauvegarder par le prompt achèvement du canal du Rhône au Rhin.

Il n'y eut de provocation guerrière dans tout ce débat que de la part des députés de l'opposition. Ils soufflèrent à l'envi sur les passions belliqueuses : « Rien ne serait plus aisé, dit Estancelin, que d'essayer de raviver une plaie encore saignante, en demandant ici compte une fois de plus au gouvernement de ses momens de défaillance et d'angoisse qui, de l'unité italienne faite malgré nous, nous ont conduits à l'unité prussienne, faite aussi malgré nous, et peut-être malheureusement contre nous. Je ne le ferai pas; je ne le crois aujourd'hui ni utile ni politique. » Sur quoi un député fit cette observation sensée : « Il n'en fallait pas parler alors. » Mais Estancelin en parla et, finalement, montra à la Prusse la pointe de l'épée : « Il y a peu de jours encore, dix millions de bulletins tombaient dans l'urne, séparés sur les questions politiques et sociales ; mais ils en sortiraient unis comme un faisceau invincible le jour où il s'agirait de défendre les intérêts ou l'honneur de notre pays, menacés par la

violation de traités qui ont été acceptés par nous. *(Très bien! très bien!)* Jamais on ne violera les traités qui font le droit commun de l'Europe, sans que nous nous levions tous comme un seul homme pour dire : L'intérêt moral et matériel de la France, son honneur sont engagés dans ces traités et vous n'y toucherez pas. » *(Très bien! très bien!)*

Kératry fut encore plus menaçant : « Comment le gouvernement pourra-t-il faire admettre au pays et à l'étranger que nous devons rester indifférens devant le couronnement annoncé de cette ligne ferrée qui, s'appuyant sur des forteresses, court le long du Rhin, et doit aboutir un jour à Airolo, aux sources du Tessin, en pays italien! Combinaison qui dans une nuit peut permettre aux troupes prussiennes d'aller jusqu'à Venise et de se dresser maîtresses de la situation vis-à-vis de la France enserrée entre le Rhin et les Alpes. Le Saint-Gothard, c'est le chemin prémédité par la Prusse. Cette convention a pour résultat immédiat d'altérer gravement le traité de Prague, et nous sommes les gardiens de ce traité, que notre devoir est de maintenir intact sous peine de déchéance. L'Allemagne du Sud apparaît désormais à la merci de M. de Bismarck, grâce à ce nouveau tronçon de chemin de fer, car vous n'avez pas oublié que le grand-duché de Bade, qui ne cache pas ses aspirations, fait déjà partie du Nord allemand, puisque la Prusse envoie ses officiers commander l'armée de ce pays, qui se recrute elle-même de Prussiens. » Emmanuel Arago déclara n'avoir rien à ajouter aux paroles très bien placées de son ami Kératry.

Jules Ferry exagéra encore : « Le droit de la France est partout où elle a un intérêt *(Réclamations)* et si vous ne voulez voir dans le traité du 15 octobre 1869 qu'une question de chemins de fer, si les discours du Reichstag dont on vous a lu les extraits tout à l'heure ne vous ont pas ouvert les yeux, c'est que vous êtes toujours la même majorité qui a laissé faire Sadowa. *(Des cris : « A l'ordre! » se font entendre.)* Vous voulez qu'on me rappelle à l'ordre, et moi je vous rappelle au patriotisme. » *(Nouveaux cris : « A l'ordre! à l'ordre! »)* — Le président Schneider, obligé d'intervenir, rappelle l'orateur à l'ordre, et l'explication qu'il donne augmente le tumulte, au milieu duquel La Tour s'écrie : « Toute l'opposition était pour la Prusse et pour l'Italie. » La Droite appuie : « C'est vrai! » Le président invite Ferry au calme. Celui-ci reprend en accusant le ministère

« de n'être pas intervenu directement, comme c'était son devoir, auprès de la Confédération helvétique pour se faire rendre compte des mesures que cette confédération songeait à prendre pour sauvegarder sa neutralité. » Et revenant encore à Sadowa, il déclare au milieu des exclamations « que c'est par une bonne politique (sans dire laquelle) que nous pourrons, je ne dis pas guérir, vous ne guérirez jamais la plaie de Sadowa, c'est un malheur irréparable, du moins l'atténuer. » Si nous avions fait nôtre une seule de ces propositions; si, avec Estancelin, Kératry, Emmanuel Arago, nous avions parlé avec menace du traité de Prague; si, avec Ferry, nous avions exigé d'être parties à la Convention de Berne, dès le lendemain un cri de colère se fût élevé en Allemagne et la guerre eût éclaté aussitôt. Et ils se sont prétendus pacifiques, et ils nous ont accusés d'avoir été belliqueux! (20 juin.)

IX

Une démarche de l'Empereur, faite en dehors de nous dans ce mois de juin, pourrait seule, mal connue et mal interprétée, donner lieu de croire qu'à l'abri des déclarations pacifiques de son ministère, il préparait sous main et à notre insu une offensive belliqueuse. Un mois environ après le départ de l'archiduc Albert, il appela Le Bœuf et lui dit qu'il venait de recevoir de ce prince une lettre embarrassante : pendant un séjour qu'il avait fait à Paris, on lui avait communiqué le plan d'organisation éventuelle des armées de Niel; l'archiduc en blâmait certaines dispositions, notamment la subdivision en trois armées; il préférait une seule armée, divisée en plusieurs corps, sous le commandement suprême de l'Empereur; il demandait d'envoyer à Vienne un officier de confiance chargé d'arrêter les détails d'une coopération militaire de la France et de l'Autriche.

Le Bœuf observa que cette démarche serait bien grave, et ressemblerait à une entente en vue de la guerre, qui contredirait la politique du Cabinet. L'Empereur en convint, et dit qu'il ferait une réponse évasive. L'archiduc réitéra sa demande en ajoutant que François-Joseph connaissait sa démarche et l'approuvait. L'Empereur appela encore Le Bœuf : quoique peu enclin à accéder au désir de l'archiduc, il ne pouvait cependant s'y refuser et repousser ses avances, sans blesser le prince et

l'empereur d'Autriche ; il se décida donc à envoyer à Vienne le général Lebrun dans le plus strict incognito. Une conférence militaire lui paraissait indispensable avant le départ du général; elle eut lieu le 19 mai entre l'Empereur, Le Bœuf, les généraux Frossard et Jarras. L'Empereur répéta que « son gouvernement s'efforçait de maintenir la paix et que rien dans ses relations avec les puissances étrangères ne faisait présager qu'elle pût être troublée, au moins prochainement; » c'était académiquement qu'il s'agissait de discuter un plan de coopération avec l'Autriche. Il présenta les idées de l'archiduc, les siennes; les généraux firent leurs remarques, et la plus grande latitude de discussion fut laissée à Lebrun sur le plan à adopter, en partant de cette donnée du maréchal Niel que la France pouvait mobiliser 400 000 hommes en quinze jours.

Lebrun se rendit à Vienne en faisant un détour par Cologne, Berlin, Dresde, Prague (28 mai). Il n'emportait aucun document, de peur que les Prussiens ne le fissent arrêter sous un prétexte et ne saisissent ses papiers, comme cela était arrivé déjà à plusieurs officiers d'état-major. On les lui envoya directement à l'ambassade. Le lendemain de son arrivée à Vienne, il commença ses entretiens avec l'archiduc Albert (7 juin) au château de Bader. Un plan fut étudié et établi en détail. L'Empereur eût voulu que l'Autriche et l'Italie s'engageassent, si une guerre éclatait à l'improviste, à mobiliser et à déclarer les hostilités en même temps que la France ; l'archiduc soutint que ce n'était pas possible : l'Autriche, pour mobiliser, aurait besoin de quarante-deux à quarante-cinq jours, mais elle pourrait promettre de donner l'ordre de mobilisation en même temps que la France, ce qui suffirait pour inquiéter la Prusse, paralyser une portion de ses ressources et nous permettre de commencer seuls avec succès. Le général fit remarquer qu'à la mesure de la mobilisation, l'Autriche pourrait encore joindre l'envoi de quarante mille hommes aux frontières vers Pilsen, et autant aux frontières de la Silésie vers Olmütz avec les effectifs de paix, afin de ne pas perdre de temps. L'archiduc y consentit. Les conférences finies (il y en eut quatre), le général Lebrun en rédigea un résumé et le soumit à l'archiduc en le priant de le revoir et de s'assurer de sa fidélité. « Je ferai mieux, répondit l'archiduc, je rédigerai moi-même le plan et je vous l'enverrai à Paris par voie sûre. » Il lui exprima ensuite le désir de présenter le

général à François-Joseph. Afin de n'éveiller aucun soupçon, la rencontre eut lieu dans une allée du parc de Laxenbourg (14 juin). François-Joseph dit : « L'archiduc m'a rendu compte des questions qui ont été traitées entre lui et vous. Je ne puis qu'approuver les moyens proposés pour l'exécution du plan dont il m'a parlé, au point de vue militaire. Mais je dois vous dire qu'avant tout, je veux la paix ; si je fais la guerre, il faut que j'y sois forcé. Je me plais à espérer que l'empereur Napoléon voudra bien tenir compte de ma situation personnelle politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Si je déclarais la guerre en même temps que lui, il n'est pas douteux que, exploitant de nouveau l'idée allemande, la Prusse pourrait surexciter et soulever à son profit les populations allemandes, non pas seulement chez elle et dans l'Allemagne du Sud, mais aussi dans l'Empire austro-hongrois, ce qui serait très fâcheux pour mon gouvernement ; mais si l'Empereur, contraint d'accepter ou de déclarer la guerre, se présentait avec ses armées dans l'Allemagne du Sud, non en ennemi, en libérateur, je serais forcé de mon côté de déclarer que je fais cause commune avec lui ; aux yeux de mes peuples, je ne saurais faire autrement que d'unir mon armée à l'armée française. Voilà ce que je vous prie de répéter à l'empereur Napoléon ; j'espère qu'il verra comme moi ma situation politique intérieure et extérieure. » Lebrun répondit qu'à son départ de Paris, il n'avait été autorisé en aucune façon à parler à Vienne de la question politique, dont Sa Majesté venait de l'entretenir, mais que, cependant, il croyait pouvoir dire que si l'Empereur l'avait envoyé vers l'archiduc, après engagement pris entre lui et Son Altesse Impériale, c'est que Sa Majesté avait sans doute considéré qu'il était prudent, eu égard à la situation de l'Europe, de chercher à établir dès à présent, entre les deux souverains de France et d'Austro-Hongrie, une entente qui fît que, d'un côté comme de l'autre, on n'eût pas à craindre d'être pris en flagrant délit de non-préparation, si, sans le vouloir ou sans désirer la guerre, on était tout à coup forcé de l'accepter ou de la déclarer soi-même. François-Joseph approuva fort ce motif de prudence et continua la conversation sur d'autres sujets. Lebrun rentra à Paris par Munich, Ulm, Stuttgart, Mayence (21 juin). Il reçut peu après le plan de l'archiduc et le remit à l'Empereur en lui rendant compte de sa mission en présence de Le Bœuf.

L'Empereur approuva sa réponse aux paroles de François-

Joseph. « C'est ainsi, dit-il, que j'aurais parlé moi-même. » Il était tellement éloigné de croire à l'imminence du péril, en prévision duquel il avait consenti à établir cette entente stratégique avec le généralissime des armées autrichiennes qu'il ne jugea pas nécessaire d'instruire ses ministres, pas même Gramont, de la mission du général Lebrun, de son origine, de sa nature, de ses résultats, pas plus qu'il n'avait cru utile de les initier au secret rapporté de Vienne par Gramont. Ce fut seulement en 1875 que j'en eus connaissance pour la première fois. Ayant appris que Lebrun préparait des Mémoires, je le priai de me les lire. Lorsque, dans sa lecture, il parvint à sa mission à Vienne, je poussai une exclamation de surprise : « Vous ne connaissiez donc pas cette histoire ? me dit-il. Si je l'avais su, je ne vous l'aurais pas lue. — Maintenant que vous avez commencé, je vous prie de continuer. » Au sortir de chez lui, j'écrivis immédiatement au maréchal Le Bœuf. Il me répondit par l'explication que je viens de reproduire.

X

Questions de paix et de guerre, d'armement et de désarmement furent traitées avec une solennité particulière au Corps législatif, à la veille du jour où elles allaient se transformer en réalités poignantes. L'Empereur, depuis qu'il s'était décidé à accepter le système libéral, ne cessait d'être préoccupé de la crainte que, sous l'action devenue prépondérante des assemblées, la force militaire ne fût diminuée jusqu'à ce degré où la sécurité nationale serait compromise. Il avait appelé auprès de lui tous ceux qu'il supposait en situation de lutter contre cette tendance.

Mettant de côté les considérations personnelles, pour mieux sauvegarder un intérêt public aussi majeur, il avait chargé le ministre de la Guerre de faire une démarche auprès de M. Thiers et de le prier de défendre le contingent, annuellement attaqué par ses amis. Le 19 janvier, il écrivait à Le Bœuf : « Mon cher général, après votre départ, j'ai vu M. E. Ollivier. Je lui ai demandé son avis sur la réduction du contingent. Il m'a dit que M. Thiers lui avait demandé si les bruits de réduction étaient vrais, et sur sa réponse que le Conseil n'en avait pas encore délibéré, M. Thiers lui a conseillé de n'en rien faire. J'ai beaucoup

insisté sur ce point, et je crois qu'il sera d'avis, comme vous, de demander le contingent de 100 000 hommes. » Il renouvelle son désir le 27 janvier: « N'oubliez pas d'aller voir M. Thiers et d'obtenir de lui qu'il soutienne le contingent et l'effectif. » Thiers fut sensible à cette démarche de Le Bœuf, l'accueillit très bien, conféra longuement avec lui, promit son concours et tint parole. Sans se laisser influencer par les railleries de Jules Favre sur ses nouveaux cliens, il vint soutenir l'argumentation du maréchal, en reconnaissant « que le ministre de la Guerre, avec le sens supérieur qui le distingue et sa rare facilité de parole, avait répandu des lumières suffisantes pour nous éclairer tous. » Il eut au contraire un coup de boutoir très dur pour ses amis : « Pour parler de désarmement dans l'état actuel de l'Europe, il faut être un imprudent et un ignorant. Il y a un assaut de prudence en ce moment, pour ainsi dire de sagesse, entre les Cabinets étrangers et le Cabinet français; mais il y a des événemens qui pourraient mettre en défaut toutes ces sagesses coalisées aujourd'hui pour la paix. Les vrais politiques ne veulent pas réduire leur pays à dépendre de la sagesse d'autrui. *(Vive adhésion.)* Savez-vous pourquoi la paix a été maintenue? C'EST PARCE QUE VOUS ÊTES FORTS. *(Oui! oui! Très bien! très bien!)* Lors de l'affaire du Luxembourg, la France n'était pas dans l'état où elle doit être pour être respectée. *Ce qui l'y a replacée, ce sont les armemens dus à M. le maréchal Niel,* avec lequel on peut différer sous le rapport du système d'organisation, mais avec lequel on ne peut que se trouver d'accord sur l'ardeur qu'il a mise à précipiter nos armemens. *Le maréchal Niel a rendu au pays un service immense.* Soyez convaincus que ce qui maintient la paix, c'est l'opinion qu'on a du bon état de l'armée française. Si donc vous voulez la paix, croyez-moi, je connais assez l'état de l'Europe, RESTEZ FORTS. Je suis pour la paix, mais pour que nous la conservions, il faut que NOUS RESTIONS IMPOSANS. »

Et pour écarter cette chimère du désarmement préconisée par ses amis, il s'attacha à démontrer que nous n'étions pas sur le pied de *paix armée*, c'est-à-dire « dans l'état de mobilisation ou de concentration auquel on ne recourt qu'à la veille du jour où le canon va tonner, » et qu'ainsi, nos régimens, ne comptant que 1300 hommes, n'étaient pas au complet du pied de guerre. Mais il ne dit pas, comme il l'a prétendu depuis, « que nous étions sur le pied de *paix désarmée* et que rien n'était prêt en France. »

Une paix désarmée eût signifié que nous n'avions ni canons, ni fusils, ni plans de mobilisation, ni magasins, ni réserves prêtes à partir, ni armées instruites, et que nos régimens ne pourraient point passer rapidement de leur incomplet de paix à leur effectif de guerre. Il avait précisément dit le contraire (nous venons de l'entendre) en louant le maréchal Niel « d'avoir, par ses armemens, replacé la France dans l'état où elle doit être pour être respectée » et de nous avoir rendus « imposans. » Il a encore moins dit, comme il l'a encore prétendu depuis, « que nous étions condamnés à la défaite, que toute guerre serait désastreuse. » Il avait dit précisément le contraire en répétant à plusieurs reprises : « Vous êtes forts, restez forts. » S'il en eût été autrement, aurait-il recommandé à notre confiance ce ministre de la Guerre qui, devant lui, se déclarait prêt à pourvoir à toutes les éventualités, et qui « le rassurait parce qu'il savait compter? » Nous croyons servir la mémoire de Thiers en débarrassant son beau discours patriotique des altérations par lesquelles il l'a défiguré plus tard.

Je donnai à Thiers toutes les assurances pacifiques qu'il désirait : « A aucune époque le maintien de la paix en Europe ne nous a paru plus assuré. De quelque côté que se portent nos regards, nous ne voyons aucune question irritante engagée. »

XI

Un événement important, qui ne causa pas une sensation immédiate, apporta une chance nouvelle dans le jeu de Bismarck. Ce fut la mort de Clarendon (27 juin). Bismarck le considérait comme son ennemi le plus redoutable. Clarendon aurait-il eu la force de résister aux deux volontés réunies de Gladstone et de la Reine, on en peut douter. Du moins, son successeur Granville (4 juillet) ne le tenterait même pas. Granville n'avait pas des sentimens pacifiques moins vifs que ceux de Clarendon, qu'on appelait le commis voyageur de la paix; il était aussi aimable et aussi généralement aimé, mais il savait moins bien manier les hommes, les attirer, les convaincre; il n'avait pas le même esprit d'initiative, ni la même consistance, et il se laissait facilement entraîner d'un parti à l'autre ; il connaissait moins l'Europe et n'y jouissait pas de la même autorité; on le disait paresseux, beaucoup plus qu'il ne l'était. Une surdité prononcée le gênait

dans ses entretiens diplomatiques. Je m'en aperçus moi-même un jour que je l'introduisis au Corps législatif où il désirait entendre Thiers. Il connaissait notre langue, notre pays, nos hommes d'État, l'Empereur, ne nourrissait aucun mauvais sentiment à notre égard, mais il n'était disposé à nous être sympathique que dans la mesure où le lui permettraient Gladstone et surtout la Reine à laquelle il était inféodé, qui lui avait conféré la dignité de lord Warden of Cinque ports et qu'il avait servie contre son chef Palmerston. Le premier mot qu'il entendit en prenant possession de son ministère fut celui que j'avais moi-même prononcé devant le Corps législatif. Hammond, sous-secrétaire d'État perpétuel au Foreign Office, lui dit « qu'il ne se souvenait pas avoir jamais vu l'Europe plus tranquille, et que jamais il n'y avait eu moins de dangers de complications sérieuses. »

L'accalmie était en effet générale. Ministres et diplomates gagnaient leurs villégiatures; Serrano s'installait à la Granja; Gortchakof se préparait à quitter Pétersbourg; Benedetti se rendait à Wildbad; le prince Napoléon, en compagnie de Renan et de quelques amis, commençait une croisière dans les mers du Nord. A Saint-Cloud, où l'Empereur avait transporté sa résidence, on ne s'occupait ni de diplomatie ni de guerre, pas même de politique intérieure; la session s'achevait tranquillement par la discussion du budget. On y était exclusivement préoccupé de la santé de l'Empereur. Depuis quelque temps. ses accidens habituels se reproduisaient avec fréquence. Il disait à Franceschini Pietri : « Je me sens là un paquet de pointes d'aiguilles qui m'enlève toutes mes forces. » En public, grâce à un effort inouï de volonté, il se tenait debout et restait encore imposant ; ne sentait-il plus un regard scrutateur posé sur lui, il s'affaissait, et faisait parfois pitié à contempler. On parlait de l'envoyer aux eaux et on se demandait auxquelles.

La duchesse de Mouchy avait grande confiance, quoiqu'il fût classé parmi les ennemis de l'Empire, en un jeune médecin des hôpitaux, depuis devenu célèbre, Germain Sée, déjà réputé pour la perspicacité de son diagnostic. Elle l'interrogea sur les eaux les plus appropriées. Il répondit qu'il était impossible d'avoir un avis avant d'avoir examiné le malade. En conséquence, il fut mandé à Saint-Cloud le 19 juin. Il trouva l'Empereur assis, une

couverture sur les genoux; sur la tablette de son bureau se trouvaient des éprouvettes graduées contenant des urines. Au premier aspect, Sée dit : « Voilà des urines contenant du pus. » Il y en avait un cinquième. L'Empereur lui raconta alors qu'il avait des douleurs intolérables qui l'empêchaient de marcher, d'aller en voiture, de monter à cheval ; il pouvait à peine se traîner au soleil sur la terrasse de Saint-Cloud, et il avait toujours froid. Il urinait du sang, était quelquefois obligé d'avoir recours à des sondes molles. Il attribuait tout cela à la goutte. Sée l'ausculta très attentivement. Quand il en vint au cœur, il dit en riant : « Le cœur est bon. » Il trouva tous les organes en excellent état, sauf la vessie qui était dans des conditions déplorables. Il formula dans une consultation très étudiée et très claire les résultats de son examen. Il ne l'avait pas encore remise à Conneau lorsque les médecins ordinaires de l'Empereur provoquèrent une consultation.

On eût voulu en exclure Sée, dépourvu alors d'autorité; l'Impératrice insista et il fut admis. La consultation donc eut lieu le 1er juillet entre Nélaton, Corvisart, Ricord, Fauvel et Sée aux Tuileries, dans l'appartement de Conneau, à sept heures du matin. Sée exposa verbalement le diagnostic de la consultation personnelle qu'il avait préparée : tous les symptômes constatés démontraient l'existence d'une pyélocystite calculeuse, et il fallait s'en assurer par un sondage. « Si l'Empereur était un malade ordinaire, dans un hôpital sous le n° 14, il y a longtemps que vous l'auriez sondé. » Ricord fut de cet avis, que Fauvel et Corvisart contestèrent en attribuant le mal, l'un à un catarrhe de la vessie, l'autre à un abcès de la prostate. Nélaton, qui était le premier chirurgien de son temps, était bien convaincu, indépendamment même de tout sondage, que l'Empereur avait la pierre; mais plus expérimenté que le jeune médecin, il craignait, étant donné l'existence d'une pyélocystite calculeuse, qu'une opération par la lithotritie ne fût mortelle et qu'il ne fallût recourir à la taille, dont le succès était aussi improbable. En attendant, l'emploi d'une sonde dure d'exploration lui paraissait de nature à augmenter d'une façon démesurée l'inflammation actuellement existante jusqu'au point de la rendre périlleuse, surtout à une époque où l'antisepsie n'était pas pratiquée. Il ne crut pas qu'il fût possible de sonder un patient, s'appelât-il le n° 14, dont les urines contenaient un cinquième de pus et

qui urinait du sang (1). Il concluait à ce que toute exploration fût différée et que jusque-là l'Empereur ne fût pas envoyé aux eaux. Son avis fut adopté. Aucun procès-verbal ne fut rédigé, mais Conneau fut chargé d'instruire verbalement l'Impératrice de l'avis des consultans. Il lui dit donc qu'il n'y avait rien d'inquiétant, qu'il s'agissait de rhumatismes et que l'Empereur n'irait pas aux eaux. Afin de ne pas épouvanter l'Impératrice, il ne lui parla ni de pierre ni de sondage. Et l'Impératrice ignora si complètement ce qui se débattit sur ce sujet entre les médecins, que lorsque, beaucoup plus tard, le mot cruel de *pierre* fut prononcé devant elle pour la première fois, ainsi que me l'a raconté la duchesse de Mouchy, elle poussa un cri de douloureuse stupéfaction.

Sée n'avait pas été chargé de rédiger une consultation au nom de confrères, qui le considéraient plus ou moins comme un intrus et qui n'avaient pas admis ses conclusions. Ce qu'il apporta le 3 juillet à Conneau, ce ne fut pas un projet de consultation collective à soumettre à la signature des autres consultans, puis à communiquer à l'Impératrice. S'il en eût été ainsi, Conneau, le plus honnête et le plus consciencieux des hommes, aurait accompli la double mission qu'on lui avait confiée. Ce qu'apportait Sée, c'était sa consultation personnelle constatant les résultats de son examen du 19 juin, dont il avait différé la remise jusqu'après la consultation générale du 1er juillet. Comme Conneau connaissait déjà la conclusion à laquelle arrivait Sée et qui n'avait pas été admise, il la mit dans un tiroir sans même l'ouvrir, et c'est ainsi qu'on l'a retrouvée après le 4 septembre (2).

(1) Ces craintes de Nélaton ont été confirmées par l'événement. Le célèbre chirurgien anglais Thompson, qui a opéré l'Empereur, a écrit après sa mort au docteur Evans : « Mon impérial client n'est nullement mort des suites de l'opération chirurgicale; il est mort, parce que les reins étaient dans un état de maladie avancé. Leurs cavités et les uretères étaient tellement dilatés que l'uretère gauche était aussi gros que l'aorte. Or, j'ai formellement énoncé depuis longtemps qu'en pareille circonstance la taille n'offre pas plus de chances de succès que la lithotritie. »

(2) La lecture attentive de la consultation de Sée ne permet aucun doute sur son caractère. Il n'y est pas fait la moindre allusion à la discussion qui eut lieu entre les consultans le 1er juillet; elle ne s'occupe que de l'état du malade et non de l'opinion des médecins qui le soignent; de plus, elle est en contradiction complète avec les conclusions adoptées par la majorité le 1er juillet. Elle conclut à l'exploration immédiate de la vessie : « le moment est opportun, dit-il, *par cela même qu'il n'y a actuellement aucun phénomène aigu.* » Or, la majorité des consultans

Quel intérêt aurait pu avoir Conneau à supprimer ce document? On a dit méchamment que c'était à la suggestion de l'Impératrice, afin d'écarter toute objection au départ de l'Empereur pour l'armée. Les dates écrasent cette calomnie : la consultation a eu lieu le 1er juillet; ce jour-là, la candidature Hohenzollern n'avait pas encore éclaté et dès lors, personne ne songeait à la guerre, ni, par conséquent, au départ de l'Empereur pour l'armée.

Cependant, au milieu de l'accalmie générale, un petit fait auquel le public ne prit pas garde frappa les observateurs. L'ambassadeur prussien à Madrid, qui, le 30 juin, avait obtenu un congé, reçut l'ordre de rester à son poste, et laissa sa femme partir seule pour la Haye. Mercier signala le fait à Gramont, mais sa confiance dans la parole de Prim était toujours telle que cela ne l'alarma point. « Je n'ai pas entendu dire un mot de la candidature Hohenzollern, » ajoutait-il (1er juillet). Et pourtant c'était le petit nuage, précurseur de la tempête.

Quelques jours après, le ciel était en feu. « Les temps de la perfidie approchent; la carrière leur est ouverte; ils régneront par la ruse, les misérables, et le cœur noble sera pris dans leurs filets (1). »

ÉMILE OLLIVIER.

avait décidé que, précisément *à cause de l'existence des phénomènes aigus*, cette exploration était inopportune et devait être différée. L'opinion de Sée était donc bien individuelle. C'était celle qu'il avait rédigée après la consultation du 19 juin, quoiqu'il ne l'eût remise à Conneau qu'après le 1er juillet.

(1) Goethe, *Goetz de Berlichingen*.

CONSPIRATEURS ET GENS DE POLICE

L'AVENTURE DU COLONEL FOURNIER ET LA MYSTÉRIEUSE AFFAIRE DONNADIEU

TROISIÈME PARTIE (1)

I. — UN TROP HABILE HOMME

Parmi les maisons de jeu, « parties de société » ou simples « étouffoirs » qui, en 1802, abondaient au Palais-Royal, le *Salon des Arcades* était un des tripots les mieux achalandés. Moins bruyante que le fameux numéro 113, moins publique, moins encanaillée, cette académie du pair et de l'impair s'était acquis un certain renom d'élégance. Le passé nobiliaire de son tenancier, ancien garde d'Artois, les belles manières de ses croupiers, presque tous nés gentilshommes, y attiraient de préférence les jeunes et les vieux messieurs de l'ex-noblesse. Rentrés depuis peu à Paris et s'y ruant vers le plaisir, ces porteurs de perruques et de catogans s'attablaient volontiers sous les bougies de l'attrayant salon. Ils y venaient quérir des émotions plus vives qu'en un bégueule hôtel du faubourg Saint-Germain : la roulette ou le trente-et-quarante, l'amour sans madrigal et sa conclusion immédiate. Jour et nuit, en effet, autour des tapis verts déambulaient d'engageantes citoyennes, Paméla court vêtues ou Cydalise très retroussées, toujours en mal d'argent, toujours en quête de banquiers bénévoles. Aussi, maison des

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril et 1er mai 1908.

plus folâtres, avec ses coins et recoins galans, ses cabinets privés et ses discrets boudoirs, le *Salon des Arcades* avait une clientèle de choix... La Fortune et l'Amour! C'était le paradis des pontes.

Chaque soir, on voyait entrer dans ce brelan modèle un homme d'assez haute taille, quadragénaire aux cheveux châtains, à la face rasée, rougeaude et brûlée par le hâle, à l'air paterne, à la tournure vulgaire, mais à l'œil futé, curieux, observateur. Musardant d'habitude et vaguant par les salles, rarement ce personnage risquait sur un tableau son écu de cent sous; de préférence, il regardait. Il regardait en sage les amusantes physionomies de tant de brusqueurs de fortune, connu d'eux et les connaissant, échangeant d'amicaux sourires, et souvent, tout aimable, s'en allant consoler quelque joueur malheureux. Alors, au buffet du tripot, devant le guéridon de marbre on dégustait ensemble le moka, la bière allemande, ou la « glace au beurre, » et l'on conversait. La causerie politique semblait être une des manies de ce flâneur. Il bavardait avec esprit, jovial, caustique, toujours très au courant des mille pati-pata qui circulaient en ville. Du reste, admirant peu le gouvernement consulaire, il exprimait avec franchise son aversion pour Bonaparte. Sa verve triviale, son amusant bagout, s'épandait bruyamment sans souci des mouchards, et même, en son dédain pour les cachots de Pélagie, il osait se permettre d'enthousiastes dithyrambes célébrant les Bourbons : un partisan du Roi, assurément!... Les royalistes, habitués du Salon, lui faisaient donc d'affables risettes : Dossonville, ce bon, cet excellent Dossonville! » ou bien encore : « le vaillant, le chevaleresque monsieur d'Ossonville ! » Et volontiers, le cher homme se laissait ainsi anoblir.

Issu, pourtant, de la plus infime roture, croquant beauceron, fils d'un villageois d'Auneau, ce monsieur tant cajolé par les ci-devant avait exercé jadis de peu nobles métiers. Sa vie passée n'était qu'une extravagante aventure, qu'un bizarre, pittoresque, voire picaresque roman. Laquais d'abord, plus tard limonadier, puis devenu policier de la République, Jean-Baptiste avait naguère été un personnage parmi les citoyens à « souliers pointus, » un agent d'importance dirigeant les exploits de la Rousse. Sa police, toutefois, s'était pratiquée de fantasque manière, — perfide, fraudeuse, félone au gouvernement qui la salariait. Fonctionnaire de la Nation, mais la desservant sans

vergogne, travaillant de préférence avec les conspirateurs monarchiens, l'inspecteur général Dossonville avait su empocher à la fois les assignats de la République et l'argent clandestin du Roi : c'était une âme indépendante, un irrégulier dans son art, un pur romantique, un esthète. Fin limier, néanmoins, ayant du flair, osant braver les mauvais coups et s'étant acquis du renom par maintes périlleuses prouesses !... Mais, dit un vieux dicton, « tel cuide engeigner les autres qui s'engeigne soi-même ! » A force de biaiser et de ruser, de mentir et de trahir, ce malin s'était fait briser par un autre malin : au Dix-huit Fructidor, on l'avait arrêté. Barras, beau connaisseur en gredineries, avait donc déporté Dossonville dans les marais de la Guyane, expédié l'aigrefin aux moustiques de la fièvre jaune, fabriquant ainsi un martyr...

Le martyr toutefois n'avait pas été d'humeur à coloniser les cimetières : certain soir il s'était échappé. Oh ! une évasion mémorable, une fuite héroïque, tout un drame traversé par d'effarantes péripéties, sur un frêle canot, dans les immensités de l'Océan, en compagnie de Pichegru et d'autres gens d'audace. Et voici qu'après une longue absence, la victime de Barras venait soudain de reparaître à Paris. Maintenant, puissance déchue, épave des tourmentes politiques, sans fortune, sans fonctions de l'État, le héros, le martyr, vivotait pauvrement au quartier du Mail, traînant ses jours d'ennui de café en café, s'asseyant chaque soir au *Salon des Arcades*. Il affichait, d'ailleurs, d'exaltés sentimens royalistes, et devenu disert, verbeux, grand discoureur, pérorait sans aucune retenue. Ses amis d'autrefois l'avaient aussitôt fréquenté, lui prêtant de l'honneur, croyant à son génie. Or, trop fertile cerveau, cœur sans gênans scrupules, l'inventif Dossonville faisait en ce moment l'odieux métier d'agent provocateur...

Il arrivait d'Autriche, sorti récemment de la prison d'Olmutz, et reparti en guerre pour de nouveaux exploits. La malchance, en effet, semblait s'être, un instant, attachée à ses grègues : accusé d'escroquerie, convaincu de chantage, il avait subi dans une citadelle un déplaisant séjour. Le cabanon d'une forteresse, succédant à la paillotte d'un marigot, aurait dû, ce semble, assagir l'effronté chercheur d'aventures ; mais maniaque de l'intrigue, il était né incorrigible... A Vienne, Dossonville s'était donc entendu offrir un séduisant emploi de ses talens. L'ambas-

sadeur anglais, Minto, diplomate coutumier de savantes roueries, avait chèrement acheté le savoir-faire de ce maître-gonin. Détestant Bonaparte et pratiquant la haine à la façon de Pitt, le noble lord s'était promis d'envelopper *Boney* dans le réseau d'un subtil espionnage, de pénétrer le mystère du Cabinet des Tuileries, et d'en soutirer les secrets politiques. Aussi, d'affriolantes propositions à Dossonville : « Partez pour Paris, et là organisez-moi une agence ; machinez une contre-police, achetez les rapports destinés au Consul, prenez-en des copies et envoyez-les-moi. Mandat de confiance et superbe mission ! Je vous ouvre un large crédit... »

Accepté !... Mais à peine installé dans la rue des Petits-Carreaux, le missionnaire s'était pris à réfléchir : « Pourquoi ne pas dépenser les guinées du milord au seul profit de Bonaparte ? Un double gain, ma foi !... l'argent d'Albion et la faveur du Corse !... » Idée vraiment sublime ! — et le mandataire de confiance était allé se dénoncer soi-même à l'un de ses anciens amis, le consul Cambacérès. Ce gros homme qui, moins voluptueux, aurait pu devenir un grand homme, avait l'esprit délié, le cœur sceptique et la morale accommodante : il comprit et voulut présenter aussitôt Dossonville à Bonaparte...

Conscience à vendre, l'agent de lord Minto n'avait pas déplu. En son cruel mépris de l'âme humaine, Napoléon récompensa souvent les vilenies, quand elles étaient utiles à sa personne, profitables à son ambition. Mais rémunérant un coquin, il le voulait d'une coquinerie parfaite, sans défaillance dans ses pratiques, ni répugnances pour son métier. Il crut avoir trouvé chez le personnage que patronnait Cambacérès l'âme damnée dont il avait besoin. Duper l'insidieux Minto et, en échange de ses *pounds*, lui fournir force balivernes parut à Bonaparte une amusante combinaison. Et puis, ce Dossonville pouvait lui être utile d'une autre manière...

Depuis quelque temps l'ombrageux Consul avait en suspicion son ministre de la Police. Il se méfiait, — non sans raison d'ailleurs, — de l'homme au teint blême, aux yeux sanglans, aux lèvres menues, au sourire bridé, à la tournure chafouine d'un frère Cordon sans froc, et d'où s'exhalaient d'étranges relens d'astuce, toute une puanteur d'hypocrisie. Il le voulait tenir en surveillance occulte, sous un regard « insoupçonné, » pour employer l'effrayante expression qu'affectionnait Fouché. Faire

espionner la vie du grand maître de l'espionnage, lancer à ses trousses un mouchard qu'il ne connaissait pas, servir à ce menteur un plus menteur que lui, sembla encore à Bonaparte une ingénieuse machination : il avait donc pris Dossonville à l'essai... Glorieux d'un pareil rôle, l'« observateur » s'était mis en besogne. Il avait recruté une remuante cohorte d'auxiliaires, d'amateurs faméliques : ci-devant marquis, croupiers de maison de jeu, ex-comtesses tombées dans la galanterie, prêtres sans presbytère et devenus escrocs, — royalistes de choix que secondaient d'ailleurs des jacobins d'élite. Et tout en fréquentant le *Salon des Arcades*, le zélé citoyen travaillait à rage. Inlassable épistolier, il prodiguait sans fatigue sa prose délatrice ; conseils, avis, dénonciations allaient s'entasser, chaque matin, dans les cartons verts de Davout : deux cents rapports en quatre mois !...

Cette ferveur de néophyte commençait, toutefois, à s'attiédir. Dossonville avait espéré beaucoup plus qu'il ne recevait, et la faveur de Bonaparte se faisait trop attendre. Il devinait du reste que ses brillans rapports agrémentés d'histoire, de politique et de philosophie, étaient jalousement étouffés par Davout. Sa gloriole en souffrait. Maintenant, dans l'horizon borné de son modeste logis, l'infortuné se sentait mal à l'aise. Ne recevant du Palais consulaire que d'assez rares gratifications, l'agent double éprouvait déjà une fâcheuse disette d'argent ; ses amateurs lui coûtaient cher, et le banquier Minto ménageait ses largesses. D'âpres concupiscences faisaient, de plus, souffrir ce besogneux. Très infatué de son mérite, il caressait les longs espoirs et les vastes pensées ; d'absurdes convoitises, de folles visions hantaient cette ambitieuse cervelle : habit de conseiller d'État, uniforme de préfet de police, voire hôtel de ministre !... Et pourquoi non ? se disait-il. Le préfet Dubois, jadis vulgaire chicaneau au Châtelet, le ministre Fouché, autrefois petit pion chez les Oratoriens, avaient-ils plus de sang, de naissance, de noblesse que Jean-Baptiste Dossonville ? Et quant au génie... La correspondance de ce personnage est un bien curieux document de psychologie policière. Jamais la vanité humaine ne s'étala aussi naïve qu'en les pédantes délations fignolées par ce fourbe, et jamais barigel ou inquisiteur de la foi ne crut plus candidement avoir, par son astuce, bien mérité de son prince, de son Dieu.

Tel était le grand homme de police à qui La Chevardière

venait de faire visite. Ils se connaissaient. En des camps opposés, ils s'étaient, sous le Directoire, férocement combattus, malmenés cruellement. Mais, au dire des philosophes, les haines politiques désarment très vite; seules, affirment-ils, les rancœurs littéraires ne pardonnent jamais. Policiers, autrefois, tous deux, et tous deux, à présent, fruits secs du même panier, ayant consciences pareilles comme appétits semblables, Dossonville et La Chevardière s'étaient réconciliés... Or, l'affaire qu'apportait le nouvel ami paraissait vraiment magnifique. Complot, projet d'assassinat, menaçant triomphe de l'anarchie, — le tout sous les regards aveugles de Dubois, encouragé peut-être par le félon Fouché, quelle aubaine!... Il fallait néanmoins grossir encore l'affaire, l' « engraisser, » puis la transformer en quelque chose d'énorme : opération aisée dont se chargeait l'inventif Dossonville. Au reste, il se flattait d'en tirer pour lui seul gloire et profit. Part à deux? Oh! non pas : le jacobin avait pelé la figue; le royaliste prétendait la manger. Mais il avait compté sans le camarade: l'homme à l'habit gris perle n'était pas citoyen à se laisser ainsi duper.

Ce même jour, 13 floréal, Dossonville s'en allait sonner à la porte du général Davout: il n'avait pas amené La Chevardière.

II. — « ENGRAISSEMENT » DE L'AFFAIRE

Le pavillon qu'occupait aux Tuileries le commandant des grenadiers de la Garde était situé sur le terre-plein qui domine encore aujourd'hui la terrasse des Feuillans. Il s'élevait, isolé, au-dessus des ondulantes ramures de l'humide jardin, et seul un tortueux escalier descendant vers la Place de la Concorde rattachait au mouvement de la Ville la solitude d'un tel réduit. Encadrée d'odorans parterres, blottie dans les branchages de vieux tilleuls, cette maison ressemblait plutôt à une aimable gloriette, discret abri de rendez-vous galans, qu'à un bureau de police politique toujours ouvert aux délateurs. Mais la riante chartreuse était fort bien située pour son odieuse destination. Chaque soir, dès qu'une ombre propice estompait les Tuileries, quelque furtive silhouette se glissait dans le pavillon de mystère : c'était celle d'un dénonciateur. Des civils et des militaires, des gens de la finance, des lettres ou de la robe, fournissaient d'habitude l'abjecte clientèle de l'officine à trahison, dilettantes

pour le plus grand nombre, et travaillant surtout par seul amour de l'art. Le Directoire avait pourri la France, et sous le Consulat, comme un restant d'ulcère, le goût de l'espionnage infectait encore les consciences.

La journée du 13 floréal devait être déjà fort avancée quand Dossonville pénétra dans la mignonne maison policière; son chef le reçut aussitôt, et l'entretien commença.

Sec et dur, concis et cassant d'ordinaire, Davout devenait parfois abondant discoureur, et son langage imagé ressemblait peu, alors, à la rhétorique d'un Fontanes. Lorsqu'il parlait de Bonaparte, son admiration s'exaltait. Un amateur de belles-lettres, son contemporain et d'ailleurs l'un de ses « confidens, » le bon jeune homme Année, nous a transmis un spécimen de cette pittoresque éloquence : « Bonaparte !... jour et nuit, ses pensées n'appartiennent qu'à la France. Jeune encore, il a renoncé aux plaisirs de son âge, aux douceurs de cette vie privée qui a tant de charmes pour lui, et se consacre tout entier à des labeurs sans fin et sans mesure! Il ne se contente pas de donner à tous l'exemple de travaux assidus, il leur donne également celui des bonnes mœurs. Aucune femme ne fait avec plus de grâce et d'affabilité que Mme Bonaparte les honneurs d'un palais; mais ni vous ni moi ne convoiterions l'honneur de sa couche : chaque soir Bonaparte y repose... »

Davout gratifia-t-il d'un aussi beau lyrisme le sceptique et narquois Dossonville? La chose est improbable. En son culte pour la discipline et son horreur des importans, l'altier personnage avait toujours tenu ce sous-ordre à distance. Il le jugeait insubordonné, trop fantaisiste, grand faiseur d'embarras, voulant profiter à lui seul de ses trouvailles, et devinait un ambitieux qui désirait le supplanter. La manie qu'éprouvait cet informateur à ratiociner comme un monsieur d'Académie, à disserter, dans ses rapports, sur les monarchies et les républiques, le « despotisme des palais » ou « la tyrannie de la rue, » lui semblait ridicule, et volontiers il jetait au rebut tout ce fatras philosophique... Il écouta donc avec méfiance le récit d'un gaillard qu'il savait forgeur de mensonges. Au nom de Donnadieu, le général se rebiffa... « Conspirateur et assassin, son protégé? Invraisemblable! Accusation absurde, même déplaisante pour le protecteur! Un brave garçon, un cœur loyal, son Donnadieu! Davout le connaissait; Davout en répondait! Au sur-

plus, l'homme incriminé avait, depuis longtemps, quitté Paris. »

Déçu dans son espoir, mortifié en son amour-propre, l'informateur sortit, dépité. Mais à peine se fut-il éloigné que soudain son intraitable chef ressentit de vagues inquiétudes... « Après tout, ce cher Donnadieu n'était pas toujours un modèle de sagesse ! Peut-être avait-il commis force sottises nouvelles, peut-être aussi connaissait-il quelque vilaine histoire qu'il avait perfidement celée à son protecteur ! En tout cas, mieux valait avertir Desmarest... » Davout envoya donc d'urgence un pressant avis au chef du « Bureau particulier, » directeur des « Affaires secrètes, » et l'*alter ego* du ministre Fouché. Il s'adressait à un fort habile homme. Nul artiste de police, — nous le verrons bientôt, — n'avait plus de maîtrise que cet ancien curé pour pressentir et confesser, mettre à nu et bien « cuisiner » une conscience pécheresse.

Mais le hautain Davout avait eu grand tort d'humilier ainsi Dossonville. Il dédaignait par trop l'astucieuse assistance d'un pareil aigrefin, et n'en soupçonnait pas la belle science de gibecière. Bien qu'assez brutalement éconduit, le madré citoyen ne pouvait renoncer au jeu d'une attrayante partie. Il sentait qu'à cette heure la volage Fortune lui faisait d'agaçans sourires, et le galant la voulait posséder. D'ailleurs, les injurieuses méfiances du général Davout laissaient indifférente son âme philosophique...

Tout en regagnant sa rue des Petits-Carreaux, cet homme d'esprit délié raisonnait... Et d'abord Donnadieu avait-il réellement quitté Paris? Non ! il avait dû conter une bourde à son général. Le dragon, au dire de La Chevardière, logeait dans la maison meublée que dirigeait Sergent-Marceau. Eh bien ! on irait prendre l'air de la gargote politiquante, on y demanderait à voir Donnadieu, on causerait avec l'officier, on saurait bien, — que diable ! — lui soutirer ses grands et ses petits secrets ! Un jeu d'enfant pour un causeur habile, et mordieu ! l'on était habile !

Rentré chez lui, Dossonville se déguisa. Habitué à ces sortes d'expéditions, il ne répugnait pas aux savans « camouflages, » aux ingénieux costumes de cache-museau. C'était un psychologue, et nous connaissons le détail de son subtil accoutrement : bicorne, polonaise, bottes hongroises, cravache de maquignon : à officier de cavalerie, marchand de chevaux pour visiteur !... Attifé de la sorte, il se mit en campagne.

Le soleil déclinait, et le crépuscule embrumait déjà le quartier du Mail, quand l'explorateur pénétra dans la rue du Sentier. La venelle, si tranquille d'ordinaire, était animée, ce soir-là : sur les cailloux de son pavage et devant la maison meublée stationnaient des citadines, des fiacres, des cabriolets... « Tiens, tiens! qu'était cela? » Cela, c'étaient les locatis, voitures de citoyens en visite chez Sergent, les sapins des amis, assidus aux réceptions de la divine Emira. Mais Dossonville s'était forgé bien vite une autre hypothèse, et, soupçonneux, il se glissa dans la cour de la pension bourgeoise...

Assise devant le perron de l'hôtel, la concierge avait l'air d'en défendre l'entrée : le maquignon l'interpella :

— Le commandant Donnadieu?

— Il ne loge plus ici.

— Bah!... Aurait-il quitté Paris?

— Je l'ignore.

— Donnez-moi donc sa nouvelle adresse.

Cette fois pour seule réponse un haussement d'épaules... Vraiment trop peu bavarde, la citoyenne, dressée par son propriétaire à se méfier des questionneurs : maison évidemment suspecte!

— Vous demandez le commandant? interrogea soudain un jeune monsieur qui avait entendu le colloque... C'était un citoyen d'assez pauvre apparence, mais dont la mise prétentieuse et la voyante toilette rappelaient les belles façons du séducteur La Chevardière. Même élégance en son habit gris perle, fatigué pourtant par un long usage; pareille coiffure adonisée; semblables « nageoires » assassines : un singe assurément du Brummel jacobin... Désireux de connaître le nom d'un tel olibrius, Dossonville fit semblant de s'être mépris... « La Chevardière?... » Mais l'autre aussitôt rectifia : « Non : Brière, Alexandre Brière! ami de Sergent-Marceau et secrétaire de Donnadieu... »

Il paraissait fort ennuyé, ce secrétaire de Donnadieu. La vue de l'homme à polonaise avait effarouché le candide garçon; il voyait en ce faiseur d'enquêtes un créancier donnant la chasse à son ami; peut-être un garde de commerce, un recors déguisé qu'il devait à tout prix éconduire. Le trouble de ce naïf intrigua Dossonville :

— Puisque vous connaissez le commandant, apprenez-moi sa nouvelle adresse; j'ai besoin de lui parler à l'instant.

L'autre eut comme un geste d'effroi :

— Impossible !... Il ne pourrait vous recevoir !... Son temps est pris !... Besogne urgente ; affaire de la plus haute importance !...

Brière faisait le mystérieux, avait l'air de tenir un secret d'État, et son langage embarrassé ressemblait fort à un aveu. Dossonville n'avait plus maintenant aucun doute... Oui, Donnadieu se cachait ici, dans cette maison trop bien gardée, et conférait, en ce moment, avec d'autres conspirateurs, ses complices !...

— Votre nom, citoyen ? interrogea brusquement Brière.

— Mon nom ?... Je suis un camarade de Donnadieu, l'un de ses compagnons à l'armée d'Italie.

— Oui, oui... Mais votre nom ?

— Eh bien !... Turgot, ancien officier d'ordonnance du général Augereau.

— Du général Augereau ?... Oh ! alors, je devine !

Il avait deviné sans doute quelque message aimable pour Donnadieu : invitation joyeuse, repas d'amis, punch à la hussarde, peut-être déjeuner où daignerait s'asseoir ce bon vivant d'Augereau. Mais Dossonville avait compris tout autre chose. En prononçant le nom du général, l'agent provocateur avait tendu un piège, et l'ingénu Brière s'y était, croyait-il, laissé prendre... Ah bah ! Augereau, l'espoir des Jacobins, jouait un rôle dans la conspiration ! Quelle découverte !...

Au surplus, porte fermée ; visage de bois !.. Satisfait, cependant, de son expédition, Dossonville allait quitter la place, quand soudain un cabriolet pénétra sous la porte cochère, puis tourna dans la cour. Un homme en descendit qui, habitué de la maison, entra sans se faire annoncer.

— Un tribun !... dit aussitôt Brière à la concierge... Et plantant là son maquignon, le secrétaire de Donnadieu courut rejoindre ce visiteur.

Ils étaient mal notés dans les bureaux de la police consulaire, ces inutiles bavards, membres du Tribunat. Bonaparte, — il ne s'en cachait guère, — supportait mal l'opposition mesquine de ces énervans discoureurs, leurs sournoises ou hargneuses critiques, les voltairiennes espiègleries de « papa » Andrieux, les épigrammes de pince-sans-rire, à l'usage de Benjamin Constant, ou les ronflantes périodes du toujours sublime Marie-Joseph Chénier. Exclus depuis deux mois de leur Tribunat, et rempla-

cés par des gens moins frondeurs, les plus agités d'entre ces opposans continuaient toutefois leur agaçant manège, — censurant, brocardant, dénigrant le Consul, se posant en victimes et criant au martyre. Or Bonaparte prêtait trop d'importance à des importans sans audace, et s'imaginait, bien à tort, qu'ils travaillaient dans l'ombre à machiner quelque révolte...

Voilà ce que n'ignorait pas Dossonville, et le mot « tribun » l'avait de nouveau mis en joie... Peste! un tribun parmi les conjurés! Mais alors ces voitures qui stationnaient devant la maison y avaient dû amener force et force tribuns!... Quelle autre superbe trouvaille, et quel rapport à rédiger!... C'était, nous l'avons dit, un psychologue, cerveau fertile en inductions osées, et qui de l'analyse savait s'élever jusqu'à la synthèse.

Le soir même, il se dépêcha de libeller un avis menaçant Donnadieu se cachait à Paris; Sergent-Marceau recelait ce complice; le général Augereau avait connaissance de la conspiration, et plusieurs des anciens tribuns s'y trouvaient compromis... L'affaire ainsi corsée prenait vraiment une fort belle apparence. Dossonville savait, d'ailleurs, en quelles mains déposer son rapport. A défaut du malveillant Davout, il comptait parmi ses protecteurs un puissant personnage : le citoyen « secrétaire du Conseil d'État des Consuls. » Dévot adorateur de Bonaparte, son familier et son confident, ce secrétaire d'État, Hugues B. Maret, passait pour être un fin lettré, noble amateur du beau langage, Mécène recevant à sa table maints nourrissons des Muses, digne, au surplus, grâce à de tels dîners, de s'asseoir dans un fauteuil académique. Le Mécène aimait du reste avec ferveur les choses de la police, tenait sa porte ouverte aux informateurs du grand monde, et ancien diplomate, faisait souriant accueil à tous les indiscrets de bonne volonté... Ce fut donc à cet aimable citoyen qu'en la matinée du 14 floréal, Dossonville remit son rapport. Sûr désormais d'être lu, compris, apprécié par le Premier Consul, il attendit avec confiance les résultats de son habile enquête...

Mais déjà La Chevardière avait pris les devans, et jouait un tour pendable à son compère et camarade. Un troisième personnage, frais débarqué d'Égypte, s'occupait à présent du complot: l'affaire, par deux fois « engraissée, » prenait une envergure énorme.

III. — ABDALLAH MENOU

Depuis quelques jours, les garçons boutiquiers de la rue Céruti et cette nombreuse valetaille, — laquais, chambrières, heiduques, chasseurs, — qui pullulaient dans les somptueuses maisons d'un quartier à la mode, étaient en liesse et s'émerveillaient. Ils se croyaient à la Courtille, un soir de mascarade. Postés sous les fenêtres d'une auberge en renom, l'élégant *Hôtel de l'Empire*, ces curieux et ces « gobe-mouches » échangeaient des lazzis, se contaient des calembredaines. Un spectacle les attirait, parade assurément joyeuse : l'hôtellerie parisienne recélait une princesse des *Mille et une Nuits!* Dans sa cour ou devant sa porte, on pouvait reluquer des négrillons nubiens, aux clinquans oripeaux, à la mine ahurie, et leur falote tournure divertissait Lisette, faisait bouffonner Frontin. Mais le pacha, maître et seigneur de ces gens à tarbouch, le sérasker Abdallah Jakoub était, ainsi que sa famille, curiosité plus rare encore...

Ghiaour devenu musulman, aucunement circoncis, il est vrai, mais ayant à l'appel des muezzins adoré l'Allah du Prophète, — ce croyant au « Dieu qui est Dieu » s'appelait, de son nom d'infidèle, le citoyen Menou, général de la République. Il arrivait d'Égypte, amenant à Paris une funambulesque smala. Sa femme, gentille Mauresque, achetée dans un hammamât de Rosette, et fille d'un maître de bains, amasseur de bakchichs, avait conservé la toilette en usage au harem maternel. Madame la générale portait encore les culottes bouffantes, la veste soutachée d'or, le voile rabattu, coupé par une œillère. Des enfans, progéniture bistrée, étaient nés de cette étrange union, et Sidi Abdallah leur père avait choisi pour gouvernante une esclave, négresse du Soudan. Aussi, l'amusant étalage de cette turquerie ébahissait la badaudaille qui demandait, goguenarde, à voir la mystérieuse sultane du trop naïf mamamouchi.

Il était pourtant peu naïf, cet Abdallah Menou, enfanté à Boussay-lès-Preuilly, au pays rabelaisien de Touraine. Roué de l'ancien régime, mais transmué en un malin de la République, il avait de la naissance ; baron très authentique, naguère député de la Noblesse aux États généraux, et maréchal de camp dans les armées du Roi. La grande Faucheuse, toutefois, s'était montrée accorte avec l'impur aristocrate. car elle ne lui avait « rac-

courci » que le nom. Plus chanceux qu'un Custine, qu'un Biron ou qu'un Beauharnais, Menou, malgré sa « particule, » n'avait donc pas courbé la nuque sous la « machine à égalité. » Un prudent étalage de sans-culottisme, d'effrontées professions de foi : « Capet m'a toujours fait horreur...; pour moi l'insurrection est un dogme !... » surtout de puissantes amitiés montagnardes l'avaient préservé de la guillotine; même, fanfaron de jacobinisme, il était devenu l'un de ces favoris qu'avantageait la Convention. Étoiles de divisionnaire, fonctions de général en chef, commandement de l'Armée de Paris, mentions flatteuses, sabres d'honneur, « armure complète, » elle avait tout prodigué à ce renégat de son Roi, renieur aussi de son blason...

Agé, en 1802, d'environ cinquante ans, mais portant beau encore, — avec sa face rasée, ses joues grassouillettes, ses lèvres sensuelles, son nez busqué, son front fuyant, ses cheveux poudrés à frimas, Jacques-François de Menou, baron encanaillé, ressemblait à quelque pastel de Latour. L'aisance de ses nobles manières, son parler ironique et choisi, sa hautaine affabilité, sa religion à la d'Holbach, le débraillé de ses mœurs et le libertinage de sa conduite, ses amours excentriques, son goût pour les comédiennes aussi vif que pour les Mauresques, le chiffre élégant de ses dettes que, du reste, il ne payait pas, et aussi son impétueux courage, son mépris du danger, ses coups de sabre à la façon d'un La Tulipe lui eussent acquis un superbe renom au temps des Châteauroux et des Pompadour. Mais il en était autrement dans la France de l'an X, parmi des camarades, fils de pacans et gagneurs de batailles. Le ci-devant, aux airs d'aristocrate, offusquait leur rusticité, et ils se gaussaient d'un soldat qui ne savait pas vaincre. Jamais, depuis les jours des Clermont et des Soubise, plus incapable militaire n'avait porté l'uniforme français. Tous les combats qu'avait livrés Menou s'étaient pour lui terminés en défaites; battu en Vendée, et battu encore en Afrique, il était le fuyard des Ponts-de-Cé, de Vihier et de Saumur, le vaincu d'Aboukir, du Camp des Romains, d'Héliopolis, d'Alexandrie. Successeur en Égypte de Bonaparte et de Kléber, il venait de capituler, de livrer aux Anglais tous les grognards de l'épopée fabuleuse : grenadiers, abatteurs de mameloucks dans les sables des Pyramides; dragons, sabreurs de janissaires sur les pentes du Mont-Thabor; hussards ayant gravé leurs noms dans les temples de la Thébaïde. Un désastre! La

terre par elle tant convoitée était désormais perdue pour la France; « les palmes de Mesraïm ne devaient plus jamais couronner la patrie... »

Aussi de douloureuses colères grondaient au cœur de nombreux officiers. Rapatriés par les frégates anglaises, les survivans de cette armée d'Égypte avaient été prudemment dispersés en Provence. Hâves, déguenillés, rongés par la vermine, les troupiers s'en allaient riblant le pavé de Marseille, étalant avec jactance leur misère comme leur indiscipline, effarant les bourgeois par des plaintes furibondes, et dans les chambrées, les cantines, les cabarets, clamant des invectives ou des menaces. Les officiers imitaient leur exemple : soldat de malheur et d'opprobre, « Menou le Pacha, » « Menou le niais, » « Menou le traître, » « Menou acheté par l'Anglais, » était cruellement outragé. Mais lui prenait la chose en fataliste, indifférent à la critique, insensible à l'insulte, s'abandonnant avec terreur à la merci de Bonaparte...

Donc, à l'*Hôtel de l'Empire*, Abdallah attendait. Il attendait l'instant de comparaître devant le Premier Consul, le jour et l'heure où son terrible justicier daignerait prononcer son arrêt. Que voudrait décider cette inexorable conscience? Entrevue redoutée, moment d'angoisse, cruelle et prochaine épreuve : Menou se sentait fort anxieux. Allait-il, tancé et malmené, subir, dans les Tuileries, une arrogante objurgation? Courbant l'échine et se mordant la lèvre, devrait-il sortir du Palais, déshonoré? Hélas! les pires opprobres lui paraissaient à craindre...

Pourtant, en dépit de pareilles inquiétudes, il recevait de fréquentes visites. Or, dans l'après-midi du 14 floréal, Menou vit entrer dans son cabinet un citoyen dont la venue le réjouit aussitôt... C'était un vieil ami qu'il avait connu durant les guerres de la Vendée, un ancien compagnon de déroute et de fuite, autrefois farouche sans-culottes, porteur du bonnet rouge et de la carmagnole, mais ayant aujourd'hui recouvré « le suprême bon ton » du grand monde, ajusté comme un petit-maître et courtois comme un quémandeur : le tout aimable La Chevardière...

Quel plaisir de se retrouver après si longue absence! On causa : entre ces deux finauds l'entretien dut se prolonger longtemps. Au cours de la conversation, La Chevardière parla de

Bonaparte et, sans doute, exalta son génie... « Un nouveau Charlemagne, bientôt empereur de l'Occident : la France enthousiasmée acclamerait son héros! Et cependant, la haine de ses ennemis s'acharnait sur cet homme; chaque jour, le complot succédait au complot. Mais aussi, quelle police! Vraiment, ni Fouché, ni Dubois ne savaient leur métier, ne faisaient leur devoir! Quoi, une troupe d'enragés sicaires, de soudards en réforme, se proposaient d'attaquer le Consul demain, 15 floréal, durant la revue décadaire, — et l'imbécile police ignorait leurs desseins. Incroyable! Ignorait-elle aussi, — La Chevardière fabriquait, ici, du roman, — qu'un danger plus pressant encore menaçait Bonaparte? Oui, plus pressant encore, cet autre péril! Aujourd'hui même, ce soir, dans quelques heures, on allait peut-être assaillir le Consul, à l'Opéra!...

« Ce soir?... A l'Opéra?... » Menou s'était levé tout ému. Bien vite, il donna l'ordre qu'on attelât sa voiture... Oh! pas de temps à perdre! Il fallait, au plus tôt, prévenir l'attentat, avertir le Consul, lui sauver la vie!... Cet ingénieux La Chevardière venait d'apporter le salut à cet angoissé Abdallah.

Quelques momens plus tard, le général arrivait en hâte au Palais du Gouvernement : son digne ami l'accompagnait.

IV. — AFFAIRE ÉNORME

Le mensonge de La Chevardière était, vraiment, bien imaginé. Ce soir-là, le Premier Consul devait aller à l'Opéra, et l'on y prévoyait de tumultueuses manifestations.

Depuis une semaine, en effet, affiches et gazettes annonçaient bruyamment une œuvre nouvelle où devait se faire entendre un débutant. Cette œuvre, *Sémiramis*, — du Voltaire trituré par un certain Desriaux, — avait pour musicien le professeur Catel, et le chanteur, ténor grand premier rôle, se nommait le citoyen Roland. Habilement préparés par de pompeuses réclames, tous les amateurs de « premières » attendaient, curieux, l'événement parisien... Sémiramis, l'épouse empoisonneuse, la mère éprise de son propre fils, mais sauvée de l'inceste par le spectre vengeur d'un mari, — quelle situation affriolante et quelle régalade! En outre, au dire des nouvellistes, le directeur de l'Opéra, cet acariâtre Cellerier, avait bien fait les

choses. Les journaux promettaient au public des splendeurs de costumes, de décors, de figurations : Babylone, la ville aux cent portes, reconstruite, avec ses jardins suspendus, ses bocages où fourmillaient les courtisanes sacrées, ses temples s'allongeant dans le mystère des palmeraies, ses griffons ailés, ses taureaux de granit à figure humaine, et sous la pure turquoise d'un ciel de Chaldée, des mages, des prêtres, des guerriers, des princesses, des ballerines, chantant, mimant ou dansant, — bref, un spectacle à mettre en pâmoison les peintres, les poètes, les archéologues et autres habits verts de l'Institut! Mais on parlait aussi d'une menaçante cabale organisée contre l'ouvrage; on annonçait, pour le débutant, des murmures, des sifflets, du vacarme, tout un charivari où voulaient donner de la voix les jolis « merles de parterre... »

Ils étaient nombreux dans les théâtres de l'an X, ces merles moqueurs et siffleurs, effroi du comédien, désespoir de l'auteur dramatique. Mais les concerts que prodiguaient leurs clefs forées ne se faisaient pas entendre sans riposte; les bons Romains du lustre y répliquaient par des applaudissemens, et aussitôt s'engageaient de furibondes bagarres. En vain, le génie du Premier Consul avait-il « pacifié la Terre, » — une phrase alors très à la mode, — le Parisien né batailleur n'en bataillait pas moins. Il livrait à présent ses combats sous les quinquets et les argans : on se gourmait à la Comédie-Française, chez Feydeau, à Louvois, dans les théâtres, dans les goguettes. Des injures, des soufflets, des coups de canne commençaient d'ordinaire la fête; puis c'étaient des clameurs, le bombardement de la scène à coups de petits bancs, sa prise d'assaut par escalade, et la fuite éperdue des acteurs. Mais le Consul entendait la guerre d'une tout autre façon, et sévissait contre ces vaillans. Sa police était brutale. Dans les salles de spectacle, de nombreux agens se tenaient assis au parterre, armés de longs gourdins, assommoirs peints en blanc; ils se jetaient dans la mêlée, échinaient ceux-ci, empoignaient ceux-là, conduisaient au dépôt les *séditieux*, parfois même les expédiaient à Bicêtre... « La paix dans toutes les consciences! » avait proclamé Bonaparte.

Oui, — les gens bien informés l'assuraient, — cette première de *Sémiramis* n'allait point se passer sans tapage. D'abord, cabale contre l'auteur : la musique du professeur Catel n'avait jamais plu. On la trouvait savante, germanique, « hyperbo-

réenne, » dépourvue de tendres ariettes, aidant mal à la digestion d'un plantureux repas. Du reste, avec leurs harmonies qu'on déclarait abstruses, ces messieurs du Conservatoire, Méhul, Gossec, Chérubini, Catel, fatiguaient un public amoureux des flonflons. Ils ennuyaient; on les ennuierait. Premier grief!... Mais le ténor Roland était surtout visé par les menaces de bacchanale. Manifestation politique, celle-là! Pourquoi donc un pareil freluquet, encore élève au Conservatoire, faisait-il ses débuts dans un grand premier rôle? Pourquoi charger de « créations, » à l'Opéra, cet écolier, un inconnu? Savait-il cadencer les trilles aussi bien que Laïs, le Béarnais sonore? Clamer, et pousser la note mieux que Layné, favori du parterre? Non; mais petite voix, petit talent, petit jeune homme, ce monsieur roucoulait dans les salons de Mme Hortense Bonaparte! Favoritisme indécent, et qui méritait une leçon! Aussi, merles siffleurs ou donneurs de rossignolades, tous ceux qui criaient au scandale se proposaient d'offrir un charivari aux protecteurs de ce clampin... Proscrite du Sénat et chassée du Forum, la Liberté, aurait pu s'écrier l'amphigourique Garat, avait trouvé son refuge dans les temples d'Euterpe!

De bonne heure, la « Consulesse » Joséphine était partie pour l'Opéra, mais le Consul ne devait quitter les Tuileries que longtemps après elle. Il était, ce soir-là, absorbé, maussade, très irritable : Ninus avec Ninias l'intéressaient fort peu, et d'avance il jugeait fastidieuses les mélodies du professeur Catel. D'ailleurs, d'assommantes corvées, ces représentations de l'Opéra français!... La musique! Eh! oui, il aimait la musique; mais il la voulait de fabrique italienne, bouffonnante et divertissante, avec des andante faciles pour son oreille, des allegri commodes à sa voix blanche et sans justesse : alors il comprenait, fredonnait, sifflotait. Ah! si la Grassini avait pu chanter ce soir-là, sans doute la corvée eût paru moins dure! Mais la diva vocalisait, en ce moment, à Londres, et la criarde Maillart ne la remplaçait pas dans les désirs de Bonaparte. Au surplus, il avait en tête d'autres soucis que la babylonienne Sémiramis.

L'affaire du Consulat à vie le préoccupait. Grosse, très grosse aventure, cette suprême et décisive bataille contre les jacobins! Son plan de campagne semblait, à l'habile stratégiste, heureusement combiné; d'exécution facile, de réussite certaine... Le

16 floréal, — dans deux jours! — des conseillers d'État, orateurs du gouvernement, iraient porter au Tribunat le traité d'Amiens, et, tout aussitôt, se jouerait une magistrale comédie. On verrait, quittant son fauteuil, le président Chabot monter à la tribune, prononcer un discours et demander pour le héros pacificateur « un gage de la reconnaissance nationale. » Aucune voix d'opposant ne s'élèverait dans l'assemblée : un grand silence d'approbation, peut-être des applaudissemens, puis le vœu des Tribuns serait sur-le-champ envoyé au Sénat. Là non plus, — Bonaparte croyait en avoir l'assurance, — de sournoises intrigues, fâcheuses contre-manœuvres, n'étaient à redouter. En dépit des Garat, des Lambrecht, des Grégoire, des Lanjuinais, le Sénat voterait avec enthousiasme : avant la fin de la semaine, Napoléon Bonaparte serait proclamé Consul à vie! Paris, alors, la France entière allumerait des lampions. Dans les cent-deux départemens de la République, le populaire entrerait en liesse, — joie bien disciplinée, frairies, bombances à la romaine, *panem et circenses :* rigodons patriotiques, cantates confectionnées par les Pindare de la police, bouteilles, jambons, volailles, lancés à la gloutonnerie du bon peuple, et touchans hyménées sachant unir la Gloire à la Vertu, des vétérans à des rosières; bref, le bonheur partout, partout le cri de : « Vive le Grand Consul! »... Fort bien! mais qu'allaient décider ces généraux, les jaloux de sa gloire : Moreau, Masséna, Bernadotte, Brune, Macdonald, Augereau? Voudraient-ils accepter pour dictateur un jeune homme, leur cadet d'âge et d'ancienneté? Et les aboyeurs de l'armée du Rhin, surtout ces odieux officiers en réforme? Quel coup de rage n'oseraient-ils pas risquer? Ces gens-là préparaient, à n'en pas douter, quelque attentat prochain! Bonaparte soupçonnait, devinait, redoutait un complot; il se sentait guetté, suivi pas à pas par des assassins. Aux Tuileries, les lettres anonymes arrivaient de plus en plus nombreuses, insolentes tantôt, et tantôt éplorées. Mais injures de la haine ou conseils de l'amour, toutes répétaient le même avis : « Prends garde à toi, Consul : tes jours sont en danger... » Et dans ce cœur étrange où, sauf l'ambition et l'orgueil, ne palpitait aucune passion humaine, — le mystère d'un péril trop certain faisait passer comme un frisson d'angoisse...

Il ignorait encore l'audacieuse histoire forgée par Dossonville; mais un autre rapport retenait sa pensée, avivait ses colères...

Une délation venait de lui apprendre ce qui s'était passé chez Oudinot, à Polangis. L'informateur, toutefois, cafard d'un trop beau zèle, avait grossi l'affaire, dénaturé les faits, et dramatisé son récit : le dîner entre camarades était devenu une « orgie » militaire, un crapuleux banquet de conspirateurs avinés. Bonaparte savait maintenent que d'injurieux lazzi avaient égayé une table trop joyeuse : « Ce petit bougre-là, s'était écrié Delmas, prétend nous écraser de son poids : il n'est pas encore assez lourd ! Moi, je pourrais le prendre par la botte, et le faire passer sous le ventre de son cheval ! » Puis, Fournier de répondre : « Moi, à vingt pas, d'un coup de pistolet, je me charge de le faire descendre ! » Il savait encore... Mais qui donc avait si perfidement renseigné le Consul? Son dévoué et peu scrupuleux Marmont, un des convives du balthazar, ou bien vous, citoyenne Hamelin, la confidente de l'oreiller?... Il savait encore qu'en dégustant son punch, Delmas avait proféré des menaces : « M'envoyer à Cayenne? Lui? Bonaparte? Ah ! qu'il prenne garde : il pourrait, lui-meme, accomplir, avant peu, un plus long voyage !... » Un plus long voyage? Où ça? Au cimetière, sans doute?... Misérable !...

D'aussi macabres plaisanteries avaient donc excité les soupçons d'un cerveau toujours en éveil. Il analysait. Propos d'ivresse? Non pas; mais tout autre chose : l'aveu, par trois fois répété, de quelque infâme projet d'assassinat!... Stupéfiant amalgame de grandeurs et de petitesses, étrange déité dominant une France étrange, Napoléon unissait en son être formidable la divination créatrice qui est le propre du génie à cette ombrageuse imaginative qui en est comme le déshonneur : « Plus grand que César même ! » le proclama souvent l'admiration de ses contemporains ; « trop pareil à Tibère, » murmura aussi leur crainte injurieuse.

Irrité contre ses insulteurs, il avait ordonné une enquête : malheur aux deux « loustics, » s'ils étaient convaincus de félonie ! En tout cas, de pareilles indécences de langage méritaient un châtiment. Delmas allait être expulsé de Paris pour être placé en surveillance dans son département de la Corrèze : loin de Moreau et laissé sans traitement, le « Sauvage » apprendrait à ménager ses paroles ! Quant à Fournier... Mais le hussard de la 12e roulait en ce moment sur les chemins de l'Italie, vers les Abruzzes et Lanciano, sa garnison lointaine. Pour l'instant, il ne

pouvait nuire : on sévirait, plus tard!... Tout cela néanmoins était fort inquiétant. Et menacé sans trêve par des poignards, des coups de pistolet, des machines infernales, Bonaparte s'énervait.

Soudain, l'aide de camp de service lui annonça une surprenante visite :... « Le général Menou et un nommé La Chevardière demandaient instamment à parler au Premier Consul. Affaire urgente! Un guet-apens à l'Opéra! »

Que se passa-t-il alors entre les deux soldats revenus d'Égypte, le gagneur de batailles et le faiseur de capitulations? Aucun document d'histoire ne l'a raconté; mais les événemens qui suivirent l'entrevue permettent de la reconstituer aisément.

Personnage d'importance, Menou fut introduit, le premier, dans le cabinet consulaire. Des paroles aigres-douces, d'ironiques complimens donnèrent sans doute la bienvenue à cet inhabile Abdallah, le vaincu des Anglais et leur prisonnier. Le Consul toutefois ne l'accabla pas de reproches : il ne pouvait, assurément, rudoyer un homme qui accourait lui sauver la vie. Bonaparte d'ailleurs, en sévissant contre cet incapable, se fût, devant la France, condamné soi-même. « Déserteur de l'Armée d'Égypte, » — ainsi le qualifiait la haine de ses ennemis, — ayant abandonné à leur détresse tous ses compagnons de combats, et durant vingt-deux mois les ayant laissés sans nouvelles, sans direction, sans secours, sans espoir, il était, plus encore que Menou, responsable de la défaite, du désastre, de la capitulation! Aussi, le maître se montra-t-il indulgent pour son dévoué séide : « Vous n'en restez pas moins un homme de cœur et d'expérience : le sort des batailles est toujours incertain... » La bourrasque apaisée, Menou put expliquer les impérieux motifs qui l'avaient amené aux Tuileries : « Garde à vous, mon général! Ne passez pas, demain, de revue décadaire, et n'allez point, ce soir, à l'Opéra! »

A son tour, La Chevardière fut entendu.

Jadis créature de Barras, il n'était pas un inconnu pour le Consul. Bonaparte avait pu voir à l'œuvre ce potentat de la police; il l'appréciait donc à sa juste valeur, et même si complètement qu'il l'avait voulu déporter. Mais, âme sans vaine rancune, La Chevardière protesta de son dévouement, puis révéla, — d'abord ce qu'il croyait savoir, ensuite ce qu'il avait

imaginé... — « Les noms des misérables?... » Le délateur connaissait deux compagnons de *La Patience :* le capitaine Bernard, — ce pauvre « grand Marius, » — et le chef d'escadrons Donnadieu; il les dénonça. Le nom de Donnadieu faisait trop vraisemblable l'atroce accusation... Encore ce personnage, le protégé d'Augereau, l'ami de Masséna! Pourquoi donc Davout s'intéressait-il à un pareil homme? Bien peu de clairvoyance pour un chef de police!... Et l'ombrageux Consul songea dès lors à lui donner un successeur.

Resté seul, Bonaparte dut se consulter. Irait-il à l'Opéra?... L'Opéra, théâtre de malheur où, l'année précédente, des jacobins avaient voulu l'assassiner! D'audacieux chevaliers du stylet, les Arena, les Cerucchi, les Demerville, les Topino-Lebrun : Brutus de l'anarchie, gibier de la place de Grève! Peut-être sa mémoire évoqua-t-elle un instant la vision de leur complot; peut-être revit-il en pensée la représentation des *Horaces* et l'angoissante soirée du 18 vendémiaire de l'an IX. Un plan bien machiné : pièce nouvelle et spectateurs nombreux ; siffleurs répandus dans la salle et faisant du tapage; pétards éclatant soudain, et soudain le cri : « Au feu, sauvons-nous ! » Alors, une fuite affolée du public; alors, les meurtriers se ruant sur le Consul et le poignardant! Belle invention vraiment, mais qui n'avait pu réussir! On les avait trahis; on les avait guillotinés... Oserait-il s'exposer, ce soir, aux coups d'autres égorgeurs? Ne serait-ce pas folie de vouloir risquer pareille aventure? Sur sa loge consulaire si largement ouverte, un coup de pistolet pouvait être tiré, une balle y atteindre en plein cœur Bonaparte!... « Moi, avait dit Fournier, à vingt pas, je me charge de l'abattre... » N'importe! Il irait à l'Opéra! Coûte que coûte, il braverait, braverait encore les sicaires du sans-culottisme! Trop souvent les pamphlets publiés à Londres brocardaient la « couardise du petit Corse. » Un lâche? lui, lui le porte-drapeau d'Arcole!... Ah! on voulait l'assassiner? Eh bien! on allait voir s'il avait peur!

Dans la cour des Tuileries, son équipage à livrée vert et or attendait le Premier Consul; il monta en voiture ; les cavaliers de son escorte, trente chasseurs de la Garde, mirent sabre au clair et partirent au galop; ils s'arrêtèrent à l'entrée de la rue Neuve-Lepelletier, formèrent le demi-cercle autour d'une porte interdite au public, et bientôt Bonaparte entrait à l'Opéra.

V. — UNE « PREMIÈRE, » A L'OPÉRA EN 1802

L'Opéra, — en langue administrative : le « Théâtre des Arts, » — était, en ces temps-là, situé dans la rue de la Loi, jadis la rue de Richelieu. Construit en 1793 par la citoyenne Montansier, ayant servi d'abord à exhiber Franconi et ses cavalcades, puis confisqué par la Nation, il abritait, depuis neuf années, « Euterpe la plaintive, et la joyeuse Terpsichore. » Mais la déesse des cavatines et la muse des entrechats s'y trouvaient piteusement logées : le temple où chantait la Branchu et où Gardel Ier exécutait ses pirouettes n'était qu'une bâtisse d'architecture vulgaire, qu'une maçonnerie pesante à l'extérieur balourd. Onze arcades trapues lui tenaient lieu de péristyle ; une terrasse à balcon surplombait ces arcades, et trois étages de fenêtres montaient vers le triangle d'un énorme fronton. D'ailleurs, nulle prétention à la beauté monumentale : façade à l'alignement, et bas-côté donnant sur des ruelles. Deux voies latérales, courtes, et sans largeur, les rues de Louvois et Neuve-Lepelletier, enserraient étroitement ce disgracieux amas de pierres et de moellons, puis commençaient, au delà, les premières déclivités de la Butte des Moulins. C'était alors un sordide enchevêtrement de venelles, d'allées, de culs-de-sac où pullulaient les tapis-francs, les cabarets coupe-gorge, les piolles à malandrins, et les maisons de prostituées. Ayant une si piètre tournure, le Théâtre des Arts était, de plus, dangereusement situé. Il étalait sa maussade laideur en face de la Bibliothèque Nationale, et chaque soir, ses quinquets, lampions, girandoles, flammes de Bengale ou feux d'apothéose menaçaient d'incendie les livres et les estampes de sa voisine. Maintes fois, grands et petits journaux avaient signalé ce péril ; mais ils avaient admonesté en vain. Dans notre plaisant pays de France où rois, empereurs, républiques, tout lasse et tout passe si vite, les sottises qu'ont pu commettre ceux qui ont lassé ne passent pas toujours avec eux : elles demeurent, elles durent, elles ont la survie, parfois même la pérennité.

De style aussi banal que sa façade, la vaste salle de l'Opéra avait, toutefois, l'aspect plus clinquetant et la tournure moins jacobine. Colonnes, cartouches, festons, toute une voyante parure lui avait été prodiguée, et sur les criardes blancheurs de ses boiseries se détachait en relief un motif à la grecque : deux griffons

affrontés caressant une lyre. Les étrangers de passage à Paris admiraient l'ampleur, l'apparat, l'éclairage du spacieux hémicycle; même l'enthousiaste John Carr, en décrivant le lustre aux fumeux quinquets, l'a comparé à un soleil : « Il resplendit! Lorsqu'il verse son feu sur les spectateurs, l'effet en est céleste !... » Au milieu de pareilles magnificences, la loge du Premier Consul s'ouvrait, toute rutilante. Deux portières la décoraient, de velours cramoisi avec embrasses, franges et crépines brochées d'or, tandis que des draperies ondulaient, écarlates, autour de son balcon. Tendue de rouge, étincelante de glaces, elle était située entre deux colonnes, presque en face de la scène, un peu à gauche de l'amphithéâtre. De l'or partout, partout de la pourpre ; déjà la loge d'un empereur et d'un roi !... Bonaparte pourtant n'y faisait que d'assez rares apparitions; mais ces soirs-là, César ressemblait beaucoup trop à Tibère....

Les précautions qu'il prenait alors, bizarres et menaçantes, semblaient être inventions de tyran épeuré. A voir ce magistrat d'une République française mettre en réquisition, pour se rendre au théâtre, fantassins, cavaliers, gendarmes, agens de police, on eût dit plutôt d'un despote impérial quittant avec effroi l'abri de son palais. Chaque fois que Bonaparte devait aller à l'Opéra, la rue Neuve-Lepelletier était, dès sept heures du soir, interdite aux passans. Là, derrière un double barrage de gendarmes d'élite, les poignards, les coups de pistolet, les charrettes à machine infernale, n'étaient pas à redouter : le commissaire Comminges veillait, flanqué de nombreux inspecteurs, et ils avaient l'œil clairvoyant, la poigne vigoureuse. Jamais, du reste, on ne pouvait savoir à quel moment précis arriverait le Premier Consul : l'exactitude ne fut jamais une de ses politesses, et bien souvent on l'avait attendu sans qu'il eût trouvé bon de se déranger. Mais s'il daignait subir le gros ennui de l'Opéra, sa voiture le déposait toujours devant la porte prohibée. Alors se jouait une comédie, pantomime étrange et sinistre, à la mise en scène pittoresque, aux effets terrifians...

A peine les hauts laquais à livrée vert et or avaient-ils abaissé le marchepied de la calèche qu'aussitôt quinze chasseurs de l'escorte descendaient de cheval pour protéger leur cher « petit Tondu. » Encadré par ces vieilles moustaches, précédé et suivi d'aides de camp, Bonaparte entrait dans le théâtre,

maussade, silencieux, déjà fatigué de musique. Des grenadiers formaient la haie sur son passage, et les curieux, refoulés au loin, ne pouvaient qu'entrevoir la forme chétive et courbée d'un homme qui s'avançait à pas rapides. Enveloppé ainsi de sabres et de baïonnettes, le Consul suivait, à gauche, le couloir du rez-de-chaussée, pour pénétrer enfin dans l'antichambre de la baignoire numéro 1. Cette pièce avait été aménagée comme un décor de mélodrame : on y trouvait un escalier secret conduisant à l'étage supérieur, et qui permettait à Bonaparte de gagner sans être aperçu sa loge officielle. Dès qu'il était monté, la baignoire se transformait en corps de garde : des officiers de la gendarmerie d'élite s'installaient dans les fauteuils, tandis que dans le vestibule, autour d'un poêle allumé, les chasseurs, sommeillant ou jouant à la drogue, attendaient la fin du spectacle...

Au premier étage, la loge consulaire était tout aussi bien gardée : des factionnaires stationnaient devant la porte, et deux cordons de soldats en défendaient les approches. Très vaste, pouvant contenir jusqu'à seize places, recevant, d'ailleurs, maints invités de choix, cette loge était, — nous l'avons dit, — située entre deux colonnes. Or, le décorateur en avait, à la base, évidé les cannelures pour pratiquer une sorte de judas. C'était là, derrière cet observatoire, que Bonaparte s'asseyait d'habitude, voulant voir, mais sans être vu, s'ennuyant, mais sachant écourter son ennui. Venu tard, il s'en allait tôt, — impatient de rentrer aux Tuileries, d'y retrouver le religieux silence de son cabinet, la sainte ivresse de son labeur... Un tel excès de précautions faisait sourire les Parisiens, tout en les intriguant. Pourquoi donc, aujourd'hui, pareille ostentation de craintes, si farouche étalage de terreurs, chez un soldat, naguère insensible au danger, l'homme de Lodi, d'Arcole et de Jaffa ? Ils ne savaient qu'imaginer, et beaucoup, — non sans raison, peut-être, — croyaient à une comédie, destinée à émouvoir le populaire... « O France, semblait ainsi vouloir dire Bonaparte, apprends qu'à cause de toi, d'incessans périls menacent ton sauveur, ton héros, ton ami ! »

Depuis longtemps déjà, la représentation de *Sémiramis* était commencée ; le rideau venait de se relever sur le décor du second acte : dans son palais babylonien la veuve du grand

Ninus exprimait à tue-tête ses douloureux remords. La salle était brillamment composée. Toutes les « élégances de la première classe » s'y étaient donné rendez-vous, et du parterre aux bonnets d'évêque s'étageaient, en chatoyante diaprure, de pimpantes et printanières toilettes. Pour cette soirée de floréal, les merveilleuses avaient inauguré une mode nouvelle. Plus de turbans sur les têtes de ces Malvina, mais des réseaux à mailles pailletées d'or ou d'argent. Leurs robes, à tailles courtes et longues traînes, étaient de purs chefs-d'œuvre de couturières. Sur le satin laiteux de ces tissus, de savans pinceaux avaient « appliqué » soit des fleurs tombant en guirlandes, soit des « rosaces, » de « bleu anglais, » nuancées d'argent. Une profusion, un dévergondage de bijoux : colliers, diadèmes, bracelets, pendans d'oreilles, — à la grecque, à la romaine, à l'étrusque, à l'égyptienne! Ajustées de la sorte, ces déesses, pour la plupart d'anciennes gotons, étaient en outre maquillées. Plusieurs couches de fard blanc, — l'invention de Mme Récamier, — empâtaient leurs visages, et prêtaient à ces femmes sensibles le teint blafard d'une Atala déposée au tombeau. Ce beau monde avait, cependant, d'assez vilaines façons. Dans les loges, ni silence, ni tenue, aucun égard pour le plaisir des autres : on causait à voix haute, on recevait des visites, on prenait le thé, on s'offrait des collations. Parfois, les grincheux du parterre s'impatientaient et, pour faire cesser le tapage, tapageaient à leur tour : « Chut! chut! silence! A la porte, Caquet bon-bec! » Ailleurs, c'était une reine Gillette qui, redoutant un rhume, avait conservé, sur son décolletage, le cachemire brodé d'or, sa sortie d'Opéra. Des voix l'apostrophaient, gouailleuses : « Le châle! Au vestiaire, le châle! Nous aimons voir le nu!... » Au surplus, de pareilles joyeusetés égayaient chaque soir tous les théâtres parisiens, où grivois, moqueurs, et parfois spirituels, les spectateurs étaient plus amusans que le spectacle.

Malgré les pronostics des gens bien informés, aucun charivari n'avait troublé encore la représentation de *Sémiramis :* la cabale paraissait vaincue, sans même avoir livré combat. Tacticien avisé, le préfet de police Dubois avait, le matin même, pris ses mesures pour la victoire, requis deux cent cinquante billets de faveur, invité ses agens à trouver admirables la voix, le jeu, le galbe du petit protégé d'Hortense Bonaparte, et à clamer bien haut leur émerveillement. De féroces commissaires, assistés

d'inspecteurs rabat-joie, se tenaient répartis dans la salle, prêts à dauber les cabaleurs, à s'emparer des merles, à les encager au dépôt. Nippés selon les élégances en usage rue de Jérusalem, appuyés sur leurs bâtons blancs, les citoyens cogne-dur attendaient avec impatience un signal de bataille ; mais la vue des gourdins avait épouvanté les meneurs, et ils gardaient en poche leurs folâtres sifflets. Tout allait bien ; à peine çà et là quelque protestation discrète, des « chut » ou des « holà » qu'étouffait bruyamment l'enthousiasme de la police...

Soudain aux fauteuils du parquet, les spectateurs se retournèrent ; lorgnettes, lorgnons, binocles à double branche furent braqués sur la loge du Premier Consul ; une rumeur courut dans la salle : « Il est là !... »

Il était là : son blême visage et son habit vert venaient brusquement d'apparaître. Debout et bien en vue, la main droite enfoncée dans l'ouverture de sa veste blanche, Bonaparte promenait sur la salle un regard soupçonneux... Où donc se cachait-il, celui qui prétendait l'assassiner ?...

Tout à coup, son front se plissa ; ses lèvres se contractèrent... Fournier !... Il avait aperçu le colonel Fournier...

Oui, c'était bien le colonel : malgré l'injonction du général-Consul, il n'était point parti pour les Abruzzes. Une chute de cabriolet, légère foulure, du reste, l'avait contraint à garder la chambre, durant quelques jours, et à subir dans un morose garni l'âpre torture de ses rancœurs. Mais le hussard de Montebello traitait ses courbatures tout autrement que n'eût fait un chanoine ; il avait dédaigné l'assistance du médecin, et le retard de sa mise en route avait pour seule raison une révolte de sa mauvaise tête. Admirable sur un champ de bataille, et, sabre en main, pareil à un Lasalle, non moins superbe de vaillance, plus fou encore de témérité, provoquant à plaisir et bafouant la mort, l'indomptable Fournier supportait assez mal la tyrannie de la discipline ; la patience n'était pas sa vertu dominante. Bonaparte l'avait malmené, en public ; en public, à son tour, il voulait morguer Bonaparte... « Ma foi, oui, petit Corse : affront pour affront, nasarde pour nasarde ! » Et dans ce beau dessein, il était venu à l'Opéra...

Se carrant dans un fauteuil de la première galerie, à quelques toises de la loge consulaire, il brocardait la pièce, ricanait aux

plus beaux passages, protestait violemment. Les fureurs amoureuses de la vieille reine de Babylone mettaient en joie ce fin connaisseur en amours; il sifflait l'impudique Chaldéenne, et sa voix de basse-taille conspuait, sans pitié, le ténorino. Fort élégant, d'ailleurs, dans son « costume paré : » l'habit bleu barbeau à collet de velours, le gilet blanc à transparent rose, la culotte noire, les bas de soie, les escarpins vernis, et fringant petit-maître, n'ayant pas l'apparence d'un Scévola féroce...

Et Bonaparte le regardait... Quoi! cet homme encore à Paris!... Osant désobéir à un ordre formel!... Pourquoi une telle audace?... La Chevardière n'avait donc rien exagéré!... Un guet-apens, à l'Opéra!... Des assassins répandus dans la salle, et Fournier attendant un signal de tuerie!... « Moi, à vingt pas, d'un coup de pistolet, je me charge de l'abattre... » Scélérat!...

Le colonel cependant avait retourné la tête, et narquois, accentuant ses bravades, lorgnait avec impertinence. Dans la loge officielle, chacun l'avait remarqué. Des ministres, des conseillers d'État, des militaires entouraient le Premier Consul, et parmi eux, un de ses familiers, le général commandant la place de Paris, son dévoué Junot... Soudain, se sentant observé, le hussard se leva; il présenta le dos aux yeux inquiets de Bonaparte, puis retroussant les basques de son habit, courbant l'échine, — lentement, trop lentement, se rassit dans son fauteuil... Pour un seul attentat, un *dispetto* à l'italienne!...

« Misérable!... » Une colère indignée fit aussitôt verdir la pâle figure de Bonaparte :

— Junot!... Vous allez, sur-le-champ, arrêter cet homme; puis vous l'expédierez au ministère de la Police : j'y enverrai, tout à l'heure, mes instructions à Desmarest.

Quelques instans plus tard, le chef d'escadron Laborde, premier aide de camp de Junot, s'approchait de Fournier, et lui parlait à voix basse : le colonel sortit.

Dans le couloir, Junot l'attendait : deux capitaines des gendarmes d'élite, un commissaire et des inspecteurs de police lui prêtaient main-forte. Ancien officier de hussards, le général connaissait Fournier, mais n'aimait guère un homme que détestait son maître; tous deux, pourtant, se tutoyaient.

— Tu m'as fait appeler, Junot, pour affaire de service, je suppose?

— Non... Par ordre du Premier Consul, je vous arrête.

— M'arrêter!... Pourquoi?

— Je vous arrête.

Alors, de sa voix gouailleuse, le révolté jetant la blague et la provocation :

— Mes complimens, mon cher!... Encore, toujours, de l'avancement! Te voilà donc promu général en chef des mouchards!

Mais déjà commissaire et gendarmes avaient empoigné l'outrageant ricaneur. On le poussa dans un fiacre; trois inspecteurs y montèrent après lui, et la voiture roula vers la rue des Saints-Pères.

VI. — L'AIMABLE P.-M. DESMAREST

Le ministère de la Police Générale, ou du moins la maison contenant ses bureaux, était situé dans la rue des Saints-Pères, à droite en allant vers la Seine, et presque en face de la rue de Lille. Le ministre, toutefois, n'y habitait pas. Abandonnant aux citoyens à cartons verts la bruyante et trop étroite bâtisse, Fouché avait sa résidence dans l'ancien Hôtel de Juigné, construit sur le quai Malaquais. C'était là, dans la quiétude et les senteurs de vastes jardins que l'homme à la figure blafarde menait sa vie d'ostentatrice simplicité; là que, mari modèle, il partageait le lit conjugal de Bobonne Coiquaud, sa laide et féconde épouse; là qu'il jouait au loto avec ses enfans, ou regardait, sans toucher les cartes, bostonner chaque soir quelques rares, mais dévoués amis. Une allée qui traversait son parc rattachait ses bureaux à l'hôtel du ministre; les employés la parcouraient sans cesse, et l'on voyait ainsi un constant va-et-vient de hauts et puissans personnages, chefs, sous-chefs, commis principaux, secrétaires du cabinet, presque tous anciens prêtres ou ci-devant nobles: le bon Père défroqué Maillochau, l'exquis vicomte de Villiers du Terrage, l'amène chevalier Patrice de la Fuye, et autres malins exerçant leur métier dans la double maison de malice.

Mais le plus important de ces fonctionnaires était assurément le citoyen Desmarest, chef du « Bureau particulier, » et dirigeant la division des « Affaires secrètes. »

Inférieur à Fouché dont il n'avait en politique l'audace ni la maîtrise, mais l'égalant, au moins, dans la science des roue-

ries policières, Pierre-Marie Desmarest était l'adroit imitateur d'un inimitable modèle. Homme de rien, produit de ses propres œuvres, fils d'un petit boutiquier de Compiègne, il avait porté la soutane; prêtre au diocèse de Soissons, curé constitutionnel de Longueil-Sainte-Marie. De nos jours, les écrivains de l'Ultramontanisme se sont montrés impitoyables pour les prêtres assermentés, ces « curés patriotes » qui préférèrent jadis l'amour de la patrie au culte de la papauté. Pourtant, beaucoup de ces « jureurs, » chrétiens convaincus, voire fervens jansénistes, furent de nobles consciences, et le plus célèbre d'entre eux, l'évêque Grégoire, est demeuré, malgré les calomnies, une grande figure de grand honnête homme. Mais l'abbé Desmarest ne lui ressemblait pas. Sceptique, philosopheur, voltairien, et par surcroît indépendant, il dut être un assez mauvais prêtre. Il avait donc quitté son presbytère, prestement jeté la soutane aux orties, et chercheur d'aventures, — riz-pain-sel, commis d'hôpital, journaliste, — couru, en forcené, après la fortune. A la fin, cette insaisissable s'était laissé atteindre...

Certain jour, dans une maison de la rue Taranne, chez un munitionnaire, Desmarest avait rencontré une illustre vertu jacobine, — le citoyen Fouché qui déjà tripotait, s'enrichissait déjà. Ils s'étaient appréciés : même connaissance des cœurs, pareil mépris des hommes, et l'on était devenu bons amis. Un an plus tard, Fouché, ministre de la Police, installait près de lui ce sceptique, ce compère, l'ex-curé Pierre-Marie Desmarest. Un choix parfait, assurément! Produit du séminaire, Desmarest savait l'orthographe, la grammaire, du latin, des belles-lettres et rédigeait un rapport avec élégance; de plus, marié et chef de famille, il affectait d'avoir la tenue conjugale d'un Philémon adorant sa Baucis. Aussi, un avancement rapide pour ce savant, ce génie, ce parangon de moralité. *Alter ego* de son ministre et chef de son bureau particulier, l'ancien prêtre instruisait en 1802 les Affaires secrètes et, sous l'œil bienveillant d'un tel maître, dirigeait la Haute Police de la République.

Il la dirigeait à merveille. Ame compliquée, sinon perverse, Desmarest fut un type accompli de grand policier : ni violent, ni brutal, affable même et parfois compatissant, toujours bénin, toujours câlin, — mais retors, perfide, dupeur, sachant faire alterner l'espoir et la désespérance au cœur des malheureux qu'il avait sous la main, et, par le maniement de cette redoutable tor

ture, ouvrant les lèvres trop serrées, arrachant les paroles, extorquant les aveux. Et puis, un madré psychologue; ayant acquis dans le confessionnal l'attristante notion de la bête humaine, de sa sottise comme de ses turpitudes! Fouilleur de vies privées, il connaissait bien des mystères, et tenait à sa discrétion les plus importans personnages. Un pareil fureteur excellait donc à éventer les complots. Pour plaire à Bonaparte, le préposé aux Affaires secrètes s'ingéniait à en découvrir, et quand il n'avait rien trouvé, inventait, fabriquait. D'ailleurs, des qualités, mais toutes négatives; de l'honneur aussi, mais à sa manière : fidèle à un gouvernement qui le payait bien, nullement vénal, à peine cupide, aimant, — il est vrai, — les cadeaux, mais plus encore un sourire de son maître : de telles vertus lui suffisaient. Fonctionnaire sans conscience, ou plutôt simple conscience de fonctionnaire, ce haut potentat de bureau ne sut jamais comprendre, de la morale, que la morale de son métier : au demeurant une âme assez basse... Et cependant, en l'abjecte tourbe policière de cette époque, ministre, préfet, inspecteurs généraux, commissaires, agens provocateurs, mouchards de tous les mondes; au milieu des Fouché, des Dubois, des Joliclerc, des Méhée, des Perlet et des Montgaillard, Pierre-Marie Desmarest fut par comparaison presque un honnête homme.

La nuit était avancée, et depuis longtemps ce laborieux avait dû cesser tout travail; mais sa chambre à coucher n'était pas loin de ses bureaux. Ne pouvant s'accorder ni repos, ni loisir, obligé par devoir de mener une vie sans cesse en alerte, il occupait avec sa jeune femme, petite bourgeoise de Neuchâtel, un appartement situé dans le ministère... Soudain, on l'y vint réveiller. Un officier d'ordonnance lui apportait des instructions du Premier Consul : affaire urgente, ordre d'interroger le colonel Fournier, d'obtenir des aveux, puis de le faire écrouer au Temple... Minuit bien sonné, pourtant! Interroger, à pareille heure! Mais l'injonction de Bonaparte ne comportait aucun retard; avec un tel réveille-matin, dormir encore était impossible : Desmarest se leva donc, passa dans son cabinet, et se fit amener le prévenu.

Gardé par les trois inspecteurs, Fournier avait été conduit dans une chambre de dépôt. Une colère d'indignation agitait cette âme en révolte... Pourquoi l'avait-on arrêté? Depuis dix ans

qu'il exposait sa vie pour le salut de la République, jamais il n'avait eu à subir un pareil affront! Arbitraire de tyran; infamie du Corse!... Et furieux, exaspéré, résolu de ne répondre que des impertinences, il entra dans le cabinet du monsieur de la Police. Mais la violence de son courroux tomba presque aussitôt, tant ce monsieur lui apparut affable. L'aménité d'un philanthrope; une onction sacerdotale! Le parler était doux, la voix caressante; elle déplorait plutôt qu'elle ne menaçait; même d'amicales plaisanteries égayaient la mansuétude de ce plaintif langage. Bénin, bénin, bénin! Dès l'abord, l'avisé Desmarest avait conquis le cœur de son hussard.

L'interrogatoire commença, entretien familier, cordiale conversation... « Pourquoi donc le colonel n'avait-il pas rejoint son régiment? » — « Pourquoi? Mais pour d'excellentes, de péremptoires raisons! Le régiment allait rentrer en France: à quoi bon courir le chercher au fond des Abruzzes? Et puis, une chute douloureuse, une culbute imbécile de cabriolet! Moulu, meurtri, obligé de garder la chambre!... Voilà! » — « Une chute de cabriolet? Quel accident terrible! Sans doute, après votre dîner de Polangis?... A propos, parlez-moi donc de ce fameux dîner... »

Fournier alors raconta, bien qu'à sa manière, les divers incidens de la bruyante gogaille... « Eh oui, repas joyeux, trop joyeux! Des plaisanteries, des quolibets, des badinages; mais point de machinations, citoyen Desmarest, pas l'ombre d'un semblant de complot! A vrai dire, le général Delmas avait égayé les convives: propos sans conséquences! Un amuseur, un boute en-train, le général, la fanfare de tous les festins! Avait-il, en prenant le moka, prononcé de fâcheuses paroles? Peut-être oui, peut-être non. En tout cas, Fournier n'avait rien entendu: il causait de tactique avec un camarade... »

Desmarest n'insista pas, et abordant d'autres sujets: « Un soldat aussi bien noté que le brillant hussard devait connaître à Paris plusieurs généraux? »...Oui, le brillant hussard les connaissait tous: Masséna, Augereau, Bernadotte, Mortier, Lefebvre, Oudinot, Davout. — « Vous leur avez évidemment rendu visite? » — « Peuh! des visites de politesse: j'ai souvent trouvé porte close. » — « Pas chez Delmas, sans doute. Vous fréquentez ce général? »... Non: Fournier n'avait causé avec lui que chez Oudinot. — « Je sais: avant le dîner dans la cour du château;

une très longue conversation. » — « Très courte, au contraire ! Nous avons parlé de chevaux. » — « Rien que de chevaux?... Vraiment? » — « Vraiment!... Et c'est encore de chevaux que, rencontrant le général, nous... » — « Vous l'avez donc revu ? » — — « Hier, au Bois de Boulogne. Dialogue d'une minute à peine; j'étais avec une dame. » — « Avec une dame?... Son nom? »... Mais soudain, l'imprudent Fournier devina un péril: la citoyenne du Bois de Boulogne n'était pas Fortunée Hamelin...

Voulant rompre les chiens et opérer une manœuvre divergente, il se mit à railler le complot... Grotesque en vérité, roman par trop grotesque! L'accuser de conspiration, lui, le plus loyal de tous les militaires! Bon Dieu, c'était à rire!... Par Vénus, il avait d'autres soucis en tête : les boudoirs, les alcôves, les cabinets particuliers!... Oui, certes, il avait comploté, mais contre les maris. Oh! ces pauvres maris, s'ils savaient...

— Ils vont savoir, colonel; ils connaîtront leur infortune : nous devons saisir vos papiers.

Saisir ses papiers? Ah, non, non! Sous le choc, Fournier demeura interdit... Ses papiers! Que n'allait-on pas y découvrir? D'abord des épigrammes, des chansons, des calotines persiflant le Premier Consul. Mauvais, cela, pour l'avancement! Et puis, que d'autres choses encore! Tout un paquet de lettres, poulets musqués écrits par Fortunée Hamelin! Mais ces lettres n'étaient pas seules à parfumer les portefeuilles de ce collectionneur. Il y avait aussi entassé maints billets doux, prose amoureuse de plus récentes victimes. On allait donc rafler force épîtres galantes de Mlle Adeline, l'impénitente cocote, la vieille sensitive de la rue Vivienne. Que penserait d'une pareille rivale la jalouse Fortunée? Quelle fureur de créole, et quelle indignation d'épouse, dupée par un amant!... La rupture, à n'en pas douter! Mais l'amant ne voulait pas rompre, car il aimait, volage et raffiné, il aimait sa maîtresse tout en la trompant... Et Fournier ne ricanait plus.

— Quel scandale, citoyen Desmarest! Que de pleurs et combien de hontes!... Qui donc va dépouiller ma correspondance?

— Moi, d'abord; le ministre ensuite.

— Vous, d'abord? Je me rassure!... Vous avez de l'honneur et de la délicatesse : vous brûlerez ces lettres de femmes.

— Je saurai remplir mon devoir.

— Vous les brûlerez!... Donnez-m'en la promesse.

— Je saurai ménager le repos des familles.

— Merci, j'ai votre parole!... Faites-moi donc conduire au plus vite à mon logis. J'y remettrai à vos agens tous mes papiers; je ne crains plus qu'on les examine, et j'ai hâte de me disculper.

Il était devenu très calme : l'homme de police aurait dû se méfier... Mais dans la rue, déjà l'aube faisait pâlir les mourantes rougeurs des lanternes à potence; Desmarest estima qu'il avait droit enfin au sommeil du lit conjugal; il donna des instructions, rédigea un rapport sommaire, puis remonta dans son appartement.

L'aimable finassier était satisfait de l'interrogatoire, et jugeait amusante la candeur du hussard.

VII. — A LA HUSSARDE!

Et maintenant, le jour s'était levé. Un clair soleil de floréal épandait ses joyeux rayons sur la ville bientôt bruissante; Paris avait secoué sa torpeur de la nuit : le travail commençait partout, criard et pittoresque. Depuis longtemps, le marchand de goutte avait ouvert son cabaret; les boueurs, enfans de l'Alsace, emmenaient vers Montreuil leurs tombereaux d'immondes fumures; de maison en maison, l'Auvergnat, traînant son tonneau, chariait « la belle eau claire, la bonne eau de Seine; » le négociant en peaux de lapins, suivi du Savoyard, son minable acolyte, jetait en nasillant des mélopées plaintives; l'acheteur d' « habits galons » barytonnait, annonçant son passage; autour des verdâtres fontaines, les commères aux voyans madras jacassaient, médisaient, diffamaient, et les Perrette de la banlieue débitaient sous les portes cochères ce qu'elles osaient nommer effrontément du lait. De discordantes cacophonies montaient vers les mansardes; ici l'appel bizarre : « A la barque!... A la moule! » de l'ouvreuse de cancales, vendant aussi « du caillou de mer; » là, le strident clairon du poseur de carreaux, ou la trompette enrouée du rempailleur de chaises. Sous le parasol rouge, Mme Angot, des Halles, donnait son dernier coup de gueule; à la maison de Thémis, devant des Rhadamante à panache noir, les « citoyens jurisconsultes » commençaient leurs plaidoiries; les Trissotin du « Prytanée français » révélaient aux jeunes néophytes les mystères des « humanités : » Paris bavar-

dait, Paris discourait, Paris pérorait; Paris s'était éveillé... Et par les rues tortueuses, sur les pavés pointus, à travers les cavées des ruisseaux, la lourde diligence roulait vers la province, le corbillard sinistre emportait dans l'éternité : les vivans s'agitaient, les morts leur faisaient place.

Or, en cette matinée du 15 floréal, au moment où l'horloge des Petits-Pères annonçait neuf heures, une voiture s'engagea dans la rue Notre-Dame-des-Victoires. C'était un de ces fiacres du temps jadis, à la caisse de couleur jonquille, ventrue, pansue, trapue, — carrosserie monumentale que conduisait un cocher à carrick, chaussé de bottes hongroises, et coiffé du chapeau à cornes. Quatre hommes s'y trouvaient entassés : le brigadier Masson, les agens Dufrénoy et Schielten, le colonel Fournier. Serré de près par les trois inspecteurs, le prévenu portait encore son élégante toilette de l'Opéra, car l'ami Desmarest n'avait aucunement songé à lui ouvrir sa garde-robe. Le fiacre longea l'ancien couvent des Augustins, puis s'arrêta au numéro 20, devant une maison d'apparence cossue. Assez vaste bâtisse, elle comprenait deux corps de logis bien distincts : sur la rue, plusieurs étages « d'appartemens bourgeois; » dans la cour, des « garnis » et des chambres meublées. L'immeuble, de bon rapport évidemment, appartenait au citoyen Marie, médecin qui pratiquait la purge et la saignée, à la Plaine des Sablons. En ces temps-là déjà, le métier d'Esculape enrichissait son homme, et, même dans la banlieue, Hippocrate savait amasser des écus.

On descendit de voiture. Docile, jovial, très bon enfant, Fournier pilotait ses gardiens. Ils traversèrent la cour, gravirent un poudreux escalier et firent halte devant la garçonnière qu'avait louée le colonel. Les inspecteurs, roussins triés sur le volet, avaient reçu des instructions : s'emparer, quels qu'ils fussent, de tous papiers trouvés dans ce logis, pour les remettre ensuite aux mains de Desmarest. Ils se proposaient donc d'ouvrir ou de crocheter armoires et secrétaires, d'y fouiller, farfouiller, fourgonner; puis, la rafle accomplie, de reconduire leur prisonnier au Ministère de la Police...

Petit et simplement meublé, le garni ne contenait que trois pièces : un vestibule, un salon-cabinet de travail, une chambre à coucher. Mais l'homme aux deux maîtresses, cet éclectique Fournier, n'y dormait pas souvent : il préférait trouver ailleurs

lit moins étroit, couche plus moelleuse... La clef se trouvait sur la porte : on entra. Dans le salon, un soldat d'ordonnance, le hussard Gabriel, brossait, astiquait, fourbissait : il regarda, effaré, l'irruption des gens à gourdins. Masson, le plus matois de ce trio matois, dirigeait la perquisition; on commença par la chambre à coucher.

— Livrez-nous vos papiers, citoyen.

— Volontiers, les voici!...

Le colonel leur désigna, placé sur une commode, un large portefeuille qu'emplissaient de volumineuses paperasses... Toute la correspondance du 12e hussards: des rapports concernant Dupont et Dumont. La Fleur et La Tulipe, leurs chevaux, leurs culottes, leurs sabretaches; mais pas un seul billet qui sentît le complot! Non; ce n'étaient pas de tels chiffons qu'on demandait!

— Vous avez d'autres papiers, j'imagine?

— Oui, certes, beaucoup d'autres : je vais vous les chercher.

Fournier s'élança hors de la chambre, traversa en courant le salon, arriva jusqu'au vestibule. Déjà, il mettait la main sur la porte d'entrée, quand Dufrénoy le rattrapa : « Là, là! Pas si loin!... N'essayez pas de déguerpir! » En même temps, il saisissait le bras d'un pareil farceur. Mais soudain, Fournier, se retournant, lui allongea un vigoureux coup de poing, et l'envoya rouler sur le carreau. Alors, poussant la porte restée entr'ouverte, il se jeta dehors, la ramena violemment, puis la ferma à double tour... Il avait coffré la police.

Furieux d'être ainsi pris au piège, les inspecteurs criaient, sacraient, tempêtaient : « Rentrez! au nom de la Loi, rentrez!... » Bah! l'encageur de recors s'éloignait prestement; il redescendit l'escalier et regagna la cour. Deux charrons y travaillaient à réparer son tilbury : « Salut, mon officier! » — « Bonjour, bonjour, mes amis! »... Là-haut, le tapage continuait; les agens avaient ouvert une fenêtre, criaient à la garde! apostrophaient les ouvriers : « Arrêtez-le! arrêtez-le... Venez nous délivrer! » Mais les charrons faisaient la sourde oreille, jouaient du marteau et se gaudissaient... « Vite, vite! Filez, mon colonel! »

Ouf! dans la rue, maintenant!... Le fugitif était sans chapeau, en bas de soie, escarpins, habit à queue de morue : impossible d'arpenter Paris en un tel costume! D'ailleurs, si peu d'argent en poche! Il devait se hâter, cependant : quelques minutes en-

core, et l'on se ruait à sa poursuite... Donc au large, vivement!...

Mais le salut n'était pas loin. A cinquante pas au plus, devant la Cour des Messageries, stationnaient plusieurs voitures de place. Il s'élança, atteignit les fiacres sauveurs, monta dans un cabriolet.

— Où faut-il vous conduire, bourgeois?

Ah! oui, chez qui chercher refuge? Où trouver camarade assez courageux pour braver la police, assez loyal pour ne pas trahir? Fournier n'eut pas d'hésitation... Parbleu! chez la plus adorable de ces deux amies qui l'adoraient; chez la femme aux ardeurs passionnées qui depuis six décades lui consacrait ses jours, lui prodiguait ses nuits!... Un cœur d'élite, la chère mignonne!

— Rue de Clichy, cocher, en face de Tivoli!

C'était là qu'habitait sa douce Fortunée, la toute aimante M[me] Hamelin.

VIII. — LA BIEN-AIMÉE

Le populeux et bruyant quartier qui s'étage, aujourd'hui, derrière le square de la Trinité, n'était guère, en 1802, qu'une montueuse solitude. Çà et là, pourtant, sur la déclivité du coteau, s'échelonnaient d'élégans hôtels; mais, blottis en des ramures de marronniers, ils laissaient à peine entrevoir leur mignardise ou leur pretentaille. Ce faubourg de l'ancien Paris, — les fameux Porcherons d'autrefois, — avait été un paradis d'amour, aux temps où les Tuffière et les Turcaret mettaient en bonbonnière la danseuse ou la comédienne. De galans Messieurs à talons rouges, de fastueux fermiers généraux, y avaient édifié leurs petites maisons pour maîtresses, délicats brimborions qu'entouraient des parterres, des bosquets à rocailles, de romantiques profondeurs de charmilles. Mais ces temps étaient loin; Tuffière ainsi que Turcaret avaient été guillotinés, et leur successeur de l'an X, bourgeois aux vices économes, ne logeait plus que son épouse en ces « folies » friponnes, dans ces vide-bouteilles libertins...

En 1802, toutefois, le bas de la rue de Clichy commençait à se peupler; la gaieté parisienne se trémoussait déjà dans ces parages; Tivoli, le bastringue idéal, s'y étalait, superbe, et ce

lieu de délices attirait toute la badaudaille. Le jour, il exhibait de merveilleux spectacles : athlètes, magiciens, joueurs de gobelets, danseuses de corde, aéronautes, femmes invisibles, chèvres acrobates; le soir, on y dansait, et, vaguant à travers les bocages, la dryade chercheuse, la raccrochante hamadryade, y lutinaient le faune parisien comme le satyre venu de Carpentras. Mais plus haut, le désert commençait, monotone et morose : des murs, des murs encore que surplombait l'épanouissement des arbres. Les pensionnats abondaient dans ces taciturnes contrées; même une institution de jeunes filles s'était venue nicher dans les lilas qui avaient parfumé jadis la chartreuse de Mlle Coupé, ingénue des coulisses, vertu de l'Opéra. De murailles en murailles, on arrivait ainsi aux portes d'une barrière que flanquait un temple dorique : le logis des gabelous, employés de l'octroi. Au delà, le boulevard extérieur, ses terrains vagues, ses enclos maraîchers. Aucune voie transversale n'interrompait l'ombreuse continuité de ce quartier désert, et son large triangle formait un vaste parc, découpé en de nombreux jardins... Apaisante solitude, les rumeurs de Paris n'y parvenaient qu'à peine. Le jour, de rares passans, parfois quelques voitures, gravissaient les raidillons de son escarpement; mais la nuit, quand les trombones de Tivoli ne scandaient plus les contredanses, c'était en ces pays perdus un grand silence de petite ville, un paisible et profond sommeil de cité provinciale.

L'hôtel qu'habitait Mme Hamelin était situé en face de Tivoli. Construite, au temps jadis, par un fervent de la passade, le maréchal de Richelieu, cette jolie maison à maîtresse s'élevait au milieu des parterres, discrète et enveloppée d'épais massifs. Son jardin, aux marronniers touffus, montait en pente rapide, et deux portes d'entrée y donnaient accès sur les rues Blanche et de Clichy. Rien n'existe plus, à présent, de cette chose menue et fragile; mais on peut aisément en évoquer le gentil fantôme.

D'ordonnance néo-grecque, style en faveur à la fin du XVIIIe siècle, le pavillon de forme carrée se composait d'un seul étage, avec toiture à l'italienne, et une construction plus récente, simple rez-de-chaussée, joignait, le complétant, ce trop étroit logis. Au printemps, Mme Hamelin installait sa chambre à

coucher dans la fraîcheur de cette annexe. Sa chambre, d'aspect bizarre, au dire de ceux qui la fréquentèrent, n'avait rien du gynécée antique, et devait par son exotisme choquer les regards d'un Jacob, le tapissier des merveilleuses. Ni grecque, ni étrusque, ni pompéienne, mais d'un baroque tout oriental! Des tentures, étoffes de l'Asie, en garnissaient les murailles, et la structure de leurs panneaux donnait à ce réduit l'apparence d'une tente arabe, d'un harem au désert. Le lit, pourtant, était au goût du jour, à la Gérard, sans courtines, de forme classique; *pulvinar* de déesse, couche à la Récamier, — moins virginale, toutefois, et plus large sans doute. Indolente, voluptueuse, aimant le *far niente* du pays natal, ses somnolences et leurs songeries, fatiguée d'ailleurs par tant de bals, de concerts, de réceptions mondaines, la créole passait entre deux draps ses grasses matinées. Une indiscrétion malveillante nous a décrit le déshabillé que revêtait alors cette nonchalante pour recevoir ses visites : veste à la turque, permettant d'entrevoir les formes graciles d'une si fluette petite personne, fanchon de soierie voyante, faisant valoir son teint doré, ses yeux noirs chargés d'étincelles, ses cheveux ondulans et quelque peu crépus. « Un bouledogue coiffé d'un madras ! » s'est écrié ce malappris de Bonneval; mais les admirateurs de la dame, — et ils étaient nombreux, — jugeaient tout autrement l'affriolante laideur du « premier polisson de France. »

Donc, le 15 floréal, au matin, bien avant l'heure de son lever, la languissante Mme Hamelin fut tirée brusquement de ses rêvasseries : son amant venait de faire irruption dans la chambre mauresque.

Fortunée ne l'attendait pas. Meurtri par sa chute de cabriolet, le colonel avait gardé le lit durant plusieurs jours, et son amie le supposait encore malade. Peut-être, pendant la fièvre qu'occasionnait sa courbature, avait-il espéré voir accourir, émue, toute palpitante, la bien-aimée; mais la bien-aimée n'avait pu venir. Trop d'impérieuses obligations lui prenaient son temps, absorbaient ses journées : promenades aux Tuileries, cavalcades au Bois de Boulogne, collations de l'après-midi, dîners en ville, bals, concerts, spectacles nouveaux; pas un seul moment de répit pour écouter la voix de son cœur ! Ce cœur, du reste, ce tendre cœur, commençait à se raisonner. Bel homme, assurément, le hussard, dans son dolman marron et sous la pelisse

bleue; élégant, distingué, spirituel, — mais si petit capitaliste! Et puis, il allait partir, regagner sa garnison lointaine : séparation cruelle, adieux bientôt mouillés de larmes! Fallait-il, cependant, dépérir de douleur, se transformer en plaintive Artémise? Non, et une femme à la mode, sachant la vie, connaissant bien le monde, se devait à soi-même d'ignorer des tristesses de grisette : les bienséances exigeaient qu'elle se consolât, et Mme Hamelin n'ignorait rien des bienséances. Au surplus, un autre colonel, — gendarme, celui-ci, — se proposait déjà comme consolateur...

La subite arrivée de l'amant avait donc surpris la maîtresse... « François!... En toilette de bal, à dix heures du matin? Et dans quel état : habit déchiré, chaussures souillées de boue, frisons à la Titus devenus tignasse de Gorgone!... Mon Dieu! que se passe-t-il? » Fournier, non sans émoi, conta son aventure : on lui donnait la chasse; il cherchait un asile! — « Un asile? »... Elle avait écouté, contrainte et maussade : le rôle de génie tutélaire ne semblait pas l'enthousiasmer... « Ennuyeuse histoire, vraiment! Ainsi, les aigrefins de la police avaient mis la main sur les papiers du colonel? Ils allaient y trouver des lettres, — des lettres de femmes!... Ah çà, vous avez brûlé toutes les miennes, j'imagine? »... Non, et l'imprudent dut faire l'aveu qu'il n'avait rien détruit. Alors elle éclata en reproches... « Malheureuse, malheureuse! A la merci de Fouché, maintenant, — de ce Fouché qui la détestait! Un si dangereux ennemi! Il était fort capable de vouloir la perdre à jamais, d'avertir Hamelin, son mari, de l'engager à faire un effroyable esclandre! Et ce haineux mari obéirait! Pour se venger enfin de son long ridicule, ce monsieur était homme à intenter un procès d'adultère! Ah! l'imprévoyance de Fournier la mettait en jolie situation! Demain un ignoble scandale, demain d'infamantes poursuites, demain peut-être les Madelonnettes! »

L'acariâtre semonce dut se prolonger longtemps. A la fin, cependant, cette colère s'adoucit, et la charmeuse se retrouva!... « Eh bien, soit! elle accordait l'asile. Son discret ermitage serait un sûr abri. Après tout, elle aimait! »

La matinée s'acheva, plus tranquille; on s'observa devant les domestiques, puis, à l'heure où toute merveilleuse exhibait ses toilettes, Mme Hamelin sortit.

Demeuré seul, Fournier se mit à réfléchir. Il se sentait per-

plexe, peu satisfait maintenant de son escapade; l'accueil acrimonieux de la douce amie l'avait mortifié : vraiment il aurait cru à plus d'amour! Il regrettait aussi, collectionneur se dégoûtant de ses richesses, d'avoir, dans son bureau, amassé tant de poulets d'amour. Fâcheuse idée, ma foi! Desmarest allait tenir à sa discrétion la pauvre Fortunée!... Pourtant, l'homme de police n'avait point paru mauvais diable : il avait promis de détruire toutes les lettres de femmes; mais voudrait-il les supprimer, à l'insu de son ministre? La chose était douteuse. En tout cas, on pouvait encore lui adresser une instante prière. Fournier prit donc la plume et, fort anxieux, écrivit la curieuse épître que voici :

« *Le citoyen Fournier, chef de brigade, au citoyen Desmarest, chef du bureau particulier du ministre.*

« Les procédés gracieux avec lesquels vous m'avez accueilli lors de mon arrestation, citoyen, me commandent de vous en adresser mes bien sincères remerciemens et des excuses également vraies pour m'être soustrait aux agens de police qui m'avaient conduit chez moi. En grâce, ne trouvez pas dans cette démarche une chose désagréable pour vous. Mais il est si contrariant, si effroyable de se voir dans les prisons, qu'un colonel de hussards est bien excusable d'avoir cherché à s'y soustraire...

« Permettez-moi aussi de réclamer de votre honnêteté et de votre bon cœur l'exécution d'une promesse que vous eûtes la bonté de me faire au regard des lettres bien étrangères assurément aux affaires politiques, et dont la moindre publication ou connaissance entraînerait des malheurs pour des personnes dignes de ménagemens. La paix de familles honorables en serait troublée et un scandale affreux retomberait pour longtemps sur elles...

« Chargé spécialement de l'examen de mes papiers, vous avez vu que ma manière de vivre a toujours été conforme à celle que je vous avais annoncée. Je vous prie donc, à genoux, citoyen, et aux plus forts titres, de détruire jusqu'aux moindres traces des lettres dont je viens de vous parler. Brûlez, citoyen, ces lettres de femmes : je ne saurais trop insister sur cette prière. »

Supplique assurément, pleine de délicatesse, appel de l'honneur à l'honneur, — un peu bien naïf, cependant! La requête, d'ailleurs, ne fournissait aucune piste aux limiers de la rue des Saints-Pères, pas la moindre indication du refuge où se

cachait Fournier. Il ferma de cire rouge son mystérieux envoi, le scella d'une large et profonde intaille, camée creux qui sans doute ornait une de ses breloques, puis le fit porter à la poste. Mais il avait écrit beaucoup trop tard. Jetée, vers les quatre heures du soir, dans une boîte de quartier, la lettre ne fut remise à Desmarest que le jour suivant, au matin.

Quand le soir fut tombé, Mme Hamelin rentra. Elle apportait d'effarantes nouvelles. Tout Paris connaissait, à présent, l'histoire du joli tour à la hussarde, et tout Paris s'en amusait; mais Bonaparte était furieux. Il avait ordonné qu'on reprît, coûte que coûte, l'effronté mystificateur. Le signalement du fugitif venait d'être envoyé dans les villes et dans les campagnes : généraux, préfets, commissaires, chefs de légion, capitaines, brigadiers de gendarmerie, — dans les cent deux départemens de la France Continentale, la force publique allait être mise en mouvement... « Ah! l'affaire tournait au tragique, pauvre ami; mais la bien-aimée était là qui veillait sur vous!... » Elle était redevenue très douce, la bien-aimée, — affectueuse, câline, caressante, pareille à ces bons génies d'autrefois qui charmaient les souffrances et réconfortaient les courages: « une fleur, ornement du désert de la vie! » aurait pu dire le galant Legouvé... La soirée, sans doute, se passa en tendres propos d'amour, puis ils se retirèrent dans cette chambre mauresque où se trouvait une couche de forme grecque, un large lit à la Phryné.

Et la nuit, comme à l'ordinaire, s'écoula placide, en le profond et provincial silence du montueux quartier. Mais au matin du 16 floréal, dans les premières pâleurs de l'aube, les maraîchers descendant de Montmartre purent entrevoir un surprenant spectacle. Des fantassins, des cavaliers débouchaient de la Chaussée-d'Antin, et venaient se masser dans la rue Saint-Lazare. Ils étaient fort nombreux: un bataillon de grenadiers de la Garde et la légion entière des gendarmes d'élite. En tenue de campagne, coiffés du bonnet à poil, vêtus de la longue capote aux buffleteries blanches ou jaunes, ces militaires semblaient se rendre à quelque bataille...

Un ami de Mme Hamelin, le colonel des gendarmes d'élite, Savary, dirigeait l'expédition.

IX. — RÉVEIL ET DÉSESPOIR

Par file à droite, par file à gauche, fantassins et cavaliers gravissaient, maintenant, les raidillons de la rue Blanche et de la rue de Clichy; bientôt leurs têtes de colonne se rejoignirent sur le Boulevard extérieur. Tout un quartier de Paris se trouvait ainsi enveloppé de sabres et de baïonnettes : un millier d'hommes était mis en ligne contre ce redoutable Fournier...

L'hôtel de Mme Hamelin paraissait encore assoupi; mais, devant sa porte d'entrée, plusieurs fonctionnaires de la police attendaient: Beffara, commissaire de la division du Mont-Blanc, des officiers de paix, divers agens d'exécution, et parmi eux, colosse merveilleusement râblé, musclé superbement, l'illustre citoyen Pasques. Inspecteur général et chargé d'ordinaire des arrestations difficiles, le géant espérait, sans doute, venger de son poing formidable l'affront subi par les camarades... Une amusante figure, ce Pasques, le « gros papa, » échantillon parfait de la police consulaire, et qui mériterait un Virgile pour chanter ses prouesses ! Butor et distributeur de horions, plaisantin, toutefois, et joyeux drille, de plus propriétaire, possédant une maison dans la rue Saint-Denis, ce richard avait un haut renom parmi les casse-museaux, ses collègues. Il les festoyait fréquemment, et ses folâtres déjeuners qu'assaisonnaient maints coqs-à-l'âne étaient aussi fameux que ses exploits et ses caresses... Le ministre Fouché, en si grave occurrence, s'était fait représenter par un autre soi-même. Il avait délégué son secrétaire intime, jeune homme de bonne naissance, ci-devant aux manières exquises, M. le vicomte de Villiers du Terrage, — en police : Devilliers tout court. Savary vint bientôt les rejoindre. Ils sonnèrent à la grille : « Ouvrez au nom de la loi ! » On ouvrit; ils entrèrent.

Réveillée par un tel tapage, Mme Hamelin accourut. Elle était tout en larmes, et non moins furieuse que gémissante : « Quoi ! traiter avec si peu d'égards une femme de son rang ! La perdre d'honneur à la face de Paris ! Abomination ! » Alors, la crise de nerfs qui accentue les grandes douleurs : sanglots, hoquets, éclats de rire. Les gens de police n'en faisaient pas moins leurs recherches. Dans le pavillon à l'italienne, pas de Fournier; ils passèrent dans la chambre mauresque, et y trouvèrent leur con-

spirateur. Le galant les avait attendus, résigné et tranquille, allongé avec nonchalance sur un lit défait... Peut-être eût-il été d'un plus parfait amant de se faire découvrir, blotti dans une cave ou caché sous le toit; mais Fournier, en homme d'esprit, avait préféré recevoir plus commodément son martyre. Il avait, d'ailleurs, ses raisons. Sa foi robuste en la passion de sa maîtresse venait, hélas ! de se dissiper : accueil glacé de cette amie, absence si longtemps prolongée, retour à la nuit close, protestations de dévouement, baisers, tendresses diverses, — il avait tout compris.

On l'empoigna, sans résistance.

Apercevant, toutefois, la bien-aimée qui continuait à se lamenter, pathétique, le donneur de nasardes se retrouva soudain. Il s'inclina devant ce désespoir; puis narquois, élégamment railleur : « Je vous rends grâce, madame, de l'intérêt que vous avez bien voulu me témoigner. »

Une heure plus tard, on l'enfermait dans la morgue du Temple.

Dans l'après-midi de ce même jour, sa voiture déposait Mme Hamelin devant la porte de l'hôtel qu'occupait Fouché. Elle y entra, voilée sans doute, et le ministre la reçut aussitôt.

Toute caressante, la visiteuse confia d'abord à Fouché les intimes douleurs de son âme, et non moins cajolant, Fouché lui prodigua les plus douces paroles. Elle supplia : « Ah ! s'il daignait lui restituer les quelques lettres imprudentes qu'en sa candeur de femme sensible elle avait écrites à Fournier ! » — « Lettres fâcheuses, madame; vous pouvez les reprendre. » Ils parlèrent ensuite du colonel conspirateur. Alors, nouveaux soupirs, larmes nouvelles que le bon confesseur sut prestement tarir : il étala devant cette éplorée l'amoureuse correspondance de Mlle Adeline... Trompée !!.. Mais ces fureurs jalouses se calmèrent très vite : Hermione se rasséréna. Et soudain une ingénieuse idée lui traversa l'esprit : Adeline allait être la sauvegarde de Fortunée Hamelin... « Une requête, citoyen ministre !... Pourquoi donc, amant de cette demoiselle, Fournier n'aurait-il pas été découvert, arrêté chez elle ? » — « Quel avantage à un pareil mensonge ? » — « Très grand, en vérité ! L'expédition guerrière conduite par Savary ne serait plus qu'une lourde bévue : l'honneur d'une femme du monde resterait inviolé !... » Au fait, pourquoi non ?

Et Fouché approuva. Nuire, auprès du public, à une police rivale, faire suspecter d'imbécile maladresse les agens officieux qu'employait le Consul parut au maître fourbe une fort heureuse combinaison. Ce fécond inventeur de tant de gabatines trouvait beaucoup d'esprit à cette Mme Hamelin... Eh bien, soit! entendu! On allait, jusqu'à nouvel ordre, coffrer la citoyenne Adeline : six mois passés aux Madelonnettes ne pourraient endommager son galant renom. Fouché exigeait, cependant, que Fournier reconnût exacte la menteuse version; qu'il accusât Adeline, et devînt ainsi responsable de l'arrestation arbitraire... « Puisqu'il vous aime, madame, obtenez de lui qu'il songe enfin à votre réputation... »

Alors, dans le cabinet du ministre, et sur une feuille de papier à filigrane de la police, Mme Hamelin écrivit. Sa lettre existe encore, tout ingénue en sa perversité :

« Monsieur Fournier, le ministre, plein de bonté, a pitié de moi et des chagrins affreux que l'éclat qui vient d'avoir lieu doit me donner. Il est convenu de dire que vous avez été arrêté, rue Vivienne, chez la fille Adeline. Dites la même chose. »

Un exprès fut envoyé au Temple, porteur de la répugnante missive, et, en attendant la réponse, Mme Hamelin alla s'installer dans le bureau de Desmarest. Quelques heures s'écoulèrent, fiévreuses, pour elle, et angoissées. La réponse enfin arriva : elle était d'une amusante impertinence :

« J'éprouve une consolation dans mes infortunes; c'est que vos chagrins sur mon arrestation chez vous soient un peu calmés. Je vous rends de nouveau grâce de l'intérêt que vous m'avez témoigné. Mais je ne veux point passer pour avoir été arrêté chez une fille. Arrangez-vous donc autrement... »

Réplique du berger à la bergère, Fournier l'avait écrite sur le billet même, envoi de Fortunée. C'était un dédaigneux refus, une rupture sans plainte, ni reproches, — les adieux du mépris : la bien-aimée n'avait plus, hélas! qu'à souffrir ou qu'à se consoler...

Elle se consola.

Ainsi finirent les célèbres amours de François Fournier, colonel de hussards, et de Jeanne-Fortunée Hamelin, femme politique. Commencés en ventôse, à la fonte des neiges, ils s'achevaient en floréal, à la naissance des lilas : soixante jours de durée à peine. Mais en ces temps de liaisons éphémères, de

« passades, » de baisers cueillis entre deux batailles, leur brutal dénouement n'étonna personne. Les cœurs étaient fragiles, à cette époque de sentimens rapides... « Amours qui ne sont qu'amourettes, dit plaisamment Brantôme, se terminent souvent en noisettes (1). » Et un autre sceptique, ce désabusé de toute chose, sauf de soi-même, Benjamin Constant, a fait ce triste aveu : « Quand l'amour tourne à la satiété, l'enfer habite sur la terre. » Or, la passion de Mme Hamelin s'était prolongée durant six décades entières : prudente et avisée, peut-être voulut-elle n'avoir connu que le paradis.

Le 17 floréal, Fauconnier, concierge du Temple, reçut l'ordre de mettre Fournier au secret. Dépouillé de tout son argent, n'ayant encore d'autres habits que son costume de l'Opéra, le prisonnier se plaignait d'avoir froid. On le fit donc monter au sommet de la Tour, sous les chaleurs torrides que dégageaient les plombs ; on espérait le contraindre à parler.

Mais déjà, victime aussi d'une bien-aimée, Donnadieu subissait la torture dans une logette de ce donjon.

Gilbert Augustin-Thierry.

(1) Noises, noisettes : discussions, querelles.

(La quatrième partie prochainement.)

ALOŸSE VALÉRIEN

DERNIÈRE PARTIE (1)

X

Si Léon avait eu la moindre propension jalouse, les questions de sa tante l'auraient exaspérée : pendant la semaine qui suivit la visite de Florian, la vieille dame ne parla que de lui, de M. Mazelaine, de *la Plaisance*. Elle bavardait volontiers avec les fournisseurs et les commères : tous et toutes tiraient de leur sac quelque anecdote, vraie ou non, sur « le fils Mazelaine, » sur son enfance, sur son retour au nid paternel, sur son récent passage, sur sa vie à Paris. Elle les répétait, en brodant peut-être :

— On dit qu'il ne s'est pas toujours très bien conduit, à Chébrioux, le brillant jeune homme !... Il aurait eu une histoire avec la fille du mercier, l'aînée, celle qui est partie pour l'Amérique, vous savez, Agnès ? Elle était lingère. Elle venait en journée à *la Plaisance*. Personne ne se méfiait... Un gamin de quinze ans, pensez donc !... L'auriez-vous cru d'une telle précocité ?... Plus tard, il a installé une créature à Cluny, pendant tout un été : il allait la voir à cheval, sans seulement se cacher... Un scandale !... Seul, son père n'y a vu que du feu... Un peu raide, ne trouvez-vous pas ?...

Quand elle rapportait en triomphe un de ces potins, Mme Ambroise avait une manière insistante de regarder Agnès en lui

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril, 1er et 15 mai.

plantant ses yeux, comme deux clous, sur le visage. Ses lèvres alors se pinçaient jusqu'à disparaître; sa bouche n'était plus qu'une mince ligne noire, un circonflexe tracé par une plume dure, qui déchire le papier; son expression disait aussi clairement que des paroles : « Vous voyez, ma petite, il y en a eu d'autres avant, vous n'avez que des restes. » — Léon défendait faiblement l'absent, à l'aide de quelques lieux communs :

— Ne croyez donc pas tout ce que les gens disent!...

Ou bien :

— Il faut que jeunesse se passe!

L'oncle Ambroise, s'il assistait à l'entretien, ajoutait avec son indulgence habituelle :

— La véritable vertu s'abstient de relever les torts du prochain.

Quant à Agnès, elle se taisait, forçant au mutisme ses yeux trop éloquens, sa physionomie trop mobile : tactique qui ne manquait pas de pousser la tante à des questions agressives, insidieuses ou méchantes :

— Vous avez l'air de vous ennuyer, maintenant; que vous est-il donc arrivé?... Ah! dame! on n'a pas toujours de bonnes visites pour se distraire!... Vous étiez plus gaie, quand le fils Mazelaine venait vous voir... Oh! je comprends cela : il est vraiment très bien, ce jeune homme, malgré ce qu'on raconte... A le voir, on ne croirait jamais qu'il en a tant fait!... Du reste, si vous voulez mon avis, il me plaît mieux que son père... A propos, pourquoi ne vient-il jamais chez vous, celui-là?... Il a été votre tuteur : vous êtes donc fâchés?... Il me semble qu'entre voisins de campagne, on se devrait au moins des visites de politesse. Qu'en dis-tu, Ambroise?

— Oh! moi, ma chère amie, tu connais mes idées. Il y a un bon vieux proverbe qui les résume : Chacun pour soi et Dieu pour tous!

— C'est un proverbe d'égoïste, mon bon!... Je suis sûre que ce n'est pas M. Mazelaine qui te l'a appris: on le dit très sévère pour tout le monde... Les frasques de son fils, quand il les a connues, il en a dû faire une maladie!... A présent, il voudrait le marier, m'a-t-on dit. Il lui a même trouvé une héritière, à Lyon... Des millions, paraît-il, et jolie comme un amour... Mais le gaillard ne mord pas... Il a pour sûr quelque fil à la patte, Dieu sait quoi!...

Ces attaques répétées minaient sourdement, dans l'esprit d'Agnès, la forte impression des confidences maternelles. Par le rapide chemin de la révolte, elles la ramenaient aux idées dont elle s'était nourrie à Constance, sous l'influence de Florian : le « droit au bonheur, » les « devoirs envers soi-même, » les « droits du cœur » et autres clichés pareils, que répandent à profusion le théâtre et les livres. L'ingéniosité de sa passion les adaptait aisément à son cas : pour que le sacrifice soit justifié, ne faut-il pas que son objet soit digne? Or, à quel triste foyer lui demandait-on d'immoler son âme? Pouvait-on concevoir plus d'hypocrisie qu'il n'y en avait dans sa vie, irréprochable pourtant selon le code et la morale? Ses silences mêmes étaient des mensonges, puisqu'ils dissimulaient : son élan libérateur vers l'amour serait donc, du même coup, un élan vers la vérité! D'ailleurs, Léon n'était pas un héros comme René Valérien : il ne se battrait pas, personne ne le tuerait, les choses se dénoueraient le plus pacifiquement du monde, par un de ces procès comme il s'en plaide chaque jour, dont nul ne s'occupe, pas même la chronique des Tribunaux, tant ils se répètent avec monotonie... D'autres fois, la couleur de ses idées changeait : elle sentait peser sur elle, comme un poids implacable, le passé de sa mère : si la faute, alors, l'effrayait moins, elle gardait la terreur du remords, chose laide, passion déprimante dont elle avait mesuré les ravages...

La question du retour se posa dans les premiers jours d'octobre : Léon, qui s'ennuyait, invoquait des affaires, certains travaux à préparer, la nécessité de surveiller quelques réparations dans l'appartement; mais l'oncle Ambroise se trouvait bien de ses petites promenades dans le parc, travaillait à merveille dans la chambre qu'on avait aménagée à son goût, et la tante, bien que les conserves fussent finies, imaginait de spécieux prétextes pour prolonger son séjour. Ou bien elle proposait une autre combinaison :

— Partez, si vous voulez partir! Laissez-nous ici, avec une de vos bonnes, nous trouverons bien une femme du village pour nous aider... A moins, bien entendu, que vous ne veuilliez pas nous confier la maison!...

Agnès, elle, ne demandait qu'à rester le plus longtemps possible loin de Paris : il y faudrait débrouiller l'écheveau confus de sa destinée, prendre des décisions, les exécuter; c'était un

monceau de difficultés qui se dressait devant elle. Un événement imprévu brusqua les choses : la mort d'un ministre ayant provoqué un remaniement du Cabinet, Léon fut appelé tout à coup à un poste de confiance auprès du nouveau garde des Sceaux. Un télégramme de Florian, qui l'avait désigné pour ces fonctions, l'informa de l'aubaine : il partit à la hâte, en laissant à sa femme le soin d'organiser au plus vite le déménagement. Après son départ, Mme Ambroise ayant voulu prendre en mains la direction du ménage, la tempête, qui couvait depuis si longtemps, éclata : Agnès boucla ses malles, prit ses enfans, Josette, Mirzouf qu'elle ne voulait pas exposer à de périlleuses représailles, et partit pour *les Aveines*, en déclarant à sa tante et en écrivant à son mari qu'elle y resterait quelque temps.

Dans le bel automne, au lendemain de vendanges heureuses qui remplissaient encore le village de l'activité tapageuse des tonneliers, de la forte odeur piquante du moût, ce fut entre la mère et la fille une reprise très douce de l'ancienne intimité :

— Tu m'es revenue?... Tu ne vas pas me quitter tout de suite?...

— Ah! maman, que je voudrais rester avec toi, toujours, comme autrefois! Te rappelles-tu comme nous étions bien, l'automne, sous le sapin, vers la fontaine, sur ce banc où l'on ne sent jamais le vent? Te rappelles-tu les poires d'hiver que nous allions cueillir ensemble, avec Gaspard qui les choisissait?... Que j'aimais la vie, en ce temps-là! Que j'en attendais de choses!...

Les enfans égayaient ou chassaient ces mélancolies. Renée était fluette, avec des membres menus, de tout petits poignets, les cheveux flottans, de grands yeux pensifs, beaucoup d'entrain; Paul, joufflu, frisé, paresseux, ne pouvait faire quatre pas sans tomber, et pleurait parce que sa sœur, espiègle, se moquait de lui. Agnès les regardait recommencer les jeux et les joies de son enfance : ils se plaisaient aux mêmes endroits, s'amusaient comme elle des poules et des pigeons, du paon qui promenait sa roue orgueilleuse, des écureuils vagabonds à travers les arbres; comme elle, ils construisaient des mers et des fleuves dans le gravier autour de la fontaine, et bavardaient avec le vieux Gaspard qui leur expliquait les mœurs de ses fleurs, de ses légumes, de ses plantes. Une ombre au tableau, cependant : les lettres de Léon, qui s'acharnait à réclamer le retour de sa

femme, ayant besoin d'elle pour recevoir, et parce que la solitude lui pesait. Il fallait alors alléguer les nerfs, la fatigue, un rhume de Paul, une indisposition de Renée : des prétextes qui s'usaient. Si heureuse qu'elle fût d'avoir sa fille, Mme Valérien l'engageait à rentrer, ou du moins à fixer la date de son retour ; Agnès n'obéissait pas :

— Non, non, maman, ne me renvoie pas, je t'en prie... En vérité, je n'ai pas la force de partir, il faut que je t'aie avec moi !

Dans cette maison où elle avait découvert la vie et rêvé ses premiers rêves de jeune fille, sous les vieux arbres du parc qui lui parlaient de leur voix familière, dans le jardin où, sauf les espaliers, rien n'était changé, une hantise la suivait pas à pas : celle du récit terrible qui l'avait bouleversée, là tout près, derrière le rideau des amandiers au feuillage éclairci, à l'angle où le sentier du cimetière rejoint le chemin vicinal. Sa mère avait si peu parlé, — et voici qu'elle voulait tout savoir. Sans doute, l'horreur de la tragédie justifiait les longs remords, le besoin d'expier, l'effroi des jeux où la Destinée mêle l'amour avec le sang. Mais ceci restait inexpliqué : pourquoi cette femme si droite, si noble, si pure avait-elle trahi le devoir ? Oui, pourquoi, sinon pour des raisons pareilles à celles qui la poussaient elle-même hors du foyer, dans les bras d'un étranger plus tendre et meilleur ? pour des raisons profondes qui, lorsqu'on les connaît, excusent la faute, l'ennoblissent parfois, ou la transforment en un grand acte de justice ?... Mille questions tremblaient constamment sur ses lèvres, dans ces allées, sur ces bancs où jadis, fillette curieuse, elle demandait tant de choses à sa mère : elle n'en osait poser aucune. Pour les arrêter dans sa bouche, il lui suffisait de se rappeler ses propres paroles, après l'inoubliable entretien : « Nous ne parlerons plus jamais de cela ! » N'était-ce pas une solennelle promesse que violerait la moindre allusion ?... Et pourtant elle aurait donné sa vie pour mieux savoir. En sorte qu'aux heures mêmes les plus douces de l'intimité retrouvée, une lame froide glissait entre ces deux cœurs si proches, si désireux de se rapprocher toujours davantage...

Par une de ces matinées où le soleil dore à peine les feuilles rouillées des arbres à demi dépouillés, elles se promenaient lentement dans le jardin effleuré déjà par le premier gel. Le vieux Gaspard, courbé en deux sur un carreau d'épinards qu'il était en train de cueillir, se redressa pour les saluer, en ôtant

respectueusement son chapeau de paille bossué par la pluie, jauni par le soleil; il dit :

— Ces dames savent la nouvelle?

— Il y a une nouvelle ici? fit Agnès, un peu railleuse.

— Le père Caron est mort cette nuit.

Toutes deux pensèrent ensemble à celle qui restait, seule désormais, seule effroyablement, et s'écrièrent en même temps :

— Ah! la pauvre femme!...

Et toutes deux eurent aussitôt le même mouvement du cœur:

— Allons la voir... Peut-être pourrons-nous quelque chose...

Gaspard les regarda s'éloigner, puis se remit à son ouvrage sans faire aucune réflexion. Vivant près de la nature, il en acceptait simplement les lois. Il savait que nous sommes tous mortels, et certes, le père Caron avait dès longtemps atteint l'âge où celui qui s'endort le soir n'est plus sûr de s'éveiller au matin. Jamais il n'aurait supposé qu'un accident si normal pût émouvoir autant celles qui ne connaissaient le vieillard que par leurs bienfaits. Il leur avait dit: « Le père Caron est mort, » comme il leur aurait dit: « La femme du boucher est accouchée cette nuit, » ou bien: « Un des amandiers de l'allée est en train de périr. » Un de ces prochains jours, un coup semblable le frapperait. Antoine ou Marianne dirait alors à Mme Valérien: « Votre vieux Gaspard vient de mourir. » Elle aurait la même émotion. Tout ce qu'on peut demander, c'est de ne pas souffrir trop longtemps : le père Caron avait eu du moins cette bonne chance!...

Les deux femmes jetèrent un châle sur leurs épaules, piquèrent un béret dans leurs cheveux, furent en quelques pas dans le petit enclos. Comme toutes les demeures, riches ou pauvres, où la mort est entrée, celle-ci s'ouvrait aux curiosités du dehors, sans que nul songeât à la défendre: des commères stationnaient dans le jardinet, parmi les carreaux des choux aux têtes coupées, ou des pommes de terre arrachées dont les tiges achevaient de pourrir sur le sol humide. Plusieurs, entrées dans la cuisine, l'inspectaient en bavardant à voix basse. D'autres avaient pénétré dans la chambre où le vieil homme dormait son dernier sommeil, un mouchoir blanc noué sur sa tête dénudée, un voile de mousseline jeté sur le visage. C'était un tout petit cadavre réduit, rétréci, desséché, sans chair sous la peau qui gondolait comme un parchemin mal collé. La couleur du visage

sous la mousseline et des mains jointes sur la poitrine dans un geste pieux, était celle du vieux bois patiné par la durée, celle que prennent, sous les porches des églises, des saints qu'on a vénérés pendant des siècles. Assise à côté du lit, la veuve restait immobile comme le cadavre, pareille aussi à ces figures que des artistes naïfs taillent à grands coups de couteau pour représenter la Madone des Douleurs ou la Madeleine en deuil. A peine si son souffle léger soulevait imperceptiblement son fichu noir; mais ses lèvres remuaient, mâchant des prières. — La boulangère, débordante de graisse et de vie, se détacha d'un groupe pour venir raconter aux arrivantes le détail de la catastrophe: le vieillard s'était couché, la veille, en se plaignant de lourdeur d'estomac; sa femme lui avait fait de la camomille...

— Moi, madame, je préfère la sauge... Chacun son idée, n'est-ce pas?...

Il en but un grand bol et s'endormit. Elle se coucha plus tard après avoir arrangé le ménage :

— Elle a tant d'ordre, madame, cette femme-là!...

En s'éveillant au petit jour, elle sentit son mari déjà froid à côté d'elle. Le garde champêtre, qui passait, entendit ses appels...

— On pensait bien qu'il s'en irait comme ça, subitement...

— Ah! ma pauvre mère Caron!...

La vieille n'était pas morte, puisqu'il y avait encore dans ses yeux un peu de lumière, du souffle dans sa poitrine, et dans tout son être ce quelque chose qui fait la vie et la distinguait du cadavre étendu sur le lit qu'ils ne partageraient plus. Mais peut-être qu'elle ne pensait ou ne souffrait pas, ou ne sentait pas sa douleur. Quand Mme Valérien l'embrassa en la plaignant, elle murmura seulement, d'une voix qui semblait venir de très loin :

— Hé mon Dieu! ma bonne dame, hé mon Dieu!...

Puis elle retomba dans sa torpeur...

Des passans entraient toujours, des femmes, des hommes, le facteur qui faisait son service. Ils se découvraient, examinaient la pauvre pièce avec ses quatre images de piété clouées au mur, ses meubles boiteux, ses restes de vaisselle ébréchée, la branche de buis qui trempait dans le bénitier d'étain; ils regardaient un moment la vieille femme qui ne les voyait pas; quelques-uns se signaient avant de partir, sur la pointe des pieds, en hochant la tête; d'autres s'en allaient sans esquisser le geste pieux. L'insti-

tuteur primaire, petit, roux, maigre, glabre avec des lunettes, vint après sa classe. En l'absence du médecin, parti dans la nuit pour une visite éloignée, il se chargea d'expliquer à la veuve qu'à côté de la mort, il y a l'état civil, les formalités, la déclaration, des choses importantes que personne n'a le droit de négliger; et voici qu'en lui demandant des noms, des prénoms, des dates, en lui soutirant de vagues explications entrecoupées ou contradictoires, des « oui, » des « non, » des « je ne me rappelle pas, » il découvrit avec stupeur qu'elle n'était pas la femme du père Caron...

Ainsi, pendant un demi-siècle, le couple avait offert à toute la contrée le plus touchant modèle de fidélité, si bien qu'on les connaissait jusqu'à Saint-Gengoux, jusqu'à Chébrioux, jusqu'à Cluny peut-être; la tendresse, le dévouement, l'affection avaient fleuri leur pauvre foyer comme de belles fleurs si rares qu'on ne les trouve pas toujours dans les serres les plus riches; mais il y manquait le sceau de l'Église et celui de l'État, la bénédiction, les formules, les signatures. En un instant, la nouvelle courut jusqu'au bout du village, des groupes se formèrent devant les boutiques, l'opinion s'émut, des discussions s'engagèrent : pas mariés, des gens si respectés, si dignes dans leur misère, qui ne se querellaient jamais et vivaient plus unis que de jeunes époux dans la lune de miel! pas mariés, ces deux bons vieux qui s'en allaient clopin-clopant le dimanche à la messe, et, si pauvres qu'ils fussent, mettaient leur sou dans la tirelire! pas mariés, cet homme que les femmes citaient en exemple à leurs maris, cette femme qu'on prenait pour une sainte! A qui donc se fier, grand Dieu! si les Caron n'étaient pas mariés?...

L'instituteur primaire, qui se targuait de libre pensée, osa dire devant la boulangerie :

— Après tout, ils n'ont fait de mal à personne, et c'est eux que ça regarde!...

Mais il souleva un haro formidable.

Et le mort n'eut qu'une pauvre petite messe basse, toute petite, toute basse. Le curé la dépêcha avec humeur, devant une assistance agitée, où l'on chuchotait. Beaucoup s'étaient abstenus d'entrer dans l'église, en manière de protestation. Quelques-uns des plus charitables, qui hésitaient à suivre la dépouille jusqu'au lieu de son repos, se décidèrent en voyant que les dames Valérien prenaient place dans le cortège. On s'achemina

par rangs irréguliers, en bavardant, vers le cimetière; et le père Caron fut enfoui dans l'angle occidental, derrière le dos légalitaire, irréprochable et majestueux de Jean-Paul Cornavin, bon citoyen, bon époux, bon père, qui se détournait de lui. Après la cérémonie, en repassant à l'endroit où elles avaient traversé de si cruelles émotions, Agnès et sa mère s'arrêtèrent un instant, presque contre leur gré, au bord du pré même où elles s'étaient détournées en feignant de cueillir des colchiques pour cacher leurs larmes aux forains. Au loin, dans le jour sans soleil, la campagne, coupée de terres de labour, prenait des tons gris et durs; les bois rougeoyaient, sans qu'aucun reflet animât leurs couleurs éteintes; le ciel bas pesait sur les villages semés le long des coteaux. Si brève que fût leur halte, la boulangère, qui les suivait avec son mari, en profita pour les aborder, et crûment, les interrogea :

— ... Tout le monde aimerait savoir ce que ces dames pensent de ça?

La boulangère accompagnait toujours ses moindres paroles de grimaces expressives, de gestes éloquens. Rien qu'à voir rouler ses yeux scandalisés, Mme Valérien devina ce qu'elle voulait dire. Agnès demanda :

— Ce que nous pensons... de quoi?...

La bonne femme s'agita dans une mimique éperdue, tandis que son mari restait immobile à côté d'elle, comme pétrifié :

— Ces dames ne savent donc pas?... Ces dames n'ont rien entendu dire?... Est-il possible?... Les Caron?... Eh bien!... Ils n'étaient pas mariés!...

— Ils se sont beaucoup aimés, dit Agnès; c'est peut-être l'essentiel...

La boulangère, avec un roulement d'yeux stupéfait, protesta en levant les bras :

— Est-ce que Madame serait d'accord avec le maître d'école? Non, non, je ne peux croire ça!... Il n'y a eu qu'une voix pour les blâmer, madame, quand ce freluquet a voulu les défendre!... Personne ne voulait venir à l'enterrement, savez-vous?... Nous sommes venus, nous, parce que nous avons pitié de cette pauvre femme,... quand même elle nous a trompés!... Et aussi parce que nous avons vu ces dames entrer dans le cortège... Et il y en a par là qui sont venus comme ci comme ça, pour une raison ou pour une autre... Mais on ne sera pas

pour elle comme on aurait été si... enfin, quoi? sans cette histoire!... Oh! non... Que voulez-vous? On n'est pas bien croyant, par ici, mais on a ses habitudes... N'est-ce pas, poulot?...

Le « poulot, » qui n'avait pas encore ouvert la bouche, grogna son approbation. La boulangère conclut, d'un ton catégorique :

— Le mariage, c'est le mariage, voilà!...

Et le couple s'éloigna.

On savait qu'ils se battaient souvent : leurs cris réveillaient les voisins; la femme montrait volontiers aux cliens les bleus de ses gros bras, et ne ménageait pas devant eux les invectives à son mari. Mais cela se passait en justes noces.

Cependant Agnès et Mme Valérien, pour éviter de nouvelles rencontres, rentrèrent par l'allée des Amandiers. Autour d'elles, dans les vignes qui garnissent le coteau, c'était la tristesse des ceps saccagés par les vendanges, dépouillés par l'automne. De légers brouillards rampaient le long de la Grosne, dont le ruban grisâtre apparaissait de place en place. On distinguait au loin, sur la gauche, les toits des *Peupliers*, où s'enracinaient les Ambroise; plus loin encore, le clocher de Chébrioux dominait les marronniers de *la Plaisance*. Agnès arrêta sa mère et, cédant tout à coup à sa hantise, demanda :

— Il y a une chose qu'il me faut savoir, maman... Comment était mon père?

Surprise, saisie par l'inattendu de cette question, Mme Valérien balbutia :

— Que veux-tu dire?...

Agnès, qui lui avait pris le poignet et le serrait avec force, continua :

— Quel homme était-ce, enfin?... Tu comprends, je ne sais rien de lui!... Quel caractère avait-il?... Surtout, maman..., je t'en prie..., comment était-il avec toi?...

Mme Valérien eut-elle le sentiment du lent travail intérieur que trahissaient ces questions? Pensa-t-elle que l'avenir d'Agnès dépendait peut-être de sa réponse?... Elle hésita, chercha, ne put que dire :

— Ton père était un honnête homme et un homme excellent... Il a toujours été très bon pour moi...

Il y avait eu dans ses yeux le nuage, dans sa voix le tremblement qui accompagnent toujours les paroles d'un être droit

quand, ne pouvant rester dans la vérité, il s'en écarte avec douleur ou s'efforce de la voiler.

— Bien vrai, maman?... Tu ne parles pas ainsi parce qu'il s'agit de mon père, ou parce que tu ne veux pas te plaindre de lui?... Si je te demande cela, comprends bien, c'est qu'il faut que je sache!... Il faut absolument, vois-tu!... Dis-moi!... Il n'était pas un peu... comme Léon, comme tant d'autres hommes,... sec, indifférent, égoïste?

Mme Valérien battit des paupières, en répondant :

— Non. Il était seulement très occupé.

— Ah! c'est ce qu'ils disent tous. Les affaires, oui, leur excuse!...

Agnès avait lâché la main de sa mère. Elles firent quelques pas en silence. Sur la route au-dessous d'elles, au sortir du village, une voiture filait au grand trot. Agnès reconnut la calèche et les chevaux bais des *Peupliers* : c'étaient les Ambroise qui faisaient leur promenade...

— Pardonne-moi, ma pauvre maman, reprit-elle. Je t'avais promis que nous ne parlerions plus jamais de ces choses. Mais elles me tourmentent trop : je n'ai pas pu tenir ma promesse!... Écoute, il y a encore ceci que je te demanderai... Permets-tu?

— Tu peux tout demander, chérie; je voudrais connaître tes moindres pensées, tu sais bien...

— Si peu que je sache de la mort de mon père, je sais pourtant qu'il s'est battu avec un peintre, à cause d'une femme... Une actrice, je crois?... Ce n'était donc qu'un prétexte?

Mme Valérien murmura :

— Oui, chérie, c'était un prétexte...

— Mais alors, cette femme?... Voyons, maman, cette femme?... Existait-elle, ou non?...

— Elle existait.

— Mon père la connaissait?... Tu ne réponds pas!.. Elle était donc sa maîtresse?... Dis-moi, dis-moi si j'ai deviné?

Mme Valérien inclina la tête affirmativement.

— Ah! je savais bien! s'écria Agnès avec élan, je savais bien que tu n'étais pas heureuse!... Pauvre maman, il te trompait et tu l'avais aimé!...

— Agnès, tu ne comprendrais pas..

— Oh! je comprends beaucoup de choses, maman!... Je crois que je peux tout comprendre, à présent!... J'ai tant ré-

fléchi !... Si tu savais comme ce que tu me dis là me soulage !... Quel poids de moins sur le cœur !... J'étais sûre, vois-tu, que la première faute ne venait pas de toi..., parce que je te connais, je t'ai vue vivre, j'ai confiance en toi !... Ma pauvre maman, comme tu as dû souffrir !...

— Moins que plus tard, quand j'ai eu tant à me reprocher.

— Ne dis pas cela, tu es trop sévère pour toi-même.

Mme Valérien se débattait pour répondre sans accuser le mort. Assumant tout le poids de la faute, elle se redressa et répliqua presque avec dureté :

— Tu vois bien que tu ne peux pas tout comprendre !... Trop sévère, quand j'ai vu mourir de mon mensonge celui que j'avais trompé !... On n'est jamais trop sévère pour soi-même, Agnès !... C'est pour lui qui n'est plus que je veux l'indulgence, pour lui seul !... Moi, j'ai le soleil, la lumière, cette maison, ta tendresse !... Lui, il a payé sa faute de sa vie ; et la mort est une terrible chose...

Alors, de toute l'ardeur qui couvait en elle, de toute sa passion contenue et despotique, Agnès s'écria, en tendant les bras vers les promesses de l'avenir :

— Mais c'est à la vie qu'il faut penser, maman !... A la vie qui s'étend devant nous et ne revient jamais, quand elle est passée..., à la vie affreuse quand elle est vide, et qu'on pourrait remplir d'amour, et qui deviendrait alors d'une telle beauté... Ah ! maman, je n'ose pas te dire tout ce que je pense ; mais vois-tu...

Mme Valérien l'arrêta du geste :

— Non, non, ne me dis plus rien !... Je t'ai trop écoutée, je n'aurais pas dû... Nous sommes au point où il n'y a plus de paroles...

Elle poursuivit, la voix changée :

— Mais regarde-moi !... Lis dans mon cœur !... Pense que j'ai deux morts dans mon passé... Oui, deux... Car lui non plus, l'autre, n'a pas pu vivre...

Elle couvrit de sa main ses yeux qui traversaient les figures évoquées :

— Ne me dis plus rien, je t'en supplie ! répéta-t-elle... Écoute encore, pourtant !... Si je suis là,... si j'ai vécu après de tels coups,... c'est que je voulais faire de toi, Agnès... une femme...

Ses larmes éclatèrent, elle acheva parmi des sanglots :

— Une femme qui n'aurait jamais... rien... rien à se reprocher.

XI

Agnès ne se décida qu'au milieu de novembre à rentrer à Paris. Les Ambroise avaient enfin quitté *les Peupliers;* elle soupçonnait que la tante poursuivait là-bas son vilain jeu des vacances, et ne se trompait guère : un peu par rancune, un peu par malice, beaucoup par prépotence et dans l'espoir d'élargir son règne, la vieille dame excitait Léon : les lettres des *Aveines*, lui disait-elle, étaient espacées, brèves et froides;... Agnès ne se gênait pas pour garder les enfans, après les avoir enlevés par traîtrise;... de quel droit privait-elle son mari de leurs caresses et de toutes les douceurs du foyer, au moment même où il en aurait eu besoin pour compenser ses nouvelles fatigues?...

— Que deviendrais-tu, si ta vieille tante n'était pas rentrée à Paris pour surveiller ton ménage?... Tu n'as rien de ce qu'il faut, tu me fais pitié!... C'est si bon, quand on est las, de se détendre chez soi, les pieds au feu, sans querelles ni plaintes!... Vois ton oncle, j'ai veillé sur lui comme sur un enfant pour lui assurer cette joie... Toi, tu ne l'auras jamais!... Non, non, avec une femme comme la tienne, tu peux en faire ton deuil!...

Léon était casanier; il aimait leur appartement de la rue Cassette, avec ses pièces irrégulières, ses boiseries anciennes, ses plafonds à caissons, les meubles de style achetés un à un, les bibelots dont le nombre augmentait sans cesse; il souffrait vraiment, sinon dans sa sensibilité, du moins dans ses habitudes, d'y rester seul si longtemps, avec un service négligé et du désordre. Aussi, malgré les mines de la tante Ambroise, la journée où la vie y rentra, avec sa femme, ses enfans, Josette et Mirzouf, lui parut-elle une bonne journée; et il en jouit. De son côté, dans le plaisir qu'on goûte à retrouver son gîte, sa chambre, les objets qu'on a toujours eus sous les yeux, Agnès s'égayait presque, déposait son masque revêche des *Peupliers*, souriait aux choses. Les pas des enfans sonnaient dans le vestibule, où les tapis n'étaient pas encore reposés; leurs joues, gonflées et colorées par l'air des champs, étaient bonnes à voir, bonnes à caresser.

— Tu constates qu'ils ne se sont jamais portés aussi bien, dit Agnès : n'est-ce pas l'essentiel ? Renée elle-même a engraissé. On les ramène toujours trop tôt à la ville où ils s'anémient si vite !...

Léon était si content, qu'il acquiesça :

— Peut-être, après tout... Mais que veux-tu ? Je m'ennuyais tellement !...

Il n'y avait pas jusqu'à Mirzouf qui ne le remplît d'aise par sa grâce et sa circonspection : la queue dressée, exprimant par ses ondulations les moindres nuances de sa pensée, il reconnaissait l'un après l'autre les meubles familiers, en avançant son museau qui semblait sourire ; deux gerbes de chrysanthèmes, dans les vases de majolique sur la cheminée du salon, parurent l'intéresser tout particulièrement ; il flaira longtemps sa bergère de prédilection ; et il sauta sur le piano, pour frotter ses moustaches au buste de Beethoven. On dîna tôt et bien : Léon savoura la pâte de coings de la vieille Marianne, des nonnettes qu'Agnès avait rapportées. Et le soir, dans son cabinet, avec Mirzouf ronronnant sur ses genoux, il se mit à raconter pêle-mêle les incidens des derniers jours, — à commencer par le petit scandale des Juziers, dont il n'avait encore rien dit pour ménager ses effets :

— C'est tout frais, il y a trois jours que la bombe a éclaté... Je ne t'en ai rien écrit, parce que ces choses-là, dans les lettres, hum !... Le bruit n'en est pas allé jusqu'aux *Aveines ?*

— Non... qu'est-ce que c'est ?...

Il jouait avec la curiosité de sa femme :

— Je pensais bien que ta mère n'est pas avertie : elle en aura beaucoup d'ennuis...

— Mais qu'est-ce qu'il y a donc ?...

— Il y a que ton cousin Gaston a enlevé... devine qui ?

— Comment veux-tu ? Je les vois si peu, je ne sais rien de leurs affaires.

— Mme Laval !

Agnès chercha un instant dans ses souvenirs :

— Mme Laval ?... Mme Laval ?...

— Elle-même, la femme de l'ancien ambassadeur, une fleur fanée des salons diplomatiques !...

— Mais elle a dix ans de plus que lui !

— Tu peux dire douze, pour le moins !... Jeanne te racontera leur version de l'histoire : ce pauvre innocent de Gaston a

été pris comme un papillon dans une lanterne... Hein?... Naturellement, le vieux Laval raconte l'affaire autrement. Et il court toutes sortes de bruits abominables : ce que chacun déploie d'imagination dans ces affaires-là, c'est incroyable!

— Où sont-ils?

— Il faut qu'ils se cachent bien, car on les a vus partout à la fois... Ce Gaston qui passait pour un sceptique, un blasé, un don Juan, — quel jocrisse!... L'aurais-tu cru capable de tomber dans les filets d'une antique Circé?... Quant aux Juziers, tu sais s'ils tiennent à la façade, du moins Laure. Et pour une lézarde, ça, c'en est une qui la coupe de haut en bas!...

Il esquissa dans l'air les zigzags d'une longue fissure, et continua :

— Ce qui les ennuie le plus, c'est que le mari a déposé une plainte. Il veut absolument les mener à la correctionnelle, cet homme. C'est son droit. On les condamnera.

— Oh! fit Agnès, cinquante francs d'amende! Il paraît que c'est le tarif.

— Tu sais cela?

Elle rougit un peu.

— Je l'ai lu dans les journaux.

— N'importe, c'est une condamnation... Je vois d'ici le nez de Gaston devant les juges!... Quel chapeau mettra Mme Laval, pour la circonstance ; as-tu idée?...

Il cessa de plaisanter, et prit un air important.

— Les Juziers m'ont demandé d'intervenir... Ces gens se figurent qu'on peut tout, quand on a des attaches avec le gouvernement!... En fait, on peut beaucoup; mais je ne tiens pas à mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce : Laval est un de ces hommes qu'il vaut mieux ménager... Pourtant, je ne serais pas fâché de faire quelque chose pour les Juziers : ils ont été très, très gentils, pendant que tu m'abandonnais... Au surplus, tout le monde a été gentil, tout le monde avait pitié de moi...

— Tu n'étais vraiment pas très malheureux, interrompit Agnès.

— Si fait, si fait... Les amis me recueillaient comme une épave... Mazelaine surtout m'a invité souvent à son cercle... A propos, tu sais que c'est décidément à lui que je dois ma nomination?

— Non, je ne savais pas. Tu en es sûr?

— Oh! parfaitement!... En voilà un que nous reverrons bientôt! Je l'ai rencontré hier, je lui ai annoncé ton retour; ce matin, il envoyait ces chrysanthèmes qui sont au salon... Ils viennent de chez X***, ils lui auront coûté les yeux de la tête...

... Oh! ces fils qu'une main légère, sans presque y songer, noue au gré de l'ennui, du caprice, du désir ou du rêve, c'est quand on voudrait les rompre qu'on en sent la redoutable solidité! Leur soie infrangible coupe comme une lame, vous entre dans la chair et la meurtrit. On les secoue : ils se resserrent; le sang jaillit de leur pression : c'est en vain qu'on panse la blessure; les fils légers, les fils ténus sont un carcan d'acier.. Agnès, en rentrant, pouvait espérer ou croire qu'elle éloignerait Florian de sa vie et de sa pensée. Voici qu'il y rentrait, en vainqueur, avec ce message de fleurs, la musique de son nom, le son de sa voix, la vision de ses traits, de ses yeux, de toute sa personne vibrante d'amour, qui serait là demain. Car, dès demain, il faudrait prendre un parti : le recevoir ou le prier de ne plus revenir. Pas d'autre alternative. Or, si près du service qu'il venait de rendre à Léon, comment, sous quels prétextes, après quelle explication, lui fermer la porte? Hélas! et la lui rouvrir, c'était l'ouvrir toute grande à l'amour!...

Cependant Léon poursuivait, avec sa bonhomie de bavard qui jette dans la conversation toutes les billevesées dont son esprit est traversé :

— Sais-tu que je pourrais être jaloux, si j'avais un tempérament d'Othello?... Ma foi, oui, il aime trop à parler de toi, ce grand ami!... Je ne l'ai jamais rencontré, fût-ce en passant, qu'il ne m'ait demandé de tes nouvelles : « Comment va Mme Bellune? — J'espère qu'elle va bien : elle n'écrit pas souvent. — Elle revient bientôt? — Je la réclame, mais j'y perds mon latin: elle ne parle pas de son retour! » Ma chère, sa figure s'allongeait d'une aune!... Oh! celui-là ne se fera pas désirer!...

Comme Agnès, au lieu de rire, s'assombrissait, il changea de ton.

— Tu ne vas pas prendre au sérieux ce que je te dis là, je t'en prie!... Je sais bien que tu n'as pas la moindre envie de te faire enlever... Quant à Léon, c'est un bon camarade, voilà tout. Il m'a rendu un grand service : à vrai dire, je ne suis pas fait pour la politique et m'en aperçois tous les jours; mais je ne resterai pas longtemps où je suis: le ministère a du plomb dans

l'aile; il va tomber un de ces quatre matins, et si l'on me donne alors une bonne sinécure, eh bien! ma carrière sera faite!

Là-dessus, il se frotta les mains, comme s'il tenait déjà sa recette, sa bibliothèque ou son musée; et il conclut:

— Je compte bien que c'est ainsi que ça finira.

A dix heures, Josette apporta le tilleul à l'eau de fleur d'oranger : une ancienne habitude, dont le sommeil de Léon se trouvait bien. Il dérangea Mirzouf pour sucrer la tisane qu'il avala bouillante, à petites gorgées, pendant que le chat s'étirait en bâillant :

— Tu n'en prends pas, Agnès?

— Non. Je m'en suis déshabituée aux *Aveines*.

Il reposa la tasse vide, et dit, une petite flamme dans les yeux :

— Je n'ai pourtant guère envie de dormir, ce soir, et toi?...

— Je me sens très fatiguée...

— Le voyage?... Ce petit voyage de rien?...

— Il y a eu les préparatifs, les malles, tout cela...

— Bah! ta mère a dû t'aider, avec cette bonne Josette...

— Et puis, je ne suis pas très bien...

Elle mentait, mais ne trouvait pas de meilleur prétexte pour l'écarter de sa chambre. Dans la honte même de l'invoquer, elle le sentait misérable, — dilatoire à peine. Il lui ferait gagner deux ou trois nuits. Mais ensuite?... Ensuite, il faudrait céder, céder encore, céder toujours, rouvrir sa porte, se prêter comme une chose aux caresses réglées, — hélas! avec le regret de l'amour magnifique dont cet amour-là ne semble que l'humiliante parodie!... Sa résolution ne chancelait pas encore : elle la discutait déjà. Pas un instant elle ne la crut moins ferme : tel un naufragé se fie à sa ceinture sans se douter que, l'air s'en échappant lentement par une fissure qu'il ignore, le caoutchouc dégonflé lui manquera soudain, si nul secours n'arrive. Elle flottait ainsi, incertaine : trois jours de suite, elle refusa de recevoir Florian qui se présentait aux heures où il la savait seule. Mais le quatrième jour, la tante Ambroise était là, posant des questions, furetant dans les armoires. Josette, la carte de Florian sur un plateau, attendait la réponse, un rire de malice au fond des yeux.

— Faites entrer M. Mazelaine au petit salon, dit Agnès, je vais le recevoir.

Et sitôt la femme de chambre sortie :

— Au revoir, ma tante, vous m'excuserez de vous laisser seule : vous êtes chez vous!...

Pour la seconde fois dans une heure décisive, la résolution s'était imposée, l'acte s'était accompli en dehors de la réflexion et de la volonté : en un clin d'œil, Agnès renversait de ses propres mains le patient contrefort de ses résistances. Avant que Mme Ambroise fût revenue de sa surprise, elle entrait en coup de vent dans la pièce intime que Florian arpentait en l'attendant. Elle avait oublié tout ce qu'elle comptait lui dire : les phrases préparées s'effaçaient de sa mémoire, elle ne savait plus rien, sinon qu'il était là, près d'elle, apportant son amour dont elle ne voulait pas; et voici qu'avec l'élan de sa passion décuplée par l'angoisse des visites repoussées, il lui saisissait ardemment les mains, les couvrait de baisers :

— Agnès!... Vous!... Vous!... Enfin!...

Elle essaya de se dégager :

— Non, non, je vous en supplie, laissez-moi!...

Il la retenait, lui broyait les poignets, cherchait à l'attirer contre lui :

— Pourquoi n'avez-vous pas voulu me voir, hier, avant-hier, tous ces jours?... Ah! méchante!... Il n'y avait donc pas assez longtemps que nous étions séparés?

Elle le repoussa de tout son effort :

— Ce n'est plus moi, je ne suis plus la même... Vous ne voyez donc pas que je suis une autre femme?... Il s'est passé des choses,... des choses que vous devinez... Ah! comment pouviez-vous penser à m'aimer, vous qui saviez cela!...

Florian reconstitua en une seconde les incidens qu'il ignorait.

— Oui, je comprends, s'écria-t-il, vous savez, vous savez tout!... On vous a tout appris et vous avez eu peur... Moi aussi, au premier regard sur ce passé, j'ai été pris de vertige... Eh bien! non, il ne faut pas le craindre!... Il ne faut rien craindre, amie, sauf de ne pas s'aimer assez!... J'ai chassé ces fantômes : vous les chasserez comme moi... Pourquoi notre destin serait-il enchaîné par le destin d'autrui?

Elle se détournait à demi pour fuir ce visage qu'exaltait la passion, ces yeux tendres, éperdus, supplians qui la possédaient déjà. Et il parlait de toute son âme, avec une ardeur concentrée qui prêtait un accent irrésistible à sa belle voix sonore :

—... Quand on m'a raconté ce drame, je n'ai pensé d'abord qu'à une seule chose: que vous l'ignoriez, et que vous deviez l'ignorer à jamais... Alors, on m'a effrayé, on m'a menacé de vous torturer par l'affreux récit... C'est pourquoi j'ai cédé... En vous disant adieu à Bâle, je pensais ne vous revoir jamais... Vous ne vous en doutiez pas, vous étiez confiante, vous me répondiez au revoir... Moi, je souffrais atrocement!... Je souffrais de vous perdre... Je souffrais de vous tromper en vous disant au revoir quand c'était adieu... Ensuite je vous ai écrit cette lettre qui m'a tant coûté...

Elle le plaignit, sans le regarder encore, mais les yeux pleins déjà d'une douceur compatissante.

— Mon pauvre ami!...

Il renchérit :

— Cette lettre que vous avez eu tant de peine à me pardonner!...

Elle protesta, voulut s'excuser :

— Comment pouvais-je deviner votre sacrifice?... Je croyais que vous ne m'aimiez plus, simplement... J'ai cru cela, et j'en ai eu si mal!... Il faut me pardonner, je ne savais pas!...

— Vous savez tout, maintenant... Ma fuite, c'était de l'amour,... la plus grande preuve d'amour que je pusse donner!...

— Et je ne l'ai pas senti!...

— Je veux que vous compreniez aussi pourquoi je suis revenu, pourquoi je suis là, à vos pieds, prêt à tout pour vous conquérir.

Elle sourit à travers son émoi et dit :

— Pour la même raison, toujours!...

— Oui... Et parce que j'ai la certitude d'avoir été lâche devant le bonheur... J'ai réfléchi au lieu d'agir... J'ai tremblé pour vous au lieu d'oser... Le bonheur est un trésor magnifique : on ne l'acquiert qu'en le payant à son prix... Ce prix, c'était votre douleur... Je n'ai pensé qu'à vous l'épargner... Mais puisque d'autres vous l'ont imposée?... Puisque vous avez gravi le calvaire?... A présent, tout est changé : le pire est arrivé : à nous de marcher vers le mieux, — vers le seul mieux possible, — avec courage et confiance!...

Ces paroles sonnaient comme une fanfare d'amour; à chacune d'elles, des chants naissaient dans le cœur d'Agnès, comme ils naissent sur les touches du clavier que frappent des doigts

habiles, sur les cordes du violon que caresse l'archet magique. Depuis la scène du cimetière, elle pliait sous la fatalité : l'exorcisme commençait, le maléfice allait se rompre. Elle essaya pourtant de résister encore, elle répéta son unique argument :

— Quand on a un tel drame derrière soi,... une telle leçon...

Il l'arrêta :

— Raisonnons!...

Il était tout près d'elle, la touchant presque : il écarta un peu son fauteuil, et se mit à parler très vite, accumulant les argumens, les preuves, les sophismes avec la maîtrise qu'il devait à sa profession, tour à tour insinuant, persuasif, entraînant, logicien, plaidant presque, avec une pointe de déclamation :

— Vous pensez que je ne veux pas atténuer l'horreur de ce drame... Non, non, je n'essaierai pas!... Une vie tronquée, deux peut-être, s'il est vrai, comme on le prétend, que le triste vainqueur est mort de chagrin : c'est un bilan tragique... Je me figure votre effroi devant ces révélations, vous qui n'imaginiez aux vôtres qu'un passé ordonné et paisible. Oh! je comprends l'horreur qui vous a prise alors de l'amour... Mais est-ce bien lui qui est la cause de ce drame?... J'entends la cause profonde, la vraie, celle qu'on ne découvre pas au premier regard?... Non pas! Quelque violent qu'il soit, l'amour est une force qu'on peut capter, comme celle d'un fleuve ou d'un torrent. La cause véritable de la catastrophe...

Il s'interrompit, effrayé de ce qu'il allait dire. Agnès le regardait, maintenant, buvait ses paroles, en attendait la suite, voulait tout entendre. Il reprit :

— Ah! pardonnez-moi si j'ai l'air de reprocher quelque chose à votre mère : ce n'est pas ma pensée, je n'ai pour elle qu'un respect profond, une immense pitié. Mais si nous voulons épuiser ce sujet pour n'y plus revenir, il faut bien que je vous dise ceci...

Il accentua fortement ses paroles, en les accompagnant d'un geste répété de la main droite, qui marquait et imposait la conviction :

— La catastrophe n'est pas venue de l'amour, elle est venue du mensonge; — du mensonge subi, accepté, installé dans leur vie. S'ils n'avaient pas menti, dissimulé, rusé peut-être, s'ils avaient pris franchement aux yeux de tous le parti de proclamer leur amour et de lui obéir, il n'y aurait pas eu de duel, de sang

versé, de deuil, pas de remords, pas de désespoir... Des tracas un peu vulgaires, des soucis, des dérangemens pendant quelques mois, ou quelques semaines,... rien de plus!... Eh bien! c'est cela seulement que je vous demande d'affronter, Agnès. Je réponds de tout si vous me donnez votre pleine confiance...

Agnès ne s'attendait pas à de telles paroles. Elles l'emplirent d'émotion et de fierté jusqu'à lui tirer des larmes, en même temps qu'elles éveillaient dans son esprit l'écho soudain dramatisé des livres et des pièces où roulent ces problèmes. Jusqu'alors, elle s'abandonnait à sa passion naissante, sans en prévoir la marche, attirée seulement par la flamme d'amour qui brillait devant elle, — phare incertain dont les lueurs entraînent parmi les écueils. Voici que Florian ajoutait à ces mirages celui d'une nouvelle vie, — cette éternelle illusion des cœurs irrésignés, cette chimère dont on ne connaît la déception qu'après l'avoir étreinte. Elle murmura :

— Comme vous m'aimez!...

Il lui reprit les mains, qu'elle abandonna. Penché sur elle, l'effleurant de son souffle, il s'écria passionnément :

— Oui, je vous aime..... Vous ne savez pas à quel point!... Si vous le saviez, ah! comme vous devineriez tout ce que les paroles ne peuvent exprimer, comme vous comprendriez que le bonheur est là, que nous n'avons qu'à tendre la main pour le saisir!...

Dans sa raison envahie, Agnès ne trouvait plus que de vacillantes objections. Florian les repoussait sans peine :

— Non, non, dit-elle, ce serait trop beau... Il y a des rêves qu'on ne réalise pas... Songez aux luttes qu'il vous faudrait affronter pour moi!...

— Croyez-vous que je les redoute?

— Votre père, ah! mon Dieu!

— J'irai lui parler demain.

— Il ne voudra rien entendre : un geste d'indulgence démentirait sa vie!

— Je m'adresserai à son cœur : il en a plus qu'on ne pense!

— Je ne veux pas vous prendre à lui : il n'a que vous, il vous adore.

— Ce serait donc lui qui me séparerait de vous? Non, non, nous saurons nous défendre.

— L'opinion nous condamnera...

— Ne sommes-nous pas au-dessus d'elle?

— Votre carrière...

— Regardez autour de vous : combien aurions-nous de compagnons, en haut, en bas, à tous les degrés de l'échelle sociale?

— On les tolère, on ne les estime pas.

— On les respecte, s'ils ont la force de s'imposer.

Ainsi, elle perdait du terrain à chaque réplique. Elle avança son dernier argument, celui qu'elle redoutait elle-même, qu'aucun sophisme ne pouvait écarter, — le seul vrai, le seul redoutable :

— Et nous avons tous deux la même idée que nous nous cachons l'un à l'autre : les enfans, mon ami, mes enfans!...

Elle délivra ses mains d'un geste brusque et s'en couvrit le visage.

— Vous ne les perdrez pas!...

— Si fait; le père aura leur garde!

— Non, si nous savons mettre assez de prudence et de dignité dans notre action...

Elle se récria.

— De la dignité dans une fuite!...

La voix de Florian devint plus grave, presque solennelle.

— Je ne vous demande pas de fuir, Agnès, ni de m'appartenir avant d'être ma femme!... Nous voulons assurer l'avenir : il s'agit de mettre le droit de notre côté.

— Vous savez bien que c'est impossible!... Par quel moyen pourrions-nous...?

Il hésita une seconde, sentant qu'il allait céder aux suggestions de cette perfidie qui se mêle à nos plans quand ils bouleversent l'ordre au profit de nos instincts; il hasarda :

— Provoquez une querelle!

Toute la droiture d'Agnès se révolta.

— Oh!...

Florian se hâta de battre en retraite.

— Vous avez raison, ce serait bas!... Partez plutôt... Quittez la maison, ouvertement, sans qu'on puisse articuler contre vous rien qui vous compromette!... Nous alléguerons la mésentente, l'incompatibilité; sera-ce mentir? Non, n'est-ce pas?... Qu'y a-t-il de commun entre lui et vous?... Et comptez sur Mme Ambroise pour pousser votre mari à prendre l'offensive!... Les gens comme elle sont aveuglés par le désir de nuire:

ils servent ceux qu'ils veulent perdre, j'ai vu cela tant de fois!...

Il l'avait enivrée de ses paroles, de ses promesses, de ses raisons où les roueries de la chicane prêtaient leur concours à celles de la passion. Elle ne trouvait plus rien à répondre, elle balbutia :

— Vous croyez, vous croyez? serait-il possible?...

Ses larmes éclatèrent. Florian les essuya avec des baisers : sa cause était gagnée ; il était ivre de joie.

— Je savais bien, s'écria-t-il... Oui,... je savais que le passé ne peut tuer l'avenir!..

Et il buvait les larmes qui coulaient pour lui.

XII

Le matin de décembre où tomba la première neige, Mme Valérien, levée tôt, commença sa journée par un tour de jardin. Quoiqu'elle fût depuis cinq jours sans nouvelles d'Agnès, elle restait sous l'impression rassérénante de la dernière lettre : presque gaie, elle jouissait du nouvel aspect que prenaient les choses familières, dans la blancheur des flocons frais tombés. Ils recouvraient d'un tapis moelleux le sol durci, les herbes sèches, les plantes endormies, ils enveloppaient d'une gaine frissonnante les ramures dépouillées des arbres; ils s'amassaient sur les branches du vieux sapin, vers la fontaine, là où pointait une touffe de roses de Noël aux fleurs obstinées; les beaux toits prospères de la maison marquaient l'épaisseur de la couche déjà tombée. Mme Valérien pensa aux contrées inconnues où la neige subsiste tout l'hiver, étendue sur la vie comme un édredon sur un dormeur; en cherchant à s'en faire une image, elle s'aperçut qu'elle n'avait jamais voyagé, sauf après ses noces, jusqu'à Venise, et plus tard pour ses cures de Ragatz. Que de choses cependant on pourrait admirer dans le monde! songeait-elle en caressant d'un regret les paysages qu'elle ne verrait pas; mais on reste immobile sur la motte de terre où l'on est né, sans rien savoir de ce qu'il y a par delà notre étroit horizon. De même, on n'épuise pas les réserves de son cœur · quelques parcelles seules en palpitent, un court moment; puis il s'endort, on l'enchaîne, on n'entend plus sa sourde plainte : elle se poursuit, cependant, elle pleure l'injustice du sort, qui nous condamne à mourir sans avoir aspiré toute la vie.

Ainsi, la pensée de révolte qui pénétrait dans son esprit, depuis les scènes de Constance et le dernier anniversaire, l'effleura de nouveau : pourquoi plier comme le roseau flexible? pourquoi trembler comme la colombe ou l'agneau? Si le bonheur est une proie, il faut avoir l'audace de le saisir. Cette pensée prenant plus de consistance, Mme Valérien s'étonna de la trouver inscrite au fond d'elle-même, comme en caractères qu'un enduit artificiel a longtemps recouverts sans les effacer : d'où venait-elle? d'une autre vie, peut-être, ou peut-être de l'oubliée, dont l'inutile beauté subsistait sur la toile, dans la galerie du comte Z?...

Comme elle revenait vers la maison, en se serrant dans son châle, elle vit arriver le facteur, et se détourna pour aller à sa rencontre. Depuis plus d'un quart de siècle, le vieil homme faisait ses tournées dans le village et plus loin sur la route. La face, rougeaude, le nez bourgeonnant, la barbe en étoupe, il était familier, toujours de belle humeur, curieux des menues affaires de chacun, en même temps qu'indifférent aux nouvelles qu'il portait dans sa boîte, inconscient messager des douleurs et des joies. Comme il était couvert de neige, il commença par se secouer, en tapant des pieds sur le sol.

— Voilà l'hiver qui commence, madame Valérien!... Pour ceux qui restent au coin du feu, ce n'est pas une mauvaise affaire... Un peu de neige, hé, hé!... c'est joli à voir!... Mais quand il faut courir la campagne,... brrr...

Mme Valérien savait son goût pour le bon vin, les petits verres; elle ne le flattait pas : ayant ses idées là-dessus, elle ne lui donnait jamais que des boissons hygiéniques. Elle lui proposa donc d'aller prendre une tasse de café pour se réchauffer.

— Ce n'est pas de refus, dit le facteur, qui savait que la vieille Marianne trichait quelquefois, en ajoutant une bonne goutte de marc au mazagran.

Et il se dirigea vers la cuisine, après avoir tendu à Mme Valérien la seule lettre qu'il eût à son nom. Elle vit que l'adresse était de la main d'Agnès. Tout heureuse, elle s'empressa de rentrer dans la salle à manger. La théière et les toasts attendaient sur la table. Elle remplit sa tasse, la sucra, ouvrit l'enveloppe et se mit à lire. La lettre commençait ainsi :

« Mère chérie,

« Tu vas avoir un immense chagrin; mais j'espère que tu

comprendras, que tu pardonneras et me garderas ton affection, dont je vais avoir un si grand besoin... »

Elle reçut un choc en plein cœur et devina tout. Ses yeux se voilèrent. Plusieurs minutes s'écoulèrent avant qu'elle pût se dominer et poursuivre sa lecture :

« Tu sais si j'étais sincère et résolue quand je t'ai quittée pour rentrer à Paris ! Je me croyais guérie, résignée à accepter l'existence telle qu'elle s'étendait devant moi. Je croyais cela, ma pauvre maman : tu avais réussi à m'en persuader. Hélas ! est-ce qu'on sait jamais ce qui se passe au fond de soi ?..

« Et puis, je pensais aussi que je ne reverrais pas Florian. Il me semblait tout simple de ne plus le revoir, puisque je ne voulais plus l'aimer ; je me figurais qu'il suffisait de l'effacer de mon cœur pour le chasser de mon chemin. Mais cela ne pouvait se passer ainsi, je m'en aperçus à peine rentrée . trop de choses nous rapprochaient ; il y avait entre nous trop de liens que je ne pouvais rompre. Lui fermer la porte ?... Comment m'y serais-je prise ?... Quel prétexte aurais-je invoqué ? Qu'aurais-je dit à Léon ?... Il m'avait envoyé des fleurs, pour mon retour : je ne l'ai pas remercié. Il est venu quand même, dès le lendemain : j'ai eu la migraine Il a persisté. Je me suis dérobée deux fois, trois fois ; à la fin, il a fallu le recevoir. Je me disais : « Je vais tout lui expliquer en deux mots, et il s'en ira et ne reviendra plus ! » Et j'ai voulu faire cela, maman, je te jure ! Mais il n'est pas parti comme je pensais, il a résisté. Il a discuté, il s'est défendu, il m'a dit son immense amour. Alors, nous avons senti que rien, rien ne nous séparerait. Tout s'est effacé, mère, toutes nos conversations des *Aveines*, et aussi des idées que nous avions eues ensemble, toi et moi, sans nous les dire, et d'autres qui m'étaient venues ici, en me retrouvant au foyer ; il n'est resté que cette grande chose qu'est l'amour vrai, plus fort que la vie, coupable peut-être, mais prêt à tout, courageux, invincible, dont le souffle nous emporte comme des brins de paille.

« Notre première idée fut qu'il me fallait divorcer, simplement, loyalement, afin de nous unir aux yeux de tous, après les délais légaux. Pas de mensonge ni de tromperie, n'est-ce pas ? c'est là qu'est le mal, le vrai mal... Pourquoi une erreur de choix engagerait-elle pour la vie ?... »

Une comparaison s'esquissa rapidement dans l'esprit de

Mme Valérien : « Simplement,... loyalement,... *le vrai mal...* » Elle, autrefois, avait marché vers l'amour plus simplement encore, sans chercher d'excuse, parce qu'elle aimait... Pourquoi mêler le paradoxe au triomphe de l'instinct? pourquoi vouloir par des mots changer la faute en vertu?...

«... Naturellement, nous nous heurterions à des difficultés terribles; mais nous étions prêts à les affronter. Nous pensions qu'elles viendraient un peu de toi, — oh! pas trop, je sais comme tu m'aimes! — et surtout de M. Mazelaine, qui m'a toujours fait si peur avec sa rigidité. Quant à Léon, nous pensions qu'il résisterait, sans doute, mais avec mollesse : ne l'avais-je pas toujours vu faible, passif, indifférent?... Indifférent, oh! oui, indifférent, d'une indifférence magistrale, qui s'étendait sur toutes choses, les grandes comme les petites, et les médiocres, qui lui vont si bien!... Et voilà qu'il s'est révélé sous un aspect que je n'aurais jamais prévu!... Un autre homme, mère, ou plutôt, comment dirai-je?... un fauve, un tigre? Oh! non, — je ne sais quel animal borné, violent, méchant, têtu, cruel!... J'ai provoqué l'explication nécessaire. Qu'elle fût pénible, je m'y attendais : si peu attaché qu'un mari soit à sa femme, il est naturel qu'il se révolte quand elle vient lui dire... ce que je lui ai dit. Mais la scène a été d'une violence inouïe. Non pas que cet homme ait pour moi le moindre vestige de sentiment ou qu'il souffre par le cœur, comme d'autres souffrent par la jalousie : il était affolé par la terreur de l'opinion, par l'effroi d'être un sujet de conversations, par le renversement de ce qu'il a osé appeler « l'équilibre de sa vie. » L'équilibre, quelle ironie! L'équilibre d'un ménage où il n'y a plus d'affection, — où il n'y aurait plus d'estime!... Je t'assure qu'il m'a paru possédé, oui, à la lettre, possédé par les préjugés comme par une meute de démons. C'étaient eux qui vociféraient par sa bouche; ils lui sortaient des yeux, des lèvres, de l'haleine. On n'oublie plus un tel spectacle! Jamais il n'accepterait un divorce dans n'importe quelle forme, criait-il... Si je quittais le domicile conjugal, il m'y ferait ramener de force, au besoin par les gendarmes... Il userait jusqu'au bout de son droit, étant le seigneur et le maître, etc., etc... Il a voulu savoir pour qui je voulais le quitter. Naturellement, j'ai refusé de le renseigner. Alors sa colère est devenue de la fureur : il m'a frappée. Sa brutalité m'aurait peut-

être fourni des armes contre lui ; mais jamais je n'avouerai à personne, sauf à toi, que j'ai senti sa main s'abattre sur ma joue ; j'en mourrais de honte, je crois !

« Cette inconcevable attitude a tout perdu. Pouvais-je rester dans la maison d'un homme qui m'avait battue ? Le geôlier serrait l'écrou : je romprais la chaîne. Léon ne voulait pas entendre la voix de la raison ? Il aurait tout le scandale dont la terreur lui tient lieu de religion. Que ferait-il ensuite, devant l'acte accompli, — devant l'acte qu'il nous *forçait* d'accomplir ? Oui, mère, il nous *forçait*. Je lui proposais de chercher avec lui un moyen correct de rompre un contrat dont notre existence commune n'était plus que la violation permanente, — il m'a répondu par des coups : je me sens dégagée, je me sens libre, j'use de ma liberté ! La scène que je t'ai racontée s'est passée avant-hier : je pars ce soir avec Florian. Cette lettre, je suppose, voyagera par le même train que nous. Notre express s'arrêtera quelques minutes à Mâcon. J'aurai donc passé tout près de toi, maman. Pendant cet arrêt, dans le bruit de la gare et le va-et-vient des voyageurs, ma pensée volera vers les *Aveines*. Je me dirai : « Mère chérie est à quelques lieues d'ici, dans notre bonne vieille maison. Peut-être qu'elle est déjà réveillée, et qu'elle pense à moi, et qu'elle ne se doute de rien !... » Et puis, je dirai à Florian : « Non, non, celle-ci ne nous repoussera pas ! Celle-ci, quoi qu'il arrive, me gardera toujours intacte son immense affection... »

« C'est parce que je suis sûre de ton affection, maman, que je souffre tant en pensant à toi... Je l'ai blessée, et je la tourmente. Et toi, tu devines, sans que j'aie besoin de te le dire, tout ce qu'il y a d'incomplet dans mon bonheur... C'est un pauvre bonheur, fait de morceaux et de cassures, auquel je cours avec des larmes. Je t'écris encore de la maison, que je vais fuir en regardant si personne ne me poursuit, après avoir embrassé mes deux bien-aimés, en bordant leurs couchettes comme les autres soirs. Ils feront leur prière, ils me diront bonne nuit, je retiendrai mes larmes, et demain, en s'éveillant, ils appelleront leur mère, et leur mère ne viendra pas. Et Léon aura la cruauté lâche de leur dire : « Elle est partie, elle vous a abandonnés. » Florian me promet que je ne les perds pas, que nous finirons par nous emparer d'eux ; mais en attendant ?... Pars pour Paris, maman, tâche de les voir, donne-moi de leurs nouvelles, dis-leur que je les aime et que je viendrai bientôt les chercher, —

et écris-moi, écris-moi ce que tu penses, même si tu me blâmes, même si tu me condamnes!... Adresse ta lettre poste restante à Cannes, où nous nous arrêterons quelques jours. Et dis-moi, oh! dis-moi que tu restes ma bonne mère chérie!... »

Mme Valérien demeura longtemps sans pensée, comme il arrive dans ces instans où la chose longtemps redoutée se transforme en réalité. Pendant qu'elle restait ainsi, immobile, l'esprit vide, sa lettre à la main, Marianne entra pour desservir. La vieille bonne s'aperçut que sa maîtresse n'avait touché ni au thé, ni aux toasts.

— Le thé de Madame est tout froid! s'écria-t-elle.

Mme Valérien balbutia, en la regardant comme si elle sortait d'un rêve :

— Qu'est-ce qu'il y a?

Surprise, inquiète, reconnaissant l'écriture de Mme Bellune sur l'enveloppe restée à côté de la théière, Marianne demanda :

— Madame a de mauvaises nouvelles de Mme Agnès?

— Non, pas précisément...

— Des enfans, peut-être?

— Laissez cela, Marianne, ne vous inquiétez pas; ils sont tous bien portans... Vous pouvez emporter le déjeuner, je n'ai pas faim!...

Marianne disposa lentement, sur un plateau, le repas intact, non sans observer du coin de l'œil sa maîtresse qui relisait la lettre; sur le seuil, elle se retourna encore, et secoua sa vieille tête, où passa le souvenir confus de l'ancien drame...

Seule de nouveau, devant la table vide, Mme Valérien pesait le sens de chaque mot, épiloguait en elle-même sur chaque phrase. Quand elle sut la lettre presque par cœur, elle alla soigneusement la serrer avec les autres lettres d'Agnès, dans le secrétaire en marqueterie où elle tenait sa correspondance. Ce petit meuble se trouvait au salon, entre deux fenêtres. La pièce était glacée; Mme Valérien rentra toute frissonnante dans la salle à manger, reprit sa place devant la table, essaya de réfléchir. Sa première idée, — n'est-ce pas toujours celle des femmes aux prises avec des difficultés trop lourdes pour leurs forces? — ce fut de chercher un appui; et à qui s'adresser, sinon à M. Mazelaine, qui passait l'hiver à *la Plaisance?* Mais la perspective de cette consultation la remplit d'effroi. Dans les yeux de l'homme sévère, qui n'avait jamais transigé, elle lisait la sentence qu'il

aurait peut-être la charité de ne pas formuler : « Voilà l'effet de votre faute... » Oui, si même, par pitié, il ne prononçait pas de telles paroles, elle les devinerait derrière ce front de juge, elle les entendrait dans cette voix implacable, leur dureté paralyserait son effort. Ne valait-il pas mieux partir sans retard pour Paris, recourir à la sagesse plus accommodante de gens pratiques, indulgens, adroits, en pleine possession de ce doigté mondain qui sauve parfois les situations les plus délicates? Elle examinait le pour et le contre de l'un et l'autre parti sans choisir, sentant bien, pourtant, que le second serait une transaction avec sa faiblesse; et le temps fuyait. Vers onze heures, Antoine vint lui dire qu'un de ses chevaux était malade. Elle demanda machinalement :

— Lequel ?

— *Pomme-d'Or !*

— Faites le nécessaire, comme vous voudrez !

Peu accoutumé à prendre des initiatives, Mme Valérien décidant tout par elle-même, Antoine, embarrassé, se balança un moment sur ses pieds, et finit par suggérer :

— On pourrait peut-être... appeler... le vétérinaire?...

— Oui, c'est cela, appelez le vétérinaire!

Antoine s'en alla de son pas pesant, sa toque à la main; Mme Valérien le revit passer dans la cour, l'air absorbé, comme un homme aux prises avec un souci. Elle ouvrit la fenêtre pour le rappeler et lui dit :

— Antoine, vous attellerez *Grisette* au coupé. Nous allons à Chébrioux...

Surpris, le vieux serviteur demanda :

— Après-midi?

— Non, tout de suite!...

Il aurait voulu demander autre chose; mais la fenêtre s'était refermée; et il se dirigea lentement vers l'écurie, en cherchant les raisons de cet ordre inattendu.

Mme Valérien alla s'habiller. En vaquant machinalement aux soins habituels, elle songeait : « Que faudra-t-il faire? Que pourrons-nous tenter ? Que va-t-il me conseiller? » Et son esprit haletait, sans parvenir à se fixer.

Comme elle achevait sa toilette, Marianne, dont elle n'avait pas demandé le concours, entra si effarée qu'elle en oublia de frapper :

— Madame! madame! Voici M. Mazelaine.

Elles le regardèrent, avec le même effroi dans les yeux, comme au jour terrible où le désespoir marchait derrière lui. Et les images de ce jour-là, ces images que le temps n'effaçait pas, surgirent, nettes et poignantes, au fond de leur mémoire. Mme Valérien se mit à trembler toute, sous les yeux de la vieille servante, qui balbutia :

— Madame!... madame!... Qu'est-ce qui arrive?... qu'est-ce qui arrive à Mme Agnès?

L'épouvante de la vieille femme rendit à Mme Valérien la force de se maîtriser :

— Calmez-vous, Marianne, dit-elle; priez M. Mazelaine d'attendre un instant.

Deux minutes encore pour se remettre, reprendre haleine, se composer le visage; puis Marianne, qui guettait son passage, lui ouvrit la porte du salon.

M. Mazelaine venait d'être informé par une lettre de son fils, partie en même temps que celle d'Agnès. Il l'avait déjà tirée de son portefeuille, et la tenait, dépliée, à la main. Il demanda, debout, en la tendant à Mme Valérien :

— Vous savez ce qui se passe, madame?

— Je sais.

Elle lut très vite. La lettre disait :

« Mon cher père,

« Des événemens imprévus m'ont imposé une résolution toute contraire à celle que j'avais prise, dans une affaire de première importance, qui engage irrévocablement mon avenir. J'espérais, depuis quelque temps, qu'un divorce interviendrait sans bruit entre M. B... et sa femme, que je suis décidé à te demander la permission d'épouser. La chose ne s'est pas arrangée selon mon attente : à la suite d'incidens domestiques dont je ne puis en ce moment te donner le détail, Mme B... a dû quitter le domicile conjugal. Je pars ce soir avec elle pour Cannes, où nous prendrons une décision sur la suite de notre voyage, et d'où je t'écrirai plus longuement.

« Je sais très bien, mon cher père, que cette communication te causera le plus vif déplaisir. Je te supplie, cependant, de ne rien faire et même, si possible, de ne pas nous juger avant d'être mieux renseigné. Nos plans, à cette heure. sont soumis à des

aléas que je ne puis calculer; mais je t'écrirai; surtout, j'irai te voir dans une quinzaine de jours. Tout ce que je peux te dire aujourd'hui, c'est que nous nous tirerons à notre honneur d'une situation difficile, non désespérée. Je souffre de t'affliger; il y a pourtant des cas où il faut savoir sortir de l'ornière pour marcher vers l'avenir, avec franchise et courage. Sois persuadé que c'est ce que s'efforce de faire en ce moment, non sans douleur, et parce qu'il a cru reconnaître le signe du Destin, celui qui est

« Ton fils très respectueux et dévoué. »

Mme Valérien rendit la lettre, sans mot dire, et alla chercher celle d'Agnès, que M. Mazelaine lut à son tour avec une extrême attention. Lorsqu'il releva les yeux, il vit qu'elle pleurait doucement. Il murmura :

— C'est la banqueroute de toute ma vie!...

D'une voix plus sourde, qui se brisa, Mme Valérien répondit :

— C'était l'effroi de toute la mienne...

Avec l'amertume d'un long espoir évanoui, il dit encore :

— On souhaite avec tant de force que ses enfans atteignent le but où l'on n'a pas touché! On voudrait tant qu'ils fussent ce qu'on n'a pu devenir!

Mme Valérien entendit qu'il pensait : « J'ai dépensé toute mon énergie et me suis sacrifié pour former un homme; votre fille me vole son avenir. » Elle voulut répondre à cette plainte et commença :

— Mon seul désir aussi, tout mon effort a été de faire de ma fille...

Elle allait dire « une honnête femme; » elle s'arrêta, manquant de courage pour jeter ce blâme sur celle qu'elle aimait trop.

— Que n'ai-je pas tenté pour la persuader d'accepter son sort! reprit-elle d'un ton plus mesuré. Que ne lui ai-je pas dit!... Elle n'était pas heureuse, il est vrai : j'ai tâché de lui montrer ce que vaut le bonheur où l'on court par de mauvais chemins!... J'ai risqué de perdre son affection et son estime, pour la sauver d'elle-même... Je lui ai avoué... les choses que vous savez,... et qu'une mère... Ah! mon Dieu! que pouvais-je de plus!

— Si vous saviez! dit M. Mazelaine.

Et pour la première fois de sa vie morose et silencieuse, ce taciturne entr'ouvrit à des yeux étrangers les chambres secrètes de son cœur.

— Quand j'ai perdu ma femme et suis resté seul avec ce fils unique, si petit, — j'aurais pu, comme tant d'autres, restaurer le foyer... Peut-être l'aurais-je dû, pour combien de raisons!.. Avec le temps, n'est-ce pas, quelque cruelle qu'ait été la blessure, on reprend des forces : on peut alors contribuer encore au bien commun, garder son rang dans la mêlée, donner à son pays, à sa race, l'apport que chacun leur doit... Mais je ne pensais qu'à mon fils. N'en ayant qu'un, je crus lui devoir tout pour qu'il rendît plus tard en proportion de ce qu'il aurait reçu... A cause de lui, je craignis de créer un de ces ménages composites, dont les surprises contrarient nos bonnes intentions... Pour lui, j'ai accepté l'existence d'un cénobite, je me suis condamné à la vieillesse solitaire... Je pensais : « Je n'aurai produit que cette unique plante, mais elle sera saine et noble et lancera ses fleurs vers le ciel ; c'est elle qui sera féconde, c'est elle dont les rejetons nombreux prépareront l'avenir. Mon vrai devoir est de la garder intacte, d'en surveiller la croissance, d'en assurer la santé ; je n'ai plus d'existence propre, je ne suis plus moi-même, je suis cet être nouveau, issu de moi, qui monte derrière moi en portant l'avenir. » Il me semble à cette heure que j'ai manqué mon but et gaspillé ma vie. Tout s'effondre : mon fils est entré dans la mauvaise voie, mon fils fera le mal et le répandra, le mal éternel, qui se propage comme la ciguë ou les orties... Une greffe malsaine l'a corrompu ; ses enfans et ses petits-enfans seront ceux de la faute, du mensonge et de l'adultère...

Il parlait pour lui-même, dans un éperdu besoin de soulager sa peine, sans peser ses paroles, oubliant à quel endroit sensible elles blessaient celle qui écoutait. Il la vit pâlir, fermer les yeux de douleur, comprit et s'arrêta.

— Ah ! pardon, s'écria-t-il avec une émotion si sincère qu'elle changea le sens du mot maladroit.

— Oh ! vous pouvez tout dire, répondit Mme Valérien, car je puis tout entendre.

Alors, pour la première fois aussi depuis qu'il regardait vivre et qu'il jugeait cette femme, M. Mazelaine la plaignit ; et comme aucune parole n'eût exprimé les sentimens confus qu'ils éprouvaient à regarder ainsi, loin derrière eux, leurs deux routes si différentes, qui cependant venaient d'aboutir au même carrefour, ils se turent longuement...

Ce fut elle qui renoua l'entretien. La nécessité de faire face

à bien des difficultés, dans sa carrière de femme seule, l'avait munie d'un certain sens pratique prompt à chercher une issue aux impasses. Quelque brisée qu'elle fût, ce sens lui vint en aide. Tandis que M. Mazelaine s'abandonnait ainsi aux vains regrets de ce qui aurait pu être, elle demanda, pressée d'agir :

— Qu'allons-nous faire, que pouvons-nous ?

M. Mazelaine leva, puis laissa retomber ses bras découragés : le mal était accompli; emportées par le vent, les graines s'en allaient, au hasard de leur destinée. Que faire, sinon attendre que le temps les mûrit, en fît jaillir les fleurs inconnues, les fruits inoffensifs ou vénéneux? Comme tous les esprits absolus, il ne croyait ni aux réparations, ni aux raccommodemens : le navire sombrait, à quoi bon sauver une part de la cargaison?

— Je ne sais, dit-il, je ne vois guère...

Puis, pareil à ces médecins qui proposent un remède hasardeux, il ajouta :

— Il y aurait peut-être une chose à tenter,... mais combien malaisée !... Obtenir... de M. Bellune...

Il hésitait devant le mot; elle s'écria :

— Une réconciliation ? Agnès ne l'accepterait jamais !

Il redevint méfiant :

— Vous êtes prête à la soutenir, répliqua-t-il.

Comme Mme Valérien protestait du geste, il se hâta de se reprendre :

— Qui sait, pourtant ?... Les regrets, les remords viennent parfois si vite !...

— Ils n'effacent jamais rien, dit-elle... Une réconciliation, qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce qu'on peut se réconcilier? L'un pardonne, ou croit pardonner, l'autre s'humilie et s'abaisse : la vie n'en est pas moins ravagée, le foyer détruit...

M. Mazelaine acquiesça d'un léger mouvement de tête, réfléchit un instant, suggéra :

— Toutefois, on évite le scandale : on souffre, les gens blâment, les juges n'ont pas à condamner...

Elle n'était pas encore persuadée. Elle accorda pourtant :

— Peut-être...

Il prit ce mot de doute pour une adhésion complète :

— Eh bien ! partons pour Paris, voulez-vous ?.. Mieux renseignés, nous verrons mieux ce qu'on peut faire...

— Vous viendriez avec moi?

— Certainement.

— Oh! merci!

L'idée de ne plus être seule, elle qui l'était depuis si longtemps, lui rendait courage : rassérénée, active, elle se sentait prête à la lutte, résolue à l'affronter.

— Il faut agir sans retard, dit-elle. Ma fille a des ennemis : les Ambroise Bellune, qui sont restés si tard aux *Peupliers*. Je suis sûre qu'ils assiègent son mari, l'excitent, le poussent aux résolutions extrêmes. C'est peut-être là qu'est le pire danger. Léon, livré à lui-même, pourrait fléchir : il a eu un accès de violence, il n'est ni persévérant, ni tenace; sa tante, au contraire, est une terrible femme; ne lui laissons pas le temps de nuire!

M. Mazelaine approuvait. Évidemment, leur alliance était fragile, puisqu'ils ne poursuivaient pas les mêmes fins : lui, voulait arracher son fils aux rets d'une séductrice; elle, tirer pour sa fille le meilleur parti possible des événemens. Il pensait à l'ordre, à la régularité, au long avenir des familles qu'une faute compromet; elle, au bonheur d'Agnès, à l'amour qu'elle avait tant aimé et regrettait toujours. Jamais il n'accepterait d'autre solution qu'une rupture; elle, se résignerait peut-être à l'expédient du divorce, pourvu qu'un second mariage suivît. Ils avaient pourtant un terrain commun, du moins au début, tant que la réconciliation ne semblait pas impossible, puisqu'ils s'accordaient à la souhaiter, bien qu'avec une force inégale. C'est pourquoi M. Mazelaine, se rappelant tout à coup qu'il avait été le tuteur d'Agnès, offrait un appui moins généreux en réalité qu'en apparence.

Débarqués à Paris tôt dans la matinée, les deux voyageurs se firent conduire dans deux hôtels voisins, rue Cambon. Un peu plus tard, M. Mazelaine vint chercher Mme Valérien, pour l'accompagner au Bureau du *Crédit Régional*, où ils étaient sûrs de rencontrer Juziers, qui serait tout d'abord leur conseil. C'était un petit homme sec, au profil despotique, qui parlait vite, sans achever ses phrases piquées d'exclamations, d'une voix cassante, avec des gestes autoritaires. Il avait des cotes de Bourse de toutes les couleurs étalées devant lui, sur sa table, avec des liasses de télégrammes chargés de chiffres; et il leur disait, en battant la mesure avec son crayon rouge :

— Eh! oui, sans doute, cela est fort ennuyeux! je le sais bien, moi qui vous parle... Tout récemment, j'ai dû m'occuper d'une affaire semblable, oui, oui, dans ma propre maison!... Mon

fils, peuh!... Vous savez peut-être?... Affaire très grave, semble-t-il?... Hum! oui, oui, on pourrait croire!... Mais, peuh! de notre temps, ces choses-là... Dans quelle famille n'a-t-on pas une aventure... hum... une histoire, enfin!... On s'arrache les cheveux, les gens potinent, potinent, potinent... Huit jours après, personne n'y pense plus!...

Un coup de téléphone l'interrompit. Il mit son cornet contre son oreille. On entendit des allô, allô! puis des exclamations, des noms de valeurs : « les Métaux aussi?... Ah! diable!... Si les Métaux fichent le camp, vendez, vendez vite!... Oui, oui!... Bon!... Avertissez-moi!... C'est cela, d'accord!... »

Puis M. Juziers revint à ses interlocuteurs, et s'adressant à M. Mazelaine :

— La carrière de votre fils, monsieur?... Peuh! Vous imaginez-vous qu'il aura deux cliens de moins pour cela?... Au contraire, toutes les divorceuses vont venir!... Il y en a, il y en a, par le temps qui court, de quoi enrichir plus d'un avocat!... Rien que dans notre cercle, j'en connais quatre... Des petites femmes tranquilles... Le bon Dieu sans confession... Eh bien!... des histoires épouvantables!...

Il se tourna vers Mme Valérien :

— Quant à votre Agnès, ma bonne Aloÿse, hé! mon Dieu, si Léon ne veut rien entendre... peuh!... dans deux ans d'ici, dans dix-huit mois, dans six mois même, tout le monde croira qu'elle était veuve d'un premier mari... Oui, oui, d'un premier mari dont on ne saura plus le nom!...

Mme Valérien dit gravement :

— Mais elle ne le croira pas, elle, et c'est cela qui importe!

Le petit homme écarquilla les yeux, son crayon accéléra la mesure.

— Elle surtout, ma bonne amie, s'écria-t-il, elle plus vite encore que les autres. Les femmes ont une puissance d'oubli... peuh!...

— On croit cela, murmura Mme Valérien pour elle seule.

Juziers, qui ne l'entendit pas, continuait...

— Du reste, elle n'aura pas grand'peine à oublier son... hum!... Ils étaient mal assortis, mal, très mal!... Ce garçon, point d'esprit!... A pris les choses comme un imbécile... Est venu me faire une scène, oui, oui, ici même!... Comme si mon bureau était fait pour... peuh!... Je lui ai dit : « Mon cher ami,

Gaston en a fait autant... Il a eu tort, c'est sûr!... Ton ami Mazelaine s'est conduit comme un... Peuh!... C'est sûr aussi!... Mais ce qui est fait est fait : il faut accepter... oui, accepter, mon garçon!... en tâchant de tirer le moins mauvais parti possible... peuh!... Divorce ou pardonne... pas de milieu!... Moi, à ta place, divorce!... Ta femme épousera son complice, puisque... hum... fini, la Loi Bérenger!... Ça sera la punition. Remarie-toi de ton côté, tâche de mieux tomber et laisse-moi tranquille... » Vous croyez qu'il a compris cela?... Non!... Il a continué à crier comme... peuh!... J'ai presque dû le mettre à la porte!...

Il examina M. Mazelaine, puis Mme Valérien, et conclut :

— Vous... hum!... On voit bien que... pas contens... Mais pas de plaintes... Très bien!... Peuh!...

M. Mazelaine, qui avait à peine ouvert la bouche, se leva pour partir : à quoi bon prolonger un tel entretien? Chacun parlait sa langue, et l'on ne s'entendait pas. Toutefois, Mme Valérien, dans son besoin d'être conseillée, voulut savoir encore si son beau-frère l'engageait à voir Bellune. Il en fut alors comme si elle l'interrogeait sur une valeur douteuse : Juziers multiplia ses petits cris, ses hum! et ses peuh! en évitant de se prononcer :

— Comme vous voudrez! comme vous penserez!... hum! hum! Vous êtes femme, vous saurez agir mieux que nous... Les femmes sont fortes, dans ces choses-là!...

— Eh bien! j'irai, conclut-elle.

Et sans différer, tandis que M. Mazelaine rentrait à l'hôtel, elle se fit conduire rue Cassette.

Léon étant sorti, Josette, — qui, congédiée par la tante Ambroise, devait quitter la maison le soir même, — la fit entrer au salon pour attendre. La petite bonne mourait d'envie de parler. Au lieu de sortir, elle feignit de s'attarder à de menus arrangemens, déplaçant ou époussetant quelques bibelots : à la fin, n'y tenant plus, elle revint à Mme Valérien, qui restait assise sur le bord d'un fauteuil, comme une étrangère, en s'écriant :

— Ah! madame, qui aurait jamais cru cela de Madame!... Mon Dieu, mon Dieu! que va-t-on dire à Clissé!... Madame qui était si bonne!...

La mère se redressa :

— Vous pouvez être sûre qu'elle ne l'est pas moins, ma fille!...

— ... Et qui avait l'air de tant aimer ses enfans!...

— Croyez bien qu'elle les aime toujours!...

Josette secoua sa petite tête bornée, où n'entraient que les idées simples, et continua de plaindre les abandonnés :

— Des enfans si gentils, si sages !... de vrais amours !... Ils appellent leur maman... ça fait pitié !... Et on ne veut pas me les laisser... Comme si c'était ma faute, tout ça !...

— Dites-leur que bonne-maman est là, allez les chercher...

Josette resta perplexe un instant :

— Je ne sais... si je dois... Que dira Monsieur ?...

Son respect pour Mme Valérien, sa solidarité de famille, peut-être aussi sa rancune, eurent vite balayé ses scrupules :

— Après tout, qu'est-ce que ça peut me faire ?... On m'a mise à la porte : il grondera, s'il n'est pas content !...

Elle sortit. Mme Valérien regarda autour d'elle : des souvenirs d'Agnès traînaient encore dans la pièce : un livre à moitié coupé, une tapisserie commencée qui débordait de la corbeille à ouvrage, le petit flacon de sels anglais qu'elle aimait à respirer; en revanche, un portrait d'elle avait été enlevé de la paroi, où sa place béait entre deux paysages hollandais. Mme Valérien n'eut pas le temps de s'abandonner aux tristes suggestions des choses : les enfans arrivaient, conduits par Josette, Renée en robe rose, Paul en veste de marin avec des ancres brodées aux revers. Comme si la présence de cette jeune grand'mère, qu'ils adoraient, se rattachait au problème insoluble qui tourmentait leur ignorance, ils restaient gênés devant elle, osant à peine la regarder. La mince figure de Renée, un peu pâlotte, portait les traces d'un souci. Le gros Paul, qui d'habitude s'épanouissait si vite, restait renfrogné. Très émue, Mme Valérien les embrassa, les serra contre elle pour leur cacher son trouble, leur dit les mots tendres qu'ils aimaient. Alors, ils s'animèrent, lui rendirent des caresses. Puis, tout à coup, de sa petite voix de cristal, Renée demanda :

— Dis, bonne-maman,... maman est avec toi ?...

Il fallut bien répondre :

— Non, chérie, non, maman n'est pas avec moi...

— Où est-ce qu'elle est ?

Paul, étourdi, fit avec indifférence :

— Est-ce qu'elle est morte ?...

— Heureusement, non, mon petit !... Vous ne savez pas ce que c'est que de perdre sa mère... Elle reviendra bientôt !

— Tu crois ? dit Renée, avec un air de doute.

Paul ajouta, en plissant le front :

— Papa est si fâché, si fâché...

Les petits cœurs se gonflaient, les larmes éclatèrent. Bouleversée, Mme Valérien leur caressait les cheveux, les couvrait de baisers, tâchait de les consoler.

— Ne pleurez pas, vous reverrez votre maman!... Bientôt, bientôt, je vous promets... J'irai la chercher, je lui dirai que vous la demandez, que vous avez besoin d'elle... Vous verrez comme elle viendra vite, quand elle saura que ses chéris l'appellent!...

En ce moment, telle une furie vengeresse, la tante Ambroise fit irruption dans la pièce, prit Paul par le bras, Renée par la main, les arracha de leur grand'mère en criant :

— Ils ne sont plus à vous, madame, vous ne leur êtes plus rien!... Leur père vous le dira, tout à l'heure... Oui, madame, il vous le dira, puisque vous avez voulu venir l'entendre!,..

Et, brutalement, elle les poussa dehors, si effrayés qu'ils osaient à peine pleurer.

La scène avait été si rapide que Mme Valérien en put à peine réaliser l'émotion. Qu'attendre encore, après un tel accueil? Sans doute, la colère de la tante reflétait celle du neveu; alors, pourquoi s'humilier sans espoir? Elle attendit pourtant, avec l'obstination d'une volonté qui va jusqu'au bout de la décision prise. Bientôt Léon fut devant elle.

Au premier regard, Mme Valérien comprit qu'un homme nouveau sortait de ce garçon banal : tel, un corps différent se forme dans la cornue où tombent les gouttes d'un réactif puissant. Sa figure même était changée : la réflexion la marquait d'une autre empreinte; elle avait pris comme un accent martial et résolu. Il fut glacé, poli, tranchant. En quelques mots, il fit comprendre à sa belle-mère qu'il ne dirait rien : elle n'était, ne pouvait être qu'une ennemie, à moins de prendre parti contre sa fille.

— Et je suppose, dit-il, que ce n'est pas votre intention...

Mme Valérien osa à peine répondre qu'elle venait en médiatrice, de sa seule initiative, sans avoir perdu tout espoir d'aboutir. Il haussa simplement les épaules. Puis, comme elle essayait d'insister encore, il l'interrompit avec un tremblement de colère dans la voix :

— Épargnez-vous, madame, d'inutiles paroles. L'irrévocable est accompli : les choses suivront leur cours. Je ne ferai rien

pour les changer, n'ayant aucune responsabilité dans ce qui s'est passé !

Et comme son attitude la congédiait, elle s'en alla.

Elle s'en alla en vaincue, descendit lentement la vieille rue paisible où certaines maisons conservent leurs figures du temps jadis, puis s'engouffra dans le va-et-vient tumultueux de la rue de Rennes. Un embarras de voitures l'obstruait; on entendait corner les tramways qui s'arrêtaient les uns derrière les autres; les voyageurs impatiens se penchaient sur les impériales ou gesticulaient avec les conducteurs. Un moment, Mme Valérien resta arrêtée sur le bord du trottoir, comme si ce spectacle l'amusait. Mais un fiacre en maraude venant à passer, elle l'appela d'un signe et donna l'adresse de Mazelaine : peut-être aurait-il une idée, peut-être trouverait-il quelque chose à tenter encore...

Le portier de l'hôtel la fit entrer dans un salon d'attente, pendant qu'un boy se chargeait de sa carte. Elle s'assit à côté d'une petite table en jonc tressé, où traînait un journal plié en quatre. Elle le prit machinalement, pour éviter de rencontrer des regards étrangers, non pour lire; le nom de Bernard Chaumont attira ses yeux, qui coururent aux lignes suivantes :

« Nous avons raconté, il y a quelque temps, que le magnifique chef-d'œuvre de Bernard Chaumont, la *Femme au voile*, avait été légué à l'État par le comte Z..., le fameux collectionneur. Le comte Z... s'était pris pour cette toile d'une véritable passion. Il lui avait consacré tout un salon, dont l'ameublement et la décoration n'avaient d'autre but que d'en faire mieux ressortir la beauté. Ce collectionneur, d'un goût si sûr, était en même temps un original assez singulier, comme le prouve l'étrange passage de son testament qui se rapporte à ce legs :

« *A force d'admirer et d'étudier cette œuvre, — y dit-il, — je me suis persuadé que, comme un très petit nombre de toiles privilégiées, telles que la* Joconde *de Vinci, ou l'*Homme malade *de Sebastiano del Piombo, elle possède une existence en quelque sorte personnelle, une âme qui se rattache peut-être par des fils mystérieux à quelque destinée humaine. Si je la lègue à l'État, c'est dans l'espoir qu'une fois exposée dans un lieu public, elle tombera sous les regards qui l'attendent : j'eusse préféré l'offrir à l'être inconnu, mais que je sais vivant, à qui elle reviendrait de droit.* »

« Conformément au vœu du donateur, la *Femme au voile* a

été placée au Louvre, dans la salle VIII, avec les chefs-d'œuvre de l'École Française. On a tenu à lui donner la cimaise; il a fallu pour cela déplacer la *Remise des Chevreuils*, de Gustave Courbet, dont les dimensions sont à peu près les mêmes. Elle se trouve donc maintenant entre *Roger délivrant Angélique*, d'Ingres, et la *Barque de Don Juan*, de Delacroix, et elle fait l'admiration des visiteurs qui la peuvent comparer soit à l'*Olympia* de Manet, soit à l'*Odalisque* d'Ingres. On paraît unanime à la préférer à ces deux maîtresses pages. »

L'étrange fragment du testament du comte Z... avait frappé comme en plein cœur M[me] Valérien, qu'atteignaient aussi les phrases banales écrites en courant par un informateur pressé. Ainsi, pendant des années, pendant des siècles, aussi longtemps que subsisterait le vieux palais des rois, jusqu'à ce que le pillage ou l'incendie des révolutions futures l'eussent détruit ou saccagé, des visiteurs curieux ou blasés, raffinés ou stupides, s'arrêteraient devant *elle*, pour discuter la pureté de ses lignes ou la couleur de sa peau, comme ils dissertent sur la fille à la tête perverse, au corps souillé, que Manet a peinte entre sa négresse et son chat noir! Des élèves la copieraient, des photographes la reproduiraient, on l'exposerait dans les vitrines des boutiques, des cartes postales la promèneraient à travers le monde, comme un objet profané et public. Il arriverait cette chose affreuse, qu'un jour ou l'autre ses petits-enfans s'arrêteraient devant elle; peut-être que, la trouvant belle, ils viendraient la revoir, sans se douter que c'était l'aïeule, celle dont le sang coulait dans leurs veines, dont le passé gouvernait leur avenir, celle qu'ils avaient connue si calme, sereine et pure, entourée de respects. Épris d'art et de beauté, peut-être qu'un jour le petit Paul dirait en la contemplant : « Ce Bernard Chaumont qui a tué notre grand-père, c'était tout de même un rude artiste!... » Incapable de supporter l'angoisse de ces idées, elle se leva en repoussant le journal, s'achemina machinalement vers la sortie. Le portier l'arrêta :

— Le n° 4 est averti, madame, il va descendre.

— Dites que je reviendrai tout à l'heure, après-midi.

Elle passa. Une force la poussait. Sans essayer de résister, elle suivit la rue de Rivoli. Les arcades la préservaient de la pluie fine. Elle longeait la file des boutiques anglaises sans oser jeter les yeux sur les vitrines, dans la terreur de se reconnaître parmi les

nouveautés de la photographie. Un passant la heurta. Un autre voulut lui parler. Enfin, elle obliqua vers le Louvre, dont elle traversa la cour, guidée par d'anciens souvenirs. La dernière fois qu'elle avait erré dans ces salles, Chaumont la conduisait. Combien d'années enfuies, depuis ce jour! Voulant lui montrer les Luini qu'il adorait, il l'avait décidée à cette imprudence à force de prières. A présent, elle retrouvait dans sa moelle le frisson de crainte qui se mêlait alors à son émoi délicieux; elle entendait la voix et les paroles du bien-aimé, devant ces têtes moins mystérieuses peut-être que celle du Vinci, mais presque aussi belles, dans leur force délicate, avec leur sourire pensif ou pervers; elle reconnut la musique de sa voix, le bruit de ses pas sur le parquet; — elle le revit tel qu'autrefois, comme si quelque prodige le lui rendait soudain, tel exactement, dans son léger complet d'été, avec l'œillet blanc qui cachait le ruban rouge de sa boutonnière. Il était si prévenant, si doux, si tendre! Il parlait avec une si chaude éloquence! Comme un parfum qui s'exhale d'un flacon précieux et pénètre tout ce qu'il atteint, il lui communiquait son enthousiasme, à elle qui n'était pas artiste, pour ces belles œuvres du maître savant, subtil et puissant, et pour d'autres que son œil cueillait au passage avec une impeccable sûreté. Il lui disait : « Toutes ces femmes que vous voyez là ont été aimées : c'est pourquoi elles seront belles éternellement!... » Belles éternellement! En effet, elles étaient belles aujourd'hui comme il y a vingt ans, comme aux jours éloignés où elles naissaient lentement sous la caresse du pinceau; elles le resteraient aussi longtemps qu'il y aurait des yeux humains pour réfléchir, des âmes humaines pour concevoir la beauté, à l'abri du temps qui depuis des siècles avait dissous leur chair...

Sans avoir demandé son chemin, Mme Valérien se trouva tout à coup dans la huitième salle. Ses yeux en firent rapidement le tour: elle se vit, à l'autre extrémité, et ne vit plus autre chose. Surmontant l'émotion qui faisait vaciller ses genoux, elle traversa la salle, le regard tendu, le cœur bondissant, hallucinée par cette figure qui l'appelait. C'était bien elle, dans son éclat, dans sa fleur, à peine voilée par cette gaze légère que la pudeur de l'amant avait imposée après coup au serein paganisme de l'artiste: c'était sa petite gorge, si ferme sous les caresses, si juvénile, si pure, c'étaient les fraises savoureuses de ses seins, c'était sa peau de zingara où le moindre rayon de lumière

allumait des reflets d'or, c'étaient ses yeux profonds, son regard d'amour, son corps d'amour, tout l'amour qui sortait d'elle, oh! de l'amour de quoi remplir la vaste salle pour l'éternité! Oui, c'était bien elle, là, sur cette toile, dans ce cadre ancien aux dorures éteintes. Et donc, c'était à elle que Chaumont devait cette place illustre, au premier rang de la gloire, entre Ingres et Delacroix. Deux élèves la copiaient déjà : l'admiration guidait leurs pinceaux encore gauches; parfois ils s'arrêtaient pour s'imprégner les yeux de l'immortelle image, et leur attitude pieuse exprimait ce recueillement qu'imposent les spectacles sublimes de la nature ou de l'art...

En ce moment, un groupe d'artistes s'arrêta devant le tableau: cinq ou six jeunes gens, en chapeaux mous à larges ailes, drapés dans des manteaux décoratifs, chevelus, barbus, exubérans, pleins de sève. L'un d'entre eux, un grand gaillard au teint mat, avec des yeux profonds dans une face émaciée, maladive et géniale, prononça gravement :

— C'est chaste et c'est beau!...

Un autre, — figure mobile un peu ironique, le seul chapeau haut de forme de la compagnie, — répondit en soulignant ses paroles par de petits gestes précis :

— Ce qu'il y a de singulier, c'est que la couleur n'a pas bougé. Voyez l'*Olympia*, là-bas, elle grisonne, elle est déjà marquée. Mais ça, c'est frais comme le printemps!

Un troisième, — crinière et barbe rouges, embroussaillées, — ajouta:

— Éternel comme le talent!

La voix sonore du premier corrigea :

— Dis plutôt comme l'Amour!... Chaumont n'avait pas plus de talent qu'un autre; il en avait peu, très peu : s'il a fait cela, c'est qu'un souffle l'a porté!...

Ses yeux ardens firent le tour de la compagnie; il dit encore :

— Ne sentez-vous pas que c'est une œuvre d'amour?

Il disait cela, cet inconnu que les autres écoutaient avec respect, ce maître ou ce mort de demain aux beaux regards prophétiques. Il disait cela, comme l'éloge le plus complet qu'on pût décerner au chef-d'œuvre, sans rien savoir du prix sanglant qu'il avait coûté. Les autres l'approuvaient dans la même ignorance : œuvre d'amour, cette chair qui garderait à jamais sa fleur de pêche mûrie dans la rosée, son éclat, sa fraîcheur, sa

vie et sa lumière, — œuvre d'amour éternisant le rêve où deux cœurs s'étaient un instant confondus. Et voici qu'au lieu de s'humilier, comme chaque fois que le souvenir de cette page éternelle traversait sa mémoire, Mme Valérien se sentit emportée par un souffle puissant, venu des plus secrètes profondeurs de son être, — de cet abîme que chacun porte en soi, caché sous l'apparence de son moi passager, comme ces larges crevasses des glaciers dont une couche de neige durcie dissimule les mystères. Son cœur se dilatait : un grand coup d'ailes l'emporta vers des régions très pures, où il n'y avait plus place que pour la joie et la fierté. Ah! s'il savait, ce grand jeune homme grave dont les yeux fixaient encore la toile! S'il se doutait d'avoir à ses côtés, en cette petite femme entre deux âges, d'élégance un peu provinciale, le modèle, l'inspiratrice, celle dont la tendresse avait exalté si fort au-dessus de lui-même un artiste sage et moyen, avec quelle poignante émotion s'inclinerait-il devant elle! Mais il ignorait cela, comme il ignorait qu'un mot tombé de ses lèvres réveillait dans cette inconnue le frisson de l'amour frappé dans son vol, tel un aigle à son zénith. Il l'ignorait, il allait partir : jamais il ne saurait que sa parole venait de sonner un impérieux rappel à la vie, de restaurer l'orgueil dans une âme dissoute par les vains regrets, de répercuter le son lointain des heures divines où, sous la caresse du pinceau bien-aimé, un corps adoré et périssable se parait d'immortalité...

Les jeunes artistes, s'arrachant enfin à leur contemplation, s'éloignèrent en devisant encore.

Toujours figée dans son immobilité, Mme Valérien se livrait au torrent de pensées, de sensations, de souvenirs que cette voix étrangère venait de déchaîner. C'étaient ceux d'une autre elle-même, — de la femme qui n'était plus depuis bientôt vingt ans, qui n'avait eu pour brève existence qu'un rapide printemps d'amour, puis que la vie avait effacée, et dont la voix assourdie n'avait plus résonné qu'à longs intervalles : à Constance, peut-être, dans l'air imprégné d'effluves d'amour, ou bien au dernier anniversaire, devant le caveau de famille, sous les regards glacés de Jean-Paul Cornavin. L'essaim ténébreux des remords s'envolait : elle retrouvait sa grande âme d'amoureuse. Pourquoi s'être reprise après s'être donnée? Pour elle, par elle, Bernard aurait vécu, — et il n'était plus qu'un fantôme, à qui la gloire même ne saurait rendre aucune consistance, plus qu'un nom errant

sur des lèvres étrangères, plus qu'une image au fond d'un esprit fidèle, — plus rien qui marche, sente, aime, respire. Pour elle, par elle, avec son corps, avec sa chair, il aurait créé des chefs-d'œuvre et d'autres encore, de quoi remplir ces galeries; tandis que les scrupules, comme une haleine de mort, avaient éteint cette énergie créatrice. Quelques heures d'amour avaient suffi pour exprimer tout l'amour, avec des lignes et des couleurs, sur cette toile vouée à la durée : et voici qu'en s'y retrouvant comme embaumée dans une jeunesse éternelle, elle reconnaissait soudain le signe jusqu'alors à peine entrevu de sa destinée, la raison mystérieuse de sa rencontre avec Chaumont sur un point de ce globe où tout s'effondre dans la douleur, l'énigme indéchiffrée du drame où le sang avait coulé. Témoins ou victimes, les autres acteurs avaient passé ou passeraient: ceci seul demeurait, — part d'éternité à jamais acquise à ses initiateurs, trésor inaliénable que personne ne leur enlèverait: leur œuvre d'amour...

... Elle restait à la même place, ne voyant rien, emportée par un flot grossissant de tendresse et de reconnaissance. Longtemps fixée sur l'œuvre seule, sa pensée s'en éloigna lentement, en chercha la source ignorée, remonta au foyer lumineux d'où elle avait jailli, au soleil d'amour dont elle n'était qu'un rayon. Comme toute œuvre humaine, celle-ci périrait quelque jour : un hasard, une catastrophe, une émeute, le caprice du feu ou d'un fou pouvait l'anéantir; le temps, cesser de l'épargner malgré l'illusion d'immortalité que dégageait sa splendeur. Ou bien les yeux des hommes, dont les esprits changent, se lasseraient de l'admirer : on l'arracherait alors de cette place glorieuse, on la reléguerait dans une salle négligée, elle irait pourrir au fond d'un grenier. Mais ce qu'aucune force destructrice ne supprimerait jamais, ce qui resterait vivant à la façon de ces ondes impondérables qui parcourent éternellement l'univers, c'était l'amour générateur de cette œuvre d'amour. Nulle puissance surnaturelle ne ferait qu'il n'eût pas brillé sur eux, magnifique, inépuisable, imprégnant leurs âmes, glorifiant leurs instincts. Si les couleurs s'effaçaient sur la toile, si les lignes en disparaissaient, il resterait pourtant qu'ils auraient eu l'amour. Et s'il est la vie et la source de vie, s'il crée avec les êtres la joie qui les exalte, le génie qui les ennoblit, de quel droit, de par quel tyran, au nom de quelle aveugle morale illusoire le proscrire, le traquer, l'hu-

milier, le noircir ? Ah! s'il est le feu sacré qu'aucun regard ne supporte, qu'ils s'y brûlent, ceux qui ont levé les yeux sur lui, qu'ils l'aspirent, qu'ils en meurent: on ne peut rien contre le vainqueur éternel...

Cependant une bande de Cook's, qui couraient par le musée comme un essaim de guêpes, vint se poser en bourdonnant devant le chef-d'œuvre. Des bribes de l'explication qu'un guide galonné répétait dans toutes les langues, frappèrent l'oreille de Mme Valérien :

— Cette toile, mesdames et messieurs, est ici depuis peu de temps. Elle a été léguée...

Rien qu'elle ne sût déjà, mais chaque phrase ramenait à ses lèvres le goût de cendres qu'en avait chassé son exaltation d'un instant. Elle aurait voulu fuir et ne put pas: il lui fallut tout entendre. La bande était bruyante, agitée, niaise, inculte: une tribu de barbares. Un petit jeune homme poupin, en complet verdâtre, donna son avis, avec un fort accent allemand, à une longue Anglaise dont une robe « esthète, » fraise écrasée et marron, dessinait les formes anguleuses :

— Le peintre aurait dû mettre là quelque chose, comme l'autre... Un perroquet, par exemple... oui, oui, un perroquet!...

L'Anglaise approuva ; le jeune homme fut si content de sa trouvaille, qu'il courut la colporter de l'un à l'autre, en recueillant les adhésions. Quelqu'un lui répondit :

— Oh! peu importe! Ce qu'il y a de grave, voyez-vous, c'est que les hanches sont trop fortes pour la poitrine!

Le petit jeune homme courut vers la toile, l'examina, revint au critique, et se penchant à son oreille, dit à voix basse quelque polissonnerie qui le fit éclater de rire. Mme Valérien souffrit comme si ces mains étrangères se fussent mises à la dévêtir, comme si ces regards allumés fouillaient les moindres secrets de son corps. Cependant, le guide, — interrogé par une vieille dame à lunettes, qui prenait des notes, — donnait de nouveaux détails :

— On dit que l'auteur de ce tableau a été tué en duel, à cause du modèle,... une actrice, paraît-il... Oh! non, madame, pas une actrice célèbre: personne ne sait plus son nom... Ça se passait il y a une cinquantaine d'années...

Un moment encore, ce fut un caquetage de tour de Babel. Des propos se croisaient en allemand, en anglais, en italien. Un

Russe voulut parler volapük. Puis le guide intervint, en tirant sa montre. Les minutes étaient comptées :

— Mesdames, messieurs, s'il vous plaît !... Nous avons encore beaucoup à voir !

L'essaim reprit son vol, en bourdonnant toujours.

De nouveau, Mme Valérien resta comme seule devant elle-même, dans cette salle où tout ce qui n'était pas elle semblait aboli. Ses pieds se vissaient au parquet. Des visiteurs la remarquèrent. Un gardien méfiant la surveillait du coin de l'œil. Les regrets, la révolte, la honte, l'orgueil se mêlaient comme des vapeurs confuses dans son esprit harcelé. Le nom d'Agnès le sillonna soudain. Et elle se tordit les mains de douleur. Eh quoi ! Agnès aussi, son Agnès bien-aimée, dévorée, après elle-même, comme tant d'autres dont le souvenir traverse l'histoire, comme tant d'oubliées dont l'herbe envahit les tombes ?... Agnès, Florian, si beaux, si tendres, si chers?... Agnès et Florian fuyant ensemble,... vers quoi?... Les rappeler, les retenir, les arrêter?... Les plaindre, les blâmer?... Se dire : qu'ils aillent devant eux, qu'ils marchent maintenant, qu'ils suivent jusqu'au bout la route,... ah ! mon Dieu ! quelle route?... Douleur ou joie?... Crime et folie, peut-être?... Délices plus fortes que les plus cruelles détresses?... Désespoir où se glacent les plus ardentes délices?... Vertu méconnue qui nous pousse vers le mieux?... Faute génératrice de désastres sans fin?... Hélas ! hélas ! tout cela sans doute !... Et d'autres élémens encore :... le philtre où le Destin les mélange pour faire de la vie et de la mort, de la volupté, de l'effroi, de la douleur,... breuvage où sommeille, comme l'ivresse dans le vin, le mystère de l'avenir,... celui des âmes qui s'élaborent dans nos étreintes,.. tout ce mystère enfin que nous nommons fatalité.

ÉDOUARD ROD.

PAYSAGES DE GRÈCE[1]

III. — UNE VISITE A IPHIGÉNIE

Au rythme somnolent du train qui me conduisait en Eubée, je me récitais les vers du chœur chanté par les femmes de Chalcis, dans la tragédie d'Euripide : « Nous sommes venues, en contournant la plage sablonneuse de la maritime Aulis... » Par la portière du wagon, je la voyais, cette plage, j'en suivais les sinuosités, je pouvais compter ses galets, et, de l'autre côté de la petite baie, à peine plus grande qu'une pièce d'eau, j'apercevais, toutes proches, en plein soleil, les maisons blanches de Chalcis. J'eus d'abord l'impression d'une certaine mesquinerie, devant ce lieu célèbre. Mais cette impression s'effaça presque aussitôt : déjà la légende d'Iphigénie m'embellissait l'Aulide!... Au fond, — bien que je ne voulusse pas me l'avouer, — je n'étais venu que pour elle...

Je descends en gare de Chalcis. Une vieille voiture de place très fatiguée m'accueille sur ses coussins, — et tout de suite nous franchissons l'Euripe, — cet Euripe, qui m'apparaissait si terrible à travers les alexandrins de Racine! Je m'imaginais un vrai détroit, un bras de mer écumeuse, sans cesse hérissée de vagues méchantes!... Et voici que je le franchis en dix tours de roue! L'Euripe est un simple goulet, pas plus large qu'un de nos canaux et enjambé par un pont mobile, en tôle fort proprement vernie. A l'entrée, il y a une guinguette, — *le Café des Brises*,

(1) Voir la *Revue* du 15 avril.

— où déjà les flâneurs sont attablés, et, sur l'autre bord, des majuscules murales signalent un hôtel. J'oublie Chalcis et Iphigénie. Je suis dans une de nos sous-préfectures du Nord, sur les rives de la Deule ou de la Scarpe.

Je parcours la ville. Elle ressemble à toutes celles du royaume : il s'y trouve, comme ailleurs, une *platia*, — esplanade rectangulaire, qui s'intitule invariablement Place de la Constitution, — des cafés en grand nombre et beaucoup de pharmacies. Telle est la Grèce d'aujourd'hui : un pays neuf, aux bourgades improvisées, d'une platitude utilitaire qui rappelle les colonies et l'Amérique. Et, sous cette banalité, des ruines souvent médiocres, des souvenirs admirables, mais profondément enfouis dans le passé, et qu'il n'est pas toujours facile de faire revivre !

C'est en agitant ces pensées chagrines que je regagne mon gîte, l'*Hôtel Palirrhia*, — un nom tout local, — car « palirrhia » veut dire le « reflux, » — allusion transparente au courant de l'Euripe !... Il est quatre heures ! Tout le beau monde encombre la terrasse de l'établissement, qui domine l'étroit chenal. Je m'y assieds, au milieu de la curiosité générale. Un costume kaki, que j'ai eu la malencontreuse idée de revêtir, ce jour-là, provoque des clins d'yeux scandalisés. Je sens que le négligé de ma toilette est sévèrement jugé par le public très correct qui m'entoure. Ce ne sont que lieutenans et capitaines, tout chamarrés de galons, fonctionnaires très dignes, baigneurs et baigneuses qui paradent, car Chalcis est une station balnéaire à l'usage des petites bourses. J'ai à côté de moi une famille : le père, en deuil, sanglé dans une redingote noire, malgré la canicule, le binocle sur le nez, une ombrelle verte entre les jambes, — les deux filles gantées de blanc jusqu'aux coudes, et coiffées de chapeaux à la toute dernière mode, — non pas, sans doute, de ces chapeaux fastueux et démesurés, véritables corbeilles de fleurs, que les riches commerçantes de Smyrne ou d'Alexandrie arborent sur la plage de Phalère, — mais enfin des chapeaux mieux que présentables et d'une élégance toute française !... Et, sous les gazes de leurs voilettes, s'épanouissent les plus beaux yeux bruns qu'on puisse rencontrer dans cette Hellade où ils abondent !

Les deux vierges, déjà montées en graine, considèrent les lieutenans avec un visible intérêt, et puis, quand elles se sentent observées, elles baissent vivement leurs paupières un peu lourdes

sur leurs beaux yeux effarouchés, et elles font semblant d'écouter les musiques de l'orchestre qui joue, en ce moment, un air de *Cavalleria rusticana.*

Je confesse mon ahurissement de me trouver, à Chalcis, dans un casino bourgeois. Je cherche Iphigénie parmi tous ces chapeaux féminins qui fleurissent la terrasse jusqu'au milieu du quai; mon regard rencontre celui de ma voisine, — l'aînée des deux jeunes filles, — un feu sombre passe dans ses noires prunelles, et il me semble qu'elles me disent, ces prunelles pleines de courroux : « O étranger, est-ce assez ridicule cette poursuite perpétuelle de l'antiquaille, ces enthousiasmes rétrospectifs pour l'ombre d'une petite princesse qui, peut-être, n'exista jamais!... Certes, nous ne sommes pas des princesses, mais nous sommes Grecques, nous aussi. Ma sœur s'appelle Antigone, et moi je m'appelle Iphigénie, comme celle que tu cherches, et, comme elle encore, nous avons envie, toutes les deux, de faire un beau mariage... Seulement, les Achilles sont rares, ô étranger !... Allons, regarde-nous ! Nous valons bien les vieilles pierres que tu admires et les fables surannées qui t'éblouissent!... »

Ce discours muet me persuade, et je commence à trouver bien sottes mes déceptions. Vais-je donc, comme un pédant, me choquer de tout ce qui est moderne, et m'ébahir, comme un badaud, de ce que Chalcis, ville d'Aréthuse, ait des mastroquets et des apothicaires? Eh quoi! parce que les contemporains d'Agamemnon firent jadis la guerre de Troie, sera-t-il interdit à leurs descendans d'exister à leur guise, — qui est la nôtre? La Grèce d'autrefois fut très supérieure à celle d'aujourd'hui, c'est entendu! Mais la nouvelle Grèce a sur l'autre un grand avantage, c'est qu'elle vit, tandis que l'autre est morte... D'ailleurs cette Grèce ancienne, je la connais si mal! M'aurait-elle autant charmé que voudraient me.le faire croire ceux qui se la représentent d'après les livres et les statues?... J'en doute! Ce que l'Orient a conservé des mœurs antiques n'en donne point une très haute idée. L'ordure y voisinait constamment avec la splendeur, la trivialité sordide avec la magnificence, — et le son des lyres et des flûtes, si agréable à entendre dans les vers de nos poètes, eût écorché mes oreilles, tout autant que les mélodies aigrelettes des musiciens arabes... Ah! non, les choses ne se passaient point, alors, comme sur les bas-reliefs et les vases peints!...

Je me retourne encore une fois vers les deux sœurs aux chapeaux si joliment chiffonnés, et je me sens tellement ébranlé que je n'ai plus du tout le désir d'aller à Aulis, pour voir Iphigénie... Et puis un scrupule me prend, avec un vague espoir de découvrir des choses extraordinaires, et j'y vais tout de même !...

Je commençai par en être puni. A peine avais-je mis le pied dans la barque qui devait me conduire en Aulide, qu'un policier surgit, m'intimant l'ordre de le suivre. La veille au soir, on avait crocheté et dévalisé le coffre-fort d'un négociant de l'endroit. Comme j'étais un inconnu, qu'on ne savait ni d'où je venais ni où j'allais, comme enfin je portais un costume kaki, la rumeur publique m'accusait d'avoir fait le coup... Je dois ajouter d'ailleurs que je fus relâché au bout de dix minutes, avec les plus plates excuses.

Je retrouvai, sur le quai, mes bateliers très intrigués de mon aventure et devenus très méfians. On a beau être relâché par la police, il vous reste un opprobre d'être passé par ses mains. Mais je n'étais pas au bout de mes tribulations. Lorsque je parlai d'Aulis, les deux hommes s'entre-regardèrent d'un air hagard. En vain, répétai-je le nom illustre, en le prononçant à la moderne, — *Avlis! Avlis!* — ils paraissaient ne pas le connaître. « Et voilà la gloire ! » me disais-je... Mais je réfléchis qu'il y a au moins une lieue entre la mer et le village actuel d'Aulis. Impossible de s'y rendre en barque : de là les hésitations des bateliers !... Alors, où devaient-ils me mener?... J'avoue que je ne savais trop. Soudain, pris d'une inspiration, l'un d'eux me demanda :

— Le Petit-Creux ou le Grand-Creux?

A tout hasard, je répondis :

— Le Grand-Creux !

Et les rames se levèrent !... C'est égal ! Cette appellation vulgaire me rendait rêveur sur le destin des lieux historiques. Avoir vu le Roi des rois dans toute sa gloire, avoir été célébré par tous les poètes de l'Hellade, — et n'être plus que le Grand-Creux, comme n'importe quel trou à poissons !...

Nous traversâmes d'abord la baie de Chalcis, exiguë et arrondie, toute pareille à un lac de jardin public festonné de montagnes suisses, puis un goulet très resserré, puis une anse

minuscule, qui est le Petit-Creux. Enfin, au bout d'une heure et demie, nous arrivâmes en face du Grand-Creux, — la plage classique d'Aulis selon toute vraisemblance. Le voilà donc, ce port fameux !...

Quelle gloire, Seigneur, quels triomphes égalent
Le spectacle pompeux que ces bords vous étalent,
Tous ces mille vaisseaux, qui, chargés de vingt rois,
N'attendent que les vents pour partir sous vos lois ?

Ainsi me provoquai-je à l'enthousiasme! Mais devant cette petite crique, en forme de fer à cheval évasé, je partageais les prosaïques inquiétudes des archéologues : Comment les « mille vaisseaux » des Achéens confédérés avaient-ils pu tenir dans cet espace restreint? Mille barques de pêche y eussent été à l'étroit! Acceptons, les yeux fermés, le mensonge poétique et ne discutons point: nous aurions mauvaise grâce. Essaierons-nous seulement de revoir, d'après Euripide, les tentes de l'armée qui s'alignaient là-bas, derrière la ligne des sables, — Protésilas et Palamède jouant aux échecs, — Achille en armes, courant sur le rivage?... Mais tout cela est si lointain! Mon imagination se refuse à l'effort! L'univers, pour moi, se réduit, en ce moment, à la barque qui me porte, moi et mon Bædeker, et l'humanité, aux deux matelots qui sont assis à l'avant. Comme la mer est tout à fait calme, ils laissent aller l'embarcation, les rames au fil de l'eau, — et ils songent à allumer une pipe, à présent qu'ils se reposent... Ils n'ont plus de tabac, je leur offre des cigarettes; cette politesse leur délie la langue : nous causons... Nous causons, comme nous pouvons, — moitié en grec moderne, moitié en italien, car ils ont navigué entre Corfou et Brindisi. Ils ont fréquenté Otrante, Messine, Naples... Naples, surtout, les a éblouis, par le bon marché de ses vins et de ses plaisirs :

— *Ah! Signore!... Ci ha tante donne à Napoli!...*

Et voici que je retrouve, en ces deux hommes, le type du rouleur de Méditerranée, tel que je l'ai rencontré d'Oran à Beyrouth, de Marseille à Alexandrie : même structure corporelle, mêmes allures, mêmes jargons, mêmes cultes! La déesse des ports, Vénus étoile de la mer, est leur commune, et, peut-être, leur unique adoration. Inutile de feuilleter Homère. Les hommes, qui sont là, tout près de moi, m'introduisent dans la société d'Ulysse et de ses compagnons. Le décor du monde antique a

pu s'évanouir, l'âme de ses marins est toujours vivante, identique à elle-même, comme les élémens qui l'ont façonnée, — l'eau, le soleil, le vent, — éternelle comme les séductions de Circé l'Enchanteresse !...

Nous débarquons en Aulide. C'est le désert !... Une mince bande de sable, puis des champs moissonnés, envahis de chardons et d'herbes fanées, puis la ligne du chemin de fer, et, par derrière, des monticules blanchâtres tachetés çà et là de broussailles poudreuses. Tout au fond, à un kilomètre de la plage, s'élève une misérable chapelle de Saint-Nicolas entre deux ou trois cyprès. Ces pauvres arbres, est-ce tout ce qui reste du bois sacré de Diane ? En tout cas, s'il faut en croire les savans, la déesse aurait eu son temple à proximité de la chapelle, sur l'éminence voisine. J'y grimpe, je me heurte à d'insignifians décombres, qui semblent indiquer, en effet, les substructions d'un édifice ancien, et, du haut de cette butte, j'embrasse le calme paysage de la mer et des montagnes de l'Eubée. Le soleil se couche, l'ombre descend peu à peu sur les roches grises et nues, sur les champs moissonnés. Cette solitude est d'une âpreté et d'une tristesse mornes... Ah ! Iphigénie en est bien absente ! Je cherche autour de moi quelque chose de féminin qui me la rappelle, — une fleur, un coquillage... Les pierres sont vert-de-grisées, comme si elles avaient trempé dans un bain de cuivre, et il n'y a pas de fleurs ! Rien que des chardons, des corolles grasses, hérissées de piquans et recourbées en lames de coutelas. Je finis par cueillir quelques brindilles cassantes, terminées par de petites boules cotonneuses, qui ressemblent aux edelweiss... Une plante d'herbier, décolorée et sèche comme le souvenir de la Vierge qui dut être immolée à cette place, voilà tout ce que je rapporte de ma visite à Aulis...

Mais le retour fut triomphal.

Notre barque était seule sur la mer vide, embrasée et froide... L'eau molle glissait autour du bordage, — bain d'essences précieuses où se dissolvent des pierreries, — et l'on coulait dans une lumière d'or, si voluptueuse et si dense qu'on la sentait ruisseler sur son visage et sur ses mains, en une tiédeur de pluie. Entre la lune pleine qui montait et le soleil descendu derrière les cimes de Béotie, le ciel violet était tout vibrant des poussières du crépuscule, et, par delà cette zone ardente, l'éther

pâle et mort, qui baigne le globe lunaire, déployait vers l'Est ses grands espaces gelés...

Lorsque j'arrivai à Chalcis, il faisait nuit. Très tard, j'errai sur les quais tout bruyans de musiques. On dînait sur les terrasses, les tables refluaient jusqu'au milieu de la chaussée. La nuit était si belle et l'air si caressant!... *Galéné!* disaient les anciens Grecs: une mer de lait, un vaste frissonnement d'or, où se déroulaient des volutes de soie blanche! Les chaudes mousselines des brumes flottaient en arborescences confuses sur le canal d'Atalante, et, à travers ce jardin de vapeurs virginales, — fleur neigeuse d'un printemps, — au loin les montagnes de Thessalie profilaient vaguement leurs silhouettes de divinités géantes.

Jamais je n'ai goûté, comme ce soir-là, le simple bonheur d'être, — l'ivresse de boire le monde par tous mes sens épanouis. Près de l'endroit où je m'étais arrrêté, dans un café populaire, des matelots dansaient au rythme navrant d'un orgue de Barbarie. Et cette pauvre ritournelle, qui tournait toujours dans le même cercle, me faisait mal, autant que ma propre conscience submergée de délices et impuissante à recueillir toute la joie éparse autour de moi...

IV. — L'ACRO-CORINTHE

Mégare, les Roches Scironiennes, la campagne de l'Isthme, — tout ce pays dénudé et poudreux prépare mal à l'entrée dans le Péloponnèse verdoyant. Il est vrai que la « grande île de Pélops, » — comme disaient les vieux poètes, — offre un double aspect : sécheresse et stérilité sur la côte orientale, qui semble le prolongement de l'Attique, fécondité grasse sur l'autre versant qui rappelle l'Italie et parfois nos régions du Nord. Corinthe, assise entre son riche vignoble et ses maigres champs d'oliviers, forme la transition.

On ne s'y arrête guère que pour visiter son Acropole. Et, pourtant, le paysage maritime qui l'environne est un des plus beaux qui se puissent voir en Méditerranée. On sent tout de suite qu'une grande ville de commerce et de transit devait naître là. L'ampleur du golfe, la courbe accueillante des rivages, la douceur du ciel, toutes les séductions d'une terre abritée et opulente y conviaient les marins et les marchands de

tous les ports du monde antique. Corinthe fut la rivale de Carthage : proies magnifiques l'une et l'autre, qui tentèrent longtemps l'avidité romaine! La prise de ces deux villes développa chez les vainqueurs une rage de destruction, une faculté d'engloutissement qui firent époque dans l'histoire. Le fameux « airain de Corinthe, » produit par la fusion de tous les métaux précieux qui se liquéfièrent au feu de l'incendie allumé par Mummius, symbolise à merveille l'amalgame de trésors et de civilisations qui se sont déversés dans ce réceptacle de l'Isthme, comme dans un creuset toujours en travail.

De tout cela il reste à peine un souvenir. Les quais du *Léchaion*, — l'ancien port de Corinthe, — ne sont plus qu'une plage déserte, un peu basse et marécageuse, où l'on cultive des concombres et des lentilles. Des vignes occupent l'emplacement de la ville ancienne, dont l'unique vestige est un petit village qui s'appelle encore *Palaio-Korintho*, la vieille Corinthe : quelques maisons de paysans, groupées sous les platanes, autour de Pirène, la fontaine de Pégase, et dominées par les escarpemens de l'Acropole!...

*
* *

Cette acropole un est cône rocheux accessible d'un seul côté, par des sentiers de mulets : une véritable ascension!

Nous montons pendant près de deux heures, nous tournons à l'Ouest, au-dessus d'une gorge où pâturent des moutons, — et tout à coup, nous voici devant une ville du moyen âge, à peu près intacte, mais d'une apparence tellement vétuste qu'on ne lui donne plus d'âge. Ce pourrait être aussi bien une citadelle de l'époque classique. On distingue mal ce qui est byzantin de ce qui est vénitien ou turc. Une couleur uniforme revêt les pierres, une même décrépitude effrite les lignes ébréchées des constructions, et le rocher tout entier a l'air d'une immense bâtisse en ruines.

Nous passons sous une porte basse, cuirassée de plaques métalliques, hérissée d'énormes clous qui se détachent sous l'action de la rouille, qui branlent comme une lamentable ferraille. Puis, un large corridor obscur et coudé vers le milieu se replie, à la façon d'un souterrain, dans l'épaisseur du rempart. Il y a trois enceintes superposées, trois lignes de créneaux qui se resserrent ou qui se déploient, qui, d'un bond, escaladent les

déclivités des roches pour s'abaisser aussitôt vers des précipices, qui se suspendent au-dessus de votre tête, qui s'enfoncent sous vos pieds et qui vous menacent de partout comme des rangées d'yeux méchans. Cet appareil de défense, compliqué et formidable, nous semble aujourd'hui un jeu d'enfans cruels. Il évoque brusquement à l'esprit une forme périmée de la guerre, — la guerre des anciens temps avec l'ingéniosité atroce de ses guet-apens, les raffinemens de ses ruses et de ses traîtrises... Une vaste souricière, où l'on ne pouvait s'aventurer, sans risquer de choir dans un piège et de mourir d'une mort affreuse et lente, telle m'apparut cette forteresse médiévale de l'Acro-Corinthe.

Nous voici dans la troisième enceinte. De chaque côté de la porte, des escaliers étroits conduisent jusqu'au chemin de ronde, où le paysage vertigineux émerge soudain, découpé par petits morceaux dans les embrasures du mâchicoulis. Là, on est en plein moyen âge. Des échauguettes sont encore debout, on s'attend presque à en voir sortir un archer génois, ou à entendre sonner des crosses d'arbalètes sur le pavé de la courtine. En bas, c'est une confusion de décombres, où s'ébauchent des orifices de citernes, des margelles de réservoirs, des silhouettes de mosquées, de corps de garde, de maisons turques. Une vilaine petite chapelle, consacrée à je ne sais quel saint orthodoxe, se tasse, vers la gauche parmi des broussailles. Des cierges brûlent à l'intérieur, et il en sort, par intervalles, un nasillement de psalmodies pieuses. Un grand chien bondit au milieu des herbes, aboie férocement contre nous... Des paysans sont là, venus pour un pèlerinage ou pour un vœu...

Nous montons plus haut, longtemps, péniblement, toujours parmi des décombres méconnaissables, et, lorsque nous touchons la crête, nous sommes au bord du rempart opposé, qui surplombe le flanc septentrional du rocher. Perpendiculaire, tombant d'un jet sur la vallée de l'Isthme, il est absolument inabordable de ce côté-là... Et, encore une fois, c'est l'ivresse de l'espace, l'émerveillement d'embrasser d'un seul coup d'œil tant de sommets illustres ! Cette Acro-Corinthe est le plus admirable belvédère de toute la Grèce!

Je retrouve, l'une après l'autre, les nobles montagnes auxquelles ma vue est maintenant accoutumée : la masse rocheuse de Salamine, les monts Ægaléens, le Cithéron, l'Hélicon, le Parnasse, — rude profil qui plane sur tous les paysages classiques

de l'Hellade, — puis les chaînes tourmentées et compactes du Péloponnèse, les pics d'Arcadie, le Ménale et le Cyllène. A mes pieds, le chemin de fer d'Argos, qui serpente le long des torrens desséchés, puis la langue de terre de l'Isthme, étalée entre les deux mers comme la courroie d'un ceinturon, dont le canal serait la boucle... Il est midi! Tout est blanc, d'un blanc laiteux de chaux vive, ou d'un blanc diaphane de cristal. Là-bas, du côté de l'Arcadie, des rouges pâles s'étendent sur les parois incandescentes des montagnes. Un long ourlet de pourpre ondule sur la blancheur crayeuse du Cyllène. Les montagnes fument, comme volatilisées par la chaleur. Les deux golfes sont tout bleus, et si calmes, si transparens, que leur surface unie se confond avec la splendeur insaisissable de l'air, et qu'on ne reconnaît la présence de l'eau qu'aux reflets des roches marines qui s'y répètent du haut en bas, comme dans un miroir. Le double azur du ciel et de la mer, où se découpent les sinuosités des rivages, les buées chaudes qui flottent en amas de mousselines ténues, l'envergure des deux golfes, — tout cela immense, radieux et brûlant, d'une profondeur, d'une grâce, d'une suavité à la Vinci, c'est un matin d'été sur l'Acro-Corinthe!...

***

La chaleur méridienne est tellement écrasante que je suis obligé de m'abriter derrière un pan de mur. Je regarde aux alentours. Le sol a été fouillé. Des fragmens de colonnes, des morceaux de dallage gisent dans des crevasses. De petites chambres, enfoncées maintenant dans la terre, se succèdent, comme des celliers ou des caveaux funéraires. Je suis sur les ruines du fameux temple de la Vénus Corinthienne, de l'Astarté sémitique intronisée ici par les marchands de Tyr et de Sidon. Selon la coutume asiatique, un collège d'hiérodoules était chargé de la servir, et mille courtisanes attachées au sanctuaire partageaient avec eux les fonctions et satisfaisaient aux exigences du culte.

Le coin d'ombre où je me repose fut peut-être la cellule d'une de ces étranges prêtresses. Quel endroit suggestif pour les songeries de la sieste!...

Elles obsèdent mon imagination, ces courtisanes de Corinthe, dont le renom et les mérites furent si grands que Pindare lui-même, le maître du sublime, ne dédaigna pas de les chanter. Il

leur parle en ces termes, au début d'une scolie : « *Jeunes filles qui recevez beaucoup d'étrangers, servantes de la persuasion dans la riche Corinthe, vous qui brûlez les blondes larmes de l'arbre pâle, d'où coule l'encens, votre pensée vole souvent vers Aphrodite, la mère céleste des amours. Enfans, elle vous permet, du haut du ciel, de cueillir sur vos lits amoureux le fruit de la tendre saison. Et la nécessité embellit toute chose!...* »

Pourtant, le poète est pris d'un scrupule : « *Je ne sais trop ce que vont dire les maîtres de l'Isthme, de ce que j'imagine de mêler ainsi des servantes d'amour au prélude d'une scolie douce comme le miel!... Mais on vérifie la pureté de l'or avec la pierre de touche!...* »

Et tout de suite, libéré de ce vain souci, il entonne son hymne à la louange de l'homme opulent qui le paya : « *O reine de Chypre, voici qu'un troupeau de cent jeunes filles grasses vient d'être amené dans ton bois sacré par Xénophon, joyeux de ses vœux accomplis!...* »

Qu'était-ce que ce Xénophon qui s'offrait un tel festin de volupté? Sans doute un vainqueur à la course des chars! Le bois sacré, dont il s'agit, c'est peut-être ici qu'il s'élevait, — autour du temple de Vénus Astarté. Le fils de famille avait convié ses amis, ses cochers, ses palefreniers, tout le cortège de serviteurs et de parasites qui accompagnaient habituellement les coureurs olympiques, et l'on était monté en pompe au sanctuaire de la Déesse... C'est égal! Cent courtisanes, et cette bande de jeunes fous, ce durent être de belles noces!...

Mais ce passé-là n'est pas si loin qu'on le pense!... Il me semble que je les ai vues quelque part, ces servantes d'amour, — engraissées à point, les joues peintes de vermillon, la chevelure et les mains toutes sonnantes de bracelets et de pendeloques!... C'était dans certaines rues ombreuses de Tunis, ou à Kéné, dans des gourbis de terre noire, au bord du Nil!

Et, soudain, devant ces grands espaces miroitans et calmes, pâmés de langueur sous le flamboiement de midi, je me remémore des midis d'Alger, des siestes moites parmi les odeurs des jasmins enfilés en chapelets et en diadèmes autour des coiffures féminines. Cela sentait le vin d'Espagne, la cannelle et l'encens, — et cela se passait dans les patios bleus des petites maisons mauresques, sur les hautes terrasses, où l'on fait la prière et l'amour, et où l'on rêve devant la mer, par les soirs de

lune. Comme à Corinthe sans doute, dans le temple de l'Aphrodite-Pandémos, — on rencontrait là des femmes de tous les pays : des Gétules, des Numides et des Garamantes, des Siciliennes, des Gaditanes et des Baléares!... Tant d'êtres venus de régions si diverses et qui se livraient aux regards dans la nudité de leurs corps et la candeur de leurs mouvemens. On peut juger vulgaires ces fréquentations et ces plaisirs. Moi, j'y trouvais une poésie débordante. Les terrasses et les cours mauresques de la rue Barberousse me valurent les éblouissemens des grands voyages. Parmi ces belles filles brutales, au tintement rauque des syllabes étrangères, au chevrotement des guitares et des mandolines, je me suis promené dans Messine et dans Palerme, dans Grenade et dans Séville, sur les quais de Barcelone et de Malaga, dans toutes les villes où je logeais des chimères et du romanesque! Et il y avait autre chose encore qui m'enchantait en ces momens : la féerie des soirs, les odeurs d'Orient, les effluves vivifians de la mer, les cris sauvages poussés tout à coup, au fond d'une ruelle obscure, par des hommes qui s'entr'égorgeaient... Ce cri africain, il grince encore à mes oreilles, aussi effrayant qu'à la minute, où, pour la première fois, dans l'hébétude et l'épouvante du sursaut, je l'entendis rugir tout près de moi, derrière le mur! L'horloge sonna deux heures du matin, et, peu à peu, tout s'apaisa, comme fondu dans le noir, dans le calme stupéfiant!... Je le sais bien, il se mêlait beaucoup d'enfantillage à ces émotions très naïves, mais nulle part, depuis, je n'ai goûté une pareille ivresse, à la fois physique et intellectuelle, et jamais je n'ai perçu plus directement qu'en me penchant sur ces êtres farouches et beaux ce que dut être l'humanité des temps antiques...

Corinthe, très probablement, procura des sensations pareilles aux jeunes Romains qui débarquaient en Achaïe, à la suite d'un propréteur ou d'un proconsul. C'était la grande fête de leur puberté... Dans cette Grèce un peu molle et trop raisonnable, sans passions extrêmes, élégante et pauvre, — moyenne en tout, — les courtisanes célébrées par Pindare apportaient quelque chose du faste et de la couleur asiatiques, de la crudité, de la violence et de l'outrance africaines, — et, pour tout dire, elles mettaient une sorte de romantisme enivrant dans ce pays classique. Corinthe, qui fut le grand creuset des idées et des

mœurs antiques, se prêtait merveilleusement à ces alliages.

Et c'est pourquoi je ne me choque point devant les ruines composites qui m'entourent. Ici, c'est le lieu où les contraires finissaient par se rejoindre. Les époques et les souvenirs s'y mêlent, comme s'y sont mêlés autrefois les grands courans civilisateurs ou corrupteurs. Byzance, Venise, Stamboul, les temps légendaires, tout cela se présente sur un plan unique. Je ne suis pas surpris, lorsque je découvre Pirène, la fontaine de Pégase, de la voir dans un décor du moyen âge!...

Je l'ai cherchée longtemps, car elle est bien cachée!...

Je visitai inutilement tous les recoins de l'Acropole proprement dite. Enfin, dans la seconde enceinte, au pied de la muraille, je tombai au milieu d'une bande de paysans assis sur de grosses pierres et en train de manger. Parmi les rustres, se pré lassait un pappas rubicond, l'air important d'un juge de paix sous sa toque et sa robe à longues manches. Les femmes, encapuchonnées de mouchoirs jaunes à fleurs, s'activaient autour des mulets qui portaient les provisions. C'était cette pieuse compagnie qui, tout à l'heure, chantait des psaumes dans la laide petite chapelle... Le pèlerinage terminé, ou le vœu accompli, on se sustentait à l'ombre, en attendant que le soleil fût moins chaud, pour redescendre...

Je soupçonnai tout de suite qu'il devait y avoir de l'eau à proximité, les Orientaux aimant à dîner au frais. J'interrogeai le pappas... En effet, il y avait une source à deux pas, — et cette source c'était Pirène! Quelle joie!... Un enfant m'y conduisit, un gros verre à la main. Il me montra une brèche dans le rempart, — un trou sombre comme une grotte : « C'est là!... » En me courbant un peu, j'aperçus, au fond, un canal en maçonnerie, fort étroit, où circulait une eau très pure et d'une fraîcheur tranchante. J'avais tellement soif, et j'étais si harassé par la chaleur, que j'en oubliai tous les beaux contes mythologiques dont je m'étais muni pour cette docte visite. Je bus avec sensualité, sans penser à rien, comme un cheval qui a longtemps couru, comme devait boire Pégase lui-même, après avoir promené Bellérophon par les espaces...

Et puis les paysans m'appelèrent, m'obligèrent à m'asseoir. Il fallut fraterniser avec eux, accepter du vin résiné, du pain, un morceau de mouton rissolé à la broche, que l'un d'eux m'offrit

du bout des doigts. Et si ce n'était pas précisément la poésie que j'avais espérée en cet endroit, c'en fut une autre, plus familière, plus savoureuse, et peut-être aussi plus vivante, — jusqu'au moment où je repris le chemin de la moderne et très prosaïque Corinthe...

V. — AU PAYS DE SCHLIEMANN

Entre Corinthe et Tripoli, la seule station qui m'ait procuré un peu de plaisir, c'est Némée, la ville d'Hercule et des jeux athlétiques : un verre d'eau glacée que m'apporta le conducteur du train ranima mes énergies rendues fort languissantes par un temps orageux et lourd. Je pus admirer plus à l'aise cette région montagneuse et boisée, et m'émouvoir suffisamment au souvenir des *Néméennes*, pour regretter de ne la point parcourir à petites journées.

Puis, au sortir des défilés, ce fut l'Argolide, — Mycènes, Argos, Tyrinthe, — pays de grand style et de grand caractère! Le soleil l'avait recuit et brûlé à point, pour qu'il me donnât tout de suite l'impression d'un coin de Tell algérien. Les plaines moissonnées, les montagnes fauves avaient des colorations vraiment africaines : rien que du blanc et du rouge, le rouge-brun des vases peints et des fresques antiques. Ces teintes uniformes finissaient par atténuer le tohu-bohu de civilisations et d'architectures qui se pressent et s'entre-choquent sur ce sol trop vieux, trop travaillé par les hommes.

Tout prenait une même physionomie, l'acropole cyclopéenne de Mycènes et le castel moyen-âgeux d'Argos!... Était-ce la fatigue, ou la chaleur, ou la satiété d'un spectacle peu varié, mais je ne pouvais me défendre contre un invincible sentiment de lassitude et d'ennui. Je le confesse : Atrée et Thyeste, Agamemnon et Cassandre, les sépultures royales, toutes ces ruines documentaires me laissèrent absolument indifférent. Je me sentais égaré en plein domaine archéologique, dans un canton qu'emplit maintenant la seule gloire d'un épicier mecklembourgeois. L'Argolide est devenue le pays de Schliemann, qui l'a fouillé avec un sombre acharnement. Et je me disais : « Ce fatras de pierres ne me parle pas davantage qu'un amas de matières géologiques. Ce sont des coquilles. L'animal qui vivait dessous a disparu. Or, il n'y a que l'animal qui m'intéresse. Les rares

débris qui attestaient ses goûts, son luxe barbare, — ses colliers, ses boucles d'oreilles, ses masques funéraires, — tout cela a été emporté, tout cela dort sous les vitrines du musée d'Athènes!... Alors, à quoi bon s'essouffler à gravir de mauvais sentiers?... Épargnons-nous des frais de mulets et d'agoyates!

Le coup de grâce me fut donné par Tyrinthe.

Et pourtant, j'avais repris courage à Nauplie, petit port aux maisons claires et blanches, aux rues pavées de larges dalles, à la physionomie tout italienne (ce qui est un éloge pour une ville grecque, car, en général, les bourgades modernes de l'Hellade sont dénuées de tout caractère). La plaine environnante, un peu marécageuse, est couverte de cultures maraîchères, de vignes, de champs de blé. Les rideaux de peupliers, les roseaux à panaches, les arbres fruitiers, disséminés dans la campagne, lui forment une ceinture verdoyante qui contraste nettement avec la nudité sèche des montagnes prochaines et du rocher d'Argos dressé à l'autre extrémité, — haute muraille de cuivre rouge sous sa couronne de créneaux byzantins.

Par une jolie route, bordée de métairies et de villas, j'allai donc allégrement à la recherche de Tyrinthe. Je faillis passer sans la voir. A ma droite, une énorme butte ellipsoïdale couvrait un espace considérable... Quoi! C'était pour ce tas de pierres que je m'étais dérangé! Je ne voulais pas y croire. Mais il fallut bien me rendre à l'évidence : j'étais à Tyrinthe!...

Alors, pour me préparer aux émotions de la découverte, je m'installai en face, sous la tonnelle d'une auberge, et, devant un verre de mastic, je feuilletai fiévreusement mon guide. J'appris que j'allais voir « le plus ancien exemplaire du style cyclopéen, » deux « châteaux » contigus, — le supérieur et l'inférieur, — un palais ou *mégaron*, avec une *aulé*, un autel domestique, un gynécée, un appartement des hommes, toute une série de chambres... Et déjà je me figurais une éclatante résurrection des siècles homériques!

Hélas! les guides, comme les archéologues, se moquent du monde! Quand j'arrivai sur les lieux, je me trouvai en présence de gros blocs de pierre superposés (voilà pour les remparts!) et d'une aire de grange hérissée de cailloux et de broussailles, où se dessinaient vaguement des traces de fondations (voilà pour les deux châteaux, le *mégaron*, les chambres des reines!...). A

mettre les choses au mieux, tout ce qu'on peut éprouver au milieu de ce terrain vague, c'est l'étonnement du badaud qui se demande : « Comment s'y est-on pris pour remuer toutes ces grosses pierres?... » Quant au détail pittoresque des mœurs homériques, il est préférable de s'enfermer à l'hôtel et d'y relire tranquillement un chant de l'*Odyssée*. On y apprendra là-dessus beaucoup plus qu'à Tyrinthe !

Pour moi, ce que j'y ai vu de beau, ce sont les chardons. Les deux plates-formes des « châteaux » en étaient garnies avec une si magnifique profusion, qu'on ne pouvait faire un pas sans se piquer les mollets. Ces chardons étaient admirables. Jaunis, tordus, recroquevillés par le hâle de la canicule, ils revêtaient toute la surface de la citadelle, comme une immense rouille aux tons les plus délicatement nuancés et les plus somptueux. Quelques-uns, épanouis, arborescens, offraient de loin une apparence d'orfèvreries préhistoriques, de trépieds, de candélabres d'or. Et, çà et là, pareils à des plaques de bronze vert, des massifs de câpriers s'étalaient parmi les rouilles végétales. Toutes blanches, avec des pistils violets, les corolles légères semblaient des essaims de papillons posés sur les branches...

Vraiment, c'était presque beau, dans l'insignifiance des ruines !

Je m'en revins avec tristesse, et, chemin faisant, des pensées qui m'étaient déjà venues à l'Acropole d'Athènes se précisèrent dans mon esprit.

... Sans doute — me disais-je, — ces fouilles sont intéressantes, passionnantes même pour des archéologues, des professeurs, des architectes, tous les gens du métier. Et encore ! il serait peut-être préférable pour eux de s'en tenir purement et simplement aux gros livres qu'on écrivit sur ces fouilles, à ces copieuses monographies qui, avec leurs cartes, leurs planches, leurs illustrations, ont épuisé réellement la matière. Car la science est comme les sauterelles. Partout où elle passe elle ne laisse plus qu'un squelette. Elle vide les tombeaux, descelle les bas-reliefs, emballe les statues pour des musées lointains, détériore les fresques avec des réactifs chimiques, afin de les dessiner ou de les photographier plus commodément. Il ne reste rien à glaner derrière elle, et la triste carcasse, qu'elle abandonne,

après avoir fait son butin, est bientôt envahie par les herbes, *achevée* par les intempéries et les accidens du plein air : c'est la dissolution complète !... N'importe ! J'admets qu'un champ de ruines, même dans cet état, soit encore instructif et curieux pour les professionnels désireux de contrôler les livres par l'examen des lieux.

Mais nous, — simples voyageurs ou artistes, — qui ne venons chercher en Grèce que de la beauté, qu'est-ce que cela peut nous faire ?... C'est une mauvaise plaisanterie que de nous convier devant des monceaux de briques ou de plâtras, des racines de murailles, des fossés et des trous, sous prétexte qu'il y eut, à cet endroit, une ville ou un monument illustre. Il serait loyal de nous avertir que nous nous fourvoyons, en essayant de pénétrer dans ces laboratoires d'érudition, où presque tout nous est inintelligible. Mais les archéologues ne se résignent point à ne travailler que pour la science. Ils veulent faire du bruit, eux aussi, attirer la foule, et, pour être plus sûrs de la retenir, ils flattent sa puérile curiosité. Ils remettent en place, ils reconstruisent : la tentation est si forte ! Et, comme ils ne peuvent pas reconstruire complètement, comme il y a toujours, dans leurs restitutions, une part forcée de conjectures et de tâtonnemens, ils dressent des monumens hybrides et inachevés qui ne ressemblent à rien, qui ne servent à rien...

A l'aspect de ces fausses ruines, — qui ne satisfont ni l'esthétique ni une science scrupuleuse, — on se prend à regretter ces autres fausses ruines, dont on raffola au temps de l'abbé Delille, — les ruines imaginées ou idéalisées par un Hubert Robert. C'était enjolivé et francisé !... D'accord ! (Moins cependant qu'on ne veut bien le dire !) Mais ces tentatives de l'aimable peintre étaient exemptes du pédantisme méticuleux et timide qui rend si gauches les actuelles restaurations. Ses sanguines et ses crayons témoignent d'un sens singulier de la grâce et, souvent, de la vraie beauté. Par-dessus tout, il nous donne l'impression que l'antique *continue à vivre*. Non seulement ses ruines sont parées comme un jardin, égayées d'arbustes, festonnées de pampres et de guirlandes, mais *elles servent toujours à quelque chose*. On s'y réunit pour causer, pour prendre le frais, on s'y promène pour le plaisir, sans la préoccupation d'une phrase de Baedeker à vérifier. Des laveuses suspendent leurs linges aux volutes d'un chapiteau, des paysannes étalent leurs légumes et

leurs fruits sur le dallage d'un portique. Des chevaux pâturent sous le péristyle d'un temple. Appuyé au socle d'une statue de faune, un capucin égrène son chapelet. La robe rouge d'un cardinal, ou l'ombrelle gorge-de-pigeon d'une grande dame éclate parmi les blancheurs roussies des vieux marbres... Encore une fois, le détail était peut-être trop joli, mais l'ensemble demeure coloré, lumineux, joyeux et vivant.

Aujourd'hui, c'est le contraire ! On a isolé et stérilisé la ruine, comme un sujet de vivisection archéologique. On a fait le désert autour d'elle, et on l'a mise sous globe, comme une pièce de musée. Elle ne tient plus à rien, elle est hors de l'espace et du temps, elle est devenue quelque chose de bâtard, qui n'est ni le présent ni le passé, — ni la mort dans son repos inviolé, — ni la vie dans sa trivialité et sa beauté !

En littérature, même chose ! L'antique s'est de plus en plus isolé de la vie. Tandis qu'au XVIe et au XVIIe siècle, — de Ronsard à Racine, — l'antiquité littéraire se soudait à la vie moderne, *continuait à vivre*, — à partir d'André Chénier, elle est entrée, elle aussi, comme l'antiquité de la plastique et de l'architecture, dans le petit monde clos de l'archéologie. On s'est préoccupé pour elle de la couleur locale, — ce qui conduisait directement au bric-à-brac des romantiques, — on l'a transformée en un magasin de décors et d'images. Ce décor et ces images, c'est toute la substance du *faux hellénisme* qui, dans l'ordre littéraire, est le pendant de la *fausse ruine*. Autant qu'elle, il est hors la vie. Il ne se soucie pas davantage de loger une âme antique ou même moderne sous les formes creuses que son dilettantisme s'amuse à maintenir debout. Et quand, par hasard, il s'en soucie, c'est encore pire ! Les « pensers nouveaux » répugnent à la forme antique consacrée, et les âmes grecques ou latines qu'on prétend ressusciter sont de vains fantômes, indécis entre le rêve et la réalité.

Nos classiques étaient plus sages qui faisaient parler Phèdre comme la Montespan et qui habillaient Iphigénie comme une dauphine de ce temps-là. Une fable de Sophocle ou d'Euripide se formulait naturellement pour eux sous les espèces d'un drame tout actuel ou d'une psychologie toute contemporaine. Les noms antiques n'étaient là que pour marquer la continuité de la tradition et attester la religion des hommes nouveaux envers ceux d'autrefois...

Je récriminais de la sorte sur la route de Tyrinthe à Nauplie. Sans doute, ma déconvenue m'avait irrité, et j'exagérais... Mais, pourtant, je crois n'être que raisonnable, en déplorant que les lieux *purement archéologiques* ne soient pas le fief exclusif des savans : nous, profanes, nous n'avons rien à voir dans ces salles d'études. Et, d'autre part, lorsqu'il s'agit de ruines ayant une réelle valeur d'art, n'est-il pas souhaitable qu'on les dérobe à d'imprudentes restaurations, qu'on les sauve de la tristesse et de la solitude auxquelles l'archéologie administrative les condamne? Après que la science a tiré de ces ruines tout l'enseignement possible, qu'on les rende à leur destin! Si la nature et les hommes sont capables d'en consommer la destruction, ils peuvent aussi leur restituer une vie et une beauté cent fois plus précieuses que la morne intégrité où on les conserve.

VI. — LE 18 AOUT 1806

Une des routes les plus tristes que j'ai parcourues en Grèce, c'est celle qui va de Tripoli à Sparte. Les villages y sont rares, la végétation aussi. Ces montagnes médiocres, ces vallées sans eau n'ont pas la tragique horreur des paysages complètement nus et déserts.

On ne commence à s'intéresser un peu aux choses du dehors qu'à partir du Khan de Vourlia, sans doute parce qu'on sait qu'on se rapproche de Sparte et qu'on ne peut supposer autour de cette ville célèbre une banlieue quelconque.

Nous nous arrêtâmes longtemps à Vourlia. J'avoue que le dernier de mes soucis fut de reconnaître le champ de bataille de Sellasie, qui se trouve, paraît-il, dans les environs. Mon cocher, assommé par la chaleur de midi, s'était couché par terre et ne voulait plus bouger. Je fis comme lui, je m'allongeai sur un banc et j'essayai vainement de dormir, parmi les criailleries d'une bande d'ouvriers qui buvaient dans la salle voisine. Ces modernes Spartiates parlaient anglais, étant nouvellement rentrés d'Amérique, — et je crus comprendre qu'ils invectivaient la Compagnie française des Mines du Laurium, dont le personnel, en ce moment-là, s'était mis en grève. Des journaux démocratiques placardés contre le mur leur fournissaient des argumens. C'est ainsi que je descendis vers Lacédémone, poursuivi par la clameur des revendications sociales.

La région paraît pauvre. Les hommes ayant émigré pour la plupart vers des pays d'industrie, ce sont les femmes qui cassent les cailloux du chemin, sous la surveillance d'un cantonnier... Puis, à mesure que nous descendons, la vie a l'air de renaître, les vergers, les jardins deviennent plus fréquens. Nous traversons un grand village encore endormi, à cette heure de la sieste, — et, brusquement, la route fait un coude, en longeant un ravin dangereux, une côte rapide dévale sous de hautes tranchées : le Taygète, énorme et bleuâtre, vient de surgir, avec ses pics espacés, qui flottent dans un brouillard très fin !...

Bientôt, la vallée de l'Eurotas se découvre, l'immense plaine laconienne, toute luxuriante de verdure, à l'atmosphère humide et lourde, où se cachent des marécages et des rigoles de rizières. Au bord de la route, s'échelonnent des moulins et des guinguettes qui annoncent la proximité d'une ville. La côte s'abaisse de plus en plus... Nous voici dans la plaine. Un pont suspendu enjambe l'Eurotas, le fleuve héroïque et légendaire. Quoi qu'en ait dit la malignité, il a toutes les apparences d'une fort belle rivière. Seulement, son cours, appauvri en cette saison, se divise en deux ou trois bras, qui se rétrécissent sur un lit de galets. Çà et là, le long des berges, de maigres lauriers-roses, des prés de luzerne aux fleurs violettes foisonnantes, et, — disséminés dans des arrière-plans rocailleux, — de petits oliviers qui semblent des arbres exotiques au milieu de cette fertilité toute septentrionale...

Il est cinq heures, l'air fraîchit un peu. Les promeneurs se hasardent à sortir, — des commerçans de Sparte, des fonctionnaires de la monarchie ! A voir ces bonnes gens pacifiques, errant, l'ombrelle sous le bras, par les sentiers des prés, ou assis sur les talus de la rivière, on perd insensiblement la notion des milieux. Si étrange que cela me paraisse aujourd'hui, je retrouvai là, dans cette campagne de Sparte, dans cette tranquillité provinciale, l'impression d'apaisement et de bourgeoise félicité que j'avais éprouvée tout enfant, lorsque j'arrivai pour la première fois à Niederbronn, — petite ville thermale de notre Lorraine, blottie dans les brumes et les bruyères des Vosges.

Mais non ! L'Orient est tout proche !... Il suffit de se retourner pour apercevoir les flancs rougeâtres des monts *Ménélaion*, dont la chaîne aplatie rappelle les ondulations sablonneuses des déserts africains. Un feu de berger brûle, dans le

lointain, sur une des crêtes. Et, de l'autre côté, en face de nous, par-dessus les sombres entassemens du Taygète, la première étoile s'allume...

*
* *

J'étais suffisamment familiarisé avec les bourgades de la Grèce moderne, pour que la nouvelle Sparte ne me déçût point. Elle a cinq mille habitans, elle est ornée d'une préfecture, d'une cathédrale et d'un gymnase. Après cela, on a tout dit.

Hâtons-nous pourtant d'ajouter que les Hellènes font tout ce qu'ils peuvent pour donner à leur petit royaume une façade convenable, qui ne prête pas trop à rire aux étrangers. Je ne sais rien de plus touchant, de plus noblement patriotique que la persévérance de cet effort, quelquefois malheureux. Ce n'est pas leur faute s'ils ne sont point riches, et si, dans cette Laconie, cependant facile à cultiver, les hommes sont obligés d'aller chercher fortune en Amérique.

Avec ses grandes rues droites, ses maisons neuves aux fenêtres closes, Sparte m'apparut comme une ville à moitié vide et de physionomie fort ingrate.

Malgré tout, je persiste à y voir une résidence charmante, encore qu'un peu chaude et fiévreuse en été. La nature y est si belle!... Je me souviendrai toujours de mon premier réveil à Sparte, lorsque, du balcon de ma chambre, entre les branches d'un figuier, je distinguai, comme un grand voile rose tendu à l'autre bout de l'espace, le Taygète, touché par le soleil levant!... Cette rude masse si délicatement nuancée, ce fond d'horizon vaporeux et tendre comme un ciel d'idylle, — ce fut une de mes plus étranges et de mes plus délicieuses sensations d'aube!...

Autour de la ville, les pêchers, les grenadiers, les mûriers, les champs de pastèques, les plantations de vignes et de maïs s'étendent à perte de vue. On songe à la vallée du Pô. Parmi cette abondance de fruits, sur cette terre verdoyante et regorgeante, comme on se sent loin d'Athènes! C'est l'irréductible opposition du Nord et du Midi. Pour peu qu'on y mette de bonne volonté, on s'explique tout de suite l'antagonisme des deux villes, on reconstruit sans peine la psychologie vigoureuse et simple des antiques Spartiates... Je les vois très blonds et très sanguins, nourris de légumes et de laitages, taciturnes et bru-

taux, comme les paysans du Piémont. Ces gens de la plaine étaient une race solide et bien en chair, qui n'échappa à la mollesse des mœurs agricoles, qu'en s'aguerrissant contre les montagnards du voisinage. Bien plus que les palestres du Platanistas, le Taygète fut la véritable école de guerre pour les jeunes Lacédémoniens.

Pour nous, qui ne lui demandons pas de tels enseignemens, le Taygète reste une des plus admirables montagnes du monde. Il n'est pas très haut, mais il produit un singulier effet de puissance et de beauté, — une puissance ramassée et merveilleusement ordonnée, une beauté sévère, légèrement farouche, et nullement monotone. Je l'ai traversé tout entier, de Trypi à Kalamata. Les contrastes y sont continuels : des sentiers agrestes, bordés de noisetiers, de mûriers, de châtaigniers et de platanes, puis des pentes arides et ferrugineuses, où, çà et là, des pins accrochent péniblement leurs racines, — des combes arrosées de ruisselets, pullulantes de verdures et d'essences du Nord, puis des gorges dénudées, sans un arbre, sans un brin d'herbe, de longs corridors de marbre, avec des chemins taillés en échelles et si glissans que les mulets eux-mêmes y gauchissent, des précipices miroitans comme des puits d'albâtre, des cascades qui bouillonnent, des trous d'eau stagnante qui luisent comme des lentilles d'émeraude dans des bassins de marbre blanc, — des culs-de-sac et des ravins où s'emprisonne une chaleur étouffante, puis des cols, des brèches, des plates-formes, où circulent de grands courans d'air frais, des brises salines venues de la mer...

Quand on le voit de Sparte et de la vallée de l'Eurotas, tous ces aspects se fondent en une harmonieuse et solide unité. Pardessus les plaines, la masse du Taygète, avec ses feuillages, ses torrens et ses cascades, apparaît comme une colossale fontaine d'eaux jaillissantes.

*
* *

Les monumens de l'ancienne Sparte n'étaient pas très nombreux, ni bien magnifiques. Aussi les fouilles, entreprises sur son territoire par l'École archéologique américaine, n'ont-elles ramené au jour que d'insignifians débris. Néanmoins, je considérai comme un devoir de rendre visite au peu qui subsiste de ces ruines. Je n'avais d'ailleurs aucune illusion.

Sous un soleil implacable, je saluai donc l'hypothétique

Tombeau de Léonidas, je traversai l'Agora, j'escaladai même l'Acropole. Ces beaux noms antiques ne désignent plus aujourd'hui que des olivaies et une butte surmontée d'une cabane de berger. Sur le flanc de la butte, on a dégagé les gradins d'un théâtre. Ailleurs, on a retrouvé des fondations de temples. Des fragmens de sculptures et de bas-reliefs gisent dans des tranchées. Tout cela peut occuper utilement des archéologues. Je n'y recueillis, quant à moi, nulle jouissance, — pas même une satisfaction de curiosité.

La chaleur était atroce, au milieu de ces champs moissonnés et sans ombre. Je sentais l'insolation imminente. Au plus vite, je gagnai le *Platanistas*, où quelques noyers, groupés autour d'une fontaine, me promettaient une relative fraîcheur. D'un côté, la Magoula, — un modeste ruisseau, affluent de l'Eurotas, — y entretient une végétation assez touffue, et, un peu partout, il y a des filets d'eau courante, des lavoirs et des abreuvoirs.

Je m'assis au bord de la fontaine, sur la racine d'un noyer. A deux pas, des paysans faisaient boire leurs bœufs. Dans mon accablement que je combattais pourtant de toutes mes forces, j'essayais d'employer ma pensée divagante... A défaut d'une antiquité, presque tout entière périe, — et toujours si obscure! — quel meilleur sujet de méditation pour un Français, égaré dans la campagne de Sparte, que les pages fameuses que Chateaubriand lui consacra?...

Il écrit, dans son *Itinéraire*: « C'est le 18 août 1806, à neuf heures du matin, que je fis, seul, le long de l'Eurotas, cette promenade qui ne s'effacera jamais de ma mémoire. » Or, il y avait juste cent ans que l'auteur des *Martyrs* était ici. C'était le samedi 18 août 1906 que je relisais ses notes de voyageur, sous un noyer du *Platanistas*, — c'était à peu près l'heure où il se promenait au bord de l'Eurotas, et j'étais seul, moi aussi, au milieu des paysans et des bœufs pressés autour d'un abreuvoir, à commémorer ce glorieux centenaire.

Chateaubriand s'est arrêté à cet endroit: il y a ressenti la plus forte émotion de tout son voyage. Un événement comme celui-là n'intéresse pas seulement les biographes et les admirateurs du grand homme, mais il a eu des conséquences historiques, qu'il serait injuste d'oublier.

Sans doute, Athènes lui inspira de fort beaux accens. Personne n'a *vu* comme lui le paysage de l'Attique et du Parthénon.

Les lignes, la tonalité des plans, le profil et la couleur des marbres, les nuances même de l'atmosphère, il a tout fixé d'un coup, avec une justesse parfaite.

Mais si éloquemment qu'il ait parlé d'Athènes, c'était à Sparte, au fond, qu'allait tout son amour. D'abord, il a dû l'aimer comme sa découverte, puisque avant lui les archéologues et les géographes étaient encore incertains sur l'emplacement de ses ruines. Il y avait longtemps, d'ailleurs, qu'elle l'obsédait. Les déclamations de Jean-Jacques et des révolutionnaires sur les vertus de Lacédémone étaient encore dans sa mémoire. Enfin l'homme du Nord qu'était Chateaubriand, l'enfant rêveur, élevé au château de Combourg, trouvait peut-être dans la plaine, alors désolée, de la Laconie, devant la chaîne grandiose et romantique du Taygète, un spectacle plus en harmonie avec sa sensibilité et ses instincts d'artiste, que sur les hauteurs de l'Acropole, devant l'Attique lumineuse, riante et sèche.

En tout cas, c'est du jour où il est passé à Sparte, que la Grèce antique a commencé à vivre sous des couleurs plus *vraies* dans son imagination et dans celle des hommes d'Occident. D'habitude, on lui refuse cette vérité de la vision, parce qu'il a la magnificence du style. On conteste l'exactitude de ses descriptions, on le chicane sur le détail, alors qu'on se montre beaucoup moins exigeant avec d'autres qui ne sont pas plus exacts mais qui flattent notre manie d'impressionnisme, notre préférence pour le fugitif et l'instantané. Ceux-là ne s'évadent guère hors du monde flottant de la sensation. Chateaubriand, lui, est un descriptif de l'ordre intellectuel. Son œil, en même temps qu'il voit, élimine et compose, ne retient des objets sensibles que la matière d'une idée, et, si son être vibre tout entier au contact des choses, cet émoi lyrique s'achève toujours en contemplation. Son objet propre, c'est ce qui ne passe point, le résidu de la sensation qui demeure toujours vrai pour la pensée, — la face éternelle des paysages.

Le contemplateur n'a pas étouffé, en lui, l'homme d'action. Dans la torpeur orientale, il est resté un Celte à l'esprit agile, le descendant d'une race à la fois positive et aventureuse... Lorsque, du haut de l'Acropole de Sparte, il a regardé autour de lui, les champs incultes étaient à peu près déserts, les habitans, décimés par le Turc, se cachaient ou osaient à peine se montrer. Le souffle stérilisant de l'Islam avait tout dévasté... Quel scandale

pour un Français du XVIIIe siècle, en qui se débattaient les enseignemens de l'Encyclopédie et les traditions chevaleresques! Il s'emporta, il s'indigna contre la barbarie asiatique, il proféra de telles invectives contre les oppresseurs de la Grèce, que, dix ans plus tard, l'Europe consentit enfin à la délivrer. Les Hellènes lui doivent en partie le mouvement d'opinion qui hâta leur liberté, — et la France, la reprise de sa politique séculaire dans les « Échelles du Levant. »

Aujourd'hui, hélas! nous avons singulièrement rétrogradé en Orient! Lorsque Chateaubriand y arriva en 1806, il n'y avait plus guère que des religieux pour y représenter la France. En 1906, après trente ans d'abandon et d'effacement systématique, il n'y a plus que les Congrégations expulsées de notre pays qui rappellent aux Orientaux que nous ne sommes pas encore une nation morte.

Et c'est pourquoi cette date du 18 août 1806 me paraît d'une si haute signification historique. L'héroïsme de Sparte, évoqué sur les berges de l'Eurotas par un voyageur breton, ressuscita, par contre-coup, dans notre France, quelque chose de l'héroïsme des Croisades. Parce que François de Chateaubriand dormit deux nuits aux lieux où fut Lacédémone, l'Orient redevint français pendant un demi-siècle...

VII. — LE PALAIS DES DESPOTES

Au pays de Sparte, il y a une grande beauté : Mistra! A l'exception de l'Acropole d'Athènes et de l'Acro-Corinthe, je ne connais pas, en Grèce, une seule ruine qui mérite autant d'être vue. Sa citadelle fut élevée, au XIIIe siècle, par un des nôtres, Guillaume II de Willehardouin, ensuite la ville proprement dite se développa sous l'administration des Paléologues, qui avaient fini par expulser les Latins. Bâtie en amphithéâtre sur une déclivité du Taygète, divisée en ville basse, ville haute et camp retranché, close de multiples enceintes, elle offre peut-être le type le plus complet de la forteresse byzantine du moyen âge.

On y accède par de jolis chemins qui enjambent, sur des ponts rustiques, les affluens de l'Eurotas, — la Magoula, le Pantoleimon, le Trypiotiko. On traverse des bois de pins, des plantations d'oliviers. A mesure qu'on se rapproche de la montagne, la route s'ombrage de figuiers et de platanes. Puis, c'est l'ancien

Bazar de Mistra, avec ses échoppes garnies d'auvens, comme à Constantinople, dans le quartier de Sainte-Sophie, — sa fontaine abritée par un platane géant, sous lequel de rares flâneurs continuent à fumer le narguilé oriental. On longe des jardins, dont les murs chauffés à blanc vous renvoient, avec la réverbération du soleil, de véhémentes senteurs de basilics et d'œillets d'Inde, — et l'on arrive enfin sous le rocher de Mistra... En bas, se creuse un torrent, profondément raviné, qui forme un fossé naturel et assez mal commode à franchir, en avant du rempart. Il faut descendre dans le ravin, puis, en suivant un sentier de mulets, remonter sur la berge opposée par des gradins taillés dans le roc... Et voici que commencent de petites rues très étroites, pavées de cailloux merveilleusement durs, — des venelles tortueuses et qui se croisent en labyrinthe, comme dans les casbas mauresques, mais ce sont des rues sans maisons. Mistra est une ville morte. Au premier abord, on se figure qu'elle n'est habitée que par des poules, tant il y en a qui picorent dans les orties et les lavandes. Cependant,quelques masures demeurées à peu près intactes servent encore de logis à des paysans. Elles ont l'air de chanceler sous les avalanches de pierres qui dégringolent le long des pentes, et elles sont comme submergées dans cette nappe de décombres qui descend de la montagne. Partout des pierres, des entassemens de blocs, des détritus de maçonnerie et, de loin en loin, — émergeant des broussailles et des ruines amoncelées, — des pans de murs couronnés de créneaux, des palais et des basiliques...

Que ces noms pompeux ne fassent point travailler inutilement les imaginations! De loin, ces palais et ces basiliques se distinguent à peine des bâtisses écroulées qui les entourent, et leurs tons de poussière et de décrépitude se confondent avec ceux des roches. Pour ce qui est des églises surtout, l'extérieur en paraît fort misérable. C'est bas, c'est étriqué, rabougri et vieillot. Avec leurs absides trapues, leurs tours octogonales surmontées d'une coupole aplatie, leurs briques effritées, leurs tuiles roussies, elles ressemblent à des colombiers déserts.

Tel est l'aspect de la *Péribleptos*, la première de ces églises qu'on aperçoive. La « Péribleptos, » cela veut dire l'Illustre, Celle qui attire les regards... Mais elle n'attirait guère les miens! J'étais tout à l'allégresse de la montée, par ce splendide matin d'août.

Les herbes sèches embaumaient, les cailloux du chemin, les marches usées des escaliers luisaient en arêtes d'or, au soleil, des grelots de mulets tintaient on ne savait où, vers les hauteurs... Nous atteignîmes enfin la terrasse penchante, où la petite vieille église ratatinée se pelotonne contre le rocher. Un petit mur se haussait devant nous : une porte large comme un trou de souricière nous conduit dans une cour lilliputienne, et, par une autre porte sous laquelle il faut encore se baisser, nous nous glissons dans le minuscule sanctuaire, où les piliers semblent se toucher, où se creusent des absides, des réduits obscurs, des rencognemens bizarres et compliqués : c'est tout le rapetissement et tout le recroquevillement du byzantinisme exprimés en un parfait symbole!... Le mobilier est fruste, l'architecture, lourde et d'apparence presque barbare. Une fadeur de moisissure et d'humidité se mêle à d'imperceptibles odeurs de cire et d'encens qui persistent sous les voûtes enfumées... Rien de tout cela n'offense, on n'y fait même pas attention. Les yeux sont pris tout de suite par les peintures compactes qui recouvrent les murailles. Il n'y a pas un pouce qui ait échappé au pinceau des décorateurs. L'église entière est comme revêtue de tentures, — des tentures très anciennes et délicieusement fanées, qui rappellent les chaudes harmonies de couleurs et la profusion ornementale des tapis d'Orient. Les figures humaines qui s'y pressent sont tellement fourmillantes, tellement serrées, les lignes et les profils s'y entre-choquent en une telle luxuriance que, d'abord, on a l'impression d'une immense arabesque, d'un fouillis de fleurs, de tiges et d'entrelacs végétaux... Et tout cela est si près de vous, si foisonnant, si touffu, il y en a tant de tous côtés, à droite, à gauche, en haut et en bas, que l'on croit se promener entre les pages d'un missel débordant d'enluminures.

On s'approche, les fresques se débrouillent, et l'on s'aperçoit que la plupart des figures sont aveugles. Les Turcs, me dit-on, les ont prises pour cibles et se sont amusés à leur crever les yeux à coups de fusil... Et puis, on regarde plus attentivement, et des scènes bibliques ou évangéliques s'ordonnent peu à peu, se déroulent. La multitude des personnages sacrés et des formes célestes vous obsède, vous hallucine, on est emporté dans une sorte de cauchemar paradisiaque... Voici les anges qui défilent en procession, tenant dans leurs mains les accessoires de la divine liturgie, le disque de la patène, le calice, les linges, le

corporal. En costume pontifical, le Christ lui-même va célébrer la messe, et les anges vont la servir. Au-dessus de l'autel, Dieu le Père trône en gloire, dans un nimbe où plane la colombe, les ailes déployées...

Mais, de toutes les églises de Mistra, aucune ne m'a laissé le lumineux souvenir de la *Pantanassa*, ou la *Reine des reines*.

Il faut gravir encore dans la ville morte, au milieu des herbes brûlées, parmi les cailloux des ruelles raboteuses, aux circuits interminables... Nous franchissons le portail : d'un côté de la cour, les bâtimens délabrés d'un monastère, où il n'y a plus aujourd'hui que trois vieilles nonnes ; de l'autre, l'église flanquée d'un campanile carré, et, tout contre, en bordure sur la cour, une terrasse plantée de cyprès. Lorsque nous pénétrâmes dans cet enclos, le soleil de midi incendiait les roches et les pierres, les contours s'enlevaient avec un relief, une intensité presque blessante. La façade dorée et fauve de la basilique, les vertes aiguilles des cyprès, deux pots de fuchsias posés sur le rebord de la terrasse, la robe noire d'une nonne amortissant les blancheurs vibrantes de la lumière, ces contrastes, ces quelques touches de couleurs crues et comme flambantes, dans l'accablement de l'heure, dans la respiration torride de la montagne, cela composait un cadre extraordinaire de splendeur fougueuse et d'immobilité, de paix monacale, de silence et d'anéantissement.

Après une station devant les fresques et les sculptures de l'iconostase, je montai jusqu'à la plate-forme du campanile, où, tout aussitôt, selon les règles de l'hospitalité orientale, une des religieuses m'apporta un verre d'eau et une tasse de café. A chaque coup de brise, les cloches tintaient faiblement au-dessus de moi, la corde oscillait, des souffles chauds passaient en brusques bouffées... Avant même de m'être accoudé à la balustrade, j'avais *senti* l'immensité d'espace que j'allais dominer de cette hauteur... Une échappée prodigieuse ! Toute la plaine laconienne avec son fleuve de verdures, Sparte, l'Eurotas, les colorations désertiques du Ménélaion, et, dans le lointain, le massif montagneux de l'Argolide !... En me courbant sur ce vide peuplé de tant de poésie et de légende, sur ce paysage fait d'histoire idéale et de tangibles magnificences, j'aurais voulu retenir les minutes, fixer l'émotion trop brève qui me soulevait. Demain, je ne serais plus là !... La tasse des hôtes était encore à mes lèvres, je buvais

lentement la dernière gorgée, — et j'enviais les trois nonnes qui vivent ici, entre leurs pots de fuchsias et leur petite maison blanche !... Quel rêve ! Faire son salut devant ce spectacle de chaque jour, — et puis mourir, en rendant grâce à Dieu d'avoir créé le monde si beau !...

***

Durant mon séjour à Mistra, j'eus l'honneur d'être logé dans les bâtimens de la Métropole, ancienne résidence des archevêques de Sparte. C'est un îlot de constructions, à mi-côte de la ville. Elle comprend la cathédrale de Saint-Démétrios, avec ses dépendances, un cloître et un palais archiépiscopal.

On entre d'abord dans une cour, environnée de hauts murs, qui précède la basilique. A gauche, près du portail, il y a un puits monumental surmonté de la croix grecque et de l'aigle impériale à deux têtes. Un figuier étale ses branches noueuses et ses larges feuilles vertes sur la blancheur des murailles : cela fait un coin d'ombre voluptueux, pendant la saison chaude. On s'imaginerait presque être dans la cour d'un très vieux mas de Provence, n'étaient ce porche d'église, ce puits seigneurial et cet emblème héraldique. Les pierres se délitent, le profil des sculptures s'efface, des cailloux et des herbes ont envahi le sol. On se sent dans une antiquité pas très lointaine, mais déjà si décrépite ! — dans une civilisation caduque qui retourne à la rusticité, pour ne pas dire à la barbarie, — et qui retient pourtant un reste d'élégance et de grandeur...

La cathédrale ressemble à toutes les églises de Mistra, sauf qu'elle est plus grande et vraiment métropolitaine : même architecture, mêmes fresques drapant les piliers et les nefs comme de hautes tapisseries à personnages. Les bâtimens annexes renferment un embryon de musée, dû à l'initiative de l'archéologue Gabriel Millet, qui est le plus fervent et le plus averti de tous les amoureux de Mistra. En face, c'étaient les anciens appartemens de l'archevêque, des pièces blanchies à la chaux, aérées et spacieuses, d'une simplicité tout méridionale. J'y reconnus le *sélamik*, où Chateaubriand fut reçu en 1806. La disposition n'a pas changé. Les divans sont encore en place le long des murs, avec leurs nattes circulaires clouées contre la plinthe, où l'on appuie sa tête. Mais la salle est dans un état de délabrement pitoyable. Des tribus de souris y ont élu domi-

cile, et le plancher pourri cède sous le pied, quand on s'avance vers les fenêtres sans vitres, pour contempler, entre leurs baies étroites, la vallée vertigineuse...

Masures blasonnées et croulantes, vieilles chapelles ensevelies sous la chaux et la poussière, tout cela est bien mort!... La grâce vivante de la Métropole, c'est le cloître autour duquel s'ordonnent toutes ces constructions, le cloître avec ses galeries peintes à fresque comme la basilique, ses figures évanescentes d'apôtres et de martyrs, ses arceaux soutenus par de frêles colonnettes. Il est tout au bord d'une terrasse, — et, du côté du Levant, ses arcades s'ouvrent sur le ciel libre, sur les profondeurs du ravin et les étendues radieuses de la plaine laconienne.

J'ai passé là des heures bénies, assis sur le petit mur qui surplombe les cours et les jardins de la ville basse, — des heures si douces que je formais le projet insensé de m'y arrêter pour toujours. Je ne pensais à rien, ni à Sparte, ni à ses héros emphatiques, ni à ses mythologies amoureuses. Je me laissais aller à la béatitude du rêve oriental, à la somnolence des siestes, où la réalité imprécise finit par s'abolir. Et quand j'essayais de secouer cette langueur, rien n'arrivait jusqu'à ma conscience que l'enchantement des belles lignes, les formes des montagnes, l'envergure de la plaine, tout ce concert silencieux de l'espace... J'y goûtais l'ivresse de l'altitude et du plein ciel, la joie physique de boire un air si pur, parmi les odeurs des giroflées et des lavandes brûlées de soleil, — et cette sensualité frugale de se satisfaire avec des nourritures légères et rafraîchissantes, des pastèques, des figues, de l'eau glacée tirée du puits...

Oui, ce cloître et cette solitude de Mistra ne m'effraient point. J'y vivrais des saisons à regarder les couleurs changeantes du ciel et de la terre, à épier les nuances du vent, les torpeurs lourdes et les colères soudaines de l'été, les gros nuages noirs qui annoncent le siroco, et puis, tout aussitôt, l'immense sourire de l'éther pacifié...

***

Encore plus haut, à la pointe Nord de Mistra, — protégé par la citadelle du *Castro*, — se dresse le Palais des Despotes...

Ainsi nommait-on les gouverneurs byzantins de la Morée, personnages investis d'une autorité presque absolue, et qui,

dans ce Péloponnèse lointain, pouvaient se moquer du *Basileus* de Constantinople et se comporter en souverains indépendans.

... Toujours des ruelles grimpantes, hérissées de gros cailloux polis, où l'on trébuche et qui vous meurtrissent les pieds. Puis une nouvelle enceinte crénelée, une poterne, un couloir tournant : ce repaire des Despotes est une autre forteresse emboîtée dans la grande. On débouche sur une cour au sol crevassé, envahie par les myrtes et les lentisques, — et, tout à coup, le squelette noirci d'un grand palais surgit parmi les roches et se profile en lignes puissantes sur le vide de l'horizon. Deux ailes qui se coupent à angle droit, des fenêtres élancées, en files régulières, aux arcatures en plein cintre, des cordons de briques alternant avec les couches de la maçonnerie, un air d'ampleur et d'apparat, — tout cela différencie fortement cette énorme bâtisse des autres constructions de Mistra. Nous voilà loin des masures aveugles, des petites églises ramassées et tassées comme des gourbis! On trouve à ce beau palais une parenté très proche de ceux de Constantinople et de Venise, — le Palais de l'*Hebdomon* ou celui des Doges. Ce n'est plus la tanière féodale, mais déjà le château moderne, — la grande maison décorative de la Renaissance, aménagée pour les réceptions et les fêtes.

Lorsque nous y arrivâmes, il était tard, un orage se préparait, des nuages livides pesaient sur la vallée de l'Eurotas. Et rien n'était tragique comme cette ruine debout dans les pourpres sanglantes du couchant et les noirceurs funèbres du ciel plein de menaces. A la lueur des éclairs, sous les voûtes effondrées, nous parcourûmes l'enfilade des appartemens, les corridors, les réduits énigmatiques, — et nous dûmes nous abriter de la pluie dans une salle plus vaste et d'ordonnance plus imposante que toutes les autres. Salle du trône, salle de festin? On devine mal sa destination. Probablement, une galerie en faisait le tour, aboutissant à une sorte de tribune qui dominait toute la pièce. Vers le milieu, une baie arrondie donne accès sur une espèce de tourelle en poivrière, — petite chambre carrée, encastrée dans le mur et percée elle-même de fenêtres basses... Là, on est suspendu au-dessus des gorges de Trypi, on découvre la plaine laconienne jusqu'aux arrière-plans de la vallée. Le rocher perpendiculaire qui porte le palais et le rempart se dérobe sous vous : du vide, de l'espace, des champs et des rivières!... Toute la

contrée s'étalait ainsi aux pieds du maître, — du Despote omnipotent, qui, de cet effrayant belvédère, pouvait surveiller les chemins du pays, les défilés des montagnes, voir approcher l'ennemi, ou l'émissaire impérial qui apportait de Constantinople les messages perfides...

Quel décor tout préparé pour les tragédies cruelles, les aventures extraordinaires comme des contes orientaux, dont regorge l'histoire de Byzance! Ce n'est pas plus beau, mais c'est plus sauvage, plus âpre, plus grandiose que sur la Corne d'Or! Ni le Palais des Blaquernes, ni la colline d'Eyoub ne commandent une étendue plus royale, et ni l'une ni l'autre n'ont l'aspect farouche, la majesté inaccessible de ce château du Taygète.

C'est là qu'on voudrait voir revivre le dernier des Empereurs, Constantin Paléologue, qui fut despote de Mistra, avant de ceindre la couronne. L'artiste qui tenterait de ressusciter une telle figure et une telle époque, nous rendrait du même coup toute une chevalerie inconnue de notre Occident, un moyen âge riant et ensoleillé, en qui la beauté païenne se marierait à la couleur orientale et la corruption sénile de Byzance, à la jeune barbarie et à la santé vigoureuse des Francs.

En attendant, ce palais en ruines, acculé au bord d'un précipice, comme l'Empire lui-même à la catastrophe finale, prend une signification symbolique d'une richesse inouïe. Il complète le rocher et la forteresse de Mistra, où tant d'histoire se concentre, que le sol creusé et chargé comme une mine, semble éclater sous les pas, — où tant de spectres illustres reviennent rôder encore, que toute la splendeur du soleil éparse sur la plaine héroïque de Sparte n'en peut détacher le souvenir!...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LA MÉDECINE, LES MÉDECINS

ET

LES FACULTÉS DE MÉDECINE

De tout temps les médecins ont été l'objet des sarcasmes et des critiques. Molière n'a fait que reprendre une ancienne et banale tradition. De nos jours on n'innove donc pas en affirmant que la médecine n'est rien, que les médecins sont des ignorans ou des farceurs, et qu'il faut résolument s'opposer à la tyrannie de la Faculté. Plus récemment les plaisanteries et les injures ont redoublé. Et certes elles sont, dans une certaine mesure, légitimes. Pourquoi, en un temps de critique universelle et de libre examen, une profession, — seule entre toutes, — échapperait-elle à la sévérité des littérateurs et des journalistes?

Mais, si l'attaque est légitime, la défense l'est aussi. Il sera donc permis, à un des professeurs de cette Faculté de médecine de Paris tant attaquée, de demander pour elle justice après enquête. Ce professeur, qui enseigne la physiologie, n'est pas médecin, dans le sens strict du mot; mais il est cependant assez proche de la profession médicale, par lui et les siens, pour avoir quelque droit à prendre devant l'opinion publique la défense d'une science si utile à la vie des hommes, d'une profession où se rencontrent tant de dévouemens, de talens et de vertus, et d'une Faculté dont le renom est glorieux.

I. — LA MÉDECINE

Ce ne sont pas seulement les médecins et les professeurs qu'on vilipende : c'est encore, et avant tout, la médecine elle-même.

Et vraiment, il n'est pas difficile d'établir qu'il règne encore dans les choses médicales une douloureuse incertitude. Ni le diagnostic, ni le traitement, ni la prophylaxie des maladies n'ont atteint cette période de stabilité scientifique qui assure l'absolue confiance, de sorte que tout n'est peut-être pas faux dans ces véhémentes critiques qui tombent dru sur l'art médical.

Mais, avant de réfuter ces critiques, il convient de les exposer impartialement. Les voici.

« Malgré les innombrables publications dont les médecins encombrent les journaux, l'impuissance de la médecine est éclatante. Le cancer fait autant de victimes que par le passé. Les fièvres infectieuses, quand elles sont malignes, sont tout aussi offensives qu'autrefois. La tuberculose, si terriblement meurtrière, ne peut jamais être arrêtée dans son cours. Les maladies du cœur, du foie, de l'estomac, quand on les a tant bien que mal diagnostiquées, ce qui n'est pas le cas le plus fréquent, poursuivent leur évolution sans que la médecine puisse apporter autre chose que de passagers adoucissemens. Les enfans, dans la première année de leur vie, meurent par milliers. Et quant aux affections nerveuses, si l'on a fait quelques réels progrès pour le diagnostic, on n'en a fait aucun pour le traitement. On ne guérit pas plus aujourd'hui qu'autrefois la folie, l'épilepsie, la scarlatine, la méningite. Même pour les maladies qui doivent guérir, le rôle du médecin est à peu près nul. Un rhume de cerveau, dûment soigné par un habile thérapeute, et un rhume de cerveau, traité par le mépris, évoluent de la même manière. Bref, les maladies qui doivent guérir guérissent; celles qui doivent se mal terminer se terminent mal; et la thérapeutique ne fait rien ni aux unes, ni aux autres, si savante qu'elle se prétende.

« Bien plus, dans nombre de cas, l'opinion des médecins diffère à ce point qu'ils n'aboutissent jamais à deux conclusions semblables, soit pour le diagnostic, soit pour le traitement. En certaines maladies, la liste des médicamens employés ressemble fort à un traité de chimie, et toutes les substances de la pharmacopée sont tour à tour mises en usage. Or cette richesse

extraordinaire masque mal un dénûment extraordinaire ; car, si, pour guérir la tuberculose, on emploie l'arsenic, le phénol, la quinine, l'iode, le phosphore, l'antipyrine, la chaux, l'ozone et le mercure, c'est vraisemblablement que nul de ces médicamens n'est efficace. On ne s'entend même pas encore sur la valeur de la vaccine, ni sur cette question pratique, si importante, de la valeur du lait bouilli ou du lait non bouilli dans l'alimentation des nourrissons. On discute encore l'homéopathie. Quelques progrès ont été faits assurément pour connaître les causes des affections morbides ; mais le malade, lequel veut guérir, est hanté par l'idée, assez simple d'ailleurs, de sa guérison, de sorte qu'il attache un prix très secondaire aux progrès de la pathologie, s'ils ne sont pas consacrés et vérifiés par une amélioration ou une guérison de sa maladie.

« Rien ne prouve mieux l'imperfection des choses de la médecine que les momens de vogue dont jouissent tels ou tels médicamens. — Dépêchez-vous de le prendre, pendant qu'il guérit encore, disait un sceptique. — Et, de fait, on assiste à des engouemens passagers, qui surprennent. Les grands médecins d'autrefois imposaient à leurs malades des centaines de saignées et des milliers de lavemens. Donc, puisque les méthodes de jadis sont tombées en désuétude, il est bien permis de supposer que les traitemens d'aujourd'hui seront, dans quelque vingt ans, considérés comme ineptes. Il était de mode de recommander le vin : maintenant, c'est l'eau qu'on prescrit. Du reste, en fait de régime, chaque médecin conseille selon son goût personnel : peu de sel ou beaucoup de sel ; alimens liquides ou alimens solides ; viandes rôties ou ragoûts ; légumes verts ou féculens. La diversité en est infinie, et on peut trouver dans les livres classiques de doctes encouragemens pour chacune de ces alimentations variées.

« Quant aux eaux minérales, elles sont déclarées aptes à toutes les guérisons ; et il n'en est pas qui ne guérisse la goutte et la dyspepsie, le diabète et la scrofule, le rhumatisme et les maladies du foie, les bronchites et les neurasthénies.

« La médecine est donc, de toutes les connaissances humaines, la moins avancée. Les formules enfantines y abondent : on rit quand on relit les consultations que donnèrent les fameux médecins des siècles précédens, et on sourit, quand on retrouve les prescriptions données par nos pères. Notre médecine actuelle,

de 1908, sera dans trente ans aussi démodée que le seraient aujourd'hui celles de 1878 ou de 1848 ; et nous prêterons à rire, — ou à sourire, — à nos petits-fils. »

Voilà quels sont les griefs de quelques gens de lettres et de quelques journalistes contre la médecine. Et nous n'avons pas cherché, en exposant leurs critiques, à en diminuer la force. Voyons maintenant ce qu'il en faut penser.

Et tout d'abord, pour ce qui est de l'impuissance de la médecine, nous accorderons beaucoup. Hélas, oui! les médecins d'aujourd'hui ne peuvent pas guérir, ou même diagnostiquer toutes les maladies. Si la médecine avait cette toute-puissance, et guérissait tous les malades, il n'y aurait plus de morts que par la vieillesse, les suicides, ou les traumatismes.

D'autre part, il est évident que la plupart des affections morbides légères peuvent guérir sans le secours d'aucun médecin. *Une maladie tend à la guérison*. C'est là une grande loi de pathologie qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit. Une rougeole, une scarlatine, une angine, une fièvre typhoïde même, si le malade ne fait pas de sottises, et s'il se contente de suivre les indications naturelles : garder le lit, se bien couvrir et boire de la tisane, marcheront vers la guérison. Le rôle du médecin est ici très effacé. En revanche, si la maladie est grave, si l'infection est suraiguë, et si, dès le début, il y a intoxication profonde de l'organisme, le médecin, malgré tous ses efforts, ne pourra combattre que des symptômes, et bien souvent il sera vaincu. Mon père me contait souvent l'histoire d'un de ses chefs, Delaroque, dont le nom d'ailleurs n'a pas été conservé par la postérité, qui lui disait : « Les fièvres sont malignes quand le médecin ne l'est pas. » Ce n'est pas exact, malheureusement, et il serait bien injuste de reprocher à un médecin la mort de tel ou tel malade, atteint d'une scarlatine hémorrhagique, d'une fièvre typhoïde adynamique, d'une méningite suraiguë, alors que, dès le début, la violence et la gravité des symptômes ont rendu toute thérapeutique inefficace.

Ce n'est pas la faute de la médecine, si certaines maladies peuvent guérir seules; et ce n'est pas la faute de la médecine si elle ne peut pas guérir toutes les maladies.

Oserait-on reprocher à un médecin de ne pouvoir rendre la vie à un décapité? Pourtant, si la rupture d'un vaisseau cérébral détermine un épanchement de sang qui inonde le tissu du cer-

veau et en dissocie toutes les parties, le médecin sera tout aussi impuissant à guérir ce paralytique qu'à faire circuler le sang dans la tête tranchée d'un criminel.

Donc, ni aujourd'hui, ni plus tard, la médecine ne pourra guérir toutes les maladies. Mais de là à regarder la médecine comme inutile, il y a loin.

D'abord, il ne s'agit pas seulement de guérir : il y a bien autre chose encore. Le rôle du médecin a été admirablement déterminé par cette belle définition : *Il guérit quelquefois; il soulage souvent; il console toujours.* Même s'il ne doit pas guérir le malheureux atteint d'un cancer de l'estomac, il peut le soulager, lui rendre les digestions moins douloureuses, lui donner des nuits moins cruelles, lui indiquer des alimens supportables. L'infortuné ne sera pas guéri, et la maladie continuera son évolution fatale; mais le médecin a fait beaucoup s'il a rendu les derniers jours de cette lente agonie moins atroces.

Et puis, quelle immense consolation le malade ne trouve-t-il pas dans les paroles de réconfort que le médecin, soucieux de son véritable devoir, lui adresse? L'arrivée du médecin est attendue avec impatience : c'est, pour tout malade, qu'il soit moribond ou seulement alité, le grand événement de la journée : car, en dépit du scepticisme qu'on affectait, on croit toujours, quand on est malade, que le médecin peut beaucoup, et même qu'il peut tout. La famille du malade, dans son angoisse, attend avec émotion la parole de désespérance ou d'encouragement qui va, comme un oracle fatidique, tomber des lèvres du médecin. En vérité, il serait inhumain de laisser mourir un malade sans cette consolation dernière.

Il est assez sot de prétendre que la médecine ne peut soulager. Le contraire est vrai. Si elle est souvent sans ressources pour combattre la mort, elle est toute-puissante, ou à peu près, pour combattre la douleur. La douleur dans les opérations chirurgicales n'existe plus ; et l'anesthésie chirurgicale est un bienfait admirable donné à l'humanité. Mais, même sans anesthésie, quels adoucissemens n'apportent pas les hypnotiques, les narcotiques, les analgésiques? La liste est très longue des médicamens qui peuvent vaincre la douleur. On peut presque dire, avec bien peu d'exagération, que, si l'on souffre, c'est qu'on consent à souffrir. Le chloral, l'antipyrine, le chloralose, le véronal, l'héroïne, le sulfonal, peuvent être toujours adminis-

trés. La morphine surtout est merveilleuse. Sydenham disait jadis que, sans opium, il ne voudrait pas faire de médecine. De fait, aux injections de morphine, qui apportent leur soulagement au bout de deux à trois minutes, il n'est guère de douleur qui résiste. S'il faut même en faire l'aveu, je m'imagine que les médecins sont un peu trop ménagers de la morphine, quand il s'agit de malades désespérés. Pourquoi, par crainte d'un morphinisme qui n'aura pas le temps de se produire, redouter de donner à un malade, irrémédiablement atteint, la bienfaisante hébétude de la morphine? C'est presque un sacrilège que de laisser souffrir : et il me paraît que l'apaisement de la douleur, quand toute chance de salut est définitivement éteinte, est pour le médecin un devoir strict.

Mais je n'ai pas parlé de guérison encore; et on pourrait croire que, selon moi, la médecine est impuissante. Or vraiment, il n'y a que les ignorans pour prétendre que la médecine ne guérit jamais.

D'abord, la chirurgie, qui, de plus en plus, est unie indissolublement à la médecine, est une science conquérante, qui chaque jour fait de réels miracles. Les opérations les plus compliquées s'exécutent sans danger. Les plus graves traumatismes sont réparés et traités. Toutes ces affreuses infections qui ont attristé les âmes des chirurgiens, avant 1872, ont cessé d'exister. Il n'y a plus ni infection purulente, ni érysipèle, ni infection puerpérale, ni tétanos. La mortalité, qui était de 60 pour 100 pour les amputations, n'est même plus de 1 pour 100 à l'heure actuelle. On peut impunément faire des opérations presque innocentes sur le péritoine, la plèvre, les articulations. Or, si la science chirurgicale n'est pas tout à fait de la médecine, on avouera qu'elle n'en est pas fondamentalement différente, et que les victoires de la chirurgie sont bien près d'être des victoires médicales.

La médecine même est loin d'être aussi désarmée qu'on veut bien le prétendre, et il me suffira de citer quelques exemples éclatans pour convaincre les plus rebelles.

Les fièvres intermittentes, dues au paludisme, sont guéries, et certainement guéries, par la quinine. Il n'est pas douteux qu'on a arraché à la mort quantité de malades par la méthodique administration de ce merveilleux médicament. De même, la syphilis est guérie par les sels de mercure et l'iodure de potas-

sium. De même, quoique avec des succès moindres, le bromure de potassium guérit l'épilepsie; l'acide salicylique, le rhumatisme articulaire. Il ne s'agit pas ici de signaler quelques cas de paludisme, de syphilis ou de rhumatisme, qui ont été rebelles au traitement; car il serait vraiment extraordinaire que ces redoutables maladies fussent toujours victorieusement combattues; mais n'est-ce pas assez que presque toujours elles le soient. On n'ira pas reprocher à un navire de sauvetage d'avoir ramené à la côte quatre-vingts naufragés du vaisseau en perdition, et de n'avoir pu sauver les vingt derniers. C'est à peu près ce que fait la médecine, pour le paludisme, la syphilis et le rhumatisme articulaire.

Parlerai-je de la tuberculose? Il s'en faut de beaucoup que la médecine ne soit d'aucun secours contre elle. Beaucoup de tuberculeux meurent; c'est entendu. Mais combien ont survécu, grâce à des soins vigilans et à une prudente thérapeutique! Au début, reconnaître le mal, alors que les indices ne sont que légers encore; et le combattre énergiquement par une alimentation convenable et une hygiène rigoureuse, de manière à en arrêter ou à en retarder l'évolution; puis, plus tard, quand la maladie est plus avancée déjà, diminuer les douleurs, la toux, l'amaigrissement, la fièvre, par diverses alimentations, par des médicamens sagement et modérément prescrits, tous efficaces contre les symptômes, s'ils sont impuissans contre la maladie même; plus tard encore, rendre supportables les longs mois de l'agonie terminale : tout cela n'est pas œuvre vaine. D'autant plus que bien souvent la tuberculose a pu être enrayée. Nous connaissons tous tels et tels anciens tuberculeux guéris, et guéris par la médecine. Car, bien certainement, s'ils avaient été abandonnés à eux-mêmes, ils n'auraient pu être sauvés. Ils eussent misérablement péri. Le traitement de la tuberculose n'est donc plus, comme le disait si bien jadis le professeur Jaccoud, une méditation sur la mort; c'est une lutte que le médecin engage contre la mort, et dans laquelle parfois, trop rarement, hélas! il remporte la victoire.

La sérothérapie est encore un brillant exemple de ce que peut l'art médical. Jadis la diphtérie était une maladie terrible. La mortalité était de 45 pour 100. Depuis que la sérothérapie a été découverte, la mortalité est descendue à 10 pour 100. C'est donc à peu près 35 pour 100 des enfans atteints de diphtérie qui

sont aujourd'hui sauvés. Mais, comme ce chiffre un peu abstrait ne parle pas à l'imagination, traduisons-le en un chiffre : ce sera à peu près 200 000 malades sauvés par an pour l'Europe seulement. Même si la médecine n'avait à son actif que la sérothérapie de la diphtérie, elle mériterait d'être considérée comme une des bienfaitrices du genre humain.

A d'autres affections encore la sérothérapie a été appliquée, et parfois avec d'étonnans succès. Ainsi pour le traitement des morsures de serpens venimeux, pour le tétanos, pour la peste. C'est une méthode de fécondité admirable, qui chaque jour compte des succès nouveaux.

Voilà déjà, si je ne me trompe, trois terribles maladies : le paludisme, la syphilis, la diphtérie, contre lesquelles la médecine est toute-puissante, et d'autres, la tuberculose, le rhumatisme, l'épilepsie, contre lesquelles elle n'est pas désarmée.

Mais ce n'est pas tout. Par delà les maladies que guérit la médecine, il y a celles qu'elle fait disparaître.

Les médecins préservent de la variole par la vaccine, car le grand bienfait de la vaccine est un bienfait médical. Ce sont les médecins qui vaccinent : ce sont les médecins qui ont su profiter de quelques observations empiriques pour établir les bases de la vaccination sur des données scientifiques irréprochables. La vaccine sauve plus d'existences encore que la sérothérapie.

Nous n'avons plus à craindre ces sinistres épidémies dont les médecins ont pu préciser la nature et le mode de contagion. Le choléra et la peste n'exercent plus leurs ravages, et il est assez probable que, si ces fléaux venaient à nous menacer encore, des mesures hygiéniques internationales sauraient en empêcher l'extension.

Quant aux maladies du foie, du cœur, de l'estomac, des reins, il est difficile de citer des médicamens héroïques et une thérapeutique triomphante. Pourtant, un habile médecin réussira toujours à soulager ses malades. Dans le diabète, la goutte, la chlorose, que d'améliorations par une sagace thérapeutique! Mais je craindrais d'abuser en signalant tous ces bienfaits de la médecine : il faudrait passer en revue toute la pathologie.

Au demeurant, s'il était vrai que les médecins n'avaient rien fait, ni comme thérapeutique, ni comme prophylaxie, la mortalité serait restée la même. En est-il ainsi? Non, certes. Depuis cinquante ans le taux de la mortalité, dans tous les pays

d'Europe, a constamment diminué. La durée moyenne de la vie n'est plus de trente ans, comme au milieu du XIXe siècle ; elle est de quarante-cinq ans environ.

Comment expliquer pareil changement, sinon par les progrès de la médecine et de l'hygiène ? Établir par exemple, comme la science médicale a pu le faire, que la tuberculose est contagieuse, qu'elle l'est surtout par les crachats des tuberculeux, qu'il faut donc considérer les tuberculeux comme des centres d'infection semant la maladie et la mort autour d'eux, cela est beaucoup plus efficace que de guérir quelques malades qui toussent. Montrer que la fièvre typhoïde se propage par l'eau, et que l'on évitera presque certainement la fièvre typhoïde, si l'on ne boit pas une eau contaminée, cela peut être rangé parmi les plus grands triomphes de la médecine. Prouver, par des statistiques innombrables, et par des observations rigoureuses, que la seule alimentation qui ne fasse pas mourir le jeune enfant, est le lait maternel, c'est sauver des milliers d'existences.

On ne nous objectera pas que la contagion par les tuberculeux existe encore, qu'il y a encore des fièvres typhoïdes, et que des milliers d'enfans du premier âge meurent par suite d'une défectueuse alimentation ; car ce n'est pas la faute de la médecine ou de l'hygiène si leurs préceptes sont mal suivis. Ces trois grands problèmes, — de la tuberculose, de la fièvre typhoïde, et de l'alimentation des nouveau-nés, — relèvent plutôt de la sociologie que de la médecine. Si les médecins avaient, par quelque impossible événement, tout pouvoir pour diriger despotiquement, — et avec un despotisme que nul tyran n'oserait assumer, — les destinées des peuples, ils feraient disparaître en quelques années la tuberculose et la fièvre typhoïde ; et on n'assisterait plus à ce scandaleux et douloureux spectacle, la honte de notre civilisation : 50 000 enfans mourant dans la première année, — et il ne s'agit que de la France, — parce qu'ils sont mal nourris, ou même parce qu'ils ne sont pas nourris du tout.

Il faudrait plusieurs gros livres pour développer les faits dont je ne donne ici qu'une élémentaire énumération. Mais j'en ai dit assez, ce semble, pour que toute personne impartiale ait le droit de considérer comme paradoxale et inique cette affirmation que la médecine est impuissante.

Un autre reproche, en apparence très grave, est que les mé-

decins ne sont jamais du même avis, et que les contradictions pour le diagnostic et le traitement sont si graves qu'il faut considérer comme fantaisistes tout diagnostic et tout traitement. Là encore il y a une part de vérité; mais cette part de vérité est si petite qu'il s'agit plutôt d'une grosse erreur.

En effet, dans quantité de cas, le diagnostic est donné avec pleine certitude. Je me contenterai d'un exemple saisissant. Il y a, parmi les épreuves que doivent subir les candidats au titre de médecin des hôpitaux, une épreuve dite clinique. Il s'agit de l'examen d'un malade fait par le candidat : or naturellement le malade a d'abord été examiné par les membres du jury, médecins titulaires des hôpitaux. Eh bien! sauf quelques très rares exceptions, les membres du jury sont absolument d'accord au sujet du diagnostic, et le plus souvent le candidat fait, à quelques nuances près, le même diagnostic que les juges.

Assurément il est des cas très difficiles, très obscurs, pour lesquels des opinions différentes sont émises. Mais tous les musiciens portent-ils le même jugement sur l'opéra que vient de donner un de leurs confrères? Les chefs-d'œuvre de la peinture, de la sculpture, et de l'art dramatique ne sont-ils pas contestés? Comment, alors, sur certains problèmes de pathologie, dont la complexité est effrayante, l'accord pourrait-il être unanime? Il ne l'est pas toujours, et nous n'en devons pas être étonnés. Ou plutôt, nous devons admirer cette étonnante similitude des diagnostics en songeant que tant de difficultés ont été résolues, et que le problème, ardu entre tous, qui consiste à préciser la nature d'une infection ou l'étendue d'un trouble morbide, va recevoir une solution à peu près identique, et cela non seulement parmi les médecins français, mais encore parmi les médecins de tous les autres pays.

Cela tient aux progrès qu'a faits la science du diagnostic. Chaque progrès scientifique général est devenu rapidement une source féconde d'applications à l'art médical. Dès que la radiographie a été découverte, elle a été appliquée à la médecine et à la chirurgie. La photographie, l'analyse chimique, l'électricité, sont tour à tour, avec le plus grand profit, mises à contribution par le clinicien pour préciser et étendre son diagnostic. Vienne une découverte nouvelle, et on peut être assuré que la médecine et la science du diagnostic se hâtent d'en profiter.

Il est vrai que les méthodes thérapeutiques sont beaucoup

plus divergentes que les diagnostics, et que la raillerie peut facilement s'exercer sur certaines prescriptions médicales. Mais, avant de condamner les médecins, ce qui est facile, il faut se rendre compte des choses, ce qui est un peu plus difficile.

Lorsqu'un malade va consulter un médecin, ou l'appelle à son chevet, c'est pour avoir un conseil. Ce n'est pas pour satisfaire la curiosité assez vaine de connaître le nom de sa maladie et la classification qu'elle occupe dans la liste des fléaux qui sévissent sur notre pauvre humanité. Le malade espère être soulagé, ou guéri. *Il demande un traitement.* Il veut que son mal ne s'aggrave pas, ou que ses douleurs soient apaisées, ou que la guérison soit rapide et complète. Par conséquent, le médecin est dans l'obligation morale d'indiquer un traitement à son client, voire un traitement efficace. L'exigence du client est absolue à cet égard. *Il demande un traitement.* Si le médecin s'en va, et dit, comme il le pense peut-être : « Attendez que votre maladie guérisse ; il n'y a rien à faire qu'à attendre, » le malade est inquiet et mécontent. Il s'imagine que son médecin ne sait rien, et il s'empresse d'aller demander conseil à un autre. Or nul médecin ne consentira, de gaieté de cœur, à sacrifier ainsi sa réputation et à perdre ses cliens. Même lorsqu'il croira que l'ordonnance signée par lui n'avancera pas d'un jour la terminaison de la maladie, il rédigera une ordonnance. Et après tout, peut-être aura-t-il raison. Ces médicamens inoffensifs qu'il recommande vont rendre quelque confiance à son malade. C'est déjà beaucoup que d'avoir apporté une espérance, même quand cette espérance n'est qu'une illusion ; car cette illusion est un bienfait.

D'ailleurs, même si l'efficacité du traitement n'est pas certaine, pourquoi s'abstenir d'un traitement douteux, s'il est sans inconvénient ? *Melius anceps remedium quam nullum*, dit un vieil adage médical, et le vieil adage n'a pas tort. La thérapeutique serait bien simplifiée s'il fallait ne prescrire que ce qui est d'une utilité immédiate et certaine ; mais elle se priverait par là même de quelques-unes de ses ressources morales les plus efficaces. Je n'oserais pas, pour mon compte, reprocher à un médecin de donner quelquefois des remèdes peu utiles, lorsqu'ils sont d'ailleurs inoffensifs.

Si l'on compare la médecine aux sciences mathématiques ou même aux sciences physico-chimiques, on n'a pas de peine à

prouver qu'elle est beaucoup plus incertaine. Mais la comparaison n'est pas légitime. La médecine n'est pas seulement une science, c'est un art. Et on n'a rien compris aux choses de la médecine, si l'on ne sépare pas résolument la science médicale de l'art médical. La science médicale, c'est la pathologie; l'art médical, c'est la clinique, c'est-à-dire, pour un cas déterminé, le diagnostic, le pronostic et le traitement.

Or la pathologie est une véritable science, qui a, comme toute science, ses faits, ses lois, ses méthodes. Elle a fait, depuis Pasteur, de merveilleux progrès. Sur la cause et l'évolution des maladies, des milliers de mémoires ont été écrits, qui renferment tous quelque vérité nouvelle, petite ou grande, si bien qu'un traité *complet* de pathologie comporterait une douzaine de très gros volumes, pour le moins. Ces documens innombrables sont en même temps des documens positifs; c'est-à-dire que les faits sont vrais, et les observations exactes. Mais, malgré tout ce luxe de détails, la pathologie n'est pas une science terminée, parachevée : et il n'est pas permis de mettre le mot *fin* à ces douze volumes; car chaque année de nouveaux faits sont découverts, et quelques-uns modifient les données antérieures. Autrement dit, la pathologie est une science qui évolue.

N'en est-il pas de même de toutes les autres? Quelle est-elle donc, la science qui a terminé sa course?

On a comparé ingénieusement la science acquise à une sphère : le volume de cette sphère est plus ou moins grand suivant la masse des connaissances acquises. Quant aux connaissances à acquérir, c'est l'infini. Elles sont représentées par l'espace qui entoure la sphère. Or les découvertes nouvelles ne se feront qu'à la surface de la sphère, surface d'autant plus étendue que le volume de la sphère elle-même est plus considérable, de sorte que, plus la science (c'est-à-dire la sphère) s'est accrue; plus le nombre des découvertes à faire devient considérable, tout en restant quantité négligeable, par rapport à la masse immense et presque infinie des choses qui restent à connaître. Cela est vrai de la chimie, de la physique, de la physiologie. Pourquoi ne pas supposer que ce sera vrai aussi de la pathologie?

Et qui oserait dire que la pathologie n'est pas une science? Il y a autant de certitude dans l'évolution de la tuberculose chez un lapin inoculé avec le bacille tuberculeux, que dans le dosage

du chlore dans une solution de chlorure de sodium. Le problème est plus compliqué; les méthodes sont différentes : mais la certitude scientifique est la même dans un cas comme dans l'autre.

Même pour la thérapeutique expérimentale, c'est-à-dire l'action des poisons ou des médicamens, la rigueur scientifique est absolue. On peut prévoir les effets d'une injection de chloral, ou de morphine, avec tout autant de précision que ceux d'une irritation électrique, portant sur un nerf. La dose active, la dose mortelle peuvent être déterminées à l'avance; ce sont faits véritablement scientifiques.

Mais, dès qu'on veut passer de ces données scientifiques, certaines, à l'application pratique, clinique, immédiate, le problème change. Il ne s'agit plus d'une loi biologique inexorable; il s'agit d'un fait particulier, dont la complication est extrême. Voici un malade qui tousse, qui a de la fièvre. Le médecin l'ausculte; il constate chez lui les signes d'une tuberculose avancée. Il peut préciser l'étendue de la lésion. Il peut prévoir à peu près la marche future de la maladie. Mais, pour l'institution précise d'un traitement, que de difficultés se présentent! Il y a l'état de fortune du malade. Il y a les conditions familiales, professionnelles, psychologiques. Le médecin doit tenir compte de tous ces élémens. Et puis, chaque malade a une individualité organique, si bien que tous diffèrent, et que les mêmes médications ne s'appliquent pas indistinctement à tous. Bref, le problème pathologique, déjà très compliqué en lui-même, devient, quand il s'agit de soigner convenablement telle ou telle personne, d'une effrayante complication. Aussi le médecin qui se contenterait d'être très savant en pathologie ne serait-il pas un bien bon médecin; car il faut autre chose encore que la connaissance approfondie de la pathologie, et même de la thérapeutique expérimentale, pour être un bon médecin. Il faut être très intelligent. Il faut avoir des clartés de tout.

Autrement dit, il ne suffit pas d'être un savant; il faut être un praticien, un artiste. Les grands cliniciens ne peuvent pas transmettre à leurs élèves l'habileté clinique qui les a rendus justement célèbres : il y a quelque chose de personnel qui disparaît avec eux. Les élèves de Rubens connaîtront les procédés du maître, mais ils ne remplaceront pas le maître : tandis que les élèves de Lavoisier ou de Berthelot, s'ils appliquent exactement

les procédés indiqués par le maître, feront des analyses tout aussi bien que lui.

C'est donc une extraordinaire injustice que de reprocher à la médecine de n'être pas une science. La pathologie est une science, tout aussi positive que les autres; moins avancée que certaines, plus avancée que d'autres. Mais c'est une science. Au contraire, la thérapeutique clinique, c'est-à-dire l'application à un cas particulier de la pathologie, de la physiologie, de la chimie, de l'hygiène, de la psychologie, de la physique, voire de toutes les connaissances humaines, la thérapeutique clinique est un art qui exige quelque chose de plus que la science. Dieu seul pourrait être un médecin irréprochable; car le médecin irréprochable devrait tout savoir. Or nous savons si peu de chose encore que c'est merveille de voir, malgré toutes nos ignorances, à quel point la thérapeutique et la clinique sont efficaces.

Loin de diminuer l'importance sociale de la médecine, il faudrait l'accroître, et l'accroître énormément.

Ce serait pour le plus grand bien des hommes : et on amoindrirait ainsi considérablement le règne de la douleur.

Prenons une comparaison très simple. Les règlemens administratifs soumettent la vente de la dynamite à de nombreuses formalités; car cette substance explosive est dangereuse. On ne peut garder un tonneau de dynamite chez soi, ni se promener avec de la dynamite dans sa poche, ni expédier par chemin de fer des cartouches de dynamite. Mais la contagion de la tuberculose est mille fois plus à craindre que l'explosion d'un tonneau de dynamite : car on peut sans peine se garer des explosions de dynamite, et on ne peut guère se préserver de la tuberculose. Et cependant, on laisse librement les tuberculeux errer dans les rues, monter en voiture et en chemin de fer; infecter leurs vêtemens, leurs mouchoirs; cracher par terre, sur la voie publique; habiter avec leurs serviteurs, leurs parens, leurs enfans, dans des maisons qui ne sont jamais désinfectées; descendre dans les hôtels; fréquenter les restaurans; prendre l'air dans les jardins publics et les squares; aller aux théâtres, aux réunions publiques, aux écoles. On semble oublier qu'ils peuvent semer la mort autour d'eux. Et en réalité, ils sèment la mort.

Quoi! voilà une affection contagieuse, et on ne sépare pas les gens malades des gens bien portans! Quoi! on ne fait aucun effort pour arrêter la dissémination des germes morbides, innom-

brables, actifs, féroces, que chaque tuberculeux porte avec lui! Quelle inconséquence! Quelle lamentable insouciance de la vie humaine.

Parlerai-je de la syphilis? Pourquoi non? Il n'est pas de pire fléau. Par des règlemens un peu sévères, on pourrait la faire disparaître. Et pourtant, l'homme syphilitique, la femme syphilitique, sont traités avec grand respect. On ne veut pas porter atteinte à leur liberté, comme si le principal usage qu'ils font de leur liberté n'était pas d'empoisonner des innocens.

A tout prendre, un tuberculeux, un syphilitique sont bien plus à craindre qu'un fabricant de dynamite. Mais on n'ose rien faire contre eux; on leur permet tout: ils n'ont aucune responsabilité, même quand ils sont consciens de leur action funeste. On punit l'homme qui donne un coup de couteau à une drôlesse; on ne se permet même pas une réprimande, quand il l'infecte de syphilis.

Parlerai-je de l'alcoolisme? A quoi bon, puisque la cause est entendue? Il n'est plus personne, sinon les marchands de vin, pour soutenir que l'alcoolisme n'est pas un monstre dévorant nos civilisations. Que fait-on pour le combattre? Daigne-t-on écouter les médecins qui dénoncent le fléau? On ne peut pas, sans une ordonnance, acheter cinquante centigrammes de sulfate de quinine; mais on peut, sans ordonnance, acheter mille hectolitres d'absinthe, et les débiter ensuite, avec de grands profits, à des milliers de consommateurs qui en ressentiront les terribles effets.

Je ne prétends nullement que ce soient là des problèmes faciles à résoudre. Car, pour protéger le public, il faudrait léser de nombreux intérêts individuels. Or soyez certains que ces intérêts individuels vont réclamer avec violence, et réclamer au nom de la liberté. Soyez certains aussi que le public protégé écoutera ces réclamations par ignorance, par insouciance, par incompréhension des choses. Je ne suis donc pas assez naïf pour m'imaginer que ces réformes radicales pourraient se faire sans heurt. Je dis seulement que les faits positifs établis par la médecine sont si nombreux, si certains, si féconds en conséquences, qu'il faudrait, dans les choses sociales, au lieu de diminuer, grandir l'importance de la médecine.

Si donc, devant un tribunal, — le tribunal de l'opinion, — la médecine incriminée avait à comparaître et à se défendre, ne

pourrait-elle pas dire ? « Les origines et les causes des maladies ont été par moi pénétrées : la sûreté du diagnostic est absolue dans la plupart des cas; toutes les douleurs sont apaisées; quelques maladies sont guéries; des médicamens admirables ont été inventés; les opérations les plus graves sont sans douleur et sans danger; la mortalité a diminué dans des proportions considérables; et elle diminuerait bien plus encore si l'on avait le courage de faire marcher de pair les découvertes de la science et les règlemens de l'hygiène publique. N'amoindrissez donc pas mon influence, car elle s'exerce pour le bien des hommes. Faites-moi une plus large part; multipliez mes ressources d'investigations; suivez mes prescriptions; et vous verrez les pires misères humaines décroître rapidement. Si je ne puis rien contre la vieillesse, ni la mort, auxquelles tout être vivant est fatalement soumis, au moins pourrai-je combattre efficacement la maladie. *J'en ferai disparaître beaucoup; je les atténuerai toutes, et j'en guérirai quelques-unes.* »

II. — LES MÉDECINS

On n'attaque pas seulement la médecine : on attaque les médecins. On les accuse tantôt d'ignorance, tantôt de vénalité, et quelquefois on joint les deux reproches l'un à l'autre. Voyons un peu ce qu'il faut en penser.

Il est certain que les vingt mille médecins de France ne sont pas tous des savans hors ligne, ni même d'éminens cliniciens, ni même de bons praticiens. Vouloir que tous ces vingt mille docteurs en médecine fussent experts et impeccables en leur art, ce serait de la pure folie. La médecine exige un ensemble de connaissances véritablement formidable, et une intelligence exceptionnelle. Or, dans la profession médicale, ni l'instruction, ni l'intelligence ne sont exceptionnelles : elles sont là ce qu'elles sont ailleurs, ni moins, ni plus. Le recrutement des étudians en médecine ne porte pas sur une élite, comme lorsqu'il s'agit des élèves de l'École polytechnique ou de l'École normale. Bien entendu, on pourrait m'opposer de brillantes et nombreuses exceptions; mais, d'une manière générale, les jeunes étudians en médecine sont au niveau moyen de leur génération, comme les élèves de l'École de droit, de l'École centrale, de Saint-Cyr, de l'École des mines.

Ils sortent de la petite bourgeoisie : les cas sont assez rares de médecins appartenant à des familles d'ouvriers ou de paysans. En effet, pour entrer dans les Écoles de médecine, il faut avoir passé les examens du baccalauréat, c'est-à-dire avoir fait les études classiques nécessaires. Or, sauf exception, bien entendu, ni les ouvriers, ni les paysans ne peuvent faire entrer leurs fils dans les lycées.

Quant aux fils de la très riche bourgeoisie, ils dédaignent ou redoutent la profession médicale, comme d'ailleurs toute profession scientifique. Ils estiment que les carrières où il n'y a guère à travailler sont les meilleures, et que le suprême bonheur est de se reposer sans avoir rien fait, pour tranquillement dépenser l'argent gagné par leurs pères. Je crois bien qu'ils se trompent, et qu'ils ont mal compris leur véritable intérêt. Mais je n'ai pas de leçon à leur donner : je constate seulement un fait indéniable, à savoir que nos Écoles de médecine se recrutent dans la bourgeoisie moyenne ou peu fortunée.

Il en résulte que presque toujours les médecins, quand ils commencent leur carrière, ont besoin de leur métier comme gagne-pain. Il faut donc accepter cette idée, que le médecin exerce une profession qui doit le faire vivre, lui et les siens. Jusqu'à l'âge de trente ans, soit au lycée, soit à l'École, il n'a fait que coûter de l'argent à ses parens. En moyenne, les études médicales durent six ans, et, en moyenne, la vie d'étudiant coûte à peu près 3 000 francs par an. A ces 18 000 francs il faut ajouter les 12 000 francs d'études scolaires; c'est donc une somme de 30 000 francs, soit un revenu de 1 200 francs, que représente le diplôme de docteur en médecine. Et, comme un ménage bourgeois, femme et enfans, a besoin au moins de 3 800 francs pour vivre, le médecin doit gagner 5 000 francs par an. Or, l'encombrement de la profession est tel que, dans bien des cas, il ne peut pas gagner cette somme. Souvent, dans de très petites villes, il y a cinq ou six médecins. Assurément, dans certaines campagnes, éloignées des grandes villes, il n'y a pas tant d'encombrement. Mais la clientèle est alors bien peu fructueuse; les paysans n'appellent le médecin qu'aux dernières extrémités ; et d'ailleurs, ils sont pauvres : ils ne payent pas, ou payent mal.

Quant aux grandes villes riches, elles sont envahies par une population médicale surabondante. En certain quartier de Paris, il y a un médecin par 96 habitans !

A tout prendre, au point de vue professionnel exclusif, c'est un rude et dur métier, assez mal rémunéré. Et pourtant, combien le public est exigeant! A toute heure du jour ou de la nuit, le médecin doit accourir et trouver une solution immédiate aux problèmes les plus difficiles. On ne lui permet ni le retard, ni le doute. On interprète ses moindres paroles avec une sévérité extrême, en comparant sa conduite avec celle de tel ou tel autre de ses confrères. Plus tard, quand le moment des honoraires arrive, on lui conteste, avec mauvaise grâce, le prix légitime de son savoir et de sa peine. Le public comprend mal que le médecin exerce un métier qui doit être rémunéré, qu'il a droit à des honoraires déterminés, autant que le peintre dont on achète le tableau, le romancier dont on lit le livre, le pharmacien chez qui on va prendre des médicamens. S'il n'a pas débité une marchandise pondérable, il a donné son temps, son intelligence, son activité : or tout cela mérite salaire.

Ce qui est aussi, pour le public, difficile à admettre, c'est que la valeur des honoraires ne soit pas fixe, immuable, comme celle d'un billet de chemin de fer, ou d'un sac de farine. Il est juste, il est équitable, que, dans une certaine mesure, les honoraires du médecin soient en rapport avec la fortune du client. Pour que le médecin puisse donner des soins presque gratuits à un malade nécessiteux, il convient qu'il fasse payer plus cher un client riche. C'est une sorte de *virement* bien légitime; mais le riche client a peine à l'accepter.

Il y a des abus : il serait surprenant qu'il n'y en eût pas. Comment, sur 20 000 médecins, ne s'en trouverait-il pas quelques-uns qui abusent de l'autorité fournie par leur diplôme pour pressurer le client, multiplier les visites inutiles et se faire une publicité tapageuse? Il y a des médecins charlatans. Il y a des médecins cupides. Mais, si la profession médicale ne contient pas plus de vertus que les autres, elle n'en contient pas moins. De même que, dans une armée, il n'y a pas de différence de moralité entre les artilleurs, les cavaliers, et les fantassins, de même, dans une société, la différence de moralité n'est pas très grande entre les divers groupemens d'hommes, ingénieurs, avocats, commerçans, industriels et médecins.

Si l'on fait appel à son dévouement, le médecin est toujours prêt. Il est sans exemple qu'en temps d'épidémie un médecin ait abandonné son poste.

Il est vrai que dans les mœurs médicales se sont introduites quelques innovations fâcheuses, entre autres ce qu'on appelle, en argot professionnel, la *dichotomie*. La dichotomie, c'est une sorte de courtage que certains médecins prélèvent sur les honoraires du chirurgien qu'ils ont fait appeler. Le client qui paye au chirurgien telle ou telle somme, fixée à l'avance, est alors trompé, puisque aussi bien il ignore qu'une partie de cette somme est attribuée au médecin. Pourquoi ces subterfuges? Pourquoi cette dissimulation? C'est un manque de franchise et un manque de dignité. En outre, il est à craindre que le médecin, séduit par la perspective d'une fructueuse dichotomie, ne fasse appeler de préférence tel ou tel chirurgien, non parce qu'il est plus expérimenté et plus habile, mais parce qu'il accepte ce partage des honoraires, véritable fraude vis-à-vis du client. Qui sait même si des opérations inutiles n'ont pas été conseillées et exécutées pour ce seul motif? La *dichotomie*, qui est d'invention relativement récente, mérite donc d'être regardée comme également peu honorable pour le médecin et pour le chirurgien qui la pratiquent. Il serait à désirer qu'il y eût pour les médecins, comme pour les avocats, un conseil de l'Ordre, destiné à juger les manquemens au devoir professionnel. Les médecins n'ont pu jusqu'à présent s'entendre à ce sujet; et c'est regrettable. Il y a, à la vérité, de grandes associations médicales, qui sont florissantes et puissantes, et qui font beaucoup de bien. Mais elles sont surtout destinées à soulager les infortunes des médecins pauvres, et de leurs familles, à distribuer des secours et des pensions. Elles n'ont aucune autorité pour juger la conduite professionnelle du médecin.

Les critiques sévères auxquelles j'ai fait allusion ne portent pas seulement sur la moralité, mais encore sur la science des médecins. Il serait facile d'établir, je l'avoue, que les 20 000 médecins de France ne sont pas tous des savans. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit : il s'agit de savoir si, dans l'ensemble, les médecins ont une instruction médicale suffisante.

Or il est aujourd'hui presque impossible de délimiter les connaissances médicales en suffisantes et insuffisantes. Il n'est pas, à l'heure actuelle, possible de connaître également bien la science chirurgicale, les maladies mentales, les accouchemens, les maladies des yeux, la chirurgie abdominale, les maladies des enfans, etc. Les spécialistes sont, dans leur spécialité même,

contraints à faire des sortes de subdivisions; si bien que certains ophthalmologistes sont plus compétens dans les affections de la rétine que dans les troubles de réfraction de l'œil; d'autres sont spécialistes pour les maladies externes de l'œil; d'autres pour le strabisme, et ainsi de suite. Mais le médecin praticien, qui exerce à la campagne ou dans une petite ville, n'a pas besoin d'en savoir aussi long qu'un spécialiste de la capitale, d'être versé dans ce que Sganarelle appelait jadis le *fin du fin* de la médecine. Ce sera assez s'il connaît les *élémens* de toute la médecine et de la chirurgie. L'essentiel est de ne pas commettre d'impardonnables erreurs, et, en cas de doute, s'il y a urgence, de reconnaître son insuffisance, c'est-à-dire de demander l'avis d'un confrère plus compétent. Or les impardonnables erreurs sont rares, et même très rares : car, s'il s'en commet, il y a une responsabilité civile, et même une responsabilité pénale, qui sont très dures. La loi dit que le médecin est puni d'une amende très forte s'il y a *faute lourde*, et les malades ne manquent pas d'intenter une action en dommages et intérêts, s'ils s'imaginent, à tort ou à raison, qu'il y a eu faute lourde commise. On se souvient peut-être de quelques récens procès assez bruyans, où il n'y avait eu faute médicale lourde que dans l'imagination des cliens.

Quant aux légères fautes, imprudences, hésitations injustifiées, diagnostics téméraires, négligences, omissions, faux pronostics, certes oui, on en trouverait, et on en trouverait beaucoup, dans l'immensité du territoire français. Mais peut-il en être autrement? On ne saurait exiger que chaque malade ait, pour lui donner soins et conseils, deux ou trois professeurs des Facultés de France. Encore, quel que soit mon respect pour mes collègues, ne suis-je pas assuré que nul d'entre eux n'a jamais connu la défaillance ou l'erreur.

III. — LES FACULTÉS DE MÉDECINE

C'est d'ailleurs sur les Facultés de médecine, et spécialement sur la Faculté de médecine de Paris que portent les attaques. Laissons de côté les attaques aux personnes; ce sont vilenies pour lesquelles un dédaigneux silence suffit. Ne prenons que les griefs allégués contre l'institution même. Nous allons, pour mettre un peu d'ordre dans ces confuses récriminations, étu-

dier d'abord successivement ce qu'on reproche à l'enseignement même, puis au mode de recrutement des professeurs.

Pour ce qui est de L'enseignement, il y a deux critiques contradictoires, et, ce qui est assez curieux, c'est qu'on les réunit parfois toutes les deux, quelque contradictoires qu'elles soient.

On dit : « l'enseignement doit être avant tout clinique et professionnel. Les Facultés de médecine n'ont pas à former des savans, mais des praticiens. Il est inutile d'encombrer la mémoire des jeunes hommes de tout un fatras scientifique qui leur sera inutile dans l'exercice de leur métier. A quoi bon tant de chimie, tant de physiologie, tant de bactériologie? Un praticien n'a pas besoin de savoir la technique de la sphygmographie, ni de l'analyse des gaz, ni des cultures microbiennes, puisque, dans la petite ville qu'il habitera, jamais il n'aura l'occasion de prendre des sphygmogrammes, d'analyser les gaz du sang, et de cultiver des microbes. Laissez aux Facultés des sciences ces études compliquées, incertaines, et superflues. L'enseignement clinique, la science du diagnostic, une certaine habileté dans les opérations simples et dans les accouchemens, voilà ce qui est nécessaire et suffisant. Or, pour arriver à ce résultat, six années d'études sérieuses sont indispensables. Il faut que les élèves puissent, dans le cours de leurs six années d'études, observer, dans des cliniques spéciales, les maladies de la peau, les maladies mentales et nerveuses, les maladies des yeux, les accouchemens, et cela dans des hôpitaux non encombrés. Mais qu'il n'y ait plus, pendant les deux ou trois ans du début, cette prédominance des sciences accessoires, chimie, physique, anatomie, physiologie, pathologie expérimentale, anatomie pathologique, etc. Car ce n'est qu'une perte de temps au détriment de la clinique, qui seule importe. »

Je n'invente pas ces reproches; ils ont tous été exprimés très nettement par des médecins, réunis en un congrès de praticiens qui s'est récemment tenu à Paris. Il est vrai que ce même congrès a en même temps formulé des reproches tout à fait contraires. « Les étudians, y a-t-on dit, sortent des Facultés de médecine sans avoir rien compris aux choses de la science. Il n'y a qu'à entendre les réponses faites aux examens, même lorsque les candidats sont reçus, pour être bien vite convaincu qu'ils ne savent rien, ou presque rien. Comparé à l'enseignement des Facultés étrangères, l'enseignement des sciences à la Faculté de

Paris est d'une pauvreté insigne, de sorte que les jeunes docteurs, ayant passé une série nombreuse d'examens déplorablement faciles, sont aussi étrangers aux choses de la science qu'aux choses de la clinique. »

Il ne sera pas difficile de montrer que ces deux reproches sont injustes. Et d'abord, je répondrai au premier, parce qu'il est plus souvent présenté que l'autre.

Commet-on une grave erreur à la Faculté de médecine, quand on y enseigne, en même temps que la clinique, les sciences médicales? Je ne le crois pas. Je crois, au contraire, et très fermement, que, si, par malheur, on voulait bannir de nos Facultés médicales tout caractère scientifique, on commettrait la plus redoutable des erreurs. La Faculté de médecine n'a pas la mission exclusive de faire des praticiens. C'est là une partie essentielle de son œuvre; mais ce n'est pas toute son œuvre. Il y a à faire avancer la science médicale; car il reste encore, en médecine, des découvertes à faire, et beaucoup. La science médicale, plus peut-être que toutes les autres, est dans un état de perpétuel devenir. La plupart des questions y sont posées, non résolues. Or, si ingénieuse que soit la clinique, elle est à peu près impuissante quand elle ne s'appuie pas sur les sciences physico-chimiques et sur la physiologie comparée. Le clinicien ne peut guère espérer, par la clinique seule, conquérir des vérités nouvelles de portée profonde. Il enseigne ce que l'observation lui a appris; mais l'observation est mille fois moins féconde que l'expérimentation. Il faut toujours avoir présent à l'esprit ce grand fait dominateur que la colossale révolution scientifique qui a transformé la médecine, c'est la bactériologie. Or la bactériologie, c'est l'œuvre d'un chimiste, Pasteur, qui n'était *pas même médecin*, comme un malheureux a osé le lui dire un jour. Et pourtant, ce chimiste a fait, à lui tout seul, ce que quarante générations de cliniciens n avaient pas pu faire. L'œuvre de Pasteur s'achève et se poursuit par les investigations des physiologistes expérimentateurs. La sérothérapie a été trouvée dans les laboratoires, et non par des cliniciens. L'antisepsie dérive directement des travaux de Pasteur, et Lister était expérimentateur, en même temps que chirurgien. On peut dire que toute la médecine moderne est l'œuvre des savans; car les cliniciens qui ont fait faire des progrès à la médecine se sont montrés alors des savans, et ont procédé par des méthodes scientifiques, expérimentales, autres que les méthodes

cliniques, comme notre grand Villemin, ce médecin qui a démontré expérimentalement la contagion de la tuberculose, alors que, pendant trois siècles, en dépit de toute leur habileté clinique, les plus fameux médecins n'avaient pas su la déceler, et y croire. Donc, quand on dénie aux Facultés de médecine le droit de faire des recherches scientifiques, et d'initier les jeunes gens aux travaux de laboratoire, on fait un grand pas en arrière. On revient aux temps de Broussais et de Dupuytren, et plus loin même.

Toutes les Écoles médicales de l'étranger font un vigoureux effort pour donner aux choses de la médecine la précision des choses de la science. Le jour où il a pu être prouvé que la maladie n'est pas une puissance imaginaire et vague, un démon frappant au hasard de sa fantaisie, mais bien, presque toujours, un être vivant, parasite, qui s'introduit dans l'organisme humain pour vivre à ses dépens, ce jour-là la médecine est devenue une science. Quoi ! on voudrait qu'en France, dans la plus vieille Université du monde, à la Faculté de médecine de Paris, la science fût désertée; et qu'on se contentât d'enseigner aux jeunes gens les signes des fractures du radius, les indications du forceps, et le diagnostic de la rougeole ! La Faculté de médecine de Paris doit enseigner la clinique. Cela est évident. Mais la clinique moderne a besoin d'être appuyée, fortifiée par l'expérimentation. A côté des cliniques, il doit y avoir toute une vaste école de pathologie expérimentale : car où l'enseignerait-on, sinon à la Faculté de médecine ? Or pathologie expérimentale, cela signifie : chimie, anatomie, physique et physiologie. Expérimenter sur les microbes sans bien connaître la chimie et la physiologie, c'est comme si l'on voulait étudier l'électricité sans connaître les mathématiques.

On croit rêver lorsque l'on entend des hommes sérieux, comme certains orateurs du congrès des praticiens, prétendre que les laboratoires nuisent à la médecine, et que l'enseignement scientifique de la Faculté fait tort à son enseignement clinique. C'est le contraire qui est vrai. Les grands cliniciens d'aujourd'hui savent parfaitement tout ce qu'ils doivent à l'expérimentation : pas un seul n'oserait dire que Magendie et Claude Bernard, Pasteur et Marey, Chauveau et Villemin n'ont pas, par leurs géniales découvertes, perfectionné le traitement et le diagnostic des maladies.

Si même on voulait entrer dans le détail des faits, on serait bien vite convaincu que, parmi les étudians en médecine, ceux qui savent le mieux la chimie et la physiologie sont aussi les meilleurs *praticiens*. Celui qui croit non pas à l'antagonisme, — ce qui serait par trop inepte, — mais même à l'indépendance de la science et de la clinique, n'a rien compris ni à la science, ni à la clinique. Aussi faut-il, suivant un programme que la Faculté de médecine essaye de réaliser, faire marcher de pair l'enseignement de la science et l'enseignement de la pratique, non seulement parce que la médecine, sous peine de déchéance, doit être scientifique, mais encore parce qu'à l'heure actuelle il est impossible de rien comprendre à la médecine, si l'on n'est pas en même temps versé dans les sciences médicales.

Rien donc n'est plus absurde que de reprocher à la Faculté de médecine le côté scientifique de son enseignement. Il me paraît même que, si elle pèche, c'est bien plutôt par le défaut contraire. Hélas oui ! les sciences, à la Faculté de Paris, sont en médiocre honneur. Trop souvent, on entend les jeunes gens, égarés par de sots conseils, dire quand on leur fait une démonstration scientifique : « A quoi bon ? Ai-je besoin de savoir tout cela ? »

Je suppose qu'il s'agisse de soigner un malade atteint d'une maladie de cœur. Est-il possible d'y rien comprendre, si l'on ne connaît pas parfaitement le mécanisme du cœur normal ? L'horloger à qui vous donnez votre montre à réparer sera-t-il considéré par vous comme un habile praticien, s'il déclare ne rien entendre au mécanisme des montres normales, mais prétend seulement remettre en bon état les montres détraquées ?

J'en appelle au simple bon sens. Pour se faire une idée nette des troubles de la circulation cardiaque, provoqués par une altération organique du cœur, il est indispensable de savoir quelle est la fonction du cœur bien portant, la succession des contractions auriculaires et ventriculaires, la cause des bruits cardiaques, les variations de la pression intra-vasculaire, l'innervation du cœur par des nerfs d'arrêt, par des nerfs d'accélération, par des ganglions auto-moteurs. Si le médecin ignore toute cette physiologie du cœur, il sera réduit, pour le diagnostic et le traitement, à ne pas mieux faire que le plus humble rebouteux de village.

Les conditions de l'alimentation dans l'hygiène privée ou

dans l'hygiène publique ont été précisées par les chimistes physiologistes. Croit-on vraiment qu'un médecin doive se contenter des principes qu'un caporal professe sur l'*ordinaire* de ses soldats, ou des notions qu'une bonne d'enfant possède sur la soupe de son bébé? J'estime plus haut le rôle du médecin. Il doit savoir qu'il y a des alimens azotés, d'autres non azotés; il doit à peu près savoir la quantité d'azote, d'hydrogène, de carbone que contiennent les principaux alimens. Certes, c'est de la chimie, tout cela. Mais, sans cette chimie élémentaire, il est interdit de comprendre quoi que ce soit aux phénomènes de la nutrition.

Un médecin digne de ce nom a-t-il le droit d'ignorer qu'il y a du sucre dans le lait, et combien il y a de sucre? Qu'il sache, par surcroît, la constitution chimique du sucre de lait, ce n'est pas indispensable; mais il serait bien ridicule d'accuser un professeur de chimie physiologique de dire des choses inutiles, si, à la fin de sa leçon, il indique par une formule la nature chimique du sucre de lait.

A vouloir séparer la médecine de la science, on ravale la médecine à un rang inférieur. Au moyen âge, les barbiers étaient chirurgiens. On voudrait nous ramener là! Ainsi, depuis un siècle, les médecins auraient fait un immense effort pour donner à la pratique médicale des bases solides : ils auraient multiplié les moyens scientifiques d'investigation, et, à la Faculté de médecine de Paris, il faudrait négliger cette œuvre colossale, jeter par-dessus bord ce bagage soi-disant encombrant, pour s'abandonner à un grossier empirisme, goûter l'urine des diabétiques, comme en 1825, pour savoir si elle est sucrée, au lieu de faire les réactions chimiques qui décèlent la présence du sucre!

Mon père, qui fut un grand clinicien, accueillait assez mal le confrère qui lui déclarait : « Je ne suis pas un savant, je suis un praticien! » et il me disait alors : « Je sais ce qu'il entend par là : il veut dire qu'il est un ignorant! » En fait, le soin que prennent certains docteurs de déclarer qu'ils ne connaissent que la pratique est un masque pour couvrir leur ignorance. Ceux qui dédaignent la science sont incapables d'être de bons praticiens.

D'ailleurs, on néglige ce fait essentiel, très évident, que, pour avoir conservé à cinquante ans quelques connaissances scientifiques, il faut en avoir acquis beaucoup à vingt ans. On ne retient pas la centième partie de ce qu'on a appris. Telle est la

loi fatale, inéluctable de notre défaillante mémoire. Aussi n'est-il pas absolument nécessaire qu'un praticien sache la chimie, l'anatomie et la physiologie (élémentaires); il suffit qu'il les ait *oubliées*. Ignorer la science et avoir oublié la science, ce n'est pas la même chose. Que de choses nous avons apprises, les uns et les autres, dans notre jeune âge, pour les oublier ensuite! Elles n'ont pas été stériles, cependant, ces connaissances oubliées; elles ont créé notre état mental; elles nous ont permis de relier les phénomènes aux phénomènes; elles ont développé notre intelligence; elles nous ont permis d'observer et de comprendre ce qui, sans ces notions préalables, eût passé pour nous inaperçu. Un jeune homme qui, de dix-huit ans à vingt-quatre ans, a fait de fortes études dans les sciences physico-chimiques et biologiques, est admirablement préparé à l'observation médicale. Et on peut être assuré qu'il sera un meilleur praticien que si, pendant ces six années, il n'avait eu pour former son intelligence qu'à regarder des accouchemens, des fractures de côte et des scarlatines.

Actuellement, les études médicales peuvent être à l'extrême rigueur terminées en cinq ans. Or vraiment ce n'est pas assez; et, ce qui le prouve, c'est qu'en général les étudians font six ou sept ans d'études médicales. En six ans, un jeune homme laborieux et intelligent peut être en état de devenir un docteur très acceptable. A la base, l'anatomie, la physiologie, la chimie, la pathologie expérimentale, l'anatomie pathologique et la parasitologie : ce sont des études préliminaires auxquelles il peut consacrer trois ans. Encore, pendant la seconde année peut-être, et pendant la troisième à coup sûr, devra-t-il déjà suivre assidûment des services hospitaliers pour s'initier peu à peu à l'observation des malades. Mais ce qui est essentiel, c'est qu'il connaisse à fond ce qui est la science médicale. S'il sait parfaitement l'anatomie et la physiologie, la pathologie sera apprise sans peine; il aura alors trois grandes années pour la pathologie, ce qui suffira pour être en état d'exercer honorablement la médecine. Mais vouloir supprimer ces premières années d'introduction à la médecine, ce serait un sacrilège, et, si on les rayait du programme des études, on ferait retomber les Facultés de médecine au-dessous du niveau des Écoles dentaires.

Certains praticiens, ceux-là mêmes qui affectent de mépriser le côté scientifique de la médecine, disent parfois aux jeunes

gens : « Ne suivez pas les cours théoriques; ne fréquentez pas les laboratoires; délaissez hardiment les pavillons de dissection, les travaux pratiques de chimie, de physique et d'histoire naturelle; vous n'apprendrez là rien qui vaille; vous n'avez qu'à fréquenter les cliniques, à voir des malades. Tout le reste n'est rien ! » Ce sont là de détestables conseils. Il faut suivre les cours, parce que les professeurs y enseignent ce que l'élève doit savoir, avec moins de détails superflus que dans les livres, et de manière à être facilement compris. Il faut fréquenter les salles de dissection, parce que l'anatomie est indispensable. Il faut assister aux travaux pratiques, et, quand cela est possible, passer plusieurs heures dans les laboratoires, parce que la recherche scientifique est une excellente discipline pour l'esprit, et que nulle initiation n'est plus profitable. Est-il raisonnable qu'au sortir du collège le jeune homme aille tout de suite passer ses matinées à l'hôpital? Il verra des malades atteints de sclérose, et il ne saura pas si la moelle épinière est devant ou derrière la colonne vertébrale. Il verra des laparotomies, et il n'aura jamais entendu prononcer le mot de péritoine. Il entendra des prescriptions faites à un diabétique, et il ne saura pas si le sucre a la même composition que la benzine. Chaque chose doit être mise en sa place. Avant d'étudier la médecine, il faut étudier la base de la médecine. L'état morbide ne sera connu que si on connaît l'état normal. Et il serait tout aussi insensé de vouloir commencer les études médicales par la pathologie que de supprimer l'algèbre et la géométrie élémentaires pour apprendre tout de suite le calcul intégral.

Donc, c'est à tort qu'on accuse notre Faculté de médecine de donner une trop grande place à la science. Le reproche inverse serait plus justifié. Il est manifeste que beaucoup de nos jeunes docteurs sont assez peu au courant des choses de la science, et que, si une réforme devait être faite, ce serait pour augmenter la culture scientifique.

Rien ne serait plus désirable que la participation active de tous les étudians à des travaux de laboratoire; à des exercices pratiques plutôt, car il ne peut être question de recherches originales. Mais le nombre considérable des étudians inscrits rend la chose très difficile, presque impossible. Il y a tous les ans sept à huit cents jeunes étudians de première année, quelquefois davantage. Les exercices de dissection, de microscopie,

de physiologie, de chimie ne peuvent être que très sommaires pour cette grande masse d'élèves. On a réussi cependant tant bien que mal à leur donner cet enseignement pratique, et, à l'heure présente, il n'y a pas d'étudiant qui n'ait disséqué pendant plusieurs mois, pratiqué des manipulations de chimie, de physique, d'histologie ou de physiologie, de sorte que les studieux et les zélés peuvent avoir acquis les premières notions techniques, les seules qui soient nécessaires, de ces diverses sciences.

Quant aux autres étudians, — ceux qui ne sont ni studieux, ni zélés, — nulle force humaine ne les fera travailler, s'ils ne veulent pas travailler.

Les examens sont la sanction des études, et ils sont nombreux : il y en a vingt et un pour arriver au grade de docteur. Ces examens constitueraient une sanction irréprochable, si nous n'étions pas tous un peu plus indulgens qu'il ne faudrait. Tous mes collègues le reconnaissent comme moi, *en principe*. Mais, quand il s'agit de se montrer plus sévères, ils hésitent. C'est toujours chose pénible que de retarder de trois mois, de six mois, d'un an peut-être, la carrière d'un brave garçon qui a été moins laborieux qu'il ne faut, ou qui a l'entendement un peu lourd.

On peut ranger les candidats en trois groupes : ceux qui doivent être certainement reçus ; ceux qui doivent être certainement refusés ; et ceux qui peuvent être, suivant la sévérité de leur jury, ou suivant le hasard des questions posées, indifféremment reçus ou refusés ; car ils sont *à la limite*, comme on dit. Or pour ceux-là ce n'est pas chose commode de décider. Tous les juges qui ont fait passer des examens reconnaîtront que des cas particuliers se présentent, qui sont souvent très embarrassans. Être indulgent, c'est autoriser la paresse ; c'est donner à l'ignorance droit de vie et de mort ; c'est abaisser le niveau des études. Être sévère, c'est accorder une extrême valeur à des réponses que l'émotion ou le défaut de mémoire peuvent expliquer, pour des questions qui portent sur de minces détails ; c'est ruiner la carrière d'un jeune homme méritant, pour qui une famille pauvre a fait de longs sacrifices ; c'est oublier qu'il y a vingt et un examens successifs ; et qu'à chacun de ces examens des professeurs spécialisés sont enclins très légitimement à exagérer l'importance de la science qu'ils professent. On peut donc être indulgent ou sévère, et l'appréciation est très délicate.

C'est d'ailleurs une légende que de croire à l'efficacité des recommandations. J'en parle en connaissance de cause, ayant fait passer dans ma longue carrière près de dix mille examens, et ayant entendu les délibérations de mes collègues relatives à l'admission ou au refus de tel ou tel candidat. Eh bien! en dépit de la légende, les recommandations ne comptent pas. Pour ce qui me concerne, quand on m'en adresse, ce qui est assez rare, je tâche de ne m'en pas souvenir; car, si je m'en souvenais, ce serait pour être sévère au candidat recommandé.

L'enseignement de notre Faculté n'est certes pas irréprochable; car le nombre croissant d'élèves et la pénurie des ressources budgétaires rendent toute organisation très difficile. Pourtant, en bonne justice, il est parfaitement suffisant pour les étudians qui veulent en profiter. On pourrait d'ailleurs prendre quelques mesures assez simples, qui seraient efficaces, — ne fût-ce que d'augmenter d'une année la durée minimum des études, — pour permettre des études plus approfondies dans les cliniques spéciales. On pourrait exiger un examen d'entrée; car le baccalauréat et le certificat d'études (P. C. N.) ne constituent pas un barrage suffisant pour empêcher l'accession de certaines nullités encombrantes aux études médicales.

Avant tout, il faudrait donner, aux jeunes gens qui veulent faire de la science, des situations un peu mieux rémunérées. C'est à grand'peine qu'on peut recruter des travailleurs dans nos laboratoires; car les émolumens des préparateurs, moniteurs, assistans sont misérables. Avec 2 000 francs par an, un homme de trente ans, qui a femme et enfans, ne peut pas vivre à Paris. Alors, poussé par la nécessité, il délaisse le laboratoire, pour faire quelque clientèle. Si les jeunes savans étaient riches, ils pourraient se donner l'agréable luxe des recherches scientifiques désintéressées, sans rien demander à l'État : mais les jeunes savans sont tous pauvres, et ils ne consentent pas, pour l'amour de la science, à mourir de faim. Ils se jettent alors dans la pratique médicale; ce qui à certains égards est fâcheux; car la pratique médicale conduit rarement à des travaux originaux et importans dans le domaine de la médecine même.

Il me reste à aborder le recrutement du personnel enseignant.

Ce mode de recrutement est le *concours*. Car, dans les Écoles de médecine, si les examens conduisent au diplôme, on n'arrive que par le concours aux grades un peu élevés. C'est à la suite d'un

concours qu'on est nommé externe, puis interne des hôpitaux, puis médecin ou chirurgien des hôpitaux. A chacun de ces concours il y a élimination des moins capables. Ce ne sont pas, il est vrai, des concours relevant de la Faculté de médecine, puisqu'ils dépendent de l'Assistance publique; mais l'Assistance publique et la Faculté, tout en étant deux administrations nettement séparées, se prêtent un mutuel appui, en dépit de quelques petits nuages qui s'élèvent parfois entre elles. En tout cas, les concours hospitaliers font partie intégrante de l'éducation médicale. A la Faculté de médecine, il y a d'ailleurs divers concours; pour les étudians chirurgiens, concours pour l'adjuvat, le prosectorat, le clinicat, l'agrégation : pour les étudians médecins, concours pour le clinicat et l'agrégation.

Ces concours de la Faculté et des hôpitaux ont été très vigoureusement attaqués : voyons donc si réellement le concours est un procédé de recrutement préférable aux autres.

Toute nomination est due, soit à l'élection (par un ou par plusieurs), soit à l'ancienneté, soit au concours. Laissons de côté l'ancienneté qui ne peut être mise en cause, puisqu'il s'agit de très jeunes gens qui sont au début de leur carrière. Il ne reste alors que deux procédés de nomination : l'élection ou le concours.

L'élection, c'est le choix. Peu importe que le choix soit fait par un seul (ministre, doyen, professeur), ou qu'il soit fait par plusieurs personnes. Rien ne garantit que le choix sera bon, et que la faveur ne se portera pas sur le candidat le plus souple, le plus habile, le mieux recommandé.

Mais, lorsqu'il s'agit d'un concours, on n'est pas, comme dans une élection, moralement libre de désigner le candidat qu'on préfère. On doit nommer le candidat qui a le mieux fait, même s'il est peu sympathique; car il y aurait injustice à faire autrement. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une nomination, le ministre a toute liberté de choisir celui qui lui plaît. Aussi conclurai-je que le concours est préférable à l'élection. Car les candidats dont le mérite est éclatant sont sûrs d'être nommés; et ceux qui sont très ignorans et insuffisans sont sûrs de ne jamais arriver. Pourtant on a fait de graves objections à nos concours de la Faculté, et, en synthétisant les reproches qu'on leur adresse, je les résumerai ainsi : 1° Le concours détruit l'originalité créatrice des jeunes gens. C'est une prime donnée à la

mémoire. Il paralyse toute activité scientifique; 2° Les juges sont partiaux et injustes. Ils favorisent leurs élèves, leurs amis : les nominations après concours ne sont que des nominations de faveur, dont la faveur est déguisée.

La première objection ne manque pas de quelque vraisemblance. Les candidats, à qui on impose de traiter sans notes une question choisie au hasard parmi le nombre énorme des questions possibles, ne peuvent pas se livrer à des travaux personnels, avec autant de liberté d'esprit que s'ils n'avaient pas à faire ce grand effort de mémoire. Mais de nombreux exemples prouvent qu'on peut en même temps préparer le concours, et faire quelques recherches personnelles excellentes. C'est un surcroît de travail assurément; mais, puisque la compétition est nombreuse et ardente, il est naturel que les difficultés aillent en croissant.

On oublie d'ailleurs, lorsqu'on accuse le concours de limiter les travaux originaux des concurrens, qu'il a pour fonction de mettre en lumière parmi les candidats ceux qui sont, non les plus inventifs, mais les plus cultivés. Pour désigner le médecin qui sera le plus apte à soigner des malades, un concours, qui se compose d'épreuves pratiques et d'épreuves théoriques, indiquera nettement celui qui aura sur ses compétiteurs le double avantage de faire un bon diagnostic et d'avoir les connaissances théoriques nécessaires. C'est cela qu'on exige du médecin qui aura pour mission de soigner les malades dans les hôpitaux, ou d'enseigner aux jeunes étudians, comme agrégé, les préceptes de la médecine classique. On ne lui demande pas d'avoir fait des découvertes personnelles en un point limité de la médecine, mais bien de connaître plus ou moins toute la médecine, car, en fait, des maladies de toute sorte devront être diagnostiquées et traitées par lui. On ne va pas donner le droit de vie et de mort sur tous les malades des hôpitaux à celui qui a fait un mémoire remarquable sur les trypanosomes, sans s'être assuré qu'il est suffisamment instruit dans les autres parties de la médecine.

Être interne ou médecin des hôpitaux, être agrégé de la Faculté, c'est une fonction; ce n'est pas un titre honorifique. Il ne faut pas confondre une Académie avec une Faculté. Qu'on nomme académicien l'auteur d'une monographie savante : rien de plus juste. Mais il serait peu rationnel de conclure que l'au-

teur de cette monographie connaît tout ce qu'il faut connaître pour être un praticien expérimenté. De fait, quand il s'agit de désigner un médecin des hôpitaux, il faudra nommer le médecin le plus instruit, plutôt que l'auteur du meilleur travail. De même, s'il s'agit de nommer un agrégé, on ne devra pas hésiter entre un candidat qui aura fait une ou deux monographies recommandables, mais qui sera dépourvu de tout talent de professeur, et un autre qui professera beaucoup mieux et qui aura des connaissances étendues et sûres.

Mais, même quand on a raison, il ne faut rien exagérer. Aussi, dans les concours d'agrégation, une grande part est-elle attribuée aux travaux personnels effectués par le candidat. Une des épreuves consiste dans l'exposé oral, fait par lui-même, de ses recherches originales. A bon droit les juges attachent grande importance à cette épreuve; mais on comprend aussi qu'elle ne doive pas être la seule. Il faut que le candidat prouve qu'il sait faire une leçon d'une heure, disposer en bon ordre les élémens de cette leçon, exposer clairement les faits et les théories, intéresser son auditoire, et mettre en relief ce qui est essentiel.

Ceux qui reprochent au concours de paralyser l'activité scientifique et l'originalité croient peut-être qu'il y a antagonisme entre l'érudition et l'originalité. Il n'en est rien. Des érudits ont parfois une originalité remarquable; et ce n'est pas la marque d'un esprit supérieur que d'ignorer les travaux des devanciers.

Si les concours devaient se renouveler sans cesse et se continuer jusqu'à un âge avancé, l'inconvénient serait réel; mais n'oublions pas que les candidats sont jeunes, et qu'il leur est difficile, dans des sciences aussi vastes et aussi ardues que les sciences médicales, d'avoir déjà produit des travaux originaux. Les candidats à l'externat ont 21 ou 22 ans; les candidats à l'internat ont 24, 25 et 26 ans. Quant aux candidats à l'agrégation et aux hôpitaux, ils ont généralement de 30 à 40 ans. Peut-être serait-il bon d'imposer une limite d'âge. Mais c'est là une question de solution délicate, et que je ne puis aborder ici.

En tout état de cause, on reconnaîtra avec moi que le concours, qui serait détestable s'il s'agissait de nommer des savans, est excellent quand il s'agit des cliniciens ou des agrégés.

D'ailleurs, le succès dans un concours ne dépend pas uniquement de la mémoire. Certes, la mémoire, don précieux, incom-

parable, facilite singulièrement les épreuves. Mais, pour réussir, que d'autres qualités ne faut-il pas avoir? La précision du diagnostic n'est pas une affaire de mémoire, non plus que la facilité de l'élocution, ou l'ordonnancement logique d'une leçon. Le jugement, le bon sens, la finesse, la clarté sont les qualités qui distinguent les plus brillans candidats. Quelle part la mémoire y prend-elle?

En outre, dans les récens programmes, les épreuves dites de mémoire sont réduites à un minimum. Dans les concours d'agrégation, il n'existe plus qu'une seule épreuve de mémoire: c'est la leçon de trois quarts d'heure, faite après trois heures de préparation sans notes préalables; or, généralement, les juges attachent plus d'importance à la leçon d'une heure, pour laquelle le candidat a eu quarante-huit heures de préparation, et peut apporter tous les livres et documens dont il lui plaira d'user.

Venons à l'autre objection, celle qui consiste à dire « que le concours n'est pas un concours, que les places sont attribuées par avance, et que les juges ne se donnent pas la peine d'écouter les candidats : car leur *siège est fait*, et leur préférence arrêtée. »

Le reproche serait terrible, s'il était justifié. *Mais il n'est pas justifié.*

Et d'abord, quand il s'agit d'apprécier la valeur d'une épreuve, l'appréciation n'est pas aussi simple que le bon public le croit. J'admire toujours la facilité avec laquelle ce public, qui n'est pas responsable, juge la valeur de telle ou telle épreuve, et décide, sans hésiter, aussi partial que le moins impartial des jurys. Un juge éclairé, et soucieux de son devoir de juge, éprouve parfois de terribles perplexités, que le public, dans son incompétence et son irresponsabilité, ignore. Rarement deux épreuves se ressemblent. Elles ont des qualités différentes, et des défauts différens. Quelle part faire aux unes et aux autres? Celui-ci a commis une énorme omission, voire une grave erreur; mais sa leçon a été par ailleurs excellente. Celui-là n'a laissé échapper ni erreur, ni omission; mais sa leçon est plate et vulgaire. Lequel doit être préféré? L'un a exposé brillamment une théorie contestable; l'autre a péniblement développé une théorie juste. Qui des deux est le plus digne? L'un a concouru avec éclat; mais il est tout jeune, et

n'a pas de travaux personnels : l'autre, avec des épreuves moins brillantes, a rendu déjà de grands services à l'enseignement, et a quelques travaux sérieux dans son bagage scientifique. Lequel doit être sacrifié?

Les juges ont souvent l'angoisse de l'incertitude. Pour en sortir, ne leur est-il pas permis de choisir, d'après leurs préférences personnelles? L'élève, qui connaît les idées de son maître, ne se fait pas faute de les reproduire avec complaisance : et tout naturellement, le maître, qui est juge, trouve ces idées, qui sont siennes, fort justes et déclare fort instruit le candidat qui les expose. Y a-t-il là favoritisme? En tout cas, ce favoritisme s'accorde très bien avec la conscience.

On dit qu'avant le concours, d'après les noms des juges, les nominations peuvent être prévues; et en effet, alors qu'aucune épreuve n'a été commencée encore, selon la composition de tel ou tel jury, on a pu parfois désigner les candidats qui devaient réussir. Or cela prouve seulement qu'on connaît, à peu de chose près, ces mérites relatifs des jeunes gens qui vont concourir, de même que dans une course hippique, — qu'on me pardonne cette comparaison, — on peut prévoir le cheval qui va demain remporter le prix.

Pourtant, les juges ont peut-être trop de fidélité à leurs élèves. Ils ne devraient jamais oublier que cette extrême fidélité est une injustice. Et puis, les jeunes candidats ne sont pas tout à fait innocens, eux non plus, car ils se font recommander, recommander, recommander. Ils disent : *J'ai mon jury;* ou : *Je n'ai pas mon jury.* Ce qui est vraiment une lamentable formule.

Tout de même, je suis convaincu que ces concours, dont on a tant médit, sont, en réalité, bien plus sincères que ne le croient les candidats refusés.

Car enfin, tout le monde est forcé de reconnaître que ces concours, en dépit des violentes attaques venues de tant de côtés, conduisent toujours à de bons choix. Les nominations des chirurgiens et médecins des hôpitaux, ou des agrégés de la Faculté, sont consacrées par l'assentiment presque unanime. Aussi serait-il bien imprudent de détruire une organisation qui a fait ses preuves, et qui a fourni, et à l'Assistance publique et aux Facultés de médecine, tant d'hommes éminens, cliniciens habiles, et distingués professeurs.

CONCLUSION

Le lecteur qui aura eu la patience de me suivre s'est déjà rendu compte qu'il ne s'est agi ici que d'une étude sommaire, très élémentaire. Pour traiter, avec tous les développemens qu'elles comportent, les graves questions que j'ai effleurées, il eût fallu entrer dans beaucoup plus de détails. Sans doute les médecins savent parfaitement tout ce que j'ai dit ici. Mais ce n'est pas aux médecins que je me suis adressé, c'est plutôt aux malades, c'est-à-dire au public. On lui avait dit beaucoup de mal des médecins et des institutions médicales; et ni les médecins ni les institutions médicales n'avaient répondu. Nous avons pris la parole pour les défendre.

Certes, les médecins ne sont ni des dieux, ni même des demi-dieux; ni des anges, ni même des saints. Ils sont hommes, avec les mêmes défauts de paresse, de vanité, de cupidité que les autres hommes. Mais ce qui les distingue des autres hommes, ce sont certaines qualités professionnelles, véritablement admirables: le dévouement aux malades, la patience, le courage. — Ils ne sont pas tous des savans, cela va sans dire. Mais leur instruction est suffisante pour leur permettre de soulager efficacement beaucoup de douleurs humaines. — Nos institutions médicales ne sont pas parfaites. Mais, si imparfaites qu'elles soient, elles donnent à tous ceux qui ont un grand talent le droit d'arriver aux premiers rangs. Elles permettent aux autres d'acquérir les connaissances nécessaires à la pratique de leur art.

Quant à la médecine, elle a fait, grâce à des savans illustres, des progrès extraordinaires. Aussi rien n'est-il plus injuste que de dire: la médecine n'a rien fait. Au contraire, elle a fait des prodiges. Elle en fera encore si on lui donne les ressources nécessaires à toute recherche expérimentale. Les bienfaits passés sont innombrables. Mais on peut espérer que les bienfaits futurs seront plus abondans encore.

Voilà ce que je me suis permis de dire pour défendre cette noble profession médicale, que je respecte et que j'aime; et j'ai tâché de montrer que ce respect et cet amour sont légitimes.

CHARLES RICHET.

L'ÉVOLUTION

DE

L'ÉDUCATION AU JAPON

II (1)

LES TENDANCES SOCIALISTES ET RÉACTIONNAIRES

I

L'éducation de la nouvelle génération, l'instruction des jeunes gens dont le devoir sera de continuer le lourd travail commencé par leurs pères; de civiliser et de moderniser le Japon, est peut-être de tous les problèmes le plus troublant comme il est la plus importante de toutes les tâches. Dans la période Meiji, pendant les années de la transformation du pays, le temps manquait pour approfondir ces questions. Tout ce qu'on pouvait entreprendre, c'était de courir au plus pressé, de parer aux dangers les plus imminens. Toutes les forces de la nation étaient alors engagées dans la lutte contre les résistances à l'intérieur et les dangers du dehors.

Pour réorganiser l'éducation, il était de première nécessité de donner aux enfans une instruction se rapprochant autant que possible de celle des enfans en Europe et en Amérique. On jugea utile de leur faire acquérir le même nombre de connaissances et de leur imposer les mêmes programmes que les étudians

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

de l'Ocident, afin qu'ils pussent recevoir les mêmes notions techniques et pratiques. Les hommes et les commissions qui furent chargés de réorganiser le système de l'instruction publique et de fonder les institutions modernes ont d'abord étudié consciencieusement les conditions de l'éducation à l'étranger. Dans ce dessein, ils ont visité les États-Unis, l'Angleterre et plusieurs pays du continent de l'Europe et ils ont également approfondi avec un soin extrême les diverses méthodes dans les différentes écoles. Ils ont vu tout ce qu'il y avait à voir; ils ont appris tout ce qu'ils pouvaient arriver à connaître. Dès leur retour dans leur pays, ils ont commencé à refondre le système général d'éducation et à réorganiser les écoles, avec l'aide de professeurs venus de toutes les parties du globe. Le système introduit par eux se rapproche de celui de l'Allemagne, mais le genre d'instruction est établi plutôt sur les méthodes en vogue dans les écoles d'Amérique : ce qui s'explique aisément, puisque le plus grand nombre des professeurs nommés pour inaugurer les nouveaux cours venaient des États-Unis. Comme je l'ai déjà dit, la première nécessité était d'élever une génération capable de faire face aux exigences créées par la situation nouvelle; il fallait former des hommes connaissant les langues étrangères, des hommes d'affaires, des spécialistes dans toutes les classes de la société, des négocians, des financiers, des entrepreneurs, des politiques, etc. A des besoins nombreux devaient répondre autant de carrières nouvelles. Tout était à faire. Il fallait recréer l'éducation publique *ab ovo* et pour tous les rangs de la société.

Sous l'ancien régime, les enfans des samouraïs recevaient leur instruction littéraire et militaire à la cour de leur daïmyo. Tout seigneur féodal établissait dans sa capitale une école où les enfans de ses vassaux et subordonnés apprenaient tout ce qui leur était nécessaire. Il y avait aussi, pour les classes moyennes, des écoles privées dont quelques-unes existent encore dans les différentes parties du pays : ce sont des établissemens fondés par les autorités locales pour subvenir aux besoins de la commune. Le clergé s'occupait des enfans des paysans et se chargeait de leur donner les premières notions scolaires. Dans les couvens de sectes si nombreuses, l'art et la science étaient assidûment cultivés. Le niveau de l'éducation au Japon, vers le milieu du XIXe siècle, répondait exactement à celui de l'Europe au moyen âge. Elle avait les mêmes défauts et les mêmes avantages; si les

méthodes d'enseignement étaient souvent primitives, la substance indigeste et les procédés défectueux, la discipline était exemplaire et servait à former des caractères excellens. Le principal objet des écoles sous le régime féodal était de produire de bons soldats, de loyaux patriotes. La grande ambition du daïmyo était de former des samouraïs plus courageux que ceux des provinces voisines. Afin d'arriver à ce résultat, il était de toute nécessité d'inculquer aux enfans les principes de l'obéissance la plus stricte, de la fidélité à leur seigneur, et l'amour du sol natal.

Le courage et l'héroïsme étaient les vertus les plus populaires, l'esprit de sacrifice et d'abnégation, les qualités les plus désirables. Comme à Sparte, — car l'analogie entre l'esprit public de cette antique cité guerrière et celui de l'ancien Japon est très frappante, — les jeunes gens étaient dressés pour faire de bons soldats et des citoyens modèles. La naissance d'un garçon était l'occasion de grandes réjouissances, qui signifiaient qu'un héros de plus venait d'être mis au monde. Ces sentimens se maintinrent au Japon longtemps après la fin des guerres sanglantes de la période Kamakura et des hostilités continuelles entre seigneurs féodaux sous le règne des Ashikaga, tandis que, sous l'administration centralisatrice de la dynastie des Tokugawa, le pays jouissait d'une paix ininterrompue de trois siècles.

Les célèbres Shoguns se gardèrent bien de toucher aux vieilles traditions; bien au contraire, ils consolidèrent les coutumes patriarcales. En lisant la vie de quelques-uns de leurs souverains, nous sommes frappés non seulement de leur vaillance et de leur courage; mais encore de la sagesse de leur politique.

Afin de comprendre ce qu'était le Japon lorsque les flottes d'Amérique et plus tard celles de l'Europe y débarquèrent, dans la seconde moitié du siècle dernier, il faut nous rendre compte de l'esprit de la maison des Tokugawa et des idées de leur ancêtre Yeyasu, le fondateur de la dynastie des Shoguns. Ce général habile, fils d'un simple samouraï, vassal de la noble maison Minamoto, à la mort de son seigneur, déclara la guerre à son héritier et, après de nombreux combats, vainquit le puissant daïmyo et établit son influence sur la cour et sur le Mikado lui-même. Lorsqu'il eut une fois consolidé sa position, il résolut de fonder une nouvelle capitale où, à partir de ce temps, ses successeurs dans le shogunat ont tenu leur cour jusqu'à l'époque de la Restauration. Les brillans exploits militaires de ce guerrier

intrépide rappellent beaucoup ceux des *condottieri* d'Italie de la même époque et, comme homme d'État, il nous fait penser à ce génie prodigieux, l'auteur de *Il Principe*. Il a formulé les codes et les règles sur lesquels ses successeurs devaient fonder leur autorité dans un célèbre testament politique appelé *le Legs de Yeyasu*. Ce document, dont l'authenticité est contestée, est du plus grand secours pour l'étude des vieilles lois japonaises; car, même en supposant qu'il n'ait pas été écrit par le premier des Tokugawa dans la forme qu'il revêt aujourd'hui, il n'est pas douteux qu'il soit l'expression fidèle des principes sur lesquels leur pouvoir était établi et qu'il contienne la substance même du Code qui leur permit de faire respecter l'ordre dans leurs États.

L'obéissance était considérée comme la première des vertus domestiques. Le père, en sa qualité de chef de la famille, exerçait l'autorité suprême, sa femme et ses enfans lui étaient entièrement soumis; sa parole faisait loi, et leur premier devoir était de satisfaire ses volontés. L'état patriarcal, si cher aux races orientales, fut instauré au Japon par ses premiers conquérans et, dans les plus anciennes annales comme dans les traditions préhistoriques, nous retrouvons ces tendances nationales. Quand le peuple enfin commença à sortir de son enfance, il accepta la civilisation chinoise avec toutes ses croyances et ses manifestations variées.

Les principes sociaux étaient toujours ceux de Confucius et les aspirations spirituelles des Japonais trouvaient satisfaction dans les doctrines de Lao-tse et du Bouddha. Leur existence morale et matérielle s'appuyait sur les préceptes de ces célèbres philosophes asiatiques qui cherchaient à réaliser la puissance de leur pays et le bonheur de leur peuple en prêchant l'abnégation et en fondant des institutions étayées sur la discipline. Les conditions extérieures du pays, sa position géographique et ses ressources naturelles, et surtout le tempérament de la race devaient modifier la doctrine.

Plus actifs et plus guerriers que les Chinois, leur vie a toujours été d'une nature plutôt agitée que contemplative, et ils ont évidemment préféré l'exercice à la méditation. Mais, en dépit de la différence apparente de caractère, et quoique les coutumes dans les deux empires voisins aient eu une influence sur leur façon de concevoir l'existence même, leur *Weltanschaung*, comme disent si bien les Allemands, était à peu près le même.

La vie intérieure de chaque individu était modelée sur le même code moral, et tous les enfans de l'hémisphère oriental obéissaient aux mêmes lois morales. L'âme des nations de l'Extrême-Orient reflétait l'idéalisme du grand ascète hindou, Gaudama, et les doctrines du philosophe national chinois, Confucius. Qu'y a-t-il de surprenant, après cela, à ce que l'éducation de tous ces milliers d'êtres reposât sur les mêmes principes et que leurs professeurs aient, pendant des siècles, pris leurs inspirations aux deux mêmes sources originaires?

Les Shoguns comprirent les avantages politiques de ce système et les bienfaits qui en découlent; ils en ont été les plus fermes soutiens et protecteurs. Ils ont élevé leurs sujets et leurs enfans dans les mêmes principes rigoureux, la même discipline sévère, le même esprit d'abnégation. Ces autocrates tout-puissans étaient de braves soldats, des politiciens intelligens, et, comme tout homme qui est fils de ses œuvres, des psychologues à la vue longue, et ces qualités chez eux avaient atteint la perfection, grâce à une pratique héréditaire. Il ne leur avait pas été facile d'arriver au pouvoir; s'y maintenir exigeait encore plus d'habileté et de discrétion.

Ces hommes étaient généralement à la hauteur de la tâche entreprise, celle qui consistait à faire de leurs sujets des soldats courageux et des patriotes héroïques. Ils semblent avoir bien compris que la nature humaine est plus souple qu'on ne le suppose généralement, pourvu que l'entraînement commence de bonne heure. Il incomba dès lors aux parens d'implanter chez les enfans les premiers principes, et la famille devint ainsi la meilleure école.

II

Parmi les nombreuses idées vagues sur le Japon, qui circulent en Europe, celles qui se rapportent à la constitution de la famille sont peut-être les plus confuses de toutes, et, pour tout ce qui concerne la condition de la femme, les idées qui ont cours sont presque toujours entièrement fausses. On suppose que la femme est simplement l'esclave du mari, une créature sans droits, qui n'a que des obligations sans plaisirs, et surtout des soucis. Cependant, la plus simple connaissance de l'histoire du Japon nous fera voir le contraire, et une étude plus approfondie

de ses mœurs, un commerce plus étroit avec son ancienne littérature nous prouveront d'une façon irréfutable que le rôle joué par la femme au Japon est un rôle presque prépondérant. Un de ses plus fameux souverains dont la mémoire est encore de nos jours généralement vénérée dans tout le Japon était une femme, l'impératrice Jingo, qui la première fit la conquête de la Corée. Dans le champ si fécond de la littérature nationale, la première place est souvent accordée au sexe faible. Les vers d'Ono-no-Komachi ont été proclamés les plus parfaits. Nous devons noter aussi que la prose, et surtout la poésie, furent cultivées d'abord par les femmes. Le roman classique si connu, *Gengi-Monogatari*, est dû à une femme célèbre, Murasaki-Shikiba. Un autre chef-d'œuvre littéraire de la grande période Ingiwara, appelé *Makura-no-Soshi*, fut également écrit par une dame de la Cour nommée Sei-Shonegon. Ces seuls faits prouvent suffisamment la haute situation occupée par le sexe faible dans la vieille société, et l'on pourrait citer bien des cas où une femme a réussi à atteindre, par ses propres efforts, une haute position sociale.

Mais c'est surtout comme fille dévouée, épouse modèle et tendre mère, que la Japonaise a acquis des droits au respect général. Son influence s'est accrue par la pratique des vertus familiales. Dans sa maison, c'était une puissance, et, dans la famille, ses volontés étaient toujours respectées. De nos jours encore, elle est surtout prudente, discrète et douce, mais ferme et persévérante, et très capable de défendre son autorité. Par sa douceur et son tact, elle arrive à gouverner son mari, même lorsqu'il est d'un caractère difficile, et elle obtient de ses enfans un respect qu'ils gardent toute leur vie. Vive et intelligente de sa nature, elle sait que le lien le plus solide pour consolider son influence est l'affection; ses enfans, en grandissant, la considèrent comme leur meilleure amie. Elle commence par être leur camarade de jeux, et finit par devenir leur confidente. Elle soigne les malades et console les malheureux. En échange de son dévouement, on lui voue, non seulement une affection sans bornes, mais la plus pieuse vénération. Pour comprendre la position occupée par la femme au Japon, dans la vie privée et sociale, ou du moins la position qu'elle doit occuper et que ses qualités la rendent capable de tenir, on n'a qu'à consulter les vieux contes populaires, les romans et les biographies. Là, nous pouvons voir quelle est sa véritable mission. Le drame histo-

rique, si populaire et si recherché même de nos jours, nous en offre la preuve, car les rôles de femmes y sont tout aussi importans que ceux des hommes, et leurs actions aussi nobles que celles du plus héroïque samuraï. Enfin, un des drames patriotiques qui remportent le plus de succès et attirent toujours la foule, est *Kasuga-no-Tsoubone;* c'est l'histoire de la femme d'un simple samouraï choisie à cause de ses vertus pour devenir institutrice du fils du Shogun. En des dialogues pathétiques, l'auteur fait ressortir les sacrifices que comporte ce choix, car elle est obligée non seulement d'abandonner sa famille pendant des années, mais de subir toutes les intrigues de la Cour. Kasuga-no-Tsoubone sacrifie ses affections personnelles, et se dévoue entièrement à l'éducation de l'enfant qui devra un jour gouverner le pays. Elle réussit, mais en surmontant les plus grandes difficultés. Son existence à la Cour n'est qu'une succession de pénibles sacrifices et plus d'une fois sa vie est en danger. A travers toutes ces épreuves, ses admirables qualités ressortent clairement, et nous sommes impressionnés par la difficulté de sa tâche et l'importance de sa mission. A la fin, elle a la satisfaction d'avoir sauvé par son tact et sa persévérance la vie du véritable héritier, et d'avoir formé le caractère d'un grand souverain. Il ne faut pas oublier que l'héroïne de ce drame n'est pas un personnage fictif : elle est prise dans la vie réelle. Plusieurs objets lui ayant appartenu sont vénérés comme souvenirs historiques, tels que la petite épée qu'elle portait en sa qualité de dame de la noblesse, son miroir d'acier, le pupitre en laque où ses armes sont gravées, des lettres même et d'autres manuscrits sont pieusement conservés pour l'édification des générations futures et comme exemples du devoir noblement accompli.

La mère était considérée comme la première directrice de l'éducation chez le pauvre comme chez le riche. C'était à elle d'éveiller et de développer dans le cœur de l'enfant des idées de devoir et d'obéissance. La discipline, cette base essentielle de l'ancien régime, commençait à la maison. Le père était le chef absolu de la maison, et toute la famille, y compris les domestiques, formait une société en miniature, où l'enfant apprenait à exercer les vertus morales dont les parens leur donnaient l'exemple. Les devoirs envers les aînés et envers les plus jeunes membres de la famille étaient soigneusement prescrits. Les aînés avaient plus d'autorité que les plus jeunes, mais, en revanche,

beaucoup plus de responsabilité. Le premier né devait être le protecteur de ses frères et de ses sœurs cadets et ceux-ci le respectaient comme tel. Les plus jeunes avaient aussi leurs devoirs à remplir et, dès l'âge le plus tendre, leur manière de se comporter envers les autres membres de la famille était toujours exposée à la louange ou au blâme. Le code moral du fameux *Bushido*, quoique jamais écrit, devait être suivi jusque par les plus petits parmi les membres de la société, et ses préceptes étaient tout d'abord gravés par la mère dans l'esprit de l'enfant. Elle l'encourageait et corrigeait ses défauts en lui montrant les exemples d'héroïsme donnés par les grands hommes du pays. Tout ceci nous fait voir la part importante que prenait la mère en formant le caractère de la jeune génération et nous explique les tendances de l'ancienne méthode d'éducation.

Quand l'enfant avait atteint l'âge d'aller au collège du daimyo, si c'était le fils d'un samouraï, à l'école plus humble des prêtres bouddhistes, s'il appartenait à une classe plus pauvre, il était élevé dans les mêmes principes, conformément à ceux déjà enseignés par sa mère. L'école enfin n'était que la continuation des études faites à la maison, les professeurs complétaient l'instruction donnée par les parens : à l'école comme dans la famille, on attachait plus d'importance à l'éducation qu'à l'instruction. Le professeur J. Nitobe, directeur de l'École supérieure de Tôkyô, pour ne citer qu'un des nombreux hommes compétens dans la question, décrit ainsi l'éducation sous l'ancien régime :

La vie étant considérée comme un moyen de servir son maître, et son idéal étant l'honneur, toute l'éducation et l'instruction d'un samouraï tendaient vers ce but. Ce qui importait avant tout dans cette instruction chevaleresque était de former le caractère, en laissant dans l'ombre les facultés subtiles de prudence, d'intelligence et de raisonnement. Nous avons vu le rôle important joué dans cette éducation par les arts esthétiques, indispensables à un homme élevé surtout selon les principes samouraïs. On estimait assurément les supériorités intellectuelles, mais le mot *chi* employé pour indiquer l'intellectualité, signifiait d'abord la sagesse : le savoir n'occupait qu'une place inférieure. On disait que le Bushido était soutenu par trois pieds, *Chi-Fin-Yu* c'est-à-dire la Sagesse, la Bienveillance et le Courage.

Un samouraï était surtout un homme d'action. La science n'entrait pas dans la sphère de son activité, il s'en occupait seulement lorsqu'elle devenait utile à sa profession d'homme d'armes. La religion et la théologie étaient abandonnées au clergé : le samouraï ne s'y intéressait que dans la mesure où elles pouvaient aider à accroître le courage. La philosophie

et la littérature avaient la plus grande part dans son entraînement intellectuel, mais, dans cette poursuite, ce n'était pas la vérité objective qu'il cherchait. Il étudiait la littérature comme passe-temps et la philosophie pour former le caractère, quand ce n'était pas pour résoudre quelque problème militaire ou politique.

Ces paroles donnent un aperçu de la tendance générale de la pédagogie dans ces temps anciens. Le principal but était de former de braves guerriers, des hommes de caractère ferme et des membres utiles à la communauté. L'individu ne comptait pour rien. L'égoïsme et l'utilitarisme étaient profondément méprisés. Les gens du peuple n'avaient pour ainsi dire aucun droit à l'existence en dehors de la communauté : en leur qualité de membres d'une famille, comme citoyens, soldats, fils et défenseurs de leur patrie et fidèles sujets du pouvoir souverain. Telle était l'idée centrale autour de laquelle se groupaient toutes les autres conceptions, la profession de foi sur laquelle leur vie se cristallisait. L'existence privée et publique était animée et guidée également par les sentimens qui découlaient de cette doctrine, et, si ces préceptes et ces théories n'étaient ni neufs ni originaux, s'ils étaient simplement empruntés et adoptés des Chinois, la manière dont ils furent appliqués leur fit revêtir une forme nouvelle et un caractère national. Ainsi l'enseignement paisible de Confucius se transforma en un code de loi martiale et les mêmes règles faites pour la calme existence des bureaucrates et des citoyens de l'Empire du Milieu furent utilisées pour diriger les actes de brillans généraux comme des simples soldats. La vie nationale, au Japon comme en Chine, fut fondée sur les mêmes principes. Car nous voyons les deux nations suivre les préceptes de Confucius et les lois morales prescrites par le Bouddha.

On a fixé l'adoption de la civilisation chinoise au Japon vers le IIIe siècle. Mais elle a pu se produire un peu plus tôt ou un peu plus tard, car les dates historiques de ces temps reculés sont, dans tous les pays, difficiles à préciser, et, dans celui qui nous occupe, cette recherche est particulièrement compliquée, parce que les faits et la fiction sont étroitement confondus, non seulement en tout ce qui concerne les traditions orales, mais aussi les témoignages écrits.

Durant des siècles entiers, l'histoire du pays est purement mythologique, et il est difficile de déterminer, même d'une façon

approximative, l'époque d'événemens tels que la migration de la population actuelle ou sa patrie d'origine. Mais, si nos connaissances demeurent obscures en ce qui concerne les premiers colons et leur berceau, il n'est pas discutable que le développement national du Japon a subi de tous temps l'influence de l'Asie centrale, de l'organisation sociale de la Chine et de la vie intellectuelle de l'Inde. La forme en différait souvent parce que le tempérament du peuple et son aptitude d'esprit n'étaient pas les mêmes et aussi parce que les circonstances extérieures, la position géographique et les conditions du climat devaient imprimer à cette évolution une direction différente. Mais la partie essentielle, la substance même de leur civilisation a toujours été identique. L'esprit et l'âme de la nation s'inspiraient du même idéal qui ennoblissait l'existence dans les autres pays de l'Orient. Il est généralement admis que les premiers écrits et doctrines furent importés de la Chine en l'année 285, et que l'introduction du bouddhisme date de l'année 552 environ de notre ère.

C'est seulement par une connaissance approfondie de la vieille civilisation du Japon, avec sa richesse et sa puissance, que nous pouvons nous rendre compte de son action décisive sur la vie nationale d'aujourd'hui. Il nous est toutefois impossible d'apprécier les victoires continuelles des armées japonaises, de saisir le vaste travail de réorganisation, ou d'embrasser dans toute son extension cette force morale qui animait généralement leurs actions et qui leur a justement valu l'admiration du monde entier, sans un examen approfondi des premiers principes de l'ancien régime et des vieilles méthodes d'éducation. Il ne faudrait jamais oublier que les fondateurs du Japon moderne sont les fils du Japon ancien. La souche des Itô, des Oyama, les Inouie, les Togo et toute cette suite de héros sont des hommes nés sous l'ancien régime et élevés à l'école des Spartiates.

Pour nous faire une idée des principes qui présidèrent à la formation de ces personnages qui font l'admiration du monde, et nous rendre compte du système d'éducation de l'ancien régime, nous ne pouvons mieux faire que de citer les paroles d'un homme autorisé en matière d'enseignement et qui peut parler d'après son expérience personnelle : le baron Suiematsu.

Il n'y avait pas chez les anciens, écrit-il dans son dernier ouvrage, de programme d'études uniforme pour régenter l'enseignement; et toutes les initiatives pouvaient avoir libre cours dans chaque collège, de sorte

qu'on pouvait observer dans chacun d'eux des dispositions originales. Il n'est pas douteux cependant que la morale était partout considérée comme un des facteurs les plus importans. Ce qui caractérisait l'éducation de collège à cette époque, surtout dans les institutions privées, c'étaient les épreuves et les privations forcées. Je n'oublierai jamais les temps où, en commun avec mes camarades, nous ne prenions que deux repas par jour, et des plus sommaires, quand nous ne jeûnions pas, car la nourriture se composait la plupart du temps d'un peu de riz avec très peu de sel ou de quelque mets analogue. Nous faisions la cuisine nous-mêmes, chacun à son tour. Nous balayions et nous lavions nos chambres et aussi celles des maîtres. Souvent nous nous servions, au milieu des hivers les plus durs, d'eau froide pour notre toilette, etc. Nous faisions chauffer l'eau pour les bains des autres élèves. Quelquefois, par les saisons rigoureuses, nous passions des nuits entières avec très peu de feu afin de nous habituer à la dure. Dans ces temps-là, aucune idée de l'hygiène; ni les maîtres, ni les élèves ne se préoccupaient des questions de santé, comme on le fait aujourd'hui. L'idée de paraître ou de soigner sa mise ne nous inquiétait jamais, car plus on négligeait ces choses, plus on était considéré comme un esprit fort. C'est sans doute par suite de cette première éducation, que moi personnellement j'ai horreur d'affecter des airs de noble ou de suivre la mode : ainsi, par exemple, n'ayant jamais eu l'habitude pendant ma jeunesse de porter des gants, je ne peux pas les endurer maintenant, même les jours d'hiver.

Plus loin, à propos de l'entraînement moral, le baron dit :

Il y avait aussi le Bushido qu'on peut appeler le code d'honneur du chevalier japonais. Le Bushido retenait dans son étau la classe militaire, qui dépendait des seigneurs féodaux et n'avait pas à se préoccuper de l'existence matérielle. Ces gens n'étaient pas riches, mais ils avaient de quoi vivre, et la frugalité était une de leurs vertus. Leur unique souci était de remplir leur devoir envers leur seigneur, de le suivre, et, en temps de guerre, de se battre pour lui; mais, comme la paix s'était maintenue durant plus de deux siècles et demi, les hommes de la classe militaire, n'ayant pu se livrer à leur occupation professionnelle, avaient tourné leur activité vers les conquêtes de l'intelligence, tout en continuant leurs exercices militaires. En un mot, ils cherchaient à se rendre aussi gentilshommes que possible; ainsi se forma un Code d'honneur qui, primitivement fondé sur le devoir militaire seul, devait ensuite se doubler d'un code de distinction capable de former un vrai chevalier fidèle à son seigneur.

Le passage où il fait allusion aux changemens récens n'est pas moins caractéristique.

Quand notre pays s'ouvrit aux autres nations, il y eut un moment où nous perdîmes la maîtrise de nos mœurs, car le confucianisme fut en baisse et nos rapports avec les étrangers ébranlèrent notre ancienne moralité, et le peuple en vint à s'imaginer que tout l'idéal des Européens était de se débarrasser également de la contrainte et du devoir.

III

Telle était la situation générale que je trouvai au Japon lors de ma première visite. La condition morale du pays me semblait infiniment plus grave que les menaces d'un ennemi étranger. Je donnai mes impressions à ce sujet dans une étude qui parut sous le titre : *La Chine et le Japon au seuil du XXe siècle*, où je me hasardai à dire :

La plus sérieuse de toutes les éventualités est évidemment la question de savoir si, oui ou non, ces innovations témérairement introduites, cette transformation complète de toutes les anciennes conditions de la vie, n'amèneront pas, ainsi qu'il est arrivé dans plusieurs pays européens, une crise morale et matérielle. Les récentes émeutes d'ouvriers et les grèves continuelles dans les grandes villes jettent une ombre sur l'avenir. Si nous comparons le Japon d'aujourd'hui au même pays d'il y a quelques dizaines d'années, notre anxiété est pleinement justifiée. Un empire jusqu'alors soumis au plus archaïque des systèmes féodaux est devenu subitement un État des plus progressistes. Sur un ordre du souverain, tout a été transformé : le gouvernement, l'armée, l'éducation et même les conditions de la vie publique et les idées générales de la nation. L'autorité des Shoguns a cédé la place à celle d'un parlement; le descendant des samourais est devenu un soldat calqué sur le type allemand, et les classes agricoles se sont transformées peu à peu en ouvriers d'usine. De jour en jour, les vieilles institutions et les vieilles croyances sont détruites et avec les nouvelles institutions est née une nouvelle religion officielle; ou plutôt l'ancien culte démodé et un peu obscur du Shinto est devenu religion d'État. Jusqu'à quel point ce changement magique est dû à une vraie conviction, ou résulte d'un développement naturel, il est difficile de le dire. Les croyances intimes et les causes morales échappent à l'examen. Qui nous dira si le Japonais d'aujourd'hui, qui porte un chapeau de soie, est plus content que ses ancêtres avec leurs kimonos brodés, si l'ouvrier de fabrique est plus heureux que le cultivateur d'autrefois, si la tranquillité du pays est plus assurée sous le nouveau régime que sous l'ancien? On peut même douter si l'esprit militaire et l'amour de la gloire ne trouvaient pas mieux leur compte en défendant le territoire des grands seigneurs que maintenant où, à l'exemple des nations de l'Ouest, on fait la guerre presque toujours à seule fin de s'assurer des avantages commerciaux. Certains penseurs l'ont compris et commencent à se rendre compte que la vie purement matérielle, sans aucun réconfort spirituel, ne pourra jamais donner un bonheur durable.

S'il vient un jour où le peuple abandonne ses anciennes croyances sans avoir pu se familiariser avec une religion plus élevée, une triste déchéance en résultera infailliblement. La nation serait menacée d'un danger analogue, si l'ancienne base morale de son existence se trouvait ébranlée par l'introduction trop soudaine de nouvelles réformes, avant que la jeune

génération n'ait eu le temps d'atteindre le niveau de développement intellectuel correspondant. Jusqu'à présent, le progrès rapide du Japon s'est borné à des efforts matériels. On n'a pas eu le temps de songer suffisamment aux nécessités morales et spirituelles du peuple : le but principal des jeunes Japonais est de devenir riches et forts. Ils suivent strictement l'exemple des puissances commerciale de l'Ouest. Ils se sont assimilé avec une rapidité merveilleuse tout ce qui était de provenance extérieure, tout ce qui était pratique. La flotte japonaise dans la baie de Nagasaki et les autres ports est remarquablement bien équipée ; tandis que Kobé et Yokohama, comme villes industrielles, peuvent soutenir avec avantage la comparaison avec quelques-uns des grands centres de commerce des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Osaka et Tôkyô, en encourageant les usines de toutes sortes, ont fait du Japon le grand marché de l'Orient, et la vie des principales villes est devenue, presque sous tous les rapports, une copie fidèle des institutions européennes. Mais quant à savoir si ce progrès extérieur obtenu au prix de constans efforts et d'une infatigable persévérance, est un bien pour le peuple, c'est une autre question, et une question de la plus haute importance, pour tous ceux qui ont sérieusement à cœur le bonheur du pays. Une transformation trop rapide des conditions existantes pourrait très facilement amener une crise économique dont on voit déjà se manifester quelques symptômes. Le danger d'une crise morale serait plus grand encore et tout aussi inévitable, tant que le peuple ne se conformera qu'aux exigences extérieures de la nouvelle civilisation, ne comprendra pas sa valeur éthique, et demeurera en dehors de ses aspirations spirituelles.

En vérité, quelque impression que j'aie ressentie des nombreux signes d'inquiétude et de mécontentement, j'ai été encore plus surpris de constater qu'on ne faisait presque rien pour remédier au mal. La difficulté de transformer le pays en un État moderne, le travail pour créer tant d'institutions nouvelles ont été sans doute gigantesques, mais cela a été une œuvre presque exclusivement matérielle. On a bâti des casernes, des arsenaux, on a installé des usines, créé des villes, des centres d'industrie et de commerce, mais on n'a pas eu le temps de songer au côté moral du problème social. On a pensé seulement aux profits sans se préoccuper des dangers que toutes ces innovations devaient nécessairement amener avec elles. Ils ont élevé leur tour sans calculer tous les frais. Non seulement le peuple a accepté trop facilement tout ce qui venait de l'étranger, mais on a rejeté avec trop de hâte ce qu'il possédait. Combien de coutumes utiles ont été ainsi sacrifiées, combien d'excellens principes moraux perdus pour jamais !

La réforme sans doute s'imposait comme une nécessité. un

changement radical dans le gouvernement étant la seule manière d'assurer l'indépendance du pays. La promptitude, la rapidité du procédé de transformation est aussi étonnante que les merveilleux résultats obtenus. Mais c'est précisément cette énergie, cette activité surprenante qui empêcha de pénétrer profondément dans les détails. La grande hâte avec laquelle tout fut accompli ne laissa pas le temps de la réflexion. Ainsi bien des formes nouvelles ont été adoptées sans qu'on eût compris la raison de leur existence et bien des méthodes appliquées dont on ignorait totalement l'origine et le but. Bien des pratiques et des habitudes nuisibles, hélas! ont été importées en même temps, telles que l'abus de l'alcool. J'ai été très étonné même, à ma première visite, de voir avec quelle facilité on créait de nouveaux besoins sans avoir le moyen de les satisfaire et avec quelle rapidité on démolissait l'ancienne construction de la société sans avoir préparé une nouvelle fondation pour la rebâtir.

La tendance à attirer le peuple vers les grandes villes m'a surpris aussi, car on sait que, dans les vastes capitales de l'Europe et des États-Unis, on cherche plutôt à réduire la population en envoyant dans les campagnes le surplus des indigens. Je n'ai jamais bien compris non plus la nécessité de cette création artificielle de besoins nouveaux, et pourquoi on cherchait à développer l'esprit mercantile chez le peuple alors qu'il restait satisfait d'une vie simple et n'était pas prêt pour toutes ces innovations. Mais ce qui me semblait encore le plus grave de tous les symptômes, c'était l'absence complète de tout effort apparent pour prévenir des collisions éventuelles : on ne prenait aucune mesure efficace pour dissiper les nuages menaçans qui s'amoncelaient sur l'horizon social. Des désordres locaux, des grèves, des émeutes d'ouvriers passaient presque inaperçus, et, à ce propos, j'ai souvent remarqué la profonde surprise avec laquelle on me voyait attacher de l'importance à ces désordres dans la rue. Mais ce qui m'alarmait, ce n'était pas l'étendue plus ou moins grande de ces manifestations de mécontentement, ou le mal qu'elles faisaient vraiment, mais de constater que le mé contentement existe et qu'il éclate en violences contre l'autorité. La *discussion* et la *violence*, le soulèvement contre l'ordre social et l'insubordination, voilà des faits d'importance.

Que l'état de choses existant ne réponde plus aux exigences nouvelles, et que les autorités ne soient plus maîtresses absolues

de la situation, tels étaient les points saillans qui me frappaient. Même si ces troubles n'étaient que des faits isolés et facilement réprimés par l'autorité militaire, il n'en était pas moins vrai que ce mouvement avait été organisé et provoqué après délibération, et qu'il y avait un fort courant pour le propager. Il est difficile de savoir si cette influence occulte était d'origine étrangère, jusqu'à quel point les socialistes d'outre-mer étaient responsables, et jusqu'à quel point la fermentation était aggravée par la presse étrangère; mais il est clair que le mouvement a suivi la même direction que dans les autres pays, et que bientôt les eaux devaient déborder les rives. Il est évident que les mêmes conditions doivent engendrer les mêmes dangers, et que le problème le plus grave pour l'avenir de ce pays sera, ainsi que dans les autres, la question ouvrière. En présence de ces faits, il me semblait incompréhensible que, pour la grande majorité du public, le danger parût éloigné, et qu'on ne fît presque rien pour le prévenir. S'il était impossible de l'empêcher, on aurait pu au moins prendre des mesures pour en limiter l'étendue. L'ancien ordre des choses était bouleversé, ses fondations s'effondraient et on négligeait toute précaution pour établir un ordre nouveau et pour assurer la paix intérieure. Les qualités morales et la force de caractère, développées à un degré si élevé chez les anciens, ne pouvaient plus stimuler leurs descendans d'aujourd'hui. Le Bushido, ce puissant facteur de la vie privée et publique sombrait rapidement avant que les idées et les croyances nouvelles fussent assez mûres pour prendre sa place. Le grand avantage et la force du Bushido consistaient, non seulement dans la satisfaction qu'il apportait à chacun, mais dans la garantie qu'il présentait pour le bien public. Les gens du peuple étaient contens de leur sort ou du moins s'y résignaient, quelque humble qu'il fût, tant que leur fardeau était allégé par la conviction honnête que tout était ordonné par le Mikado pour le bien de tous, et tant que leur loyauté était considérée comme un devoir religieux.

Si le pays n'était pas riche, du moins le nécessaire ne manquait à personne. Sous le vieux régime patriarcal, le peuple avait peu de besoins, mais qui pourra jamais distinguer le nécessaire du superflu? Un des plus grands maux de notre siècle de commerce est cette création incessante de besoins nouveaux, et aussi cette habitude de faire de la production et de la consom-

mation, des recettes et des dépenses, la mesure de la prospérité et de la valeur d'un peuple.

L'ambition et le but de la vie, non seulement chez les samouraï, mais pour toute la nation japonaise, n'étaient pas matérialistes. Les grands fondateurs de leur organisation sociale, Mencius Lao-tse et Confucius savaient bien que la satisfaction intérieure ne pouvait naître que des causes métaphysiques, donc ils s'efforçaient d'inculquer la dignité personnelle, et de développer au plus haut degré possible toutes les vertus naturelles qui pouvaient servir à atteindre ce but. L'affection filiale et l'autorité des parens contribuaient non seulement au maintien de la paix, mais à la satisfaction intérieure. C'était un plaisir d'obéir alors que l'obéissance était considérée comme un devoir moral. La discipline était inébranlable au Japon, tant qu'elle était déterminée par la conviction et l'affection. La piété filiale était inséparable de la loyauté envers la personne du souverain, maître aimé et absolu du pays, auquel on attribuait une origine divine. Les Shoguns, politiques avisés et habiles administrateurs, dirigeaient naturellement l'éducation dans cette voie, et faisaient leur possible pour entretenir ces nobles sentimens. Ces sentimens d'ailleurs n'appartenaient pas uniquement aux classes privilégiées ou militaires, ils étaient ceux de la société tout entière, et on les retrouvait également dans les châteaux des nobles et sous le toit des plus pauvres travailleurs.

Le professeur Inazo-Nitobe, dans son livre sur le Bushido, a porté sur ce point une appréciation fort juste que je prendrai la liberté de citer en entier.

Pour comprendre que l'esprit du Bushido pénétrait jusqu'au fond de toutes les classes, il suffit de voir l'influence qu'il exerça sur un certain groupe d'hommes, appelé *otokodate*, les chefs naturels de la démocratie. C'étaient des gaillards à toute épreuve, d'une virilité bien trempée. A la fois orateurs et gardiens des droits populaires, chacun d'eux était le maître de centaines et de milliers d'âmes, qui lui rendaient, comme le samouraï au daïmyo, un hommage lige, c'étaient « des dispensateurs de la vie, des biens de l'honneur ici-bas. » Ainsi soutenus par une masse d'ouvriers entreprenans et farouches, ces hommes qui semblaient nés pour commander opposaient une barrière formidable à la domination de l'ordre militaire des deux épées. De la classe sociale où il prit son origine, le Bushido s'est infiltré jusque dans les masses

où il a agi comme un levain, et servi de modèle au peuple entier. Les préceptes de la chevalerie, qui d'abord n'étaient en honneur qu'auprès d'une élite, inspirèrent la nation tout entière, et, quoique la populace ne pût atteindre le niveau moral de ces âmes nobles, cependant Yamato Damashi (l'âme du Japon) finit par signifier le *Volksgeist* du Royaume Insulaire. »

Ainsi l'abnégation et la discipline étaient les sentimens qui animaient les grands et les petits, les puissans et les humbles tandis que les qualités morales et un idéal d'ordre spirituel devenaient une source de contentement individuel et de prospérité publique.

L'éducation sous l'ancien régime, tout incomplète qu'elle était, tendait surtout à développer ces qualités et à former le caractère. Dans les écoles des nobles, le premier soin était, sinon de faire de chaque élève un héros, du moins d'en faire un gentilhomme. Les autres institutions suivaient cet exemple élevé, et l'ambition de chaque enfant, comme plus tard l'ambition de chaque homme, était d'être distingué et honnête ou du moins de le paraître. Ceci nous explique peut-être pourquoi les Japonais sont le peuple le plus courtois de la terre, et leur langage le plus poli. Les manières du plus humble paysan, — tant qu'il n'est pas entré en contact avec des étrangers, — sont plus accomplies que celles de bien des hauts personnages et sa manière de s'exprimer est aussi élégante que celle des membres des Académies d'Europe. On est également surpris de la distinction, de la délicatesse de ses pensées. Il évite de rapporter tout à lui, n'est jamais provocant; il rejette avec soin tous les sujets qui pourraient blesser son interlocuteur. La première règle du décorum pour lui est de ne jamais parler de choses sombres ou tristes; c'est ainsi que les rapports avec les classes humbles sont toujours restés agréables jusqu'à nos jours.

N'est-il pas bien étrange qu'en introduisant de nouvelles coutumes et de nouvelles méthodes, personne n'ait essayé de maintenir ces avantages inestimables: l'esprit d'autorité et de discipline, les mœurs héréditaires, et la distinction subtile d'une race ancienne? Ces traits sont parmi les anomalies qui m'avaient frappé le plus au cours de ma visite de 1902 et dont j'ai déjà fait mention en écrivant sur le développement du pays. Quoiqu'il en soit, la question la plus importante d'aujourd'hui reste la question de l'éducation. Pendant un séjour prolongé dans les

villes différentes, j'ai visité beaucoup d'écoles et de collèges. En même temps que les écoles primaires du gouvernement, lesquelles sont très bien installées, j'ai vu plusieurs lycées et écoles supérieures. L'instruction en général est très satisfaisante. L'enseignement des langues étrangères et surtout des connaissances techniques est tout à fait remarquable, et les examens sur ces sujets donnent les meilleurs résultats. L'éducation proprement dite, la formation du caractère se poursuit avec beaucoup moins de succès. Le grand défaut de notre système en Occident, de développer les sciences au détriment du côté moral et de préparer l'enfant à la lutte pour l'existence en lui donnant seulement des armes matérielles au lieu d'un appui spirituel, est aussi le défaut du Japon moderne. La tâche eût été beaucoup plus facile pour le Japon si on avait eu le soin de préserver l'esprit de discipline et de piété filiale des ancêtres, ces vertus qui étaient si profondément enracinées dans le cœur de tous ses enfans.

Dans l'espace d'un demi-siècle, on a beaucoup construit, mais on a beaucoup démoli aussi. On a accepté en bloc et sans grand discernement tout ce qui venait de l'étranger, le bien avec le mal. On a beaucoup sacrifié, et un éminent homme d'État japonais avouant lui-même ce fait, s'est exprimé ainsi : « Quelque regret que nous ayons de le dire, il semble que les Japonais soient en train de perdre les principes dirigeans de leurs anciennes mœurs, et que leurs rapports avec les étrangers aient ébranlé leur antique moralité : amener le peuple à s'imaginer la liberté en dehors *de toute contrainte et de tout devoir* est la caractéristique de l'idéal européen. »

IV

Tel était l'état général du Japon à la veille de la dernière guerre, et je ne fus pas médiocrement surpris en y revenant, il y a quelque temps, de constater un aussi grand changement. L'éducation morale et la formation du caractère, jusqu'à présent plus ou moins négligées, semblent aujourd'hui sous le nouveau régime absorber l'attention des hommes politiques, des hommes d'État autant que celle des lettrés et des instructeurs du pays. La presse traite le sujet quotidiennement; il est en réalité devenu la question du jour. L'éducation morale est le problème que le pays entier cherche à résoudre.

Les parens ont pris l'initiative en se plaignant que leurs enfans échappaient à leur influence sans que l'école fît rien pour leur donner une direction. L'observateur le moins perspicace voit une sensible différence entre l'ancienne et la nouvelle génération, qui se traduit dans la tenue et la tournure d'esprit. C'est comme si les jeunes méprisaient toutes les qualités de race de leurs pères; comme si les traditions de contrainte et de discipline étaient devenues autant de fardeaux inutiles. La politesse exquise qui rendait si charmans les rapports sociaux n'est plus qu'un souvenir du passé, et la proverbiale courtoisie qui fut, autrefois, tant vantée, n'est plus même mentionnée aujourd'hui dans les écrits sur le Japon, ou bien on en parle comme d'une désillusion.

Les journaux publient des plaintes souvent renouvelées à ce sujet et les étrangers résidant dans le pays en souffraient souvent. On dit communément que tout commerce avec les indigènes était autrefois plus agréable, leur manières plus polies. Les écoles publiques n'enseignent pas même les règles élémentaires de la bonne tenue, — la soi-disant éducation européenne n'est pas une éducation dans le sens correct du mot; — le genre supposé *modern* n'est ni à recommander, ni à suivre. Il est curieux et attristant à la fois de constater combien un enfant change dès qu'il va à l'école. Les garçons se croient des hommes aussitôt qu'ils quittent la maison de leur père et s'imaginent être des citoyens indépendans. L'abandon du vêtement national, le *kimono*, remplacé par un pantalon et un habit de drap, marque déjà un grand changement, mais ce changement n'est rien en comparaison de la transformation intérieure. Toutes les traditions de famille sont regardées comme superflues, comme des défroques bonnes à jeter au rebut; les blâmes et conseils des parens semblent appartenir au passé et ne sont plus écoutés. Les pères et les mères m'ont souvent parlé de ce sujet et se plaignent toujours de perdre l'affection et le respect de leurs enfans dès que ces derniers fréquentent les écoles où ils sont facilement entraînés par leur propre faiblesse ou par le mauvais exemples de leurs camarades.

Les pensionnats et collèges, où des centaines d'enfans logent dans deux ou trois pièces, sont aussi dangereux, — du moins c'est l'opinion de personnes compétentes et ayant l'expérience de ces choses.

Il ne faudrait pas, je le sais bien, être trop exigeant, car la métamorphose s'est opérée très rapidement. Cependant les soins de propreté et d'hygiène ne devraient pas être à ce point négligés, et les parens comme tous ceux qui s'intéressent aux enfans ont raison de se plaindre. Il est étrange de voir les Japonais, naguère le plus propre et le plus ordonné des peuples, perdre ces précieuses qualités aussitôt qu'il commence à vivre à l'européenne. L'intérieur d'une maison japonaise avec ses paillassons aux couleurs claires, ses murs blanchis, est un modèle de propreté et de netteté ; meublée à l'européenne, elle devient laide, sordide.

Les vêtemens ont le même sort : le *kimono*, facile à laver et à raccommoder, donnait aux plus pauvres un aspect confortable et soigné. Le costume européen, au contraire, s'use vite, est bientôt râpé comme s'il sortait de chez un fripier. L'art d'entretenir, de faire durer ces vêtemens ne s'achète pas chez le tailleur qui, d'ailleurs, a intérêt à en vendre le plus possible. Le marché est encombré de marchandises, et peu de vendeurs sont assez désintéressés pour indiquer le bon moyen de les conserver. C'est tout simple : les premiers étrangers qui pénétrèrent dans le pays n'appartenaient pas à une classe cultivée et ne songeaient nullement à élever le niveau du peuple, — ils venaient faire fortune. Le marin se conduit un peu partout d'une manière qui ne serait pas tolérée dans son pays d'origine, et ces gens, venus des quatre coins du globe sans liens entre eux, sans obligations envers le pays visité, cherchant uniquement un gain matériel, ont donné une idée fausse de l'existence en Europe, des notions erronées de la civilisation occidentale. Des instituteurs nommés à la hâte, car il n'y avait ni le temps de choisir, ni celui de la réflexion, venaient avec leurs livres des États-Unis où l'enseignement est aussi dans une période de transition et dont la culture date de moins d'un siècle. Il n'y a rien d'étonnant si ces « réformateurs » attachaient peu ou point d'importance aux formes extérieures et n'avaient aucun souci de l'avenir moral de la nation qu'ils étaient supposés vouloir réformer.

Le grand avantage des écoles publiques en Angleterre est le soin minutieux apporté aux petites choses : à la propreté, aux dehors, à la bonne tenue, à une véracité scrupuleuse ; en un mot, à une discipline rigoureuse de soi-même, qui fait les bons

citoyens, soucieux de la prospérité nationale, même quand l'instruction laisse à désirer et que les connaissances sont insuffisantes.

En rentrant au Japon après une absence de quatre ans, j'ai constaté, non sans surprise, le changement. Car, à l'heure actuelle, la grande préoccupation des hommes éminens dans toutes les branches de l'activité nationale, est de semer parmi la jeunesse des notions du devoir et des conceptions plus élevées de la vie. Les professeurs et les instituteurs ne laissent échapper aucune occasion d'en parler, — tout le monde s'en occupe, et les politiques à leur tour s'efforcent de remédier au mal. Parmi les discours, déjà cités, prononcés au printemps dernier, il y en a de très remarquables où la situation est nettement exposée, les mesures utiles clairement indiquées.

Le comte Okuma, considéré comme l'homme le mieux informé du Japon sur les sujets d'éducation, et dont la parole est justement écoutée à l'étranger, saisit l'occasion de sa nomination à la présidence du collège Waseda pour exprimer son intention formelle de consacrer le reste de ses jours aux réformes dans l'éducation, non seulement au collège Waseda, mais au Japon entier. Comme toujours, son discours eut un grand retentissement. Le fait de voir un homme aussi éminent abandonner sa carrière politique pour se dévouer exclusivement aux œuvres scolaires fit une impression profonde.

Le *Mainichi-dempo*, dans un premier article, dit :

Le comte Okuma est un des plus illustres personnages de la période Meiji; homme d'État remarquable, ses paroles ont toujours été considérées comme l'expression même de l'opinion de la nation. Chef du parti progressiste pendant bien des années, sa carrière n'a été marquée par aucun brillant succès politique, mais il a largement contribué à améliorer la position et les connaissances du peuple. Lorsqu'il quitta la direction de son parti au commencement de cette année, il accepta la présidence de l'Université Waseda à Tôkyô. Nous sommes contens de voir un esprit aussi éclairé, aussi largement tolérant, à la tête de l'Université populaire. S'il avait consacré son énergie plus tôt à la cause qu'il dirige aujourd'hui, il aurait assurément triomphé. Il se sépara de son parti, non par dégoût de la politique, mais à cause d'une divergence d'opinion entre lui et des adhérens plus jeunes. Finalement, nous croyons, continue le journal le *Manichi-dempo*, que, comme orateur indépendant et impartial, il aura plus d'influence ici et à l'étranger, et qu'à l'avenir, il sera certainement écouté comme initiateur et directeur en matière d'éducation en Extrême-Orient.

Le pays n'aurait pas pu trouver un guide plus compétent ou plus zélé. Malgré ses soixante-dix ans passés, le comte Okuma est plein de vigueur et d'un tempérament merveilleusement jeune. Enthousiaste comme tout homme de génie, il poursuit avec énergie et conviction ce qu'il entreprend. Parmi les hommes éminens que j'ai eu le privilège de connaître au Japon, aucun n'a fait sur moi une impression plus profonde. De taille au-dessus de la moyenne, il a des traits expressifs et des yeux qui lui donnent une individualité très prononcée. Rien ne lui échappe, et sa vivacité est étonnante. Cependant, son vrai charme réside dans la cordialité simple de ses manières et dans sa parfaite sincérité. Il n'a ni la réserve des Orientaux, ni l'allure conventionnelle des Occidentaux qui, trop souvent, cachent la médiocrité bureaucratique. La simplicité pure est le privilège de l'élite, on pourrait dire : c'est un luxe à la portée seulement des très grands esprits; le comte Okuma est de ceux-là.

Dans une agréable conversation que j'eus l'honneur d'avoir avec lui il y a peu de temps, il m'a exposé ses vues et ses projets. Il me démontra la nécessité de reconstruire du haut en bas l'édifice de l'éducation et de l'élever sur des fondations plus solides afin de pouvoir mieux armer la génération qui se lève et de lui assurer la victoire dans la lutte pour la vie. Les enfans doivent puiser leur force là où les pères l'ont puisée. Il est convenu, à regret, mais très sincèrement, du peu qui avait été fait pendant la première année de Meiji et combien la génération présente en souffrait. Il faut absolument y porter remède, car, ajouta-t-il : « Sans idées morales, sans une forte discipline, nous tomberons dans le désordre et dans l'anarchie. »

Quelques jours plus tard, devant l'assemblée générale de l'Association autonome, parlant du gouvernement de soi-même, il exprima les idées suivantes :

Au moment de la Restauration, on a détruit pour des raisons politiques les nombreuses associations autonomes, si bien que, pendant les dix années de la Meiji, nous avons vu dix-huit émeutes, un mécontement universel dans les campagnes et des troubles de nature plus grave encore à Koshu et à Ibaraki. Les sociétés autonomes formaient la base de notre vie sociale. Les protéger et les répandre serait une bonne œuvre, surtout dans un pays qui désire être constitutionnel. Le système gouvernemental anglais a réussi sur le continent d'Europe là où des corps indépendans, tels qu'il en existe en Angleterre, ont pu se former. L'éducation doit servir principalement à éveiller chez un peuple l'esprit de discipline, de contrôle sur soi-même. Cet

esprit seul peut assurer l'établissement permanent d'un gouvernement constitutionnel.

Le plus important des discours du comte Okuma est celui qu'il prononça lorsque la présidence de l'Université Waseda lui fut conférée. Il y développa ses vues devant une assistance de cinq mille auditeurs appartenant, pour la majeure partie, aux classes dirigeantes. Après avoir parlé des étudians, — dont le nombre dépasse 8000, — qui reçoivent les leçons de l'Institut de Waseda, il rappela qu'il y a, chaque année, quatre ou cinq cents diplômés et licenciés, et il avait sur ses listes les noms de plus de 5000 personnages qui y avaient reçu leurs grades; après avoir énuméré les bienfaits incalculables de l'éducation, il déclara son intention de remplir au mieux ses nouvelles charges comme directeur de l'établissement auquel il avait consacré la majeure partie de sa vie. Il est à remarquer que l'Université Waseda doit son existence aux efforts et à la générosité du comte Okuma.

Le Japon, dit-il en terminant, a conquis une renommée guerrière, mais il a beaucoup à faire pour tout ce qui concerne la religion, la science, et les mœurs. Jusqu'à ce que son succès soit consacré dans ces trois directions, par les applaudissemens du monde, sa réputation ne sera qu'une bulle de savon.

Ces paroles firent une profonde impression, car elles résumaient les conseils donnés par le comte Okuma pendant de longues années et souvent exprimés, en public, sans cependant avoir été toujours bien compris, dans un temps où l'opinion générale était convaincue qu'on avait assez fait pour le peuple en lui assurant le bien-être matériel et une instruction pratique.

Si le professeur Fukuzawa fut le premier pédagogue du Japon moderne, le comte Okuma a été son meilleur conseiller. Ils n'ont pas toujours travaillé dans le même champ d'action, mais ils se sont rencontrés sur plus d'un point. Le professeur Fukuzawa commença, quand personne n'y songeait encore, à introduire les méthodes d'éducation européenne. Il fit enseigner le hollandais d'abord, puis, après la signature des premiers traités commerciaux avec l'Amérique et avec l'Angleterre, il remplaça le hollandais par l'anglais. Il prévit dès ce moment la prépondérance anglo-saxonne et les rapports politiques et commerciaux de son pays avec l'Amérique et la Grande-Bretagne.

Pour mieux apprécier la grande tâche entreprise, nous rappellerons qu'il n'y avait au Japon ni bibliothèque, ni librairie pour les livres étrangers ; son institution possédait une seule grammaire anglaise, — les maîtres et les élèves s'en servaient à tour de rôle et en faisaient des copies pendant la leçon. Comme ni le maître ni l'élève ne comprenait la langue anglaise, le travail était très lent, — un vrai déchiffrage d'hiéroglyphes.

Ce trait seul, vraiment typique, fera comprendre les difficultés rencontrées par les précurseurs du système moderne. Quels que fussent les défauts de la méthode et de l'école du professeur Fukuzawa, celle-ci a véritablement introduit au Japon les premières notions européennes en enseignant les langues étrangères quand le pays était encore hostile à toute relation avec l'extérieur et que les ports étaient fermés aux étrangers.

Dans la cinquième année d'Anséi, Fukuzawa ouvrit son école, mais n'osa pas lui donner un nom, dans la crainte d'attirer l'attention publique sur une maison où l'on apprenait une langue d'Occident. Il était jeune alors, ayant à peine trente ans, mais il possédait déjà ce puissant charme d'attraction qui l'aida à réussir. Il réunit chez lui quelques jeunes gens avec qui il lisait des livres hollandais. Quelques années après, le Japon décida d'ouvrir quelques ports aux étrangers, et Fukuzawa, avec son habituelle perspicacité, comprit la supériorité de la langue anglaise comme moyen d'arriver à connaître les sciences de l'Occident : il l'enseigna à la place du hollandais. En l'année 1868, une école convenable fut construite et elle reçut le nom de *Keio-Gijiku*. Le nombre de ses élèves s'était accru, mais il diminua jusqu'au chiffre de dix-huit pendant les troubles de la Restauration. Fukuzawa ne se découragea pas et n'arrêta pas ses leçons un seul jour. « Car, disait-il, nous instruisons le Japon, et ce glorieux travail ne doit jamais chômer. » C'était au temps où le palais du prince Shi-Madza fut incendié, et de la bataille de Nevo. Les habitans étaient frappés de terreur et la cité présentait l'aspect de la désolation et de l'abandon, mais l'école *Keio-Gijiku* continua régulièrement ses cours.

Quand la capitale fut transférée de Kyôtô à Tôkyô, une ère nouvelle de progrès et de lumière s'ouvrit et, à mesure que le pouvoir nouveau s'établissait plus solidement, le pays voyait s'augmenter le besoin d'hommes nouveaux imbus de connaissances et d'idées modernes. Fukuzawa et ses disciples étaient là

pour répondre à ce besoin, et tous les postes importans de l'empire furent confiés à des élèves de la *Keio-Gijiku*. Quand une légère réaction modifia la politique du gouvernement, ceux-ci quittèrent leurs situations officielles pour porter ailleurs leur activité;— ils se firent commerçans, hommes d'affaires, auteurs, journalistes, et, dans leurs diverses occupations, appliquèrent une méthode rajeunie et infusèrent une vie nouvelle.

Tout ce qu'on dira des autres établissemens publics ou privés, créés depuis, et qui ont rendu de si grands services au pays en préparant une jeunesse éclairée, n'effacera pas ce que le professeur Fukuzawa et ses disciples ont fait pour élargir l'horizon intellectuel du Japon et pour accomplir cette révolution silencieuse, mais complète, dans toutes les manifestations de la vie nationale, et qui est leur œuvre. Partout où notre examen se porte aujourd'hui, dans tous les champs de l'activité humaine, nous retrouvons, parmi l'élite, les disciples de Fukuzawa.

V

Ce qui fit l'insuffisance de l'institution, ce fut en grande partie l'esprit de radicalisme qui la pénétrait; le point faible de son fondateur fut son ardeur à détruire tout ce qui se rapportait à la tradition. Voyant toute chose du point de vue matérialiste, il s'imagina que les connaissances pratiques étaient suffisantes pour guider l'homme dans la vie et que les avantages matériels étaient capables d'assurer le bonheur de ses disciples et la gloire de son pays.

Le mérite de son œuvre en ce temps-là, comme a dit le comte Okuma en prononçant l'éloge de Fukuzawa, était sa rage de tout détruire. Il appliqua toute son énergie à l'étude de la question féministe aussi bien qu'aux problèmes économiques et politiques. Il ne peut être appelé un homme de génie, mais ses idées firent mûrir parmi nous le sens pratique inhérent aux Anglo-Saxons. A l'avènement de la Meiji impériale, il concentra son énergie à combattre les idées conservatrices des vieilles écoles, résolu à les déraciner et à les remplacer par des idées nouvelles. Son séjour en Amérique fut un moment décisif dans sa vie.

Un demi-siècle s'est écoulé, une génération entière a passé, et la génération nouvelle commence à s'apercevoir qu'il n'est pas d'éducation parfaite sans bases morales ; à côté des sciences, il faut des principes. Une forte réaction a donc commencé

contre les tendances individualistes et matérialistes. Les philosophes qui naguère captivaient l'esprit public, matérialistes, évolutionnistes, rationalistes, dont les livres étaient lus dans toutes les écoles, ont perdu beaucoup de leur prestige. « Nous en sommes revenus, » me disait un jour un homme haut placé, et ces paroles caractérisent très exactement la situation. Ils en sont revenus ou, peut-être mieux encore, ils essayent d'en revenir.

Le baron Kikuchi développa la même pensée dans la conférence qu'il fit en février à l'Université de Londres. Rappelant les premières influences de la pensée européenne sur l'éducation moderne au Japon, il s'exprima ainsi :

En 1872, après la promulgation de la première loi sur l'instruction, les livres chinois sur la philosophie et l'histoire qu'on avait coutume de mettre entre les mains des jeunes gens furent remplacés par les œuvres de Rousseau, de Montesquieu, de Mill, de Spencer, et ainsi de suite, qu'on leur donnait le conseil de lire. L'effet produit par de telles lectures sur de jeunes esprits, déjà enclins à mépriser les anciennes traditions et à attacher beaucoup de prix à l'enseignement occidental, s'imagine aisément. Vers la fin du siècle dernier, le besoin d'un code, d'une morale plus élevée et plus spiritualiste se fit sentir.

Les Japonais semblaient aller à la dérive sans savoir où ils aboutiraient. D'aucuns qui, cependant, ne croyaient pas eux-mêmes aux vérités chrétiennes, voulaient les enseigner comme base de morale ; d'autres parlaient vaguement d'une religion nouvelle ; d'autres enfin proposaient le retour aux vieux principes de Confucius. L'antique code de dévouement au devoir, de loyauté et de piété filiale avait été maintenu parmi les hommes âgés, et l'influence du milieu familial chez quelques-uns était encore assez forte pour retenir la jeune génération. Peu à peu, le Japon comprit et apprécia mieux la grandeur de son héritage, et, lorsque le rescrit impérial fut publié en octobre 1890, la nation sentit que le problème était résolu, que, dorénavant, le code spirituel légué par les ancêtres impériaux serait la base solide de tout enseignement moral applicable à leurs descendans et sujets, et infaillible en tout temps et en tout lieu.

Ce peuple, qui a si souvent fait preuve de perspicacité et d'énergie en prévenant à temps les dangers imminens, a de nouveau montré ces qualités en s'efforçant de remédier au mal présent, — qui n'est après tout qu'un mal de transition, — et il s'en est pris à la racine même, à l'organisation de la vie nationale, en armant les jeunes générations contre le socialisme.

Sans aucun doute, la croissance rapide du socialisme a contribué à amener cette réaction. Les principes du devoir, les doctrines morales ont été reconnus la seule base d'éducation,

après des émeutes regrettables dans différentes parties du pays. Comme je l'ai déjà dit, il était facile de prévoir, dès la veille du siècle nouveau, que les socialistes s'organiseraient comme aux États-Unis et ailleurs, et que leur but serait de s'emparer des classes ouvrières d'abord dans les villes, et ensuite dans les campagnes.

Connaissant, comme nous la connaissons, l'origine du socialisme en Europe pendant la deuxième moitié du XIX[e] siècle, et les doctrines de ses protagonistes, Marx, Lassalle et leurs disciples, nous savions d'avance que la transformation sociale amènerait au Japon les mêmes troubles que dans les autres pays. Seulement chez ce peuple, où les classes ouvrières d'un tempérament pacifique sont très industrieuses et se montrent aisément satisfaites de leur sort, on aurait pu éviter le mal en s'organisant à temps et en canalisant l'exubérance de son esprit dans une direction plus sûre. L'éducation aurait pu faire beaucoup, mais, sous ce rapport, les classes ouvrières ont été, hélas! négligées. Les parens travaillent dans les usines, les enfans courent les rues, ou bien, arrivés à l'âge de fréquenter les écoles, ils apprennent à lire et à écrire, sans qu'on se préoccupe de la formation de leur pensée et du développement de leur caractère.

Autrefois, ils grandissaient au milieu de la famille; directement ou indirectement, ils s'imprégnaient de vertus domestiques par l'exemple plutôt que par les préceptes. En général, la vie de famille au Japon était exemplaire, il n'y avait d'excès d'aucune sorte à réprimer. Les pièces étaient séparées uniquement par des cloisons en papier, tout ce qui s'y faisait était au grand jour. Un fusuma, un écran en carton glissant sur des roulettes, si frêle en apparence, protégeait mieux qu'un mur de pierre. Si paradoxal que cela semble, c'est pourtant la vérité. Quand on voyage à l'intérieur du pays, où le contact avec l'étranger n'a pas encore détruit les anciennes croyances, où les idées nouvelles n'ont pas encore pénétré, on se sent plus en sûreté dans une cabane en bois, sans portes ni loquet, au bord de la route, que dans un magnifique hôtel moderne avec ses serrures, ses verrous, et ses veilleurs de nuit.

Les traditions transmises de père en fils, les conventions dix fois séculaires ont fait une forteresse de la chaumière japonaise. Très souvent, cette inviolabilité du seuil domestique est mentionnée dans les contes populaires, et maint fait historique

en témoigne; que de récits et traditions prouvent qu'il y a des armes défensives plus fortes que des canons, des bons principes qui protègent plus qu'un château crénelé ! Dans cette atmosphère familiale, l'enfant devenait discipliné, loyal, se soumettait au devoir sans effort. On la retrouve encore parfois à l'intérieur du pays et surtout parmi les populations agricoles; mais dans les villes, les grands centres industriels, ces vieilles traditions sont complètement détruites. Le contraste est triste entre le contentement paisible des habitans des villages de ce ravissant pays et l'esprit turbulent des ouvriers manufacturiers d'Osaka, de Yokohama, de Tôkyô, où la course enfiévrée vers la richesse a tué les sentimens les plus nobles et les plus doux.

Dans le temps jadis, l'influence familiale était très forte, et les enfans étaient unis aux parens plus par les liens d'une affection qui durait toute la vie que par la sévérité. Dès sa naissance, nous l'avons déjà dit, l'enfant partageait l'existence de sa mère qui le portait sur son dos aux champs où elle travaillait tout le jour, au marché, et en quelque endroit qu'elle fût occupée.

J'ai pensé, autrefois, qu'un enfant devait souffrir d'être ainsi jeté tout petit sur les grands chemins de la vie; mais aujourd'hui, ayant appris à connaître les mœurs du pays, j'ai changé d'avis. Pour ceux qui ne peuvent pas avoir le luxe d'une bonne, il vaut infiniment mieux permettre à l'enfant d'accompagner ses parens partout et ne pas l'abandonner à ses propres ressources, et le plus souvent dans la rue. Même là où il y a des crèches et des écoles maternelles, il n'est pas possible à une seule personne ayant cinquante et cent enfans à surveiller, de remplacer les soins d'une mère: tant que les parens se dévouent à leurs bébés, tant qu'une femme aura pour premier devoir et pour premier bonheur d'élever sa famille dans de bons principes, rien ne saura la remplacer.

Parfois je me suis anxieusement demandé si trop d'affection ne gâtait pas l'enfant. On m'a toujours répondu que les fils élevés par une tendre mère avaient les caractères les mieux trempés plus tard. Le Japon est bien véritablement l'eldorado des petits. En aucun autre pays, on ne voit des bébés aussi bien nourris ou soignés et dont le moindre désir est aussi rapidement exaucé. C'est comme si l'unique souci des parens était de laisser à leur heureuse descendance une impression agréable de leur enfance, capable d'adoucir pour eux les peines et les ennuis

inévitables de la vie. Le souvenir de la maison paternelle reste ainsi inaltérablement serein. De cet attachement mutuel naît, sans aucun doute, l'affection et la gratitude, qui jouent un rôle si prépondérant dans toutes les phases de la vie. La première pensée est toujours d'être digne de ses aïeux, de ne point démériter, d'être fidèle aux héritages de la noblesse. Ce sentiment profond de dignité personnelle était la base de cette éducation familiale qui, quoique primitive peut-être en apparence, restait d'un si précieux secours. La famille n'est-elle pas la plus sûre garantie de l'ordre social?

Maintenant, hélas! c'est la vie intime qui est la première atteinte par les innovations récentes. Les lois *non écrites* ont perdu leur force, les liens d'affection sont brisés dans le combat incessant pour le bien-être matériel; la discipline, les sentimens élevés sont sacrifiés aux tendances égoïstes. Le mal s'étend rapidement; né dans les villes, il gagne les campagnes... Que de changemens depuis la dernière guerre! Sans parler des grèves fréquentes chaque fois plus sérieuses, nous assistons à de vraies batailles entre les mécontens et les représentans de l'autorité.

En débarquant l'autre jour à Yokohama, le premier journal qui me soit tombé dans les mains contenait trois paragraphes courts, mais caractéristiques. Le premier annonçait des troubles dans le Nord où, d'après les dernières nouvelles de Sapporo, les ouvriers des houillères de Honorai étaient encore en révolte et venaient d'être renforcés par deux mille ouvriers en grève. Un bureau de la compagnie, une station de police, cinq résidences officielles et deux puits avaient été détruits. Le deuxième paragraphe, tout aussi alarmant, racontait ce qui suit :

Par une dépêche de Tôkyô, nous apprenons que, hier, à deux heures, une bande de six cents grévistes a envahi les docks d'Uraya et a brisé les bâtimens de la Compagnie. La police, appelée en hâte, a été impuissante à rétablir l'ordre et on dut chercher des renforts à la caserne de Yosokusa. Plus tard et malgré l'arrivée de quatre-vingts sergens, il a fallu envoyer jusqu'à Yokohama pour des troupes.

Le troisième récit, triste aussi, racontait l'agitation dans le Sud parmi les ouvriers d'usine et des mines de charbon. Le journal ajoutait : « Les mineurs et les usiniers sont les plus ignorans et la classe la plus inflammable de toute notre popula-

tion. Le besoin est urgent de faire de grands efforts pour les former moralement et intellectuellement. »

Le parti socialiste semble définitivement organisé. Le mécontentement, qui se manifestait tout d'abord sur quelques points, éclate maintenant partout et devient plus intense. Il existe des journaux et des revues rédigés exclusivement pour la propagation des doctrines socialistes. Leur organe reconnu est le *Heimin-Shinbun*, dont les numéros, quoique souvent confisqués, en sont d'autant plus recherchés le lendemain et lus avec plus d'avidité. La même chose se passe pour le *Heimin-Shugi*. Un volume récemment publié par la Société Ryuba contient la reproduction d'articles écrits dans le courant des trois dernières années par Kotoku-Shurai pour les journaux le *Heimin-Shinbun*, le *Chokuga-Hikari* et le *Nichi-Bei* de San Francisco. Ce livre fut interdit par le ministère de l'Intérieur et la circulation prohibée; mais cette interdiction n'empêcha pas les idées qui y sont exprimées par un des écrivains les plus populaires en ce moment de se répandre. Le véritable *leader* du parti semble être M. Katayama-Sen, le premier Japonais qui se soit occupé de la question et qui ait étudié les écrits des fondateurs du socialisme. Il a vécu assez longtemps en Amérique pour y voir l'organisation des sociétés ouvrières dans les États de l'Union. Ses amis, — et il en a beaucoup, — parlent de lui comme d'un homme très bien doué et quelque peu idéaliste.

A côté de ces ultra-radicaux, nous avons les modérés qui espèrent changer l'état actuel sans violence et qui proposent les moyens pacifiques, des compromis au lieu de grèves et de révolutions. Ils ont un journal, le *Choya-Shinbun*, et cherchent à fonder un grand club, le *Ro-do-to-its-kai* ou Association mutuelle du travail. A leur tête se trouve M. Naseby, ex-chef de la police et possesseur d'une fortune indépendante. Il y a d'autres associations, et de nouvelles se forment journellement. De plus, de nombreux clubs répandent des idées plus ou moins socialistes parmi les différentes classes.

Les Japonais sont d'incomparables imitateurs; ils s'assimilent les idées d'autrui avec une rapidité surprenante; et ils sont en outre d'un tempérament inflammable, ce qui explique les émeutes récentes qui menacent de recommencer avec plus de violence encore. Les gens du peuple réclament à grands cris plus de privilèges, et ils en sont arrivés au point de vouloir se les appro-

prier par la force. Les agitateurs leur parlent, hélas! sans cesse de leurs droits sans mentionner leurs devoirs. C'est d'autant plus désastreux que, leurs revendications étant toutes d'ordre matériel, toute aspiration d'ordre spirituel est négligée.

Dans ces conditions, comment s'étonner si des hommes éminens se demandent avec anxiété en quoi le Japon a bénéficié de l'introduction des mœurs européennes? Le docteur Otsuka, un éminent sociologue, pour répondre à cette question, a publié un article très intéressant sous le titre : *La civilisation occidentale au Japon*, article que le *Daily Mail* japonais a longuement critiqué. Le docteur Otsuka pose et essaie de résoudre le problème suivant : « Jusqu'où le Japon a-t-il été dans l'adoption de la civilisation européenne et jusqu'où, toutes choses considérées, est-il désirable qu'il aille dans cette direction? Quelles sont les parties de cette civilisation qu'il s'est déjà assimilées, et quelle influence cette introduction a-t-elle eue sur le peuple et sur le pays? Dans le premier chapitre de son Essai, il traite les quatre *dogmes* généraux, l'Individualisme, le Patriarchisme, le Naturalisme et le Cosmopolitisme; ensuite, il examine l'attitude de l'esprit japonais en regard de la civilisation occidentale :

On ne peut douter, dit-il, de ce fait que, depuis une quarantaine d'années, un mélange de deux systèmes très distincts l'un de l'autre, celui du Japon ancien et celui de l'Europe ou de l'Amérique, a été appliqué. Or l'effet de l'influence occidentale sur la vie et les institutions japonaises reste tout extérieur et ne pénètre guère jusque dans les pensées, les sentimens et les goûts. Il y a quelques points sur lesquels nous semblons, aux yeux du monde, être tout à fait *occidentalisés* : 1° le gouvernement est constitutionnel; 2° l'armée et la marine sont calquées sur celles de l'Europe; 3° la codification des lois, tout en conservant d'anciens usages et coutumes, est très nettement européenne; 4° notre administration financière est occidentale; 5° notre système d'éducation vient également de l'étranger. Vu du dehors, notre pays paraît avoir complètement changé. Mais, en pénétrant plus au fond, on retrouve les vieux sentimens, les vieilles idées, l'âme primitive du Japon, et on constate combien peu l'Occident a déteint sur l'Orient! Le changement est un changement apparent et tout extérieur. Examinez, par exemple, l'attitude du peuple envers ce gouvernement constitutionnel. Presque aucun de ceux qui le composent n'a les idées fondamentales qui caractérisent les peuples qui sont gouvernés constitutionnellement en Occident.

Cette opinion n'est pas celle des auteurs étrangers qui, eux, jugent la transformation du Japon définitive et complète.

Le docteur Otsuka se demande ensuite :

Jusqu'à quel point devons-nous aller? Les avis sont très partagés. Quelques-uns considèrent l'adoption de la civilisation occidentale comme une grave erreur, causant plus de mal que de bien; d'autres, au contraire, veulent pousser les changemens jusqu'à effacer entièrement toute distinction entre le Japon et l'Europe. Le sens commun et la philosophie nous conseillent, tous deux, un moyen terme, quelque compromis entre les deux extrêmes. Les conservateurs les plus enracinés doivent admettre que le Japon moderne a plutôt gagné par l'importation de certaines idées nouvelles.

Plus loin, discutant les avantages et les inconvéniens des deux systèmes et le rôle joué par l'État, notre auteur dit :

Les hommes politiques ne se sont pas encore prononcés nettement, mais les éducateurs, les savans et les moralistes ont choisi; ils se séparent en deux camps opposés. Partout de graves questions sont soumises à notre examen : devons-nous conserver nos coutumes, nos traditions; ou devons-nous imiter les Européens? Le foyer occidental sera-t-il notre modèle, ou garderons-nous, comme un dépôt précieux, nos anciennes mœurs, notre antique vie domestique? Quelle position allons-nous faire à la femme? Sera-ce celle des Américaines, celle de la Française, de l'Allemande, de l'Anglaise? Ou bien prendrons-nous les modèles de vertu et de charme féminins dans notre histoire nationale? En éducation, en morale, en esthétique, les Orientaux ont un idéal différent de celui des Occidentaux. Les deux principes sont opposés et inconciliables. Nos penseurs, malgré eux, combattent pour l'un ou pour l'autre.

La divergence d'opinion devient de plus en plus manifeste. On ne peut pas l'ignorer, et la lutte consciente ou, le plus souvent, inconsciente, devient très sérieuse. Le socialisme, la question brûlante d'aujourd'hui, mais qui le sera encore plus demain, est à peine discuté par le docteur Otsuka, qui le considère d'un point de vue tout spécial, car il dit :

La doctrine socialiste est un produit de la civilisation occidentale et le résultat du choc de deux idées, l'individualisme et le cosmopolitisme. Il y a plusieurs sortes de socialisme, dont une offre des affinités très grandes avec nos idées traditionnelles sur les relations réciproques de certaines classes entre elles et envers l'État. Ce qu'on appelle socialisme d'État semble s'étendre dans notre pays; on a aussi prétendu qu'il y était, pour ainsi dire, indigène et, par cela même, méritait d'être soutenu. Cela se peut; en tout cas, la doctrine socialiste a beaucoup d'influence dans la politique chez les autorités locales et dans les questions financières. Si prépondérante est l'influence que le socialisme exerce dans quelques milieux qu'il semble bientôt devoir rivaliser d'importance avec les deux grands problèmes qui divisent le pays : la civilisation occidentale et le nationalisme. Cependant, nous ne pensons pas que, dans l'avenir, il puisse garder longtemps le rang auquel il prétend. Mais pour le moment, il

profite de l'antagonisme entre la civilisation japonaise et la civilisation européenne.

En terminant son article, le docteur Otsuka semble partager, quoique à regret, la conviction, très répandue ici, que :

Dans le conflit avec les Européens, l'idéal japonais sera, à la longue, détruit. Le beau et le bien, tels que nous les avons connus et aimés, seront sacrifiés à des formes grossières d'utilitarisme moderne. Une chose me semble certaine, la culture japonaise ne peut pas vivre dans l'isolement. Son unique chance de durer serait dans la découverte possible, mais problématique, d'une méthode qui unirait, en les fondant ensemble, les deux civilisations.

L'éminent auteur conclut ainsi :

Il y a des pessimistes pour qui l'édifice colossal du progrès moderne est sapé dans sa base et fatalement condamné à s'effondrer comme s'est écroulé le grand empire romain. Il y a, d'autre part, des philosophes également convaincus du contraire, qui ne voient que des causes de stabilité et de durée dans les institutions d'Occident.

Il termine ces réflexions en exprimant sa confiance dans le vaste travail de régénération intellectuelle auquel sa patrie prend une si large part.

Une chose qui apparaît comme sûre aux profonds penseurs, dit-il, c'est que la civilisation matérielle d'aujourd'hui n'échappera au terrible cataclysme qui la menace que par l'adoption de principes spirituels et moraux, qui endigueront, conduiront et guideront son énergie. La moralisation de l'industrialisme est une tâche qui s'impose de plus en plus. N'est-il pas possible au Japon de prendre la part prééminente dans cette grande œuvre, et n'est-ce pas à lui de contribuer à sauver l'Europe et l'Amérique des dangers qui les entourent?

Prévoir ou prédire est toujours périlleux, et d'ailleurs hors de nos moyens; mais vraiment, dans ses aspirations vers un idéal plus élevé de la vie sociale, dans les efforts qu'il tente pour établir l'instruction publique sur des principes de morale et de justice, dans son ambition de donner à la jeunesse un sentiment plus noble de ses devoirs, le Japon offre un exemple digne d'être suivi par bien des nations.

VAY DE VAYA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Chambre des députés a repris la discussion de l'impôt sur le revenu, et elle a voté le principe de l'impôt sur la rente. La majorité a été d'environ 150 voix : on ne croyait pas qu'elle serait aussi considérable, mais le gouvernement a posé la question de confiance, et cet argument qui n'en est pas un, qui n'est qu'un moyen de pression sur l'assemblée, a fait lourdement pencher la balance du côté de l'impôt. En sera-t-il ainsi jusqu'au bout? C'est possible : il n'y a que le premier pas qui coûte. La Chambre l'a fait ; elle a décidé que l'État manquerait au plus clair de ses engagemens.

Qu'il y ait un engagement de l'État, on ne saurait le contester sérieusement. Au surplus, MM. Jules Roche et Aimond d'abord, M. Ribot ensuite, l'ont démontré avec une évidence aveuglante. M. Roche est progressiste, M. Aimond est radical; le premier est adversaire de l'impôt sur le revenu, le second l'accepte dans certaines conditions et se défend de vouloir y faire obstacle; mais l'un et l'autre sont contraires à l'impôt sur la rente. Nous reconnaîtrons tant qu'on voudra qu'il n'y a pas de principe immuable engagé dans cette affaire. Si, dans la plupart des pays du monde, la rente est exempte d'impôt, il en est, comme l'Angleterre, où il en paie un. Mais, en France, il ne s'agit pas d'une question de principe : il s'agit d'une question de fait. Est-il vrai, oui ou non, que l'État, lorsqu'il a contracté des emprunts, a promis de ne faire subir aucune retenue à l'intérêt qu'il devait servir à ses créanciers? Quoi qu'en disent MM. Pelletan et Caillaux, l'engagement de l'État est formel : il a été pris dès l'origine et il a été renouvelé dans des circonstances récentes. Les textes sont si limpides qu'ils ne permettent aucune équivoque. On a essayé pourtant d'en faire naître, mais on a si bien senti la faiblesse d'argumentations trop subtiles qu'on y a renoncé pour recourir à des affirmations toutes nouvelles, à savoir qu'à supposer

qu'il se soit engagé, l'État n'avait pas le droit de le faire, et que, en tout cas, ses engagemens ne sauraient lier les successeurs de ceux qui les ont pris. Nous ne discuterons pas une pareille thèse : elle est à la fois immorale et puérile. Lorsqu'il a promis, pour emprunter à meilleur compte, de n'opérer aucune retenue sur les intérêts de ses emprunts, l'État s'est engagé très valablement, et comme il est doué de pérennité, qu'il se continue toujours et ne meurt jamais, ses engagemens sont pour l'avenir comme pour le présent. Mais alors, demande-t-on, que devient sa souveraineté? M. Jules Roche, M. Aimond, M. Ribot ont fait là une distinction essentielle entre l'État représentant de la puissance publique et l'État emprunteur et contractant. Dans le premier cas, il est souverain, ce qui ne veut pourtant pas dire qu'il ait le droit de tout faire ; dans le second, il est soumis aux règles générales de tous les contrats. S'il les viole, il est aussi coupable que le serait un particulier dans le même cas : la seule différence est qu'il y a des tribunaux pour les particuliers et qu'il n'y en a pas pour l'État. Libre à lui d'abuser de sa force; l'impunité matérielle lui est assurée, mais il n'en est pas de même de l'impunité morale. La justice immanente des choses trouve, ici comme partout, l'occasion de s'exercer : elle prend la forme redoutable d'une atteinte au crédit public.

Si on veut, chez nous, soumettre la rente à une retenue, nous ne voyons qu'un moyen de le faire légitimement; il a été indiqué; c'est de procéder à un grand emprunt de liquidation qui prendra la place de tous les autres, mais à l'origine duquel on aura soin de dire qu'il sera soumis à l'impôt. On fait quelque chose d'analogue en matière de conversion. Quand l'État convertit sa dette, il en contracte, en réalité, une nouvelle, dont les conditions sont connues d'avance, et que le créancier est libre d'accepter ou de refuser. Refuse-t-il ? on lui restitue son capital; accepte-t-il ? il a un titre nouveau; dans les deux cas, le contrat primitif est respecté. Et le Trésor n'y perd rien. Si on fait le total des économies que l'État a opérées sur la rente depuis la première conversion jusqu'à la dernière, on verra qu'il a demandé à la rente, sous la forme particulière de la conversion, plus peut-être qu'il n'aurait osé le faire sous la forme plus générale de l'impôt. M. le ministre des Finances l'a constaté lui-même; mais alors comment a-t-il pu répéter l'allégation parfaitement fausse et mensongère que la rente jouit d'un privilège inadmissible et qu'elle échappe indûment aux charges publiques dont tous les autres revenus sont grevés? Le succès de cette affirmation, si souvent renou-

velée, montre une fois de plus à quel point les mots ont chez nous plus de force que les faits. La rente paie sa dette, mais elle la paie à sa manière, et la seule question est de savoir si cette manière est la meilleure : nous croyons fermement qu'elle l'est.

M. le ministre des Finances a trop l'habitude des assemblées pour n'avoir pas senti très vite qu'il y avait de la résistance autour de lui, même parmi ses amis : aussi s'est-il résolu à jeter du lest. M. Jules Roche avait signalé un fait très saisissant, à savoir que, parmi les 3 222 928 coupures de rentes mixtes et au porteur 3 pour 100, le nombre des coupures de 1 000 francs et au-dessus est de 38 546, et que le nombre des petites est en chiffres ronds de 3 180 000. On pourra contester l'exactitude de ces chiffres et dire que les mêmes porteurs détiennent parfois plusieurs coupures : il n'en est pas moins certain que le nombre des petits, des très petits rentiers, est très grand chez nous, qu'il l'est plus que dans tout autre pays et notamment qu'en Angleterre, et que, dès lors, en imposant la rente, on risque de mécontenter un nombre considérable d'électeurs. La Chambre en avait bien l'impression, mais M. Jules Roche a rendu cette impression plus précise, et M. le ministre des Finances s'y est heurté. — Eh bien ! a-t-il dit, puisqu'il y en a tant, nous allons exempter de l'impôt les tout petits rentiers, ceux dont la rente n'excède pas 625 francs et qui justifieront que leur revenu total ne dépasse pas 1 200 francs. — On estime, — mais ce chiffre est-il exact ? — qu'il en résultera une diminution de recettes d'environ 4 millions : grâce à ce sacrifice, l'impôt sur la rente a été sauvé. M. Ribot a montré en vain ce qu'il y avait d'empirique dans la transaction imaginée par M. le ministre des Finances. Pourquoi 625 francs au lieu de 700, ou de tel autre chiffre ? Celui qui a 625 francs de rente sur l'État est-il beaucoup plus intéressant que celui qui en a 700 ? Et celui qui a moins de 1 200 francs de rente est-il vraiment moins riche que celui qui en a 1 250, surtout si le second est père de famille et si le premier ne l'est pas ? Rien de plus arbitraire que ces chiffres. Ils ne satisfont pas la justice ; ils se proposent seulement de ménager une catégorie d'électeurs qu'on juge la plus nombreuse. Si les gros porteurs de rentes étaient les plus nombreux, c'est eux que le gouvernement ménagerait ; mais ils sont en minorité, on les écrase, ils paieront pour les autres.

En dépit de l'admirable discours de M. Ribot, la Chambre a voté l'impôt sur la rente. Nous ne considérons pourtant pas la question comme résolue : il reste le Sénat, qui aura aussi son mot à dire. Et enfin, à la Chambre même, la discussion est loin d'être épuisée. Si

on en juge par le nombre des articles du projet de loi, elle n'en est guère encore qu'au quart de sa carrière. C'est comme un char qui s'avance lentement et toujours en s'alourdissant. Qui sait s'il ne finira pas par verser? Mais le début est malheureux, et Pangloss lui-même y perdrait de son optimisme.

Le Pape vient de faire connaître sa volonté au sujet des mutualités ecclésiastiques : sans les condamner en elles-mêmes, il leur refuse l'autorisation d'accepter des mains de l'État l'argent des Caisses et des fondations ecclésiastiques. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons répété déjà bien des fois au sujet de l'attitude prise par le Saint-Siège dans toutes les questions qui dérivent de la loi de séparation. Nous aurions préféré qu'elle fût différente, et nous avons dit pourquoi. Si la générosité des fidèles supplée, non seulement aujourd'hui, mais demain, mais toujours, aux renonciations que le Saint-Père ordonne et auxquelles il faut bien que les catholiques se résignent, tout sera pour le mieux; mais il est difficile de ne pas avoir quelques doutes à ce sujet. Quoi qu'il en soit, n'ayant rien pu et ne pouvant rien empêcher, nous nous bornerons à expliquer.

On sait que les biens ecclésiastiques devaient, de par la loi de séparation, être remis aux associations cultuelles et, à leur défaut, faire retour aux communes pour être affectées par elles à des œuvres de bienfaisance. Le gouvernement n'avait pas douté, à l'origine, que des associations cultuelles se formeraient; il était fort éloigné de toute pensée de spoliation et, satisfait d'avoir supprimé le budget des Cultes, il lui répugnait de déshonorer la loi de séparation en confisquant des biens qui, s'ils n'appartenaient pas juridiquement à l'Église de France, lui appartenaient moralement et étaient grevés, par leur origine même, d'une affectation religieuse. Mais le Pape a interdit les associations cultuelles, et l'État, qu'on nous passe le mot, s'est trouvé assez embarrassé. Le Pape lui avait dit avec un héroïque dédain: *Pecunia tua tecum sit*, garde l'argent, et laisse-moi ma liberté. L'État aurait préféré trouver un moyen indirect de restituer l'argent à l'Église, en totalité ou en partie, et il a imaginé pour cela toutes sortes de combinaisons dont aucune n'a abouti, parce qu'elles sont toutes venues se briser contre l'opposition pontificale. La situation, cependant, devenait de plus en plus critique. L'Église de France se trouvait avoir perdu des sommes dont le total exact n'a jamais été bien connu, mais il s'élevait certainement à plusieurs centaines de millions. Le Pape avait ordonné qu'on les abandonnât, soit : tout le monde

s'est soumis. Toutefois des hommes indépendans, et certainement animés d'intentions très droites, se sont demandé s'il ne serait pas possible de sauver quelques-unes des épaves d'un si grand naufrage, et ils ont cru pouvoir se servir pour cela de la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels. N'était-ce pas une loi de droit commun, et le Pape n'avait-il pas conseillé aux fidèles de se servir du droit commun de leur pays ? La loi de 1898 prévoit deux sortes de sociétés : les unes « approuvées » dont les statuts sont soumis à l'autorité administrative et qui jouissent de certains privilèges, les autres libres qui ont plus d'autonomie, mais une capacité civile moindre. A la Chambre des députés, M. l'abbé Lemire, préoccupé du sort qui attendait les Caisses de retraites ou de secours ecclésiastiques, a cru trouver dans la loi de 1898 un moyen de maintenir à ces caisses leur destination première. Elles avaient été formées par le clergé et par les fidèles : n'était-il pas à souhaiter qu'elles continuassent de subvenir aux besoins des vieux prêtres ? Pour atteindre ce but, il fallait se mettre d'accord avec le gouvernement dont l'opposition devait faire échouer devant la Chambre tous les amendemens qu'il combattrait. M. l'abbé Lemire, s'il en avait été le maître, aurait vraisemblablement préféré recourir à la forme des sociétés libres ; mais le gouvernement ne reconnaissait qu'aux sociétés « approuvées » la capacité de recevoir les biens des Caisses de retraites et de secours ecclésiastiques. En conséquence, M. l'abbé Lemire a présenté et fait voter un amendement dans ce sens. Tout le monde s'en est félicité, à l'exception des socialistes et des radicaux-socialistes les plus accentués. Il semblait qu'il y eût de la conciliation dans l'air, et que les Caisses des retraites ecclésiastiques étaient sauvées. Mais que dirait Rome ? On ne se l'est pas demandé au premier moment. On espérait d'ailleurs qu'aucune opposition ne viendrait de ce côté, puisqu'il ne s'agissait plus, comme dans le cas des associations cultuelles, de pourvoir à l'exercice du culte, mais seulement à l'entretien personnel de quelques vieux prêtres ?

Bientôt une nouvelle question s'est posée, et il s'est formé autour d'elle un mouvement d'opinion d'une intensité particulière. L'opinion s'était médiocrement émue au sujet des Caisses de retraite ; elle s'est passionnée au contraire pour les fondations de messes, et on a fait honte au gouvernement et au Parlement d'avoir voulu s'emparer de ce qu'on appelait les biens des morts. M. Maurice Barrès, en particulier, a prononcé à ce sujet un discours qui, s'il n'a pas déterminé le vote de la Chambre, a pourtant agi sur elle et encore plus sur le public

La portée d'un discours n'apparaît pas toujours au premier moment; il faut en attendre les suites. L'agitation a continué dans les esprits, et lorsque la question des fondations de messes est venue devant lui, le Sénat en a senti la gravité : il s'est montré disposé à la résoudre dans un autre sens que ne l'avait fait la Chambre. La Droite, le Centre, une partie notable de la Gauche ont pesé sur le ministère, pour qu'il acceptât soit l'amendement Chaumié, soit au moins l'amendement Philippe Berger, et finalement il a accepté le dernier, ce qui a été regrettable. L'amendement Chaumié décidait que l'argent des fondations de messes serait remis directement aux prêtres qui devaient dire les messes : en fait, il serait passé par les mains de l'évêque qui l'aurait distribué comme il aurait cru devoir le faire. Rien n'était plus sage que cet amendement ; mais il l'était trop pour une majorité et pour un ministère qui affectent de dire qu'ils ne savent pas ce que c'est qu'un prêtre et qu'ils ne veulent pas le savoir. Depuis la loi de séparation, le prêtre est pour eux comme un être fossile, représentant d'une espèce qui a disparu de leur horizon. Quelque pitoyable que fût cet état d'esprit, il a bien fallu en tenir compte : M. Philippe Berger a présenté son amendement, inspiré par celui de M. l'abbé Lemire à la Chambre et même un peu calqué sur lui. Puisque les mutualités « approuvées » devaient recueillir les biens des Caisses de retraite et de secours ecclésiastiques, pourquoi ne recueilleraient-elles pas aussi ceux des fondations de messes ? Puisque l'État et les communes ne pouvaient pas connaître directement un évêque, un curé, un prêtre quelconque et qu'un pareil contact était de nature à les contaminer, ne pouvait-on le leur épargner au moyen d'un corps interposé qui serait la Société de secours mutuels ? On a donc voté l'amendement Berger. Encore une fois, tout le monde a été content, et on s'est donné de bon cœur une sorte de baiser Lamourette. M. Briand, qui avait déjà montré de l'éloquence au Sénat, en a montré encore davantage à la Chambre pour lui faire adopter l'amendement. Il y a réussi : on a cru que tout était terminé. Nous n'avons pas voulu troubler cette espérance, et, lorsque nous avons parlé ici de l'amendement Berger, nous ne nous sommes pas demandé comment il serait jugé à Rome. Cette question, toutefois, nous causait quelque anxiété. Rome, qui avait repoussé le plus, ferait-elle une concession pour avoir le moins ? Sortirait-elle de son intransigeance ? Une expérience récente ne permettait guère de le croire. Toutefois, nous cherchions à nous rassurer en pensant que les sociétés de secours mutuels étaient bien différentes des associations cultuelles : un archevêque

n'avait pas craint d'exprimer cette opinion, et de la soutenir par des argumens qui semblaient très forts. Malheureusement, on sait que les argumens français ne sont pas toujours des argumens romains. Il fallait attendre la décision du Saint-Siège. Elle est venue et, nous l'avons dit déjà, elle a été nettement négative, négative comme celles qui avaient précédé, négative comme tout ce qui vient de Rome à l'adresse de la France. Et c'est sans doute, en partie, la faute de notre gouvernement et des procédés qu'il emploie : tout de même, la conséquence est dure quand on songe aux nombreux millions que voilà perdus. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais il en vit.

La lettre du Pape, adressée aux cardinaux français, est d'ailleurs d'une forme très digne. Elle est brève ; le Pape ne revient pas sur les développemens qu'il a déjà donnés à sa pensée ; il se contente de dire qu' « on demande au clergé français de former des *mutualités* ouvertes à tous ceux qui se réclameraient de quelque façon que ce soit du titre d'*intéressés*, sans moyen légal d'écarter de leurs rangs des égarés, ou même des membres exclus de la communion de l'Église, » et que cela est inadmissible. « On demande en somme aux ecclésiastiques français, continue le Saint-Père, de se constituer en corps séparé, et d'oublier en quelque sorte leur caractère de prêtres en communion avec le Saint-Siège apostolique. Ils devraient se considérer comme de simples citoyens, mais des citoyens privés du droit accordé à tous les Français d'exclure de leurs mutualités des sociétaires indignes. » En un mot, le Saint-Père craint de voir quelques brebis galeuses s'introduire dans le troupeau qui bénéficierait des retraites et des pensions ecclésiastiques, et, pour éviter plus sûrement ce danger, il en prive toutes les autres. En ce qui concerne les messes, croit-il vraiment qu'on les ferait dire par des prêtres frappés d'interdictions ecclésiastiques? Rien ne le donne à supposer. Mais, encore une fois, nous ne voulons pas discuter: nous sommes en présence d'un fait, nous nous demandons seulement quelles en seront les suites. Le Pape écrit: « Et tout cela pour pouvoir recueillir des avantages matériels fort discutables et précaires. » Ces avantages n'étaient pas discutables, et ils sont moins précaires que ne l'assure le Saint-Père dans cette phrase de sa lettre. Ils ne sont pas « minimes, » comme il le dit dans une autre. On sent que ces assurances ont pour objet de diminuer les regrets que peuvent laisser les décisions pontificales ; mais on sent aussi que, quand même les biens perdus auraient été beaucoup plus considérables, quand même ils

auraient eu une valeur décuple, les décisions n'auraient pas changé. A la hauteur théologique où se place le Saint-Père, les biens de la terre n'existent plus. Il se regarde comme Jésus sur la montagne en butte aux tentations du malin esprit qui lui offre honneurs, pouvoirs, richesses, tentations que Jésus repousse parce que son royaume n'est pas de ce monde et que ses ambitions sont d'un autre ordre. Le Pape annonce qu'il constitue une rente de quatre mille francs qui serviront à dire des messes pour les morts, et qu'il en dira une lui-même tous les mois. Les morts, sans doute, y trouveront leur compte : mais les vivans?

Les ordres de Rome seront obéis à la lettre; il ne saurait y avoir à cet égard aucun doute; mais n'en restera-t-il pas dans les cœurs quelques regrets? Les catholiques français dans les deux Chambres avaient évidemment cru que les amendemens de MM. Lemire et Berger étaient acceptables puisqu'ils les avaient acceptés, et il est permis de voir dans leurs votes, qui ont été unanimes, une prière discrète adressée au Saint-Siège, prière qui a peut-être été entendue, mais qui n'a pas été exaucée. Quant au gouvernement, il est plus difficile de savoir sa pensée véritable. Nous avons dit déjà qu'une transformation s'était opérée dans celle de M. Briand. M. Briand, après avoir poussé très loin l'esprit de transaction, voyant toutes ses tentatives repoussées avec perte et sa bonne volonté méconnue, a tout d'un coup changé de manière; il a semblé dire que, puisqu'on ne voulait rien de lui, il allait tout reprendre et il a présenté une véritable loi de confiscation. Néanmoins, peu à peu, il a cédé de nouveau devant les suggestions conciliantes de M. l'abbé Lemire à la Chambre et de M. Philippe Berger au Sénat.

L'a-t-il fait, cette fois, de bon cœur? Nous ignorons ses sentimens secrets; mais il y a sans nul doute, dans la majorité qui a voté avec lui et parmi ses collègues du ministère eux-mêmes, des hommes qui sont d'autant plus satisfaits d'avoir fait un geste généreux qu'il ne leur a, en somme, rien coûté, puisque le Pape a repoussé leurs avances. Ils sont bien aises de pouvoir dire au pays qu'ils ont voulu donner et qu'on n'a pas voulu recevoir, et de rejeter sur ceux qui ne l'ont pas voulu la responsabilité des souffrances dont le clergé sera ultérieurement affligé. Ces messes dont on les accusait de priver les morts, ils diront qu'ils avaient trouvé un moyen de les en faire bénéficier, et que ce n'est pas leur faute si une volonté supérieure a opposé son *veto*. Qu'il y ait de leur part, en tout cela, un peu d'hypocrisie, nous l'accordons. S'ils voulaient vraiment donner, ils

auraient dû le faire avec moins de réticences et en allant directement au but au lieu de passer par des intermédiaires suspects. Il n'en restera pas moins dans beaucoup d'esprits une impression d'incertitude et de malaise, impression qu'il nous serait difficile de dissiper, mais que, du moins, nous ne voulons pas augmenter par des commentaires inutiles. Il n'est pas douteux que le Pape a fait ce qu'il a cru être son devoir, et il a sans doute personnellement souffert au moment de prendre une détermination dont il comprenait la rigueur; mais tout le monde autour de lui n'en a pas souffert comme lui; il semble même que certains amis de l'Église s'en sont réjouis autant peut-être que l'ont fait ses ennemis. Les uns ou les autres se trompent; mais lesquels?

Depuis quelques jours, un changement considérable s'est produit dans la situation au Maroc : par malheur, il n'est pas fait pour diminuer les difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises. Ces difficultés sont trop délicates et elles peuvent devenir trop graves pour que nous nous attardions à dire qu'elles ne se seraient pas produites, si on avait suivi les conseils que nous n'avons pas cessé de donner : on nous permettra pourtant de les rappeler. Combien de fois n'avons-nous pas demandé qu'on ne prît parti pour aucun des deux compétiteurs qui se disputent la couronne chérifienne? Nous ne devions rien, assurément, à Abd-el-Aziz : pourquoi ne nous sommes-nous pas bornés à respecter en lui le Sultan régulier du Maroc, tout en laissant aux événemens le soin de prononcer entre lui et son frère? Celui-ci ne cessait pas de nous faire des avances, que nous ne pouvions pas accepter officiellement et qu'il y avait même des inconvéniens à écouter officieusement, mais que nous n'avions pas à décourager tout à fait.

A force de répéter que Moulaï-Hafid était notre ennemi et de le traiter en conséquence, nous nous sommes exposés à le rendre tel en effet, et cela sans la moindre nécessité, sans la moindre utilité. A quoi bon, pensait-on, se gêner avec lui? Nous lisions dans les journaux, sans beaucoup y croire, qu'il n'existait pas, qu'il ne représentait aucune force, qu'il avait toutes les tribus contre lui, qu'il était abandonné de tous les siens, enfin qu'il était une ombre sur laquelle il suffirait de souffler pour qu'elle se dissipât. C'était peut-être vrai, mais il aurait fallu un autre souffleur qu'Abd-el-Aziz. Notre illusion a été de croire qu'il nous suffirait de nous prononcer en faveur de ce pâle fantôme pour lui donner une force qu'il n'avait pas; nous ne

lui avons pas donné la nôtre et nous lui avons enlevé ce qui lui restait de la sienne en le compromettant auprès de ses sujets. S'il avait été un autre homme, s'il avait eu de l'intelligence, de la volonté, du caractère, sans doute il aurait pu jouer son jeu dans des conditions qui nous auraient permis de nous y intéresser : — encore aurait-il fallu le faire discrètement. Mais n'étions-nous pas fixés sur sa valeur? Ne savions-nous pas ce qu'il fallait penser de lui, et le peu qu'il était permis d'en espérer? Alors, pourquoi n'avoir pas attendu que les deux frères aient vidé leur querelle, en se bornant à exiger qu'ils le fissent en dehors des ports? Au lieu de cela, nous avons attiré Abd-el-Aziz à Rabat, et les conséquences de cette première faute n'ont pas tardé à se dérouler. Moulaï-Hafid, à son tour, a voulu aller du côté de la mer, et nous l'en avons empêché par notre expédition dans la Chaouïa. Il n'y a pas à critiquer cette expédition en elle-même : nous l'avions rendue nécessaire et elle a d'ailleurs été bien conduite. Mais puisque nous lui avions fermé le chemin de la mer, Moulaï-Hafid a dû se tourner d'un autre côté, et nous voyons où cela l'a conduit. Il est entré à Mequinez et il entrera à Fez quand il voudra : rien ne pourrait l'en empêcher, si ce n'est un miracle. Cet homme qu'on nous représentait comme réduit à la dernière extrémité et qui, hier encore, si on en avait cru des dépêches complaisantes, cherchait pour son abandon un refuge dans quelque couvent, est aujourd'hui maître de Mequinez et de Fez, c'est-à-dire du cœur du Maroc, et s'il ne l'est pas du Maroc lui-même, c'est parce que personne ne l'a été et ne le sera encore de longtemps. Mais il représente la plus grande force qui y existe actuellement, et si nous ne sommes pas encore obligés de reconnaître cette force, nous ne pouvons plus la regarder comme inexistante et affecter de l'ignorer.

Quant à l'infortuné Abd-el-Aziz, que devient-il? Nous nous permettions, il y a quelques semaines, de parler avec ironie de sa mehalla qui était toujours à la veille de partir de Rabat pour Fez, et qui ne partait jamais. Elle l'a fait cependant, avec la lenteur calculée de toutes les mehallas marocaines, lenteur qui est la plus grande qu'on eût encore vue à la guerre. Au bout de plusieurs jours, la mehalla d'Abd-el-Aziz était encore à quelques portées de fusil de Rabat. Peut-être avait-elle raison de ne pas se presser. D'après les dernières nouvelles, elle s'est embourbée dans des marais, et elle est entourée de tribus hostiles qui la menacent de lui faire un mauvais parti. Moulaï-Hafid la somme à son tour de se rallier à sa cause, faute de quoi, il

l'attaquera au premier jour; mais il n'aura probablement pas besoin d'en venir là pour qu'elle se débande, ce qui est l'évolution la plus naturelle à toutes les mehallas marocaines, à moins cependant qu'elles n'aient affaire à nous. C'est un phénomène remarquable, en effet, que le courage indomptable que les Marocains déploient contre l'infidèle et l'étranger, et la prodigieuse mollesse qu'ils mettent à s'attaquer entre eux : dans les deux cas, ce ne sont pas les mêmes hommes. La facilité avec laquelle les tribus passent d'un compétiteur à un autre, montre l'indifférence dont elles sont animées à leur égard : il leur importe assez peu d'avoir un maître ou un autre, — il l'est d'ailleurs si faiblement! — pourvu que ce maître soit de leur race et de leur religion. Le succès prononce et on suit. Or le succès, depuis quelques jours, est incontestablement pour Moulaï-Hafid.

Quelque modifiée que soit la situation, elle ne l'est pas encore assez pour qu'il y ait lieu de conseiller une autre attitude que celle que nous avons toujours recommandée : nous n'avons pas à nous prononcer encore entre Moulaï-Hafid et son frère et, quand le moment en sera venu, nous ne serons pas seuls à devoir le faire. Les autres puissances qui étaient représentées comme nous à Algésiras et qui, à cette époque, ont traité avec Abd-el-Aziz, pourront être amenées à reconnaître un autre sultan; mais elles ne le feront pas sans conditions, et la première sera sans nul doute que le sultan, quel qu'il soit, accepte l'Acte de la Conférence. Cet Acte est pour le moment notre loi à tous. Les compétitions intérieures du Maroc, les troubles qui s'ensuivent, les substitutions de personnes qui s'y produisent, ne doivent avoir aucune influence sur la situation internationale du pays; non pas que celle-ci ne puisse pas changer, mais elle ne peut le faire que par des causes plus décisives et en vertu d'autres procédés. Au reste, Moulaï-Hafid le sait bien, et il est le premier à l'admettre, puisque ses envoyés à Berlin ont pris soin d'assurer que leur maître respecterait l'Acte d'Algésiras. Nous avons aussi des envoyés de lui à Paris, et nous n'avons pas à les recevoir aujourd'hui plus qu'hier; mais il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'ils y prolongent leur séjour. M. Pichon, dans un des discours qu'il a prononcés devant la Chambre, a réservé prudemment entre les deux sultans la question d'avenir. Nous aurions aimé à ce qu'il eût toujours la même prudence dans sa conduite que dans ses paroles; mais enfin, notre liberté reste entière, nous ne l'avons jamais aliénée.

M. le Président de la République est en ce moment en Angleterre,

où il est allé faire visite au roi Édouard VII, et nous ne pouvons qu'être infiniment touchés des marques de sympathie qui lui sont données : elles s'adressent à lui sans doute, mais par lui à la nation française dont il est le digne représentant. L'entente cordiale, telle qu'elle a été définie une fois de plus dans les discours pleins de mesure et de tact du Roi et du Président, est aujourd'hui également populaire dans les deux pays : ils y voient l'un et l'autre une garantie de la paix avec dignité, et nul n'y peut voir autre chose. La presse allemande en témoigne pourtant quelque mauvaise humeur : pourquoi? Lorsque l'empereur Guillaume est allé récemment en Angleterre, nous en avons éprouvé une impression de confiance et de sécurité. Il est bon, en effet, que des démonstrations de ce genre, en dissipant les malentendus, s'il y en a eu, resserrent entre les gouvernemens et les peuples les liens de leur amitié. Aucun malentendu n'existe en ce moment entre l'Angleterre et la France; mais ce n'est pas une raison pour que les deux pays n'échangent pas entre eux ces visites de chefs d'État auxquelles l'opinion attache une importance dont, en effet, elles ne sont pas dépourvues. On pourrait ne pas en faire : puisqu'on en fait, il est à désirer qu'on en fasse assez pour leur faire perdre tout caractère trop particulier. Hier, nous le répétons, l'empereur Guillaume était en Angleterre; aujourd'hui, c'est M. Fallières; demain, le roi Édouard ira voir l'empereur Nicolas; un peu plus tard, M. Fallières rendra aux souverains du Nord les visites qu'il a reçues d'eux, et il en fera une à l'empereur de Russie dans les eaux russes. Il ne faut voir dans ces démonstrations que la preuve des bons rapports qui existent entre les puissances, bons rapports dont le maintien les intéresse toutes. Au surplus, tout cela n'apprend rien à personne. On connaît notre alliance avec la Russie; on ne connaît pas moins notre amitié avec l'Angleterre. Ces formes différentes expriment un même fait, qui est la solidarité de certains intérêts; mais ce fait ne saurait porter ombrage à qui que ce soit, et c'est parce qu'il n'y a rien à en dissimuler que ces visites se produisent en pleine lumière comme une nouvelle consécration de la paix.

Francis Charmes.

Le Directeur-Gérant,

Francis Charmes.